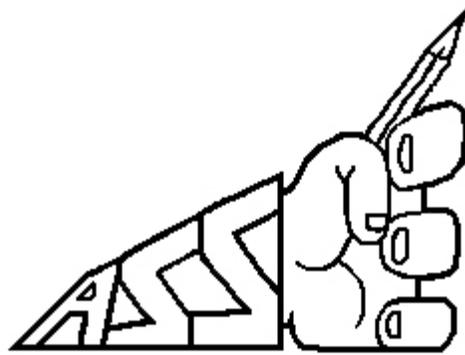


Congrès annuel de

**l'Association pour une Solidarité
Syndicale Étudiante (ASSÉ)**



Les 22 et 23 avril 2006
Cégep Lionel-Groulx

Table des matières

Ordre du jour	page 2
Procès-verbal du Congrès des 10, 11 et 12 février 2006	page 3
Bilan annuel du Conseil exécutif	page 27
Bilan de l'année 2005-2006 au RÉÉSUM	page 76
Bilan de l'année 2005-2006 de l'AGECD	page 78
Bilan local et national de l'AGES	page 80
Bilan 2005-2006 du SECMV	page 82
Rapport annuel de l'AFESH-UQAM	page 84
Bilan 2005-2006 de l'AÉCS	page 90
Bilan annuel de l'AECSL	page 95
Bilan local de l'AÉHUM	page 99
Bilan annuel de l'AGECSJR	page 103
Bilan annuel de l'AGECFXG	page 105
Bilan de 2005-2006 de l'AGEECLG	page 110
Bilan annuel de l'AEMSP-UQÀM	page 112
Bilan annuel du CASSEÉ	page 115
Bilan annuel du Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM)	page 116
Bilan du Comité recherche et réflexion	page 124
Réflexion sur la production de documentation	page 126
Bilan annuel du Comité des affaires académiques et pédagogiques	page 138
Bilan annuel du Comité femmes	page 140
Bilan annuel du Conseil InterRégional	page 143
Compte rendu de la réunion nationale des comités écologistes	page 146
Bilan mi-annuel de la permanence, hiver 2006	page 149
Rapport synthèse du Congrès d'orientation	page 153
Compilation des formulaires sur l'aide financière aux études	page 167
Avis de motion	page 171
Lettre de démission	page 180
Candidatures aux élections générales	page 181
Présentation des finances	page 209
États financiers 2005-2006, au 31 mars 2006	page 212
Prévisions budgétaires 2006-2007	page 214
Propositions	page 216
Propositions mises en dépôt	page 224
Dépôt des avis de motion	page 225
Annexes	page 226

Ordre du jour

Ordre du jour proposé par le Conseil InterRégional :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Praesidium
 - 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.3 Lecture et adoption du procès-verbal des 10, 11 et 12 février 2006
- 2.0 Accueil des nouveaux membres
- 3.0 Tour de table
- 4.0 Caucus procédures
- 5.0 Rapports des membres et instances
- 6.0 Suivi du Congrès d'orientation
 - 6.1 Recommandations
 - 6.1.1 Fonctionnement interne
 - 6.1.2 Campagnes, stratégies, mobilisations et informations
 - 6.2 Orientations
 - 6.2.1 Principes de base et revendications
 - 6.2.2 Fonctionnement interne
- 7.0 Traitement des avis de motion
- 8.0 Élections générales
 - 8.1 Conseil exécutif
 - 8.2 Comité femmes
 - 8.3 Comité journal
 - 8.4 Comités de travail
- 9.0 Femmes (plénière)
- 10.0 Revendications
- 11.0 Plan d'action 2006-2007
- 12.0 Finances
 - 12.1 États financiers 2005-2006
 - 12.2 Renouvellement du contrat de la permanence
 - 12.3 Prévisions budgétaires 2006-2007
- 13.0 Avis de motion
 - 13.1 Dépôt des avis de motion
- 14.0 Varia
- 15.0 Levée

Procès-verbal

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) Tenu les 10, 11 et 12 février 2006 au Cégep de Matane

Présences :

Nom	Association et Comité	Délégué-e	Observateur/ Observatrice
Emmanuel B. Lepage	AECM	√	
Andrée-Anne Lévesque	AECM	√	
Pascal Talbot	AECM	√	
Jaouad Laaroussi	AÉCS	√	
Marianita Hamel	AÉCS	√	
Isis Gagnon-Grenier	AÉCS	√	
Alex Desrochers	AÉCS	√	
Pamela Auclair-Champagne	AGECSJR	√	
Guillaume Charette	AGECSJR	√	
Dominic Choinière Crèvecoeur	AGECSJR	√	
Gabriel Rompré	AGECFXG	√	
Rémi Daigle	Comité de mobilisation, AGECFXG	√	
Cimon Guy	Comité de mobilisation, AGECFXG	√	
Kim Dockstader	AGES	√	
Hugo Diotte	AGES	√	
Alexandre Leduc	AFESH-UQÀM	√	
Catherine Giroux	AFESH-UQÀM	√	
Clémence Montocchio	AFESH-UQÀM	√	
Maryse Chapdeleine	AGECD	√	
Louis-David Lalancette-Renaud	AÉHUM	√	
Andrée Bourbeau	AEMSP-UQÀM	√	
Francis Rouleau	AEMSP-UQÀM	√	
Hugo Desgagné	AEMSP-UQÀM	√	
Jérôme Aubin	AEMSP-UQÀM		√

Nom	Association et Comité	Délégué-e	Observateur/ Observatrice
Marc-André Faucher	RÉÉSUM	√	
Ève Léger	AECSL	√	
Alex Bourdon-Charest	AGEECLG	√	
Martine Poulin	Comité femmes (AFESH-UQÀM)	√	
François Bélanger	CRAM	√	
Francis Melançon	SoGÉÉCoM	√	
Geneviève Simon	SoGÉÉCoM	√	
Andrew Koster	AGECLRi		√
Adam Pétrin	SECMV	√	
Catheryn Roy-Goyette	CADEUL	√	
Charles-Emmanuel Boucher	AGEBB	√	
Justine Blanco	AGECVM	√	
Pierre Luc Junet	AGECVM	√	
Aurélie Paquet	RÉÉCSH	√	
David St-Amant	RÉÉCSH	√	
Martin Pelletier	AGEUQAR		√
Mariemaude Gamache	AGEUQAR		√
Guillaume Couture	AGECR		√
Jean-François Baby	AGEECL-Q		√
Alexandre Gagnon	AGEECL-Q		√
Pierre Samuel Tendresse	AGEECL-Q		√
Philippe Gauvin	Conseil exécutif de l'ASSÉ (AFESH-UQÀM)	√	
Francis Hamel	Conseil exécutif de l'ASSÉ (AÉHUM)	√	
Jérôme Charaoui	Conseil exécutif de l'ASSÉ (AECSL)	√	
Mathieu Jobin	AEMSP-UQÀM, animation du Congrès		
Valérie Soly	Permanente de l'ASSÉ, secrétariat du Congrès		

0.0 Ouverture à 20h33, vendredi le 10 février 2006

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.1.1 Mathieu Jobin à l'animation et Valérie Soly au secrétariat

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.2.1 L'adoption de l'ordre du jour suivant :

Vendredi, le 10 février 2006 à 19h

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal du Congrès d'orientation du 25 au 28
novembre 2005

2.0 Tour de table

Samedi, le 11 février 2006 à 9h (Déjeuner à 8h)

3.0 Caucus procédures

4.0 Finances

4.1 États financiers 2005-2006

4.2 Prévisions budgétaires 2005-2006

Dîner

5.0 Retour sur le Congrès d'orientation

5.1 Recommandations

5.2 Orientations

Souper

6.0 Croissance et consolidation

6.1 Plan de valorisation

6.2 Party du 5ième anniversaire de l'ASSÉ

6.3 Cotisations

6.4 Campagnes d'affiliation et d'information

Dimanche, le 12 février 2006 à 9h (Déjeuner à 8h)

7.0 Revendications

8.0 Plan d'action

8.1 Aide Financière aux Études

8.2 Femmes

8.3 Mouvement syndical

Dîner

9.0 Avis de motion

9.1 Dépôts des avis de motion

9.2 Traitement des avis de motion

10.0 Varia

11.0 Levée

Proposée par le Conseil InterRégional

Appuyée par RÉESUM

1.2.1.1 D'ajouter un point « 9.0 Élections » et un sous-point « 8.4 Instances » au point « 8.0 Plan d'action » et, que les points soient décalés en conséquence.

Proposé par le Conseil exécutif

Appuyé par AGECSFXG

Adopté à l'unanimité

1.2.1.2 Ajouter un sous-point « 8.5 Forum Social Québécois » au point « 8.0 Plan d'action »

Proposé par AEMSP-UQÀM

Appuyé par AÉCS

Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 1.2.1 telle qu'amendée : Adoptée à l'unanimité.

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal du Congrès d'orientation du 25 au 28 novembre 2005

1.3.1 L'adoption du procès-verbal du Congrès d'orientation du 25 au 28 novembre 2005.

Proposée par AFESH-UQÀM

Appuyée par AÉCS

Adoptée à l'unanimité

2.0 Tour de table

Proposition incidente : Un temps de lecture de 10 minutes.

Proposée par AECM

Appuyée par AFESH-UQÀM

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : L'ajournement jusqu'à demain matin 9h.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AEMSP-UQÀM

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : La réouverture à 9h16, samedi le 11 février 2006.

Proposée par AGECSFXG

Appuyée par AFESH-UQÀM

Adoptée à l'unanimité

3.0 Caucus procédures

Proposition privilégiée : Un caucus procédures de 30 minutes.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AEMSP-UQÀM

Adoptée à l'unanimité

4.0 Finances

4.1 États financiers

4.1.1 L'adoption des états financiers 2004-2005 produits par la firme d'experts comptables Messier et Associés.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AGECSJR
Adoptée à l'unanimité

4.1.2 L'adoption des états financiers 2005-2006 au 31 janvier 2006 (Annexes, pages 22 et 23), en enlevant la ligne « Compte Concordia » du bilan financier.

Proposée par AÉCS
Appuyée par AGECSXG
Adoptée à l'unanimité

4.2 Prévisions budgétaires 2005-2006

4.2.1 L'adoption des modifications aux prévisions budgétaires 2005-2006 (Annexes, page 24).

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par RÉESUM

4.2.1.1 Attendu que les revenus de l'AECM sont extrêmement réduits;

Attendu que la Ville de Matane se situe dans une région éloignée des grandes zones urbaines où se tiennent les mobilisations et instances nationales;

Considération faite que les frais de déplacements sont onéreux;

Étant donné que les membres et les représentants officiels et représentantes officielles de l'AECM vivent un certain préjudice en lien aux mobilisations et aux instances nationales;

Attendu que les frais de représentation aux instances et aux mobilisations nationales sont élevés;

Considération faite que l'AECM bénéficia déjà, auparavant, d'une subvention pour ce poste de dépenses;

L'AECM propose que lui soit attribuée, par l'ASSÉ, une subvention de 600,00 \$ pour l'année 2006 ayant pour objectif de financer son poste de dépenses affaires externes.

Proposé par AECM
Appuyé par AEMSP-UQÀM

4.2.1.1.1 Remplacer « 600,00 \$ » par « 300,00 \$ ».

Proposé par AFESH-UQÀM
Appuyé par AECSL
Vote :
Pour : 6 Contre : 3
Adopté à la majorité

Abstention : 3

4.2.1.1.2 Remplacer « pour l'année 2006 » par « pour le restant de l'année financière 2005-2006 ».

Proposé par AECSL
Appuyé par AÉHUM
Adopté à l'unanimité

Sur l'amendement 4.2.1.1 : Adopté à l'unanimité.

Sur la proposition principale 4.2.1 telle qu'amendée : Adoptée à l'unanimité.

5.0 Retour sur le Congrès d'orientation

Proposition privilégiée : Une pause de 10 minutes.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

5.1 Que le rapport synthèse du Congrès d'orientation soit retravaillé.

Proposée par AGEFCXG
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

5.1 Recommandations

5.1.1 Que les représentants et représentantes médiatiques de l'ASSÉ puissent dissocier l'ASSÉ de gestes commis lors d'actions de l'ASSÉ s'ils ne respectent pas le cadre établi par un mot d'ordre du Congrès.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AFESH-UQÀM

Proposition privilégiée : Une plénière de 30 minutes sur les points 1 et 3 de Campagnes, stratégie, mobilisations et informations (Annexes, page 25).

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : De terminer les tours de parole.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AGES
Adoptée à l'unanimité

5.1.1.1 Modifier « représentants et représentantes médiatiques » par « porte-parole ».

Proposé par AFESH-UQÀM
Appuyé par RÉÉSUM
Adopté à l'unanimité

Proposition privilégiée : De tenir un vote indicatif avant le vote formel pour la durée du point « Retour sur le Congrès d'orientation ».

Proposée par RÉÉSUM
Appuyée par AÉHUM
Adoptée à l'unanimité

Sur la proposition principale 5.1.1 telle qu'amendée :

Vote indicatif :

Pour : 12

Contre : 1

Abstention : 9

Vote formel :

Pour : 7

Contre : 0

Abstention : 5

Adoptée à la majorité

Proposition privilégiée : Une pause de 45 minutes pour le dîner.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AÉHUM
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 12h54.

5.1.2 Que notre compréhension et notre application du principe de la diversité des tactiques s'insèrent dans une optique d'escalade des moyens de pression : que toute tactique n'est pas bonne à utiliser à tout moment, mais qu'une diversité de tactiques est nécessaire à l'instauration d'un rapport de force avec le gouvernement, chacune en son temps. Que la détermination du moment où la radicalisation de la lutte est nécessaire revient à l'ensemble des membres et non à l'esprit d'initiative d'une minorité de membres.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGECD

5.1.2.1 Biffer « et non à l'esprit d'initiative d'une minorité de membres. »

Proposé par AFESH-UQÀM
Appuyé par AGEAFXG
Adopté à l'unanimité

Proposition privilégiée : De scinder la proposition en deux.

Proposée par AGEELG
Appuyée par AFESH-UQÀM

Vote :

Pour : 6

Contre : 4

Abstention : 1

Adoptée à la majorité

5.1.3 Que notre compréhension et notre application du principe de la diversité des tactiques s'insèrent dans une optique d'escalade des moyens de pression : que toute tactique n'est pas bonne à utiliser à tout moment, mais qu'une diversité de tactiques est nécessaire à l'instauration d'un rapport de force avec le gouvernement, chacune en son temps.

Vote indicatif :

Pour : 12

Contre : 0

Abstention : 6

Vote formel :

Pour : 8

Contre : 0

Abstention : 3

Adoptée à la majorité

5.1.4 Que la détermination du moment où la radicalisation de la lutte est nécessaire revient à l'ensemble des membres.

Vote indicatif :

Pour : 10

Contre : 0

Abstention : 8

Vote formel :

Pour : 7

Contre : 0

Abstention : 5

Adoptée à la majorité

Proposition privilégiée : Une plénière de 5 minutes.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AGECD

Vote :

Pour : 8

Contre : 2

Abstention : 2

Adoptée à la majorité

5.1.5 Produire un document d'organisation sur la « gestion des journées de grève » afin de pallier à l'inexpérience au niveau local.

Pendant les grèves, disposer d'une feuille flexible avec les mots d'ordre de la semaine – afin d'orienter au niveau local le travail des exécutifs.

Prioriser des journées et/ou des événements clés plutôt que de s'éparpiller dans toutes sortes de petites activités qui peuvent coûter cher en déplacement pour les cégeps de région pour peu de résultats (sans tomber dans la facilité et de n'organiser qu'un ou deux événements).

Proposée par AGEECLG

Appuyée par AECM

Proposition privilégiée : De scinder la proposition en trois parties.

Proposée par AEMSP-UQÀM

Appuyée par AGECD

Adoptée à l'unanimité

5.1.6 Produire un document d'organisation sur la « gestion des journées de grève » afin de pallier à l'inexpérience au niveau local.

5.1.6.1 De mandater le Comité formation à cet effet.

Proposé AGEFCXG

Appuyé par AGECD

Vote :

Pour : 0

Contre : 8

Abstention : 2

Rejeté à la majorité

Sur la proposition principale 5.1.6 :

Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité

Vote formel : Adoptée à l'unanimité

5.1.7 Pendant les grèves, disposer d'une feuille flexible avec les mots d'ordre de la semaine – afin d'orienter au niveau local le travail des exécutifs.

Vote indicatif :

Pour : 6

Contre : 8

Abstention : 7

Vote formel :

Pour : 4

Contre : 6

Abstention : 2

Rejeté à la majorité

5.1.8 Prioriser des journées et/ou des événements clés plutôt que de s'éparpiller dans toutes sortes de petites activités qui peuvent coûter cher en déplacement pour les cégeps de région pour peu de résultats (sans tomber dans la facilité et de n'organiser qu'un ou deux événements).

5.1.8.1 Remplacer « Prioriser » par « Que le Congrès priorise »

Proposé par AECSL

Appuyé par AGES

Vote indicatif

Pour : 9

Contre : 4

Abstention : 5

Vote formel :

Pour : 7

Contre : 3

Abstention : 2

Adopté à la majorité

5.1.8.2 Biffer « pour peu de résultats ».

Proposé par AECSL
Appuyé par AGECSJR
Vote indicatif : Adopté à l'unanimité
Vote formel : Adopté à l'unanimité

Proposition dilatoire : Question préalable sur la proposition principale 5.1.8 telle qu'amendée.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

Sur la proposition principale 5.1.8 telle qu'amendée :

Vote indicatif :

Pour : 5 Contre : 8 Abstention : 3

Vote formel :

Pour : 5 Contre : 7 Abstention : 0

Rejetée à la majorité

Proposition privilégiée : Une plénière de 30 minutes sur la proposition 2 Campagnes, stratégies, mobilisations et informations (Annexes, page 25).

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une pause de 10 minutes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGECSJR
Adoptée à l'unanimité

5.2 Orientations

Proposition incidente : Un temps de lecture de 8 minutes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGECSJR
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une plénière de 30 minutes sur la réforme du Conseil InterRégional.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

6.0 Croissance et consolidation

6.1 Plan de valorisation

Proposition incidente : Un temps de lecture de 5 minutes et plénière de 30 minutes par la suite.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AÉHUM
Adoptée à l'unanimité

6.1.1 Que l'ASSÉ favorise la tenue, en début de session, d'un plan de valorisation de l'implication étudiante et du syndicalisme de combat.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AGECSFXG
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité
Vote formel : Adoptée à l'unanimité

Proposition spéciale : Motion de félicitations à tous ceux et toutes celles qui ont participé au plan de valorisation, version hiver 2006.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AGECSFXG
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité
Vote formel : Adoptée à l'unanimité

6.2 Party du 5^{ième} anniversaire de l'ASSÉ

6.3 Cotisations

Proposition privilégiée : Une plénière de 25 minutes sur une éventuelle hausse des cotisations à l'ASSÉ.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

6.4 Campagnes d'affiliation et d'information

Proposition incidente : Un temps de lecture de 5 minutes.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AÉHUM
Vote :
Pour : 9 Contre : 1 Abstention : 0
Adoptée à la majorité

Proposition privilégiée : Une plénière de 20 minutes.

Proposée par Conseil exécutif
Appuyée par AGECSJR
Adoptée à l'unanimité

7.0 Revendications

Proposition privilégiée : L'ajournement de 1h pour le souper.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une plénière de 30 minutes sur les enjeux québécois de l'eau, sur les moyens d'action à entreprendre.

Proposée par AECM
Appuyée par AGECLG
Adoptée à l'unanimité

7.1 Considérant que l'eau est une ressource vitale et un bien commun:

Que l'ASSÉ s'oppose à toute forme de privatisation de l'eau, et ainsi que contre la loi 134, qui permet

la privatisation de la gestion de l'eau.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AGEELG

7.1.1 Ajouter « y compris les PPP » entre « de privatisation de l'eau, » et « et ainsi que contre la loi 134 ».

Proposé par AGEELG
Appuyé par AECSL
Vote indicatif : Adopté à l'unanimité
Vote formel : Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 7.1 telle qu'amendée :

Vote indicatif :

Pour : 8 Contre : 0 Abstention : 6

Vote formel :

Pour : 6 Contre : 0 Abstention : 5

Adoptée à la majorité

7.2 Que l'ASSÉ se prononce en faveur de l'équité salariale.

Proposée par AÉCS
Appuyée par le Comité femmes
Vote indicatif :
Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 3
Vote formel :
Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 2
Adoptée à la majorité

7.3 Que l'ASSÉ exige la création de mineures, de certificats, de cours, de chaires de recherche et d'instituts en études gaies et lesbiennes ainsi qu'en études féministes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AFESH-UQÀM
Vote indicatif :
Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 6
Vote formel :
Pour : 8 Contre : 0 Abstention : 3
Adoptée à la majorité

7.4 Que l'ASSÉ soit en faveur de l'abolition de la discrimination dans l'aide financière à l'endroit des femmes monoparentales.

Proposée par AÉCS
Appuyée par AECM

7.4.1 Ajouter « hommes monoparentaux » après « femmes monoparentales ».

Proposé par AGECSJR
Appuyé par AECM
Vote indicatif :
Pour : 3 Contre : 7 Abstention : 8
Vote formel :
Pour : 1 Contre : 7 Abstention : 2
Rejeté à la majorité

7.4.2 Remplacer « femmes monoparentales » par « des familles monoparentales, constituées en grande

majorité de mères étudiantes ».

Proposé par AEMSP-UQÀM
Appuyé par AÉHUM

Proposition dilatoire : Question préalable sur l'amendement 7.4.2.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AÉHUM
Vote :
Pour : 7 Contre : 2
Adoptée à la majorité

Sur l'amendement 7.4.2 :

Pour : 7 Contre : 1 Abstention : 3
Adopté à la majorité

Proposition dilatoire : La mise en dépôt de la proposition principale 7.4 telle qu'amendée.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGECD
Vote :
Pour : 9 Contre : 1 Abstention : 1
Adoptée à la majorité

Proposition privilégiée : Ajournement jusqu'à demain matin 9h.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AÉHUM
Vote :
Pour : 10 Contre : 1 Abstention : 0
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 21h21.

Proposition privilégiée : La réouverture à 9h40, dimanche le 12 février 2006.

Proposée par AGEFCFXG
Appuyée par AÉCS
Adoptée à l'unanimité

7.4.3 Que l'ASSÉ adhère au rapport de la Ligue des droits et libertés et participe à son lancement.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AGEFCFXG

Proposition dilatoire : De référer la décision au Conseil InterRégional.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGECSJR
Adoptée à l'unanimité

7.4.4 Que l'ASSÉ intègre à son discours une analyse antipatriarcale et anti-sexiste.

Proposée par le Comité femmes
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Vote :
Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 3
Adoptée à la majorité

7.4.5 Que l'ASSÉ se positionne pour que le prêt informatique soit aussi utilisé par les étudiants et étudiantes de musique pour l'achat d'instruments de musique.

Proposée par AECM
Appuyée par AÉCS

Proposition dilatoire : La mise en dépôt de la proposition principale 7.4.5.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

8.0 Plan d'action

Proposition privilégiée : Ajouter un sous-point « 8.6 Manifestation » au point « 8.0 Plan d'action ».

Proposée par AGES
Appuyée par AGECLG
Adoptée à l'unanimité

8.1 Aide financière aux études

Proposition privilégiée : Une plénière de 15 minutes sur la campagne sur l'aide financière aux études.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

8.1.1 Que le 25 mars soit la date limite pour la remise des formulaires sur l'aide financière aux études.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

Retour au point 8.0 Plan d'action

8.1 Que l'ASSÉ mette au centre de la campagne électorale provinciale la question de la gratuité scolaire. Particulièrement en faisant pression sur André Boisclair qui s'est engagé à adopter la gratuité scolaire si on en prouve le rendement économique.

Proposée par AECSL
Appuyée par AFESH-UQÀM

8.1.1 Que soit biffée la deuxième phrase « Particulièrement en faisant pression sur André Boisclair qui s'est engagé à adopter la gratuité scolaire si on en prouve le rendement économique ».

Proposé par AEMSP-UQÀM
Appuyé par AFESH-UQÀM

Vote :

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 1

Adopté à la majorité

8.1.2 Que les associations consultent leurs assemblées générales sur cette question.

Proposé par AFESH-UQÀM
Appuyé par AGECSJR

8.1.2.1 Biffer « sur cette question » et ajouter « sur la question des modes d'action à entreprendre » après « générales ».

Proposé par AFESH-UQÀM
Appuyé par AEMSP-UQÀM
Adopté à l'unanimité

Sur l'amendement 8.1.2 : Adopté à l'unanimité.

Proposition dilatoire : La mise en dépôt de la proposition principale 8.1 telle qu'amendée.

Proposée par AGECSJR
Appuyée par AGECSJR
Vote :
Pour : 5 Contre : 6 Abstention : 1
Rejetée à la majorité

8.1.2.2 Remplacer « modes » par « moyens ».

Proposé par AGEECLG
Appuyé par AGES
Vote :
Pour : 2 Contre : 10 Abstention : 0
Rejeté à la majorité

Proposition dilatoire : La mise en dépôt de la proposition principale 8.1 telle qu'amendée.

Proposée par AGECSJR
Appuyée par AGECSJR
Adoptée à l'unanimité

8.2 Que soit tenue une réunion nationale des comités environnementaux et que Rémi Daigle et Gabriel Rompré soient chargés de son organisation.

Proposée par AGECSJR
Appuyée par AGECSJR

Proposition dilatoire : Question préalable sur la proposition principale 8.2.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGECSJR
Vote :
Pour : 8 Contre : 4
Adoptée à la majorité

Sur la proposition principale 8.2 :

Vote :
Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 2
Adoptée à la majorité

8.3 Que lors de la réunion nationale des comités environnementaux, les participants et participantes étudient l'ajout d'une journée nationale contre la privatisation de l'eau, dans le but de faire des actions communes lors de cette journée.

Proposée par AÉCS
Appuyée par AECSL

Proposition incidente : Un temps de rédaction.

Proposée par AÉCS
Appuyée par AGECSJR
Adoptée à l'unanimité

8.3.1 Ajouter « Que l'ASSÉ se positionne pour l'ajout d'une journée nationale contre la privatisation de l'eau, dans le but de faire des actions communes lors de cette journée. » au début et, biffer « l'ajout d'une journée nationale contre la privatisation de l'eau, dans le but de faire des actions communes lors de cette journée. », et ajouter « cette question » après « étudiant ».

Proposé par AÉCS

Appuyé par AGECEFXG

Vote :

Pour : 7

Contre : 0

Abstention : 3

Adopté à la majorité

L'amendement dispose de la proposition principale 8.3.

Retour au sous-point 8.1 AFÉ

Proposition privilégiée : Une pause de 10 minutes.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AEMSP-UQÀM

Adoptée à l'unanimité

8.2 Femmes

Proposition privilégiée : Un caucus non-mixte d'une heure ayant pour thème principal la campagne contre la marchandisation du corps des femmes.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AÉCS

Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une pause de 30 minutes pour le dîner.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AGECEFXG

Adoptée à l'unanimité

8.2.1 Que la campagne contre la marchandisation du corps des femmes s'articule sous la forme de semaines thématiques se tenant entre le 6 et le 17 mars 2006.

Proposée par le Comité femmes

Appuyée par AGECD

Adoptée à l'unanimité

8.2.2 Que dans le cadre de cette campagne, l'ASSÉ appelle ses associations membres à organiser une murale ou une autre action artistique choc à partir de pubs sexistes ramassées sur les lieux d'enseignement.

Proposée par le Comité femmes

Appuyée par AÉCS

Adoptée à l'unanimité

8.2.3 D'ajouter à la section « Femmes » du site Internet de l'ASSÉ :

- Une liste de films et de documents féministes;
- Une liste de groupes pouvant donner des ateliers ou de l'information féministes;
- Une banque de matériel d'information et de mobilisation féministe.

Proposée par le Comité femmes

Appuyée par AGES

Adoptée à l'unanimité

8.2.4 Que la réunion des comités femmes se tienne le samedi 25 mars ou le samedi 8 avril, en fonction de ce qui convient le mieux aux membres.

Proposée par le Comité femmes
Appuyée par AFESH-UQAM
Adoptée à l'unanimité

8.2.5 Que les associations étudiantes et/ou les comités femmes tiennent, le 8 mars 2006, des kiosques sur les alternatives menstruelles.

Proposée par AGES
Appuyée par AGEECLG

8.2.5.1 Remplacer « tiennent » par « soient invités à tenir ».

Proposé par AEMSP
Appuyé par AGES
Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 8.2.5 : Adoptée à l'unanimité.

8.3 Mouvement syndical

8.3.1 Que l'ASSÉ invite ses membres à appuyer le front commun syndical en participant à la manifestation du 14 mars.

Proposée par AGEECLG
Appuyée par AGEFCFXG

Vote :

Pour : 8

Contre : 0

Abstention : 3

Adoptée à la majorité

8.4 Instances

8.4.1 Que le Congrès annuel ait lieu à Saint-Laurent ou à Lionel-Groulx les 22 et 23 avril 2006.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AGEFCFXG
Adoptée à l'unanimité

8.4.2 Considérant que les comités étudiants et parascolaires (radio, journal, femmes, vert, plein air, etc.) sont des parties intégrantes d'une association étudiante;

Considérant que ces derniers enrichissent inconditionnellement la vie des collectivités étudiantes;

Considérant qu'ils rencontrent, pour la plupart d'entre eux, de nombreux problèmes d'organisation, de pérennité et de membership;

Considérant que le partage d'expériences et d'idées ainsi que les rencontres permettraient une plus grande concertation étudiante, mais aussi associative;

Que l'ASSÉ invite ses associations étudiantes membres à créer d'ici la fin de la session une conférence asséenne simultanée des comités parascolaires. Cette instance sera :

- Organisée par les comités concernés en support des exécutifs locaux;

- Le lieu devra être choisi en fonction de son aspect stratégique et le moment de permettre la

tenue de plusieurs rencontres à la fois.

Proposée par AECM
Appuyée par AGEFCFXG

Proposition dilatoire : La mise en dépôt de la proposition principale 8.4.2.

Proposée par AECSL
Appuyée par AGECD
Adoptée à l'unanimité

8.5 Forum Social Québécois

8.5.1 Considérant que l'organisation d'un Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat envisagé par l'ASSÉ aurait pour objectif de réunir un ensemble d'acteurs du milieu de l'éducation et du mouvement syndical, et particulièrement l'ensemble des associations étudiantes post-secondaires du Québec, de façon à mener un débat sur les différentes tendances syndicales au sein du mouvement étudiant;

Considérant l'urgence de réunir les acteurs du milieu de l'éducation et du mouvement syndical, avec la réouverture du débat sur le dégel des frais de scolarité, pour discuter des enjeux et actions d'opposition à envisager;

Considérant que l'importance de faire la promotion des pratiques syndicales de combat au sein du mouvement étudiant et syndical;

Considérant le manque de temps et de ressources humaines et financières disponibles à l'ASSÉ pour s'engager pleinement dans l'organisation d'un Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat;

Considérant que le comité organisateur du Forum Social Québécois mène une large mobilisation auprès d'un ensemble de groupes militants, communautaires et d'organisations syndicales au sein de la « société civile » québécoise, et que celle-ci a largement porté fruit (entre autres au sein du mouvement syndical, implication de la FNEEQ, du Conseil central de la CSN-Montréal Métropolitain, implication probable de la CSQ...);

Considérant que le comité organisateur du Forum Social Québécois se charge de dégager les besoins logistiques (salle de réunion, ateliers, nourriture, logement, ...) nécessaires à la tenue de l'ensemble des activités prévues au sein du Forum Social Québécois;

Considérant que l'inscription des activités au sein du Forum Social Québécois fonctionne sur la base de l'auto-programmation, et que l'ASSÉ bénéficierait de toute la latitude nécessaire à la programmation d'activités telles qu'elle les désire (forme, sujets, quantité, titres, quantité des participants et participantes prévu-e-s);

Que l'ASSÉ prenne part au Forum Social Québécois, en inscrivant le Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat qu'elle prévoit dans le cadre du Forum Social Québécois, en juin 2006.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGEFCFXG
Vote :
Pour : 1
Rejetée à la majorité

Contre : 6

Abstention : 3

8.6 Manifestations

8.6.1 Considérant le nombre élevé d'arrestations durant l'historique grève générale illimitée de 2005;

Considérant le nombre élevé de blessé-e-s par les forces de l'ordre durant cette même grève;

Considérant que les militants et militantes de l'ASSÉ sont souvent victimes de répression policière;

Que l'ASSÉ participe et appuie la traditionnelle manifestation contre la brutalité policière du 15 mars 2006.

Proposée par AGES
Appuyée par AFESH-UQÀM
Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 5
Adoptée à la majorité

8.6.2 Considérant que le gouvernement fédéral a dégagé, en huit ans, des surplus de 61,3 milliards \$: Que l'ASSÉ soutienne la lutte pour les transferts fédéraux de 4,9 milliards par année en éducation post-secondaire et exige :

- Un engagement clair de la part du gouvernement fédéral de garantir ces transferts;
- Un engagement clair de la part du gouvernement québécois d'investir cet argent dans la qualité de l'enseignement (réduction du ratio professeur-e-s/élèves au cégep comme à l'université, embauche de nouveaux et nouvelles professeur-e-s, valorisation de la formation universelle au collégial), dans le financement accru des bibliothèques collégiales et universitaires pour agrandir leur collection respective et dans la recherche et la création;
- Et ce, dans une perspective d'accessibilité aux études et de gratuité scolaire.

En ce sens, l'ASSÉ appelle ses membres à se mobiliser en vue de la manifestation du 23 février 2006 à Ottawa, lors du Conseil de la Fédération en collaboration avec la FCEE, l'AEUM et la CADEUL.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AÉCS

Proposition dilatoire : Question préalable sur la proposition principale 8.6.2.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AGEFCFXG
Adoptée à l'unanimité

Sur la proposition principale 8.6.2 :

Pour : 7 Contre : 0 Abstention : 3
Adoptée à la majorité

8.6.3 Considérant que les fondements de l'ASSÉ reposent sur la Charte de Grenoble; Considérant que la Charte de Grenoble reconnaît l'étudiant et l'étudiante comme un jeune travailleur intellectuel et une jeune travailleuse intellectuelle;

Considérant que certains travailleurs et certaines travailleuses n'ont pas les moyens financiers pour accéder aux études post-secondaires;

Considérant que la grande majorité des centrales syndicales participent à la manifestation;

Que l'ASSÉ organise un contingent étudiant à l'historique marche du 1^{er} mai.

Proposée par AGES
Appuyée par AFESH-UQÀM
Vote :
Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 1
Adoptée à la majorité

8.6.4 Que la manifestation du 23 février 2006 soit festive.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par RÉESUM
Vote :
Pour : 6 Contre : 0 Abstention : 5
Adoptée à la majorité

9.0 Élections

Candidature de Christian Pépin au Comité journal.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AGECSFXG
Élu à l'unanimité

Candidature de Pascal Rheault au Comité information.

Proposée par AÉCS
Appuyée par AGECSFXG
Élu à l'unanimité

10.0 Avis de motion

10.1 Dépôt des avis de motion

10.1.1 Modifier l'Article 7 des Statuts et règlements comme suit :

Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 3 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 1,50 \$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 1,50 \$ avant le premier février pour la session d'hiver.

Nonobstant la formule d'amendement décrite au chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que sur décision des deux tiers (2/3) des associations membres via une Assemblée générale ou un Référendum. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante.

Cinq pourcent (5 %) des cotisations reçues vont au fonds d'entraide décrit en Annexe F.
Et, ajouter un Annexe F : Fonds d'entraide :

Article 25 : Les associations étudiantes membres ayant peu de moyens financiers désirant bénéficier du fonds d'entraide en font la demande en Congrès en s'assurant d'annexer leur demande au cahier de Congrès. Ladite demande sera chiffrée. Le Congrès sera souverain de prendre la décision qu'il jugera pertinente en fonction du solde du fonds d'entraide et de la situation financière de l'association requérante, en gardant à l'esprit la nécessité d'une participation accrue de toutes et tous aux instances de l'ASSÉ. Le fonds d'entraide ne peut cumuler que la moitié des trop-perçus des années financières antérieures.

Déposé par AEMSP-UQÀM

10.2 Traitement des avis de motion

Proposition dilatoire : Que le point 10.2 soit mis en dépôt.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

11.0 Varia

Motions soleil et gros câlins envers l'AECM et les personnes impliquées pour l'organisation du

Congrès et la préparation de la nourriture.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AÉHUM
Adoptée à l'unanimité

Motions soleil et gros câlins au Congrès, aux associations membres et observateurs et observatrices non-membres, au Conseil exécutif et ainsi qu'aux Comités.

Proposée par AECM
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : De lever le Congrès d'hiver 2006

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AGECD
Adoptée à l'unanimité

Levée à 17h05.

Annexe au procès-verbal des 10, 11 et 12 février 2006

États financiers 2005-2006

Bilan cumulatif des revenus et dépenses au 31 janvier 2006 conformément aux modifications aux prévisions budgétaires adoptées au Congrès des 8 et 9 octobre 2005

	Cumulatif	%	Prévisions 2005-2006
REVENUS			
Cotisations	30 823,00 \$	52%	59 220,00 \$
Instances	4 597,50 \$	57%	8 000,00 \$
Vente de matériel et dons	1 939,05 \$	78%	2 500,00 \$
Autres	3 505,33 \$	175%	2 000,00 \$
CASSÉE	10 518,91 \$	-	0,00 \$
Totaux	51 383,79 \$	72%	71 720,00 \$
Totaux ASSÉ	40 864,88 \$	57%	71 720,00 \$
DÉPENSES			
Information	8 596,00 \$	59%	14 600,00 \$
Ultimatum	8 061,53 \$	70%	11 500,00 \$
Ultimatum express	0,00 \$	0%	500,00 \$
Matériel d'information	296,88 \$	20%	1 500,00 \$
Traduction	0,00 \$	0%	500,00 \$
Documentations & recherches	237,59 \$	40%	600,00 \$
Mobilisation	14 686,18 \$	72%	20 500,00 \$
Instances	10 395,31 \$	80%	13 000,00 \$
Tournées & représentations	3 374,96 \$	52%	6 500,00 \$
Matériel pour les actions	915,91 \$	92%	1 000,00 \$
Bureau	4 819,44 \$	75%	6 400,00 \$
Équipements	376,86 \$	75%	500,00 \$
Loyer	2 100,00 \$	58%	3 600,00 \$
Taxes municipales	457,58 \$	92%	500,00 \$
Assurances	1 885,00 \$	105%	1 800,00 \$
Administration	305,55 \$	10%	3 000,00 \$
Vérifications comptables	0,00 \$	0%	2 500,00 \$
Frais de caisse	305,55 \$	61%	500,00 \$
Communication	3 176,19 \$	57%	5 550,00 \$
Bell & Bell mobilité	1 893,41 \$	54%	3 500,00 \$
CNW Telbec	765,55 \$	77%	1 000,00 \$
Poste	0,00 \$	0%	100,00 \$
Internet	517,23 \$	54%	950,00 \$

Employée	14 172,23 \$	55%	26 000,00 \$
Salaire	9 907,08 \$		
Déductions provinciales	2 524,82 \$		
Déductions fédérales	1 740,33 \$		
CSST	0,00 \$		
Conseils régionaux	285,11 \$	6%	4 500,00 \$
CRAM	228,75 \$	15%	1 500,00 \$
CASSEÉ	56,36 \$	4%	1 500,00 \$
Grand CRAAL	0,00 \$	0%	1 500,00 \$
Divers	478,17 \$		0,00 \$
Subventions	0,00 \$		0,00 \$
Autres	478,17 \$		0,00 \$
Totaux	46 518,87 \$	58%	80 550,00 \$
Surplus/(déficit)	4 864,92 \$	-55%	(8 830,00 \$)
Surplus/(déficit) ASSÉ	-5 653,99 \$	64%	(8 830,00 \$)

Bilan financier (monétaire) en date du 31 janvier 2006

ACTIF

Solde réel (au compte)	16 840,70 \$
Comptes à recevoir	3 880,00 \$
Remboursements à recevoir	1 307,67 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Hiver 2005	200,00 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Automne 2005	12 185,00 \$
Compte Concordia	841,68 \$
Dépôt Communauto	1 020,00 \$
Fonds Keepers	135,00 \$
Petite Caisse	1 054,79 \$
Vente de billets pour le party du 5 ^{ième} anniversaire	28,00 \$
Comptes à recevoir - CASSÉE	787,00 \$
Contributions au fonds de grève à recevoir - CASSÉE	8 599,21 \$

PASSIF

	0,00 \$
Avoir net 1 : On obtient le total en additionnant l'actif et le passif.	46 879,05 \$
Avoir net 2 : On obtient le total en additionnant l'actif et le passif SAUF les sommes des comptes et contributions au fonds de grève à recevoir de la CASSÉE.	37 464,84 \$
Avoir net 3 : On obtient le total en additionnant l'actif et le passif SAUF les sommes des comptes et contributions au fonds de grève à recevoir de la CASSÉE, du dépôt Communauto et du fonds Keeper.	36 309,84 \$

Annexe au procès-verbal des 10, 11 et 12 février 2006

Modifications aux prévisions budgétaires 2005-2006

	Prévisions 2005-2006	Différence	Modifications proposées
REVENUS			
Cotisations	59 220,00 \$	0,00 \$	59 220,00 \$
Instances	8 000,00 \$	0,00 \$	8 000,00 \$
Vente de matériel et dons	2 500,00 \$	0,00 \$	2 500,00 \$
Autres	2 000,00 \$	1 500,00 \$	3 500,00 \$
Totaux	71 720,00 \$	1 500,00 \$	73 220,00 \$
DÉPENSES			
Information	14 600,00 \$	(2 850,00 \$)	11 750,00 \$
Ultimatum	11 500,00 \$	(1 500,00 \$)	10 000,00 \$
Ultimatum express	500,00 \$	0,00 \$	500,00 \$
Matériel d'information	1 500,00 \$	(750,00 \$)	750,00 \$
Traduction	500,00 \$	(500,00 \$)	0,00 \$
Documentations & recherches	600,00 \$	(100,00 \$)	500,00 \$
Mobilisation	20 500,00 \$	3 000,00 \$	23 500,00 \$
Instances	13 000,00 \$	3 000,00 \$	16 000,00 \$
Tournées & représentations	6 500,00 \$	0,00 \$	6 500,00 \$
Matériel pour les actions	1 000,00 \$	0,00 \$	1 000,00 \$
Bureau	6 400,00 \$	200,00 \$	6 600,00 \$
Équipement	500,00 \$	0,00 \$	500,00 \$
Loyer	3 600,00 \$	0,00 \$	3 600,00 \$
Taxes municipales	500,00 \$	200,00 \$	700,00 \$
Assurances	1 800,00 \$	0,00 \$	1 800,00 \$
Administration	3 000,00 \$	0,00 \$	3 000,00 \$
Vérifications comptables	2 500,00 \$	0,00 \$	2 500,00 \$
Frais de caisse	500,00 \$	0,00 \$	500,00 \$
Communications	5 550,00 \$	(230,00 \$)	5 320,00 \$
Bell & Bell mobilité	3 500,00 \$	0,00 \$	3 500,00 \$
CNW Telbec	1 000,00 \$	(200,00 \$)	800,00 \$
Poste	100,00 \$	0,00 \$	100,00 \$
Internet	950,00 \$	(30,00 \$)	920,00 \$
Employée	26 000,00 \$	0,00 \$	26 000,00 \$
Conseils régionaux	4 500,00 \$	(1 500,00 \$)	3 000,00 \$
Divers	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Totaux	80 550,00 \$	(1 380,00 \$)	79 170,00 \$
Surplus/(Déficit)	(8 830,00 \$)		(5 950,00 \$)

Annexes au procès-verbal des 10, 11 et 12 février 2006

Propositions de type B, adoptées au Congrès d'orientation

B- Pour adoption en recommandation

Pour les recommandations nécessitant un certain travail d'élaboration avant de devenir des propositions. En absence de spécification contraire, le travail d'élaboration sera confié à l'exécutif et les propositions seront sujettes à adoption au Congrès d'hiver.

Fonctionnement interne

1. Que le RÉÉSUM et l'AÉHUM, en collaboration avec le Secrétaire aux relations internes, soient mandatés de dégager des solutions concrètes afin d'améliorer la communication et la cohésion interne.

Campagnes, stratégies, mobilisations et informations

1. Que notre compréhension et notre application du principe de la diversité des tactiques s'insèrent dans une optique d'escalade des moyens de pression : que toute tactique n'est pas bonne à utiliser à tout moment, mais qu'une diversité de tactiques est nécessaire à l'instauration d'un rapport de force avec le gouvernement, chacune en son temps. Que la détermination du moment où la radicalisation de la lutte est nécessaire revient à l'ensemble des membres et non à l'esprit d'initiative d'une minorité de membres.

2. Considérant l'importance d'assurer la présence du discours de l'ASSÉ sur la scène publique;
Considérant l'importance que soit préparé un dossier de presse pour chaque action organisée par l'ASSÉ;
Que soit étudiée la création d'une équipe de communication ayant pour tâches potentielles : La révision et le développement de stratégies médiatiques et le support aux porte-parole de l'ASSÉ.

3. Que les représentants et représentantes médiatiques de l'ASSÉ puissent dissocier l'ASSÉ de gestes commis lors d'actions de l'ASSÉ s'ils ne respectent pas le cadre établi par un mot d'ordre du Congrès.

4. Produire un document d'organisation sur la « gestion des journées de grève » afin de pallier à l'inexpérience au niveau local.

5. Pendant les grèves, disposer d'une feuille flexible avec les mots d'ordre de la semaine – afin d'orienter au niveau local le travail des exécutifs.

6. Prioriser des journées et/ou des événements clés plutôt que de s'éparpiller dans toutes sortes de petites activités qui peuvent coûter cher en déplacement pour les cégeps de région pour peu de résultats (sans tomber dans la facilité et de n'organiser qu'un ou deux événements).

Bilan annuel du Conseil exécutif

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Conjoncture sociale et politique

Cette année, tout comme les récentes, a été à la fois un temps de reculs et de progrès sociaux. Nous croyons important de dresser un portrait général de la situation politique au Québec, au Canada et à l'international afin de mieux situer notre mouvement.

Au Québec

Avec les Libéraux toujours au pouvoir, l'année scolaire a débuté en grande avec les luttes syndicales du secteur public. Durant toute la session d'automne, les syndicats ont fait plusieurs journées de grève et plusieurs manifestations afin d'obtenir de meilleures conditions de travail et salariales. De son côté, le gouvernement a usé de plusieurs techniques pour discréditer les syndicats, notamment en qualifiant leurs demandes d'irréalistes et en tentant de rallier l'opinion populaire à un discours démagogique de « cadre financier immuable ». Une stratégie en tous points similaire à celle utilisée contre le mouvement étudiant l'année dernière.

Malgré des discours parfois très combatifs et révoltés, les syndicats ne sont pas allés plus loin dans leurs moyens de pression, probablement, entre autres raisons, par peur de perdre l'opinion publique. À ce moment, la popularité de Jean Charest et de son gouvernement dans les sondages connaissait une petite remontée, ce qui ne facilitait pas les choses pour les syndicats.

Puis, comme nous l'avions prédit et comme cela fut le cas dans le passé, le gouvernement a sauvagement décrété des conditions de travail médiocres et imposé des sanctions importantes aux syndiqué-e-s qui voudraient combattre la nouvelle loi. Fidèles à eux-mêmes, la réaction des syndicats fut enflammée au niveau des paroles mais très hésitante sur le plan des actions. Suite au décret, une démobilisation massive s'est opérée au sein des syndicats malgré la gravité de la situation. Non seulement les sanctions énormes prévues par la loi 142 ont-elles freiné l'action syndicale, mais aussi les discours des leaders syndicaux, qui renvoyaient aux prochaines élections la revanche et l'instant salvateur ultimes. On parlait effectivement de faire payer le prix politique de la loi 142 au parti Libéral lors des prochaines élections, en faisant référence – une référence à peine voilée – à l'espérance que le parti Québécois rejette la loi s'il est élu. Chose que le chef du parti s'est d'ailleurs empressé de démentir! Également, plusieurs syndicats ont entamé des démarches juridiques afin de faire invalider complètement ou partiellement la loi 142, démarches qui prendront de nombreux mois avant d'aboutir.

Ainsi, des conséquences négatives découlant de cette loi sont à prévoir pour les mouvements sociaux au Québec et ce à long terme. Malgré le manque de combativité des syndicats, ceux-ci avaient tout de même une capacité d'action très grande, laquelle est maintenant réduite à néant avec l'interdiction de perturber tout service public pour toute la durée de la convention collective imposée, c'est-à-dire jusqu'en 2010...

En ce qui concerne l'éducation, plusieurs enjeux furent touchés, dont ceux-ci :

Réseau collégial : La lutte la plus importante cette année a été celle des syndicats. Aucune réforme d'importance n'a été annoncée, quoique durant toute l'année le ministre Fournier ait laissé entendre que de nouvelles orientations seraient annoncées pour le réseau collégial. Les orientations de janvier 2005 sur l'avenir de l'enseignement collégial donnent lieu à de nombreuses inquiétudes; nous verrons ce qu'il en advient lors des prochaines annonces ministérielles, si annonce il y a.

Financement de l'éducation : Encore de ce côté, aucune annonce importante cette année. Le gouvernement continue graduellement de resserrer l'étau autour du financement des universités et des cégeps. Aucun nouvel argent n'a été investi dans l'enveloppe de l'éducation dans le budget annuel, malgré les beaux discours complètement creux de Jean Charest sur l'importance de l'éducation lors de l'ouverture de la session parlementaire. L'impact s'est déjà fait sentir et se fera très certainement sentir également l'année prochaine. À titre d'exemple, l'Université de Montréal a déjà décidé de couper 7 % le budget de toutes les facultés, ce qui aura de graves conséquences. Cependant, il n'y a pas que le gouvernement provincial à blâmer. Pour reprendre l'Université de Montréal à titre d'exemple, l'administration de celle-ci, malgré sa piètre situation financière, a décidé d'acquérir la gare de triage d'Outremont pour plusieurs millions, alors que cet argent aurait pu servir à combler le déficit. De surcroît, malgré la situation financièrement très précaire du réseau collégial, les cadres des cégeps se sont vu bonifier leurs salaires cette année! Enfin, il est tout de même intéressant que le ministre Fournier, dans une entrevue portant sur le financement de l'éducation, se soit dit ouvert à toutes les options, même la gratuité scolaire! Bien que le ministre ne croie pas réellement que la gratuité scolaire soit souhaitable, il est tout de même significatif qu'il affirme publiquement la validité potentielle d'une telle option.

Privatisation : La marche vers la privatisation de l'éducation s'est poursuivie cette année, avec peu d'opposition, du moins à l'extérieur de nos rangs. Il est à noter que le gouvernement s'y est pris de manière très discrète. Après l'annonce de différents projets-pilotes impliquant la participation d'entreprises privées à l'élaboration de certains programmes d'études collégiaux, la suite est demeurée très peu publicisée. Pour cette raison, il est difficile d'en faire le suivi : il nous faudra effectuer plus de recherche afin d'exposer ces mesures discrètes mais bien négatives qui semblent se multiplier.

Il est à noter également que malgré la lutte lobbyiste de la FECQ et de la FEUQ, laquelle visait à obtenir des « gains » dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement, aucune mesure réellement intéressante pour l'éducation n'en est ressortie, bien que cette « lutte » ait été un point central de leur plan d'action.

Ainsi, le gouvernement continue son agression des acquis sociaux et des services publics au Québec dans tous les domaines : privatisation du mont Orford, hausses importantes des tarifs d'électricité, adoption de projets de loi cédant la gestion d'infrastructures municipales aux entreprises privées (loi 134 et les précédentes) pour ne nommer que ces exemples. Il semble que pour le gouvernement la solution à n'importe quel problème soit la hausse de tarifs ou la privatisation! Un autre élément à mentionner est la mise sur pied du *fonds des générations* au nom de l'équité intergénérationnelle, ce fonds détournera une partie des profits d'Hydro-Québec vers le service de la dette (ou plutôt vers un fonds qui ne remboursera pas la dette directement mais permettra de cumuler des actifs afin de réduire la balance négative actif/passif). Selon toute vraisemblance cela entraînera une hausse plus marquée des frais d'électricité qui ne sont pas, à l'inverse des impôts, progressifs. Bref cette équité intergénérationnelle se fera sur le dos des moins nanti-e-s et a fait suite à une demande

d'une « jeunesse autoproclamée » (nommément les ailes jeunesses PQ, PLQ, ADQ, la FEUQ et Force-Jeunesse) qui nous rappelle comment on peut arriver à des absurdités lorsque des regroupements « jeunes » se définissent d'abord comme « jeunes » avant de se définir comme un regroupement de luttes sociales. Surtout que lorsqu'on y pense à deux fois, la dette a, entre autres, servi à la construction des infrastructures et lieux d'enseignements québécois et les « jeunes » s'en servent aussi, alors il est faux de prétendre que les « vieux » ne nous laissent qu'une dette sans contrepartie. Un bilan produit cette année par la Ligue des droits et libertés dresse un portrait global très noir de cette année et des dernières années en matière de respect de droits économiques, sociaux et culturels par le gouvernement québécois.

Du côté des mouvements sociaux, peu de mobilisations cette année auront réussi à bloquer la voie au gouvernement ou à lui arracher des gains. Un exemple de mobilisation qui a réussi est celui contre le projet de déménagement du Casino. Cependant, les mouvements concernés par l'aide sociale (maintenant renommée assistance-emploi...) continuent de revendiquer des améliorations promises par le parti Libéral, les mouvements pour le droit au logement se battent toujours contre des hausses de loyer abusives et les groupes environnementaux, qui semblent avoir pris du poil de la bête cette année, luttent contre le projet d'autoroute 25 et contre la privatisation du mont Orford, etc.

Aussi, il est somme toute pertinent de mentionner la tentative de mise sur pied d'un Forum social québécois. Suite à la tenue du Forum social mondial auquel de nombreux Québécois et de nombreuses Québécoises ont participé, plusieurs personnes ont tenté d'importer l'événement ici même au Québec afin – entre autres – de réseauter les luttes sociales. La première tenue du Forum, planifié pour cet été, a cependant été annulée faute d'implication de gens des milieux communautaires et sociaux dans l'organisation.

Finalement, en ce qui concerne le Québec, il est important de constater la formation du nouveau parti de gauche Québec solidaire. Ce parti politique progressiste a déjà commencé à jouer un rôle dans la scène politique québécoise mais également dans la scène militante. Il y a fort à parier que ce parti cherchera des appuis d'organisations syndicales et communautaires dans le futur, comme il l'a fait avec succès avec le Conseil Central du Montréal Métropolitain-CSN.

Au Canada

Au niveau du gouvernement canadien, un des dossiers principaux concernant l'éducation cette année a été la promesse électorale de régler la question du déséquilibre fiscal. Déjà, le premier budget du gouvernement conservateur n'a rien réglé dans ce dossier. Qui plus est, malgré un Jean Charest qui se dit d'accord avec la revendication des transferts fédéraux supplémentaires de 4,9 milliards pour l'éducation postsecondaire, deux problèmes se dressent. D'une part, sa demande concrète se situe seulement à la hauteur de 2,2 milliards de dollars plutôt que 4,9. D'autre part, aucun détail n'a été fourni quant à l'affectation de ce nouvel argent en éducation. Cette révision à la baisse du montant des transferts a rendu Jean Charest relativement impopulaire au Québec. La raison évoquée pour ne revendiquer qu'une partie des 4,9 milliards (pourtant un minimum) est qu'il espère que cette « concession » permettra un avancement plus rapide et plus certain du dossier, de sorte qu'aux prochaines élections, celui-ci puisse se proclamer champion de l'éducation et des relations fédéral-provincial. En demandant moins pour pouvoir laisser une plus grande marge de manoeuvre à Harper, il pourra ensuite applaudir le fédéralisme canadien, les priorités de Charest sont plus de l'ordre de la question nationale que du côté de l'Éducation. Il a d'ailleurs pu s'abstenir de tout engagement en

matière d'éducation postsecondaire lors du dépôt du dernier budget en alléguant qu'il attend les transferts fédéraux. C'est d'ailleurs ce qu'il faut éviter avec la question des transferts fédéraux : déresponsabiliser Québec en matière d'Éducation postsecondaire. De son côté, par contre, le gouvernement conservateur ne semble aucunement pressé de régler ce dossier maintenant qu'il est au pouvoir, son discours du trône pourtant très précis sur certains aspects (TPS, garderie, imputabilité, Québec à l'Unesco) est rester dans le vague en parlant du déséquilibre fiscal. Nous aurons l'occasion de voir les surprises que nous réserve Harper dans son budget de mai.

Un autre développement important au niveau du Canada cette année est le dégel des frais de scolarité en Ontario, où le gouvernement compte, à partir de l'année prochaine, permettre des hausses de 5 % et ce durant les 4 prochaines années. Rappelons-nous que l'Ontario est la province canadienne où les frais de scolarité sont déjà les plus élevés! Malheureusement, le mouvement étudiant en Ontario ne semble actuellement pas suffisamment organisé pour résister efficacement à ces hausses dramatiques. Il faudra par contre surveiller la situation dès le début de la prochaine rentrée scolaire, lorsque les hausses frapperont concrètement.

Finalement, le portrait du Canada a déjà commencé à subir les graves effets du leadership conservateur : militarisation accélérée, participation encore plus grande à l'impérialisme américain, déportations continues d'immigrants et d'immigrantes et de réfugié-e-s sans statut, hostilité politique encore plus marquée envers les populations autochtones, etc.

Au niveau international

D'emblée, il est très amusant de constater l'ardeur avec laquelle le gouvernement du Québec a lutté cette année afin de pouvoir prendre une place plus importante dans des instances internationales, notamment à l'UNESCO, alors que celle-ci, en toute ironie, s'apprête probablement à condamner le gouvernement québécois pour son non respect du Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). En effet, un comité d'experts de l'UNESCO se penchera bientôt sur le bilan des dernières années du gouvernement québécois...

En France, cette année, a eu lieu une mobilisation sociale sans précédent. Les étudiants et étudiantes de nombreuses écoles et universités ont déclenché une grève générale illimitée pour protester contre le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) ainsi que la Loi sur l'égalité des chances, comprenant l'instauration du fameux Contrat de Première Embauche (CPE). Cette grève a duré à plusieurs endroits près de deux mois. Malgré l'abolition du CPE, par contre, bon nombre des revendications du mouvement n'ont pas été satisfaites, puisque les grands syndicats et la principale organisation étudiante, l'UNEF, se sont empressés de crier victoire dès que le gouvernement annonçait l'abolition du CPE.

Enfin, de nombreux autres endroits dans le monde – c'est principalement le cas de pays pauvres – ont été cette année le théâtre de mobilisations sociales importantes qui n'ont pas nécessairement été couvertes par les médias de masse : il s'agit des mouvements contre la monarchie au Népal, contre la corruption du gouvernement en Thaïlande, contre les gouvernements de droite en Amérique du Sud (notamment en Bolivie, au Chili et en Équateur), de la recrudescence du mouvement zapatiste au Mexique et bien d'autres qui nous sont inconnus mais qui contribuent à freiner l'avancée inquiétante de l'impérialisme et de la pauvreté mondiale.

Plan d'action 2005-2006

Au sortir de la grande mobilisation de 2005, doter l'ASSÉ d'un plan d'action idéal ne fut pas chose facile. Avec la fin définitive de la grève vers la fin avril, ce qui est assez tard dans la session et le prolongement à plusieurs endroits des semaines de cours et l'épuisement généralisé des militants et militantes, peu de temps a été consacré par les associations membres à la préparation du plan d'action 2005-2006 avant le Congrès annuel de mai.

Ainsi, dû aussi à un Congrès annuel très chargé, le plan d'action ne fut adopté qu'au Congrès suivant, en août. Un peu de travail avait été fait par l'exécutif durant l'été pour dégager des pistes d'action intéressantes mais évidemment sans beaucoup d'écho venant des associations membres. C'est donc suite aux débats et discussions tenus lors du Congrès du 20 août, quelques jours avant le début de la session, que le plan d'action fut adopté. Ses principaux éléments sont les suivants :

1. Une éducation publique et démocratique dans une société solidaire

Pour une politique d'accessibilité accrue fondée sur les objectifs de gratuité scolaire et d'élimination de l'endettement étudiant

- Campagne de consultation sur les améliorations prioritaires à apporter au régime de l'aide financière aux études en préparation d'un plan d'action offensif.

Que cette campagne implique :

- Des discussions sur l'élaboration d'une plate-forme de revendications sur l'aide financière aux études en assemblée générale;
- Organisation de débats structurés en assemblée générale sur ladite plate-forme;
- Présentation d'une proposition de plate-forme au Congrès d'hiver;
- Formations sur l'aide financière aux études dans les associations locales;
- Travail de recherche au niveau national sur l'aide financière aux études parallèlement à la consultation.
- Campagne d'opposition à l'augmentation des frais afférents.

Que cette campagne implique :

- Réitérer les mandats sur la gratuité scolaire;
- Adoption d'un plan d'action local contre les frais afférents;
- Qu'une manifestation pour l'accessibilité aux études se tienne le 26 octobre 2005 pour souligner l'anniversaire de l'appel à la grève générale illimitée.

Pour le maintien de l'intégrité du réseau public des cégeps

1. Campagne d'information et de formation sur le réseau collégial : son histoire, les enjeux pour le droit à l'éducation, les récentes réformes.

2. Solidarité avec les enseignants et enseignantes dans leurs démarches dans le dossier

Progrès et consolidation du syndicalisme étudiant de combat

- Préparation et tenue des états généraux sur le mouvement étudiant / débat sur le bilan de la grève 2005

2. Que le Congrès invite les associations étudiantes membres et non-membres à consulter leurs assemblées générales sur la possibilité de tenir une ou plusieurs journées flottantes de grève ou d'actions de solidarité afin d'appuyer les syndicats dans leurs conflits contre le gouvernement et qu'à cet effet on organise une campagne d'information sur le conflit dans le secteur public.

3. Attendu que les institutions scolaires secondaires n'encouragent pas la création d'associations étudiantes;

Attendu qu'une loi gouvernementale interdit aux gens de moins de 18 ans de gérer le budget d'un organisme sans but lucratif (OSBL);

Que l'ASSÉ appuie la création d'associations étudiantes au secondaire en collaborant avec les militants et militantes du secondaire pour fixer des objectifs d'information, de mobilisation et de formation spécifiques.

4. Que le Congrès mandate le Conseil exécutif afin que celui-ci établisse une coordination intersyndicale en vue des mobilisations de cet automne dans le secteur public et qu'il encourage les associations étudiantes locales à faire de même.

5. Dans l'éventualité où une action est entreprise contre l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) que l'ASSÉ invite ses membres à y participer.

Campagne de consultation sur l'AFE

Les résultats de la campagne de consultation sur l'AFE sont très décevants. Malgré la production du formulaire tôt dans l'année scolaire (en version papier et électronique, chacune traduite en anglais), seulement une soixantaine de formulaires remplis est parvenue au bureau de l'ASSÉ dans les délais prévus, soit avant le 25 mars.

Évidemment, l'objectif de ces formulaires n'était pas de procéder à une quelconque étude scientifique de la population étudiante, mais plutôt de recueillir des témoignages de gens qui dépendent de ce système et de susciter une réflexion en vue de prendre position en assemblée générale. Malgré le fait que plusieurs témoignages intéressants ont pu être recensés (voir le texte "Compilation des formulaires sur l'aide financière aux études"), le petit nombre de formulaires remplis nous indique que le deuxième objectif de réflexion ne s'est pas réalisé.

Au niveau du travail de recherche et de formation, un certain travail a été accompli dans le cadre du camp de formation d'automne : un atelier structuré et un solide document de recherche sur l'AFE ont été produits. Malgré le fait que le travail se soit limité à ces éléments, il a tout de même servi l'année durant et sera d'actualité pour un certain temps encore.

Enfin, aucune association membre ne s'est penchée durant l'année sur l'élaboration d'une plate-forme offensive sur l'AFE. Par conséquent, il n'y a pas eu cette année de proposition de plate-forme en Congrès tel que planifié dans le plan d'action.

Quoi que cet élément central de notre plan d'action n'ait pas fonctionné comme espéré, il ne faut pas en conclure pour autant que la population étudiante est désintéressée de l'AFE et n'aspire pas à de meilleures conditions économiques d'études. Le travail accompli sur le terrain durant l'année, incluant les campagnes d'affiliations, a su le démontrer.

Il nous semble donc plus juste de d'attribuer la cause principale de cet échec au peu d'énergie consacrée à cette campagne par les syndicats locaux (en général).

Campagne d'opposition aux frais afférents

La lutte contre les frais afférents a certes été un front plus actif. Quelques syndicats locaux ont effectivement adopté et mis en application un plan d'action local qui a pu informer et mobiliser la base étudiante, à l'UQAM et au Cégep François-Xavier-Garneau, par exemple. Ce ne fut pas le cas dans la majorité des syndicats cependant, étant donné que peu d'augmentations ou annonces d'augmentations ont eu lieu ailleurs. De plus, la plupart n'ont pas jugé nécessaire de réitérer la gratuité scolaire comme revendication, considérant probablement que ce mandat était assez « frais » de la campagne de grève d'hiver 2005 durant laquelle cette revendication a été adoptée par tous les membres de l'ASSÉ en assemblée générale.

Cet aspect du plan d'action n'a presque pas eu de composante nationale : les campagnes locales ont été relativement autonomes et peu de coordination nationale entre les différents syndicats a eu lieu, excepté la manifestation à Québec le 26 octobre dernier.

Manifestation du 26 octobre à Québec

Cette manifestation, qui avait comme objectif de souligner le premier anniversaire de l'appel à la grève générale illimitée et de remettre en avant plan nos revendications par rapport à la qualité et à l'accessibilité aux études, a eu un succès très mitigé.

Par rapport à l'organisation de la manifestation, un bon travail a été accompli malgré quelques lacunes, notamment au niveau du trajet, qui fut trop court, et d'un manque de planification quant à l'animation de la manifestation lorsque celle-ci a atteint sa destination qui fut le parlement de Québec.

Quant à la mobilisation, une participation de 300 à 400 personnes de plusieurs régions du Québec (quoique très peu de la ville de Québec elle-même) n'est certainement pas désastreuse. Cependant, il y avait lieu d'espérer une participation plus grande, considérant les mobilisations massives de la session précédente. Outre une mobilisation de terrain qui aurait probablement pu être plus large et intensive, le fait que seulement un syndicat ait pu déclencher une grève pour l'occasion a très certainement été un facteur déterminant dans la faible participation. Par exemple, le 6 novembre 2003, alors que de nombreux syndicats avaient déclenché une grève d'une journée, la participation à la manifestation de Québec avait été un franc succès, avec plus de 2 000 personnes mobilisées.

Ensuite, les actions directes lors de cette manifestation ont eu un grand impact sur la perception de la manifestation elle-même et de l'ASSÉ en général. Il est évident, selon nous, que les actes de confrontation avec la police, dont des jets de peinture et de pierre, alors que celle-ci a été relativement passive durant toute la durée de la manifestation, n'étaient pas stratégiques pour l'ASSÉ et ses luttes en général.

Réseau collégial

Sur ce plan, trois éléments ont contribué à cet aspect de notre plan d'action : les contenus de la *Revue Ultimatum* et le numéro régulier de l'*Ultimatum*, tous deux publiés à la session d'automne, ainsi qu'un atelier bien préparé du camp de formation d'automne. De plus, l'exécutif a participé à plusieurs rencontres de la Coalition-Cégeps durant l'année, ainsi qu'une avec la Commission des Affaires

étudiantes de la Fédération des Cégeps. Faute d'énergie et du peu d'activités du gouvernement sur ce front, cette campagne n'a pas été plus loin.

Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat

Bien que le Congrès d'orientation devait être un prélude à cet événement, celui-ci a tout au long de l'année été reporté à plus tard par les différents Congrès. Il nous semble probable que ce projet ne voit pas le jour de sitôt.

Faute d'orientation politique claire et ciblée pour le moment, cela est peut-être pour le mieux. Il ne s'agit pas simplement de s'asseoir autour d'une table pour s'entendre avec tout le mouvement étudiant, mais bien de discuter de propositions politiques réfléchies et définies d'avance afin de déboucher sur des alliances intéressantes. Pour l'instant, nous en sommes à l'étape de définir ces orientations.

Solidarité avec les syndicats du secteur public

Dès le début de la session, l'ASSÉ avait, à très juste titre, anticipé l'imposition d'une loi spéciale pour briser l'élan de mobilisation syndicale. Les syndicats s'étaient donc entendus pour appeler à la grève lorsqu'une telle loi serait adoptée. Ce mot d'ordre n'a cependant pas été suivi et aucune association étudiante n'a tenu de journée de grève au moment de l'adoption de la loi (15 décembre, fin de session partout). Le moment du décret a été un facteur qui a lourdement pesé contre la mobilisation.

Cet aspect du plan d'action a eu cependant un bon retentissement au niveau local. La totalité des syndicats membres ayant consulté leur assemblée générale à ce sujet ont appuyé les mobilisations et revendications syndicales.

Cependant, malgré ces appuis tout au long de l'année, la participation étudiante aux actions syndicales a été très difficile. Non pas par manque de volonté ou de mobilisation, mais parce que notre communication avec les organisations syndicales a été difficile et très irrégulière et qu'une coordination n'a pu être établie. Nous apprenions souvent la tenue d'actions à la dernière minute, ce qui nous coupait de toute possibilité de mobilisation. De plus, durant les négociations avec le gouvernement et même suite au décret – pour la journée de mobilisation du 14 mars, par exemple – les syndicats avec qui nous avons des contacts n'ont eu aucune initiative à notre égard, si bien que nous devons initier toute communication avec eux afin de faire circuler l'information à nos membres.

Outre ces éléments, la journée d'adoption du décret, le 15 décembre, un communiqué co-signé par de nombreuses associations étudiantes non-membres a été émis en appui aux syndicats, ce qui fut un succès. Aussi, un *Ultimatum Express* exclusivement dédié à informer la population étudiante sur les enjeux des négociations syndicales a été publié, quoique tardivement.

Femmes et féminisme

L'ASSÉ s'est dotée au début de l'année d'un plan détaillé et ambitieux sur la question femmes. Malgré les obstacles, un bon travail a été accompli cette année et, par conséquent, nous avons vécu une certaine recrudescence de la conscience féministe au sein de l'ASSÉ et de ses membres.

Pour commencer, notons que la plupart des tâches ont été réalisées par le Comité femmes de manière relativement autonome, ce qui d'une part a permis au travail de ne pas être freiné par l'inaction ou le débordement des autres Comités, mais a d'autre part été problématique au niveau de la coordination. Le Conseil exécutif a effectué peu de suivi durant l'année sur les activités du Comité femmes, ce qui devrait être corrigé pour les années futures.

Au chapitre de l'information et de la formation, des ateliers femmes ont été organisés pour chaque camp de formation avec une documentation étoffée pour chaque atelier. Également, des sections femmes ont été publiées comme à l'habitude dans chaque *Ultimatum* régulier, en plus d'un numéro spécial *Express* pour le 8 mars. Enfin, une section femmes a été mise sur pied sur le site Internet de l'ASSÉ.

Quant aux activités, deux réunions locales des Comités femmes ont été tenues ; de la mobilisation pour la manifestation contre le congrès pro-vie à Montréal a été effectuée un peu partout ; enfin, une campagne contre la marchandisation du corps de la femme a eu lieu dans plusieurs associations membres.

Enfin, nous partageons l'analyse du Comité femmes lui-même à l'effet que, malgré toutes ces activités intéressantes, peu de coordination (matériel d'information et formations communes, entre autres) a été effectuée par le Comité femmes. Cela a eu pour effet, malgré la mise de l'avant du féminisme par l'ASSÉ cette année – et qui fut un succès – de rendre la participation très inégale parmi les syndicats membres. De plus, à l'interne, peu de coopération entre les Comités et les Conseil a été effectuée, ce qui a limité la portée de la campagne sur la marchandisation du corps des femmes.

Ainsi, à l'avenir, il faudra s'assurer, en plus d'avoir un plan solide et une campagne intéressante, que plus de travail soit fait pour rejoindre et inclure tous les membres de l'ASSÉ. Pour ce faire, une plus grande communication ainsi qu'une plus grande coordination entre le Conseil exécutif et le Comité femmes sera sans doute nécessaire!

Conclusion

Le plan d'action annuel de l'ASSÉ n'a pas mobilisé des masses cette année, c'est vrai, nous pouvons tirer des leçons pertinentes de notre année.

Il semble que le contexte interne à l'ASSÉ n'ait tout simplement pas été au rendez-vous pour le succès du plan d'action adopté en août dernier : plusieurs démissions des Comités ont eu lieu à l'automne, l'exécutif a été réduit à 3 ou 4 personnes toute l'année mais surtout, plusieurs lacunes ont été vécues au niveau de l'implication et de l'organisation locale. Il semble que le contexte post-grève ait été relativement démotivant.

Ainsi, si le plan d'action annuel n'a pas été éclaboussant de succès, nous pouvons nous réjouir du très gros travail accompli à l'interne, notamment afin de stimuler l'implication étudiante au local et l'appropriation des structures nationales par les membres.

Cette année, plutôt que d'être une année de mobilisations politiques étudiantes très importantes, a néanmoins servi à consolider les syndicats membres de l'ASSÉ dans un contexte difficile et par extension, à consolider l'ASSÉ en tant qu'organisation.

Interne

Introduction générale

Dans la présente section du bilan de l'exécutif, vous retrouverez les faits saillants de l'année qui s'achève. Dans un premier temps, nous verrons le bilan que fait l'exécutif du travail des associations membres de l'ASSÉ et de leurs relations avec le national. Puis, nous ferons un survol des différentes instances. D'abord, nous nous attarderons aux Conseils régionaux et aux réunions du Conseil InterRégional (CIR), pour ensuite voir les Congrès. Les Comités et Conseils seront également abordés, de même que les camps de formation et les réunions nationales.

Associations membres

Introduction

Dans cette section, nous verrons le bilan que fait l'exécutif de chaque association membre. Nous ne prétendons pas ici mieux savoir que les gens au local ce qu'il se passe dans leurs associations respectives. Il s'agit plutôt d'un exercice qui se veut complémentaire aux bilans locaux, qui saura peut-être apporter un éclairage différent sur chaque association tout en illustrant l'état des relations entre l'exécutif et celles-ci.

Pour chaque association, il y aura une mise en contexte, suivi d'une brève description des activités par session. Ensuite viendra le rapport au national puis une conclusion où se retrouveront des recommandations spécifiques. Enfin, à la suite des bilans par association, nous tenterons de dégager une analyse globale de l'ASSÉ et des recommandations générales. Notez qu'il peut y avoir des éléments erronés dans les bilans par association auxquels nous pourrions apporter des modifications si on nous en fait part.

AÉCS

L'Association étudiante du collège de Sherbrooke (AÉCS) est reconnue pour être l'un des principaux piliers mobilisateurs de l'ASSÉ. Il s'y trouve généralement un noyau militant considérable, généralement dans l'exécutif et le comité de mobilisation, qui est à même de dynamiser l'association locale et de laisser sa trace au national. Cette réputation, basée en bonne partie sur les faits, a parfois eu un effet pervers : la tendance à croire que tout va bien à Sherbrooke et à peu s'en occuper. Cela se sera quelque peu produit, sans que cela ne soit catastrophique puisque l'AÉCS a effectivement été dynamique cette année. Voyons cela de plus près.

Dès le début de la session d'automne, des comités de mobilisation, femmes et queers dynamiques étaient sur pied, sans compter l'exécutif comptant des membres possédant une certaine expérience acquise l'année précédente. Ainsi, l'AÉCS prend rapidement le leadership au niveau du Conseil d'action solidaire du Sud-Est étudiant (CASSEÉ) et organise sa 1^{ière} AG à la mi-septembre. Elle tente ensuite d'en faire une autre au début octobre, sans atteindre le quorum de 3 % nécessaire. Qu'à cela ne tienne! Après l'AG sans quorum, l'AÉCS débarque aux bureaux de l'administration pour obtenir une levée de cours pour la tenue de sa prochaine AG, ce qu'elle obtient. Puis, le lendemain, elle participe à une manifestation régionale organisée par le CASSEÉ où elle constitue le plus gros contingent. Puis, une autre AG se tient le 20 octobre et on y vote une journée de grève pour la manifestation du 26 octobre avec un bed-in le soir précédent. Lors de celui-ci, l'administration fait

appel à la police qui provoque le départ des occupantes et occupants. Le lendemain, il y a piquetage devant les portes du Cégep pour assurer la journée de grève votée en AG puis c'est le départ vers la capitale pour une manifestation où l'AÉCS fournit, encore une fois, le plus gros contingent. Entre-temps, l'AÉCS prépare la tenue du Congrès d'automne dans son institution. Plus tard, au mois de décembre, l'AÉCS tente de tenir une AG de consultation sur l'AFÉ, qui n'obtient malheureusement pas quorum, et, suite à des menaces d'étendre le calendrier scolaire au-delà du mois de décembre, perturbe le CA du collège. Et ce n'est pas tout pour l'automne à l'AÉCS car le comité femmes y est dynamique. Il se monte donc une liste de femmes intéressées à suivre des cours d'autodéfense tôt dans la session, activité à laquelle plusieurs femmes participent. Puis, il y a certaines activités menées de concert avec le comité queer local, participation à la réunion des comités femmes locaux et à la mobilisation pour l'événement « Avortons leur congrès! » de novembre 2005 qui stimulent la participation.

Toutefois, les choses changent quelque peu à l'hiver. D'abord, les discussions en vue de former des équipes pour le plan de valorisation mène à la participation active de 4 personnes à l'extérieur de l'association tandis que peu de gens coordonnent le plan de valorisation à Sherbrooke même et que les gens de l'extérieur devant les y aider se désistent en bonne partie. Pourtant, un calendrier assez précis avait été établi mais la participation du comité de mobilisation n'a pas été telle que prévue. La participation aux tournées semble avoir été populaire chez les militantes et militants de Sherbrooke qui seront d'un support important pour l'exécutif national en en faisant un bon nombre tout au long de la session d'hiver. Toutefois, cela semble avoir des répercussions au local qui n'avaient pas été envisagées. Ainsi, malgré qu'une AG se tienne assez tôt dans la session, le dynamisme local s'amenuise quelque peu. Des démissions sur l'exécutif se produisent graduellement pendant la session, l'AG suivante n'obtient pas quorum puis l'idée de tenir une autre AG cette session est abandonnée. Bien qu'il soit presque vidé de ses éléments d'expérience, l'exécutif de l'AÉCS demeure bien rempli puisque de nouvelles personnes choisissent de s'y impliquer. Quant au comité femmes, il ne perd pas de son dynamisme. Il organise une semaine d'activités dans le cadre de la campagne contre la marchandisation du corps des femmes et participe activement à la réunion des comités femmes locaux. De plus, la participation et la dynamisation du CASSEÉ reposent toujours sur l'AÉCS.

Les liens avec le national ont été serrés tout au long de l'année. Les communications se sont toujours faites rapidement et amplement (sans compter le temps où l'interne de l'ASSÉ venait de cette association), l'organisation du Congrès d'automne s'est pratiquement faite toute seule et, comme il a été mentionné, l'aide des militantes et militants de l'AÉCS pour les corps expéditionnaires de l'ASSÉ aura été d'importance. En plus de participer à 3 équipes dans le cadre du plan de valorisation, des gens ont aidé aux campagnes d'affiliation ou sont allé-e-s sur le terrain pour soutenir des associations dans leur mobilisation locale. Toutefois, l'aide de l'extérieur a été plutôt minime, tant à l'automne qu'à l'hiver. Il y a bien eu des présences pour les AGs mais assez peu pour soutenir les efforts de mobilisation locale. Quant à la participation aux instances nationales, elle a été assurée à tous les Congrès par des délégations d'au moins 2 personnes relativement préparées, sans compter le leadership du CASSEÉ et, par ricochet, la participation au CIR. Et en ce qui concerne le plan d'action national, l'AÉCS a soumis pratiquement tous les points importants de celui-ci à ses AGs en plus de prendre position sur plusieurs points pour les Congrès. Ainsi, il y a eu une AG de consultation sur l'AFÉ qui n'a malheureusement pu se tenir faute de quorum, des dizaines de formulaires sur l'AFÉ nous sont parvenus de cette association, des mobilisations considérables pour les manifestations organisées ou soutenues par l'ASSÉ, un plan d'action local prévoyait une lutte pour faire baisser les frais afférents, le principe de gratuité scolaire a été réitéré à l'automne et les liens se sont resserrés

avec les syndicats locaux. On peut donc dire que l'AÉCS est l'association membre de l'ASSÉ qui en a fait le plus dans le sens du plan d'action de l'ASSÉ, bien qu'il s'agisse de la seule association membre de l'ASSÉ à ne pas encore avoir pris position en AG sur le projet de hausse de cotisations.

L'AÉCS, cette année encore, a été fidèle à ses habitudes et, comme trop souvent, cette association n'a pas été soutenue autant qu'elle aurait pu l'être. De plus, la ponction en militantes et militants motivé-e-s pour aider le national a pu avoir une incidence sur la baisse de dynamisme cet hiver. Toutefois, les candidatures de l'AÉCS pour les élections annuelles et l'application du plan d'action témoignent de l'appartenance profonde qu'a l'AÉCS pour l'ASSÉ. Que cela se poursuive et que l'ASSÉ fasse des sacrifices pour l'AÉCS à la hauteur de ceux que celle-ci fait pour elle. Et comme il y a une relève peu expérimentée, une aide en terme de formation sera probablement bienvenue.

Il est recommandé de soutenir cette association pour ses mobilisations locales au même titre que pour toute autre association membre de l'ASSÉ et de favoriser la formation des nouveaux éléments sur l'exécutif.

AÉCSL

Un peu comme l'AÉCS, l'association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AÉCSL) est considérée comme un pilier mobilisateur de l'ASSÉ. Elle est dotée d'une charte particulière qui fait que l'exécutif est constitué de comités exécutants plutôt que d'exécutantes et d'exécutants, ce qui permet à plus de gens de s'impliquer en son sein. De plus, il s'agit d'une association investie cette année par plusieurs personnes qui ont fait leurs premières armes dans le mouvement étudiant dans le cadre de la grève (en incluant le travail y menant dans certains cas) mais s'étant principalement impliqué-e-s aux niveaux local et régional. Cela a eu une certaine incidence dans l'année qui s'écoule, dans la mesure où l'exécutif avait peu d'expérience « de bureau » mais une bonne expérience « de terrain ».

La session d'automne débute donc avec une dette considérable issue de la grève, contractée envers l'administration. Les premières positions de l'association ont été de refuser net de payer cette dette, le tout devant originalement être appuyé par une mobilisation. Celle-ci n'ayant pas vraiment lieu et les pressions de l'administration se faisant incessantes, l'AÉCSL a décidé de rencontrer l'administration qui a exigé que l'on rembourse cette dette, en laissant des ouvertures sur une éventuelle baisse du total. L'association, après consultations, a alors proposé de payer encore moins que les sommes envisagées par l'administration puis, suite au refus de celle-ci, a finalement payé environ les 2/3 de la dette en question. Voilà qui a occupé une bonne partie des énergies de l'AÉCSL pendant l'automne, en plus d'autres problèmes financiers. Notons que les activités de l'association ne se résument pas qu'à ça. Environ 4 AGs se sont tenues lors de cette session, dont celle se tenant le plus tard au mois de décembre cette année selon les informations que nous avons. Il y a également eu une certaine participation aux mobilisations de l'automne et la tenue fréquente de tables d'information diverses, le tout sans l'existence formelle d'un comité de mobilisation.

Pour ce qui est de l'hiver, peu de gens de St-Laurent ont participé aux équipes du plan de valorisation, sinon pour aider à son application locale qui a été assez peu réussie puisque peu d'aide leur est venue de l'extérieur. Toutefois, l'apport de quelques personnes allant étudier à St-Laurent pour l'hiver semble avoir eu un impact sur l'organisation générale, l'AÉCSL nous étant apparue mieux préparée pour ses instances. De plus, l'adoption d'un plan d'action local contre la compagnie de

distribution alimentaire ARAMARK semble avoir occupé une bonne partie de leurs énergies et suscité la création d'un comité de rédaction, chargé entre autres de faire de la recherche sur cette compagnie. Par contre, le boycott n'est que bien peu effectif et les plans de distribution de nourriture ne se concrétisent pas vraiment. Il y a eu de la mobilisation pour les manifestations et actions de l'hiver ainsi que 3 AGs qui se sont tenues jusqu'à maintenant.

Quant aux relations avec le national, elles auront somme toute été assez ténues. D'une part, la participation et la préparation aux instances nationales ont été plutôt inégales. De plus, il y a eu un certain désaccord sur l'attitude à avoir quant au Congrès d'orientation qui est venue ternir nos relations. Toutefois, la communication s'est améliorée à la session d'hiver et nous espérons en voir les fruits lors du Congrès annuel. Il y a eu plus d'une dizaine de présences de l'exécutif mais celles-ci ont généralement été faites pour assister à des AGs et quelques-unes pour faire de la mobilisation ou participer à des réunions d'exécutif. Pour ce qui est du plan d'action national, très peu a été fait. La motivation a manqué pour le volet syndical de notre plan d'action, leurs relations avec les syndicats locaux n'étant pas très bonnes, tandis que la campagne de consultation sur l'AFÉ n'a pas suscité l'intérêt de la base militante. Il a même été question d'une hausse de certains frais pour couvrir des dettes de l'association, dossier qui est encore ouvert sauf erreur. Néanmoins, la position sur la gratuité scolaire a été réitérée et la volonté des personnes s'impliquant cette année de rester pour l'an prochain laisse bien présager de la présence d'une relève.

Ainsi, la démocratie directe et la mobilisation ne semblent pas être menacées à l'AÉCSL. Cependant, les liens avec le national semblent s'être quelque peu amoindris tandis que le dynamisme local paraît ne pas être à son plus fort. Avec une relève expérimentée pour l'an prochain, nous pouvons espérer que les problèmes organisationnels seront moindres et que la situation générale se redressera. Avec une meilleure communication avec le national et un esprit de coopération, l'ASSÉ pourra jouer un rôle important l'an prochain pour l'AÉCSL, en termes de formation notamment.

Il est recommandé de favoriser le rapprochement avec l'AÉCSL et de soutenir cette association prioritairement en terme de formation.

AÉHUM

L'association étudiante d'histoire de l'université de Montréal (AÉHUM) est une association modulaire d'environ 200 personnes. Celle-ci a joué un certain rôle dans le CIEL, regroupement de gauche maintenant défunt de l'Université de Montréal (UdeM), puis s'est affiliée à l'ASSÉ, faisant d'elle la deuxième association de l'ASSÉ provenant de l'UdeM, ce qui aura joué un rôle d'importance pendant la grève. Il demeurerait encore cette année un certain flou quant à des principes de base de l'ASSÉ (dont un mandat manquant sur la gratuité scolaire) et le sentiment d'appartenance à l'ASSÉ restait à développer.

La session d'automne a d'abord été l'objet de questionnements sur les finances de l'association alors que les dépenses relatives à l'ASSÉ semblaient exorbitantes. Il faut comprendre que pour une petite association telle que l'AÉHUM, le budget est plutôt limité, ce qui fait en sorte que les frais de déplacement et autres pour l'externe prennent des proportions importantes. Une fois cette situation réglée, deux sujets en particulier ont préoccupé l'association : la grève des professeur-e-s de l'Université de Montréal et les travaux en vue de la création de la Coalition des associations de lettres et sciences humaines (CALESH). L'AÉHUM a promptement octroyé son appui au syndicat des profs,

de même que plusieurs associations modulaires de l'UdeM. Elles ont alors été un contrepoids au discours de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'université de Montréal (FAÉCUM) qui, souffrant probablement d'amnésie, brandissait le spectre de l'annulation de session. En ce qui concerne la CALESH, l'AÉHUM en est l'une des principales instigatrices. Ainsi, lors d'une AG au mois de novembre d'affiliations/désaffiliations, l'AÉHUM s'est retirée de la FAÉCUM pour ensuite se joindre à la CALESH tout en confirmant son affiliation à l'ASSÉ. Notons par ailleurs que cette association modulaire a tenu 5-6 AGs lors de cette session et a procédé à une réforme de sa charte en AG tout en faisant quelques midis-conférence, ce qui témoigne de son dynamisme et de l'importance de la démocratie participative en son sein. Du point de vue femmes, notons que suite aux tentatives d'amener des positions féministes à l'association sans nécessairement avoir de bagage en ce sens, un comité « égalité » est prévu dans la charte...

La session d'hiver a été plus calme pour l'AÉHUM bien que la consolidation de la CALESH, qui tient d'ailleurs son AG de formation pendant cette session, demeure un dossier prioritaire. À part de la poutine interne et des positions relatives à l'ASSÉ, l'association s'est concentrée sur du travail de consolidation. Le plan de valorisation qui y a été appliqué a connu un succès mitigé. En effet, la participation de l'extérieur a été plutôt faible mais cette campagne a à tout le moins permis aux membres de l'exécutif de saisir l'importance de s'assurer une relève, en plus de les motiver à faire des tournées de classe en début de session. À la fin du trimestre, l'exécutif sortant, dont tous les membres quittent leur poste sauf une personne, part avec la satisfaction d'être remplacé un exécutif plein. De plus, environ 3 AGs se sont tenues lors de cette session, dont une portant sur les prises de position qui a eu lieu au mois de mars. Ainsi, l'AÉHUM a finalement un positionnement clair en faveur de la gratuité scolaire! Puis, vers la fin de la session, un dossier d'importance, face auquel la FAÉCUM n'a manifestement pas été capable de mener une campagne digne de ce nom, a préoccupé l'association. Il s'agit d'un plan de restructuration financière de l'Université de Montréal qui n'est autre qu'une rationalisation de programmes qui mène à des hausses de frais et des coupures dans l'embauche de profs et dans les banques de cours. Une manifestation de petite envergure a donc été organisée par l'AÉHUM pour dénoncer cette situation.

Quant aux liens avec l'ASSÉ, la communication a été plutôt bonne tout au long de l'année. L'AÉHUM a assuré une présence lors de tous les Congrès avec un degré de préparation minimal (certaines positions prises en AG ou en exec.), tout en favorisant des prises de positions cohérentes avec celles de l'ASSÉ. Ne serait-ce que par le biais du très charismatique Francis, l'AÉHUM a eu une présence marquée au national et a participé, dans la mesure de ses effectifs, aux corps expéditionnaires de l'ASSÉ. Les tournées à l'AÉHUM ont été plutôt rares, se limitant généralement à une présence aux AGs, ce qui démontre un certain niveau d'autonomie de cette association dans sa mobilisation interne et dans le suivi des positions liées à l'ASSÉ. En ce qui concerne le plan d'action, mentionnons à nouveau la prise de position pour la gratuité scolaire, la lutte contre les hausses de frais, l'appui au syndicat des profs et au projet de hausse des cotisations de l'ASSÉ, les votes sur la participation aux manifestations du 23 février et du 30 mars, etc. Seule la campagne sur l'aide financière n'a pas été menée avec acharnement.

Ainsi, l'AÉHUM, malgré sa petite taille, a su faire preuve d'un dynamisme remarquable. Les dossiers internes, souvent liés à ceux de l'ASSÉ, ont permis un certain rapprochement tout en stimulant un contact fréquent avec la base lors de près de 10 AGs. L'exécutif sortant s'est fait un devoir de favoriser le sentiment d'appartenance des membres locaux envers l'ASSÉ, et ce avec un certain succès. De plus, avec un exécutif bien rempli pour l'an prochain et la création de la CALESH,

les perspectives d'avenir sont fort intéressantes pour l'AÉHUM. L'aide de l'ASSÉ pourra servir notamment à la formation des nouvelles personnes sur l'exécutif et à consolider les liens avec le national, ce qui devrait être favorisé par les candidatures de l'AÉHUM au national qui sont proportionnellement les plus nombreuses.

Il est recommandé de faire de la formation du nouvel exécutif et la consolidation des liens avec le national des priorités pour l'AÉHUM, tout en stimulant la mobilisation locale.

AÉCM

Lors de l'unique réunion de transition d'exécutif avec l'ancien secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ, il nous avait signifié que la situation de Matane est plutôt particulière. D'une part, le seul éloignement de cette association rend difficile la communication avec le niveau national. Ensuite, les personnes s'impliquant dans l'association étudiante sont généralement très occupées (notons que plusieurs étudient dans la technique en photographie qui semble fort exigeante), ce qui fait que leur implication en est limitée. Ce constat semble s'appliquer également cette année. Cependant, on remarque une nette amélioration, comparativement à l'année précédente, au niveau de la participation aux instances nationales notamment par l'apport toujours enthousiaste d'Emmanuel.

Dès le début de la session d'automne, l'AÉCM s'est retrouvée privée de permanence faute de financement gouvernemental à cet effet. Tenter de trouver une solution au manque de financement puis tenter de pallier à l'absence d'une permanence ont donc été les principales préoccupations des membres de l'exécutif populeux mais au manque de temps marqué. De plus, l'absence de comité de mobilisation, l'éloignement et les difficultés à se rejoindre par téléphone (hormis quand Emmanuel nous appelait de sa propre initiative pour nous poser diverses questions) ont en quelque sorte privé l'AÉCM du soutien dont elle aurait pu jouir. Il y aura néanmoins eu trois tentatives de tournées là-bas, dont une a avorté, afin de soutenir l'exécutif local dans ses activités. Ainsi, une seule assemblée générale (AG) a pu se tenir à la session d'automne, une autre ayant été annulée faute de quorum. De plus, le Congrès d'orientation, originalement prévu à Matane, a dû se tenir autre part, pour cause de retards divers dans l'organisation locale.

Puis, une permanence a pu être embauchée, ce qui laissait présager une amélioration à tout le moins organisationnelle de l'AÉCM. Cela, en plus de l'aide de l'équipe qui s'y est rendue quelques jours en fin janvier dans le cadre du plan de valorisation, aura à tout le moins aidé à l'organisation du Congrès d'hiver à Matane aux crevettes mémorables. De plus, les communications avec le national ont été davantage soutenues. Après une AG sans quorum en février, une autre se tient le 1^{er} mars grâce, entre autres au soutien d'un corps expéditionnaire de l'ASSÉ. Puis, les efforts se tournent davantage vers la lutte pour l'obtention de plus de permis d'alcool afin que des 5 à 7 puissent se tenir régulièrement. Ainsi, une pétition voit le jour et l'exécutif rencontre la direction. Toutefois, après le peu de succès de cette rencontre, les efforts s'atténuent. Maintenant, la fin de session approche (le dernier jour d'examen serait le 18 mai), il n'y a pas d'AG de prévue d'ici la fin de session, peu de gens envisagent de se représenter sur l'exécutif et il ne semble pas y avoir de relève à l'horizon pour l'instant. De plus, le permanent a démissionné suite à de multiples heurts avec l'exécutif. Ainsi, une présence du national dès la rentrée d'automne paraît nécessaire.

En ce qui concerne le rapport au national, on remarque d'abord le fait que l'AÉCM a participé à tous les Congrès cette année. Il s'agissait généralement de délégations d'une seule personne, sauf

quelques heures, lors des Congrès d'orientation et d'hiver. En terme de préparation, il est arrivé à quelques reprises que des sujets qui semblaient importants pour l'AÉCM soient soulevés par leurs délégations mais sans préparation préalable, hormis au Congrès de Matane où des propositions plus claires ont été déposées. Cette participation est néanmoins un effort considérable qu'il convient de souligner. Quant au plan d'action national, il y a peu été suivi. Notons que la position de gratuité scolaire n'a pas été réitérée car elle l'avait été lors de la session précédente, tandis que la position pour la hausse de cotisation a été adoptée lors de l'AG d'hiver. Les relations avec les syndicats semblent avoir été bonnes, l'association leur ayant informellement signifié son appui. L'aide extérieure a aidé à la mobilisation pour les AGs mais il n'y en a pas eu suffisamment pour stimuler l'exécutif local à s'activer.

Ainsi, l'AÉCM se retrouve à la fin de l'année sensiblement comme elle l'a commencé. Il faudrait soutenir davantage cette association pour l'aider à se consolider. L'absence de comité de mobilisation et le peu d'assemblées générales sont les indicateurs d'un certain manque d'organisation auquel le national pourrait pallier par un effort soutenu.

Il est recommandé de faire de l'AÉCM une priorité d'intervention dès la rentrée, par le biais d'un plan de valorisation ciblé et d'un suivi efficace, en gardant à l'esprit l'importance d'une formation pour les personnes intéressées à militer.

AÉMSP

À l'association étudiante du module de science politique de l'Université du Québec à Montréal (AÉMSP-UQAM), l'affiliation à l'ASSÉ a été remise en question l'an dernier. L'exécutif de cette année a donc tenté autant que possible de faire le lien entre ses membres et l'ASSÉ. Toutefois, il semble y avoir eu un ressac, dans la mesure où bon nombre de leurs AGs n'ont pas obtenu quorum, ce qui n'est probablement pas étranger au fait que cette association a connu des AGs par dizaines l'année précédente de même qu'à la vie politique au sein de l'association facultaire dont les membres de l'AÉMSP font également partie, c'est-à-dire l'association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED).

Lors de la session d'automne, 5 AGs obtiennent quorum, en plus de quelques autres à l'hiver, la plupart incluant des points relatifs à l'ASSÉ. Bien des dossiers litigieux se tramant à l'AFESPED, c'est souvent là que la politique interne prend vie. Il y a peu à noter de cette année au niveau interne, sinon la question de l'îlot voyageur, PPP d'envergure de l'UQAM, les élections d'automne et d'hiver et des questionnements académiques liés à la réévaluation du programme de science politique. Notons cependant les efforts considérables mis de l'avant afin de faire participer la base aux consultations liées au national. Le plan de valorisation y échoue lamentablement. Néanmoins, les élections annuelles remplissent l'exécutif que la plupart des effectifs de cette année quittent.

C'est le lien avec le national qui est le plus caractéristique de l'AÉMSP cette année, notamment par une certaine aide dans le cadre des corps expéditionnaires de l'ASSÉ. En plus de participer très activement à tous les Congrès par des délégations généralement constituées de plus de 2 personnes, le degré de préparation aux instances a été pour le moins surprenant. En effet, de nombreuses consultations sur les questions nationales ont eu lieu en AG, d'autres en conseil d'administration (qui comporte une quinzaine de membres), ce qui a fait en sorte que, la plupart du temps, les votes et propositions de l'AÉMSP en étaient directement issues. De plus, l'affiliation

nationale n'a pas été contestée cette année, ce qui est au moins partiellement attribuable aux efforts de l'exécutif pour établir un lien aussi direct que possible avec le national. Une autre preuve de ces efforts est faite par les quelques mises en candidature pour des postes au national provenant de cette association. Notons que les tournées ont généralement été axées sur la participation aux AGs sans toutefois participer à chacune d'entre elles, ce qui montre le niveau d'autonomie et de confiance de l'exécutif pour présenter les points nationaux. Toutefois, au niveau du plan d'action, la situation est moins reluisante puisque peu d'éléments ont été repris localement. Ainsi, après une hausse de frais à l'automne, l'AÉMSP ne s'est pas mobilisée pour la contrer, tandis que le principe de gratuité scolaire n'a pas été réitéré puisque cette question a été réglée l'année précédente. Notons néanmoins l'appel tardif à remplir le formulaire sur l'AFÉ qui nous aura valu environ 5 formulaires remplis de même que des positions de principe pour les manifestations du 23 février et du 30 mars, pour lesquelles assez peu de mobilisation a été faite. Le projet de hausse de cotisation y a été adopté après des tergiversations étalées sur quelques AGs.

Ainsi, il semble que l'AÉMSP ait été un pilier organisationnel incontournable cette année. Cette association a été la mieux préparée pour les Congrès et a apporté plusieurs propositions d'importance, tout en resserrant les liens entre ses membres et le national. Malheureusement, au niveau de la mobilisation, on remarque certaines lacunes malgré les AGs nombreuses. De plus, le nouvel exécutif a moins d'expérience que le précédent, ce qui laisse présager un besoin de formation.

Il est recommandé de supporter davantage l'AÉMSP pour la mobilisation, de faire de la formation du nouvel exécutif une priorité et de l'encourager à jouer un rôle similaire à celui joué cette année pour celles à venir.

AGES

L'association générale étudiante du Cégep de Saint-Jérôme (AGES) a connu une grève pour le moins particulière à l'hiver 2005. En effet, les actes de répression face au piquetage solide que menait cette association ont été multiples, allant même jusqu'à faire des blessé-e-s. Tout au long de cette lutte, l'ASSÉ a été présente sur le terrain pour soutenir cette association membre de la CASSÉE. Cela aboutit à une campagne d'affiliation suite à laquelle se tient une AG où l'AGES devient membre de l'ASSÉ.

Dès le printemps 2005, un plan de redressement qui visait à rétablir la situation financière du Cégep de Saint-Jérôme en imposant des frais multiples aux étudiantes et étudiants est mis de l'avant par l'administration. Décrié dès le début par l'AGES, ce plan l'est à nouveau à l'automne 2005. Toutefois, l'association connaît des difficultés internes tôt dans la session. En effet, la présence récurrente d'éléments d'extrême-gauche à l'association est perçue comme nuisible par bien des gens des comités entourant l'AGES, ce qui mène à la suspension du comité de mobilisation de l'association lors de la 1^{ère} AG de la session. Ainsi, c'est sous le signe des dissensions internes que débute cette session, ce qui empêche l'AGES de mener une lutte efficace contre le plan de redressement. Plus pernicieuse encore, cette situation fait en sorte que la base militante devient pratiquement inexistante, que peu de gens s'appropriant les instances locales et la mobilisation ne se faisant que partiellement par le CA de l'association. Par conséquent, la seconde tentative de tenir une AG échoue, sans compter les multiples réunions de CA ou d'exécutif sans quorum, ce qui mine davantage le moral des quelques membres du CA et de l'exécutif. Notons que les relations avec l'administration demeurent conflictuelles, celle-ci tentant de faire signer une entente AGES/Collège ne convenant pas à

l'association. L'administration se replie donc dans la guerre de petite envergure, refusant par exemple que l'ASSÉ y tienne son Congrès.

Puis, à la session d'hiver, la situation dégénère encore plus. Tôt dans la session, des démissions au CA surviennent tandis que la campagne de valorisation, qui dure peu de temps et avec des effectifs très réduits, ne suscite que l'implication d'une ou deux nouvelles personnes. Des tournées sont alors organisées pour soutenir l'AGES dans sa mobilisation pour tenir une première AG. Malgré les efforts déployés, celle-ci n'a pas quorum. Cela, en plus des tensions au sein de l'exécutif, mène à une série de démissions qui réduit davantage les rangs de l'AGES... De plus, et cela vaut également pour l'automne, les quelques campagnes d'information menées par l'association, sur les diverses hausses de frais par exemple, donnent l'impression aux gens qui s'impliquent de travailler pour rien. Par la suite, l'association est d'autant plus inefficace : la difficulté à obtenir quorum tant au CA qu'à l'exécutif devient généralisée, les quelques personnes restantes s'essoufflent rapidement tandis que leur moral atteint plusieurs points sous zéro... Néanmoins, il est question de tenter de tenir une AG à nouveau, avec un support national d'importance, afin de favoriser l'implication de nouvelles personnes qui pourraient donner un nouveau souffle de vie à l'AGES.

En ce qui concerne les relations avec le national, la communication a été somme toute assez bonne dans les circonstances, notamment grâce aux permanents. Il est évident que le support national a été franchement insuffisant, ce qui s'explique plutôt mal étant donné les problèmes vécus localement. Notons toutefois que le facteur « peu de soutien interne pour cause de manque de militantes et militants » et les effectifs relativement limités du national peuvent expliquer en partie cette absence. Dans un autre ordre d'idées, l'AGES a été présente à tous les Congrès cette année malgré ses problèmes internes, bien que la déléguée au Congrès d'orientation aie dû quitter pour des raisons de santé. On remarque même une nette amélioration en termes de préparations à la session d'hiver. De plus, pour ce qui est du plan d'action national, la volonté de lutte contre le plan de redressement a été en accord avec l'aspect « lutte aux hausses de frais afférents » et certains efforts ont été faits concernant la consultation sur l'AFÉ, bien que peu de formulaires aient été remplis. Il y a aussi eu un référendum sur le projet de hausse de cotisations à l'ASSÉ qui a obtenu la majorité des voix.

Ainsi, on remarque l'importance qui est accordée au national par l'AGES. Par contre, l'ASSÉ a été incapable de soutenir efficacement cette association en difficulté. Cette année paraît être une lente mais certaine descente aux enfers pour cette association à la détermination pourtant si inébranlable pendant la grève. Une chose est sûre : il ne faut pas laisser l'AGES s'effondrer. Nous tenterons de faire du soutien à l'AGES la priorité #1 de l'ASSÉ pour le reste de la session et il faudra certainement maintenir cet état d'esprit pour l'an prochain. Parce que la solidarité, c'est d'abord être à même de venir en aide à nos camarades lorsque l'heure est grave...

Il est recommandé d'assurer une excellente présence sur le terrain dès le début de la session d'automne puis tout au long de l'année afin de soutenir l'AGES convenablement.

AFESH

L'an dernier, l'association facultaire étudiante des sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQAM) a joué un rôle déterminant à l'ASSÉ de même que pour la grève en général. Il en est ressorti un nouvel exécutif de moins d'expérience mais d'un enthousiasme palpable pour lequel l'année à venir semblait remplie de promesses. Un peu comme pour l'AÉCS, le

leadership assumé par l'AFESH lui a valu d'être prise pour acquise alors qu'elle aurait pu bénéficier de davantage de soutien national lors de cette année malheureusement marquée par un « backlash » d'importance et par des difficultés à travailler ensemble au sein de l'exécutif.

Le travail de l'été et du début de l'automne a été orienté contre des hausses de frais imposées aux étudiantes et étudiants de l'UQAM. Toutefois, les débuts de la session d'automne sont marqués par l'absence de permanence et certaines dissensions au sein de l'exécutif. Le travail continue néanmoins mais est handicapé par des conflits latents. Quant à Mob-UQAM, comité ouvert à toute personne militant à l'UQAM et principal instigateur de la grève à l'UQAM, des questionnements sur les liens avec l'AFESH et des difficultés à s'orienter sur une campagne à mener minent son travail. C'est dans ce contexte qu'a lieu la première AG de la session où le principal point concerne la dette de l'ASSÉ qui est alors annulée. Suite à cela, des personnes mystérieuses procèdent à la mise en circulation d'une pétition pour une consultation référendaire visant ni plus ni moins qu'à détruire l'AFESH considérée anti-démocratique. Intervient alors une démission sur l'exécutif qui accroît davantage l'insécurité de l'association. Cette pétition n'obtient finalement pas le nombre de voix nécessaires à son abrogation par la direction et l'AFESH peut alors reprendre son travail en toute quiétude. De nouvelles personnes sont élues sur l'exécutif, Mob-UQAM trouve sa campagne (îlot voyageur), une nouvelle permanence est embauchée et un total de 3 AGs et un ajournement ont lieu.

À la session d'hiver, de nouvelles démissions sont rapidement annoncées tandis que le plan de valorisation n'atteint pas les objectifs escomptés sinon peut être la prise de conscience de l'importance de s'assurer une relève. Puis, une première AG est organisée afin d'établir un plan d'action local et prendre des positions pour le national. Toutefois, des membres de psychologie, dont l'association modulaire a pris position en référendum pour l'obtention d'une assurance collective (ASEQ), noyautent l'AG afin que l'AFESH revienne sur sa position de ne pas y souscrire. S'ensuit une AG qui traîne en longueur et qui mène à l'adoption d'une proposition revenant sur cette décision puis une autre pour que se tiennent des AGs référendaires sur la question qui sera légèrement modifiée. De plus, lors de cette AG, le quorum moral est remplacé par un quorum de 1 %. Ainsi, le travail s'annonce ardu pour l'AFESH une fois de plus. Dans un climat de dépression générale, l'exécutif poursuit le plan d'action contre l'îlot voyageur qui connaît un certain succès. Pour le reste du temps, c'est la question de l'ASEQ qui monopolise l'AFESH alors que ce sujet est traité dans l'ensemble des 3 AGs de la session en plus des 4 AGs référendaires (qui n'obtiennent pas quorum). Au sortir de cette session, la question de l'ASEQ n'est toujours pas tranchée mais, lueur d'espoir, un nouvel exécutif presque complet comptant un certain nombre de personnes en poste cette année est élu lors de la dernière AG.

En ce qui concerne les relations avec le national, elles ont été bonnes. La communication s'est faite facilement tout au long de l'année et l'AFESH a contribué aux corps expéditionnaires de l'ASSÉ, particulièrement pour les campagnes d'affiliation. Quant aux Congrès, l'AFESH a participé à chacun d'entre eux par des délégations d'au moins 2 personnes et avec un degré de préparation supérieur à la moyenne, notamment en consultant régulièrement leurs AGs sur le sujet. C'est en bonne partie par son travail au sein de l'ASSÉ que l'AFESH a pu assumer son rôle d'association politique, comme en témoignent d'ailleurs les presque 10 mises en candidature pour les élections annuelles de l'ASSÉ. Toutefois, le national a échoué dans son support à cette association. Pratiquement toutes les tournées ont essentiellement visé notre participation aux AGs tandis que trop peu ont eu pour but d'aider l'AFESH dans la mobilisation de ses membres. Pour ce qui est du plan d'action national, il a généralement été ramené en AG hormis la consultation sur l'AFÉ. Ainsi, il a été voté un plan d'action

contre les hausses de frais, la gratuité scolaire a été réitérée et un mandat a été donné à l'exécutif d'appeler une AG spéciale pour traiter d'une possible grève advenant une loi spéciale pour contrer les syndicats (ce qui n'a pas été fait étant donné la date où cette loi est intervenue et le peu de réaction des syndicats). Et il faut mentionner le support qu'a donné l'AFESH dans le cadre de la campagne contre la marchandisation du corps des femmes en produisant un journal spécial pour l'occasion, de même que des milliers de collants contre la pub sexiste, en plus des diverses activités organisées de concert avec le centre des femmes de l'UQAM.

On peut donc en conclure que le travail de l'AFESH a davantage été tourné vers l'interne plus par la force des choses que par volonté. Néanmoins, cette association sort de cette année mouvementée sans avoir perdu trop de plumes et avec un exécutif presque plein. De plus, la participation au national a été remarquable étant donné les circonstances. Il n'en demeure pas moins que l'AFESH n'a pas joui du soutien qu'elle aurait mérité dans les circonstances, partiellement parce qu'elle est, comme l'AÉCS, prise pour acquis. Il faudra s'assurer de ne pas répéter cette erreur et améliorer la formation des nouvelles personnes sur l'exécutif afin que l'an prochain soit meilleur que celui qui vient de s'écouler.

Il est recommandé que l'AFESH soit soutenue pour la mobilisation interne au même titre que toute autre association de l'ASSÉ et que la formation du nouvel exécutif soit une priorité.

AGECD

L'association générale étudiante du Cégep de Drummondville (AGECD) a été l'une des plus belles surprises de la grève de l'an dernier. Devant assurer une ligne de piquetage de plus de 100 personnes par jour pour éviter que l'administration ne déclare le Cégep ouvert, c'est avec brio que cette association a relevé le défi pendant plus de 6 semaines de grève. Cette association a été une telle surprise qu'elle a marqué les esprits. Qui ne souvient plus du désormais célèbre « Rio! » de Drummond? Qu'en a-t-il été cette année dans cette association fondatrice de l'ASSÉ?

Au début de la session d'automne, nous avons été surpris du degré d'autonomie dont faisait preuve l'AGECD. Avant la fin de septembre, se sont tenues 2 AGs lors desquelles plusieurs points relatifs à l'ASSÉ ont été traités. Sans compter qu'elle a été l'hôte du camp de formation de septembre et de la manifestation régionale organisée par le CASSEÉ au début octobre. Pendant ce mois, elle organise une nouvelle AG lors de laquelle une journée de grève est votée pour la manifestation du 26 octobre. L'administration refuse toutefois de reconnaître cette décision puis cède aux pressions de l'association. Puis, une dernière AG est organisée au mois de novembre où une position pour la diversité des tactiques est adoptée dans cette association généralement modérée. Ce sont donc 4 AGs qui sont organisées sans aucun support extérieur, sinon une présence à la manifestation du 6 octobre et une autre lors de l'AG de novembre. De plus, on tente d'y établir les bases d'un comité femmes et d'un comité de mobilisation mais, malheureusement, ces efforts semblent être vains hormis le fait que des points femmes sont généralement soulevés dans les AGs. Toutefois, notons la présence du comité écologiste « les verts de terre » qui semble être le comité le plus dynamique de l'AGECD. Pendant la session, des changements interviennent dans l'exécutif et leur permanent, membre de l'exécutif de l'année précédente, part en voyage. L'expérience s'estompe peu à peu pour céder la place à des éléments nouveaux sur l'exécutif.

Lors de la session d'hiver, la campagne de valorisation connaît un certain succès puisque les gens de l'extérieur y participent activement, ce qui permet une mobilisation de début de session pour l'association et favorise l'implication de nouvelles personnes. Ainsi, l'exécutif voit de nouveaux visages s'y joindre lors de l'AG du 31 janvier. Ensuite, le dossier des centres d'aide semble être une préoccupation pour l'association. C'est que l'administration veut les centraliser alors qu'ils sont actuellement localisés dans leurs départements respectifs. Toutefois, l'AGECD se rallie finalement à cette décision. Plus récemment, le fait qu'il y ait eu plus d'inscriptions dans leur institution pousse l'administration à réévaluer les plages horaires et à proposer que les cours finissent plus tard. Ce dossier est encore ouvert... 2 autres AGs ont également eu lieu, encore une fois avec bien peu de soutien extérieur sinon des présences pour y présenter des points. Cependant, la mobilisation se relâche pendant cette session, ce qui fait en sorte que l'AGECD commence à éprouver des difficultés à atteindre quorum. De plus, l'équipe actuelle de l'exécutif quitte en bonne partie cette année et peu de gens semblent avoir un intérêt à assurer la relève.

Comme il a été mentionné, assez peu de tournées se sont faites dans cette association. Cela s'explique en partie par la difficulté à communiquer avec cette association, particulièrement lorsque des réaménagements qui l'ont privée de téléphone... Ainsi, nous avons appris la tenue de certaines AGs quelques jours à peine avant et parfois même après leur tenue. Ce manque de communication semble avoir eu assez peu de répercussions au niveau de la participation au national puisque cette association a participé à l'ensemble des Congrès de l'année et a traité presque tous les points du plan d'action. En effet, nous avons eu la surprise d'apprendre après le fait que le principe de tenir 2 journées de grève flottantes a été adopté en plus du soutien aux luttes syndicales. De plus, la gratuité scolaire a été réitérée mais aucune lutte n'a été entamée contre les hausses de frais de... 2\$ imposée par l'administration. L'AGECD a également participé à la manifestation du 26 octobre et s'est prononcée en faveur de l'obtention de 4,9 milliards \$ des transferts fédéraux. Et, après s'être d'abord objectée à une hausse potentielle de la cotisation, l'AGECD est revenue sur sa décision et a donné son aval à ce projet.

L'AGECD a donc eu un certain dynamisme malgré le peu de support national. Cela relève d'une certaine autonomie qui aura permis que l'association n'en souffre pas trop, notamment au niveau des prises de position relatives à l'ASSÉ. Toutefois, on remarque un certain essoufflement à l'hiver et un manque de relève. De plus, les difficultés à communiquer ont nui à de possibles rapprochements avec le national malgré le succès qu'a connu la campagne de valorisation. Il faudra donc redoubler d'ardeur afin de favoriser que l'AGECD demeure aussi dynamique et pour resserrer les liens avec le national.

Il est recommandé de faire davantage de support et d'accroître la communication avec l'AGECD tout en procédant à la formation des personnes qui assureront la relève l'an prochain.

AGECSJR

L'association générale étudiante du Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu (AGECSJR) a participé activement à la grève de l'an dernier. L'attention particulière que lui a porté l'ASSÉ dès l'AG de déclenchement de la grève, lors de laquelle l'AGECSJR s'est jointe à la CASSÉE, la présence régulière de membres de l'ASSÉ puis la campagne d'affiliation pendant la grève a fait de cette association une des plus récentes membres de l'ASSÉ, suite à un vote à l'unanimité lors d'une AG de

grève. Pendant le Congrès annuel de l'an dernier, il était recommandé de porter une attention particulière aux nouvelles associations membres dans le cadre de la consolidation de l'ASSÉ. Comment cette association aux légendaires AGs « hot-dog » s'est-elle intégrée à son association nationale cette année?

Dès le début de la session d'automne, l'AGECSJR s'est avérée surprenante. En effet, elle a pris l'initiative de proposer une manifestation régionale au CASSEÉ pour souligner le refus de l'entente survenue suite à la grève de l'an dernier. De plus, dès la première de trois AGs de la session, elle s'est prononcée sur plusieurs éléments du plan d'action avancé par l'ASSÉ et a procédé à un vote de grève pour la manifestation nationale du 26 octobre qui a malheureusement été rejeté. Toutefois, un certain froid advient lors du Congrès d'automne à Sherbrooke puisque le congrès d'orientation est prévu une fin de semaine où il semble impossible pour la délégation de cette association d'être présente et parce que le Parti québécois y est vertement critiqué, ce qui mène à une légère stigmatisation de la délégation de l'AGECSJR dont un délégué s'en déclare ouvertement sympathisant. Cette situation se résorbe heureusement suite à quelques discussions où, d'une part, l'importance de la non-partisanerie de l'ASSÉ et de son indépendance politique sont dûment expliqués et, d'autre part, le respect de l'allégeance politique individuelle des membres est réaffirmé. Dans un autre ordre d'idée, il y a des tentatives faites pour créer un comité femmes et un comité de mobilisation, avec assez peu de succès. Toutefois, le comité environnemental y est dynamique avec une liste d'environ une cinquantaine de membres! Quant à l'exécutif, il perd une bonne partie de ses effectifs puisque certaines personnes terminent leur parcours collégial. Des élections surviennent ainsi à la fin de la session et de nouveaux éléments comblent les postes vacants.

C'est donc avec une équipe renouvelée que s'amorce la session d'hiver. Au tout début de la session, l'AGECSJR s'oppose au projet de hausse de frais que l'administration met de l'avant. Après un simple affichage, l'association est rapidement approchée par l'administration qui cherche à calmer le jeu. Notons qu'en fin de compte, celle-ci abandonne son projet... L'AGECSJR va même plus loin : elle demande que les frais de changement d'horaire diminuent considérablement et expose sa position à l'administration. De nouvelles tentatives sont faites pour mettre sur pieds un comité femmes. Suite à une consultation lors de la première AG d'hiver, on parle dorénavant d'un comité « égalité » et des cours d'autodéfense ouverts aux hommes sont organisés. Après une première démonstration où près d'une trentaine de personnes participent, dont 3 hommes, des inscriptions de plus d'une vingtaine de personnes, dont seuls 2 hommes restent, permettent la poursuite de ce projet. Quant au comité de mobilisation, celui-ci voit le jour tard dans la session mais constitue un bon soutien pour l'exécutif dans l'organisation de la seconde AG d'hiver. Le comité écologiste reste au beau fixe. Il semble qu'une bonne partie de l'actuel exécutif prévoit rester pour l'an prochain tandis que certaines personnes ont déjà signifié leur intérêt à combler les postes qui seront vacants, ce qui augure plutôt bien.

Au niveau des relations avec le national, on remarque au premier abord que la communication a été plutôt difficile pendant la session d'automne. D'ailleurs, la participation aux Congrès est tenue pendant cette période, sans parler de la préparation. Néanmoins, certains éléments du plan d'action sont promptement adoptés (soutien aux syndicats et journées de grève flottante, participation à la manifestation du 26 octobre, hausse des cotisations) et l'adhésion au principe de syndicalisme de combat est souvent affirmée par des membres de l'exécutif. Puis, à l'hiver, la campagne de valorisation connaît bien peu de succès. Malgré cela, la communication s'améliore grandement tant en termes de qualité que de quantité, grâce à l'apport de nouvelles personnes sur l'exécutif notamment.

Ainsi, la participation aux Congrès y devient plus régulière et les délégations sont mieux préparées. En ce qui concerne les tournées, ce qui les caractérise le mieux c'est le nombre de rendez-vous manqués... Au moins 3 tournées ont été annulées à l'automne tandis que le plan de valorisation a plutôt été raté, ce qui n'a tout de même pas empêché que l'on participe à quelques-unes de leurs AGs. Qu'à cela ne tienne, on remarque que des questions relatives à l'ASSÉ sont systématiquement soulevées dans leurs AGs, ce qui témoigne de l'importance qu'accorde l'AGECSJR à son association nationale malgré le froid passager.

On peut donc dire que nous avons failli à la tâche qui nous incombait en fonction de la recommandation du dernier Congrès annuel puisque bien peu de tournées ont eu lieu. Toutefois, l'adhésion des gens de l'AGECSJR à leur association nationale s'est avérée surprenante et on constate une nette amélioration de nos relations. Évidemment, ce n'est pas une raison pour ne pas redoubler d'ardeur l'an prochain! Au contraire, il faut éviter à tout prix que le phénomène des rendez-vous manqués se répète et resserrer davantage nos liens avec cette jeune association membre de l'ASSÉ afin d'éviter que la motivation de l'AGECSJR ne s'amenuise. De plus, l'adhésion aux principes de l'ASSÉ, au niveau féministe notamment, reste à consolider.

Il est recommandé que davantage de tournées se fassent à l'AGECSJR et de faire de la formation une priorité, particulièrement en termes de mobilisation et de théorie féministe.

AGEECLG

Ce qui semble le plus caractéristique de l'association générale des étudiantes et des étudiants du Collège de Lionel-Groulx (AGÉÉCLG), c'est le manque de temps des membres, dû à la présence de quelques programmes exigeants tels que celui de théâtre, et l'absence de continuité de session en session. Ainsi, le conseil de représentation étudiante (CRE), qui est une espèce de fusion entre l'exécutif et l'instance intermédiaire, se vide généralement d'une session à une autre, ce qui fait que le travail d'organisation est presque systématiquement à refaire. Heureusement, il y a une permanence stable qui sert de personne-ressource et de mémoire de l'association. Sachant cela, quelle a été le travail de l'ASSÉ à Lionel-Groulx et comment cette association s'en est-elle sortie cette année?

En fait, l'exécutif de l'ASSÉ a été présent dès la première réunion du CRE. Cela a permis aux représentantes et représentants de programme de savoir tôt dans la session ce qu'est l'ASSÉ et nous a permis de mieux les encadrer dès les premiers instants. Contrairement à l'année précédente, certains éléments qui avaient fait leurs premières armes dans le cadre de la grève se sont présentés à nouveau au sein du CRE, ce qui faisait qu'un certain bagage pouvait être transmis aux nouvelles personnes. Notre présence a été plutôt soutenue lors de la session d'automne, ce qui a favorisé un lien rapide entre l'AGEECLG et le national. Une autre raison qui a motivé notre présence fréquente a été la dynamique particulière qui s'est développée assez rapidement au sein du CRE. En effet, l'AGEECLG est l'une des rares associations où une cellule adéquiste a tenté de se tailler une place en se présentant dans les quelques comités d'importance de l'association. Il s'est donc trouvé que des éléments d'extrême-gauche ont été rapidement confrontés à la droite. Pour y faire contrepoids, la cellule péquiste locale a été invitée à prendre davantage de place au sein du CRE, ce qui semble avoir permis de contrecarrer les velléités adéquistes. Toutefois, la tendance à vouloir en arriver à un CRE consensuel alors que les antagonismes entre tendances en son sein étaient importants a en quelque sorte paralysé l'AGEECLG pendant un certain temps. De plus, les personnes ayant le bagage de l'année précédente et dont le parcours collégial tirait à sa fin ont peu à peu pris leurs distances, laissant les personnes de peu

d'expérience aux prises avec une situation pour le moins bloquée. Notons que la tendance à tenter d'obtenir le consensus s'est peu à peu amoindrie, ce qui a permis d'avoir des positions à soumettre à l'AG de la session d'automne qui atteint quorum à la 2^e tentative.

Puis, à la session d'hiver, la campagne de valorisation a eu un impact considérable, bien qu'elle n'ait pas été aussi fonctionnelle qu'on le voulait. Elle a favorisé la création d'un comité de mobilisation puis lui a donné une formation sur le syndicalisme de combat qui a pu donner des bases afin de mieux structurer l'action locale. Peu de temps après sa création, le comité de mobilisation a pu pallier aux déficiences organisationnelles du CRE qui avait de plus en plus de difficultés à se rencontrer. De plus, en organisant une campagne d'information et de distribution de nourriture contre le monopole de Sodexo sur tout ce qui est alimentation dans ce Cégep, ce comité a su attirer l'attention de la population étudiante sur cette problématique ainsi que sur l'AGEECLG en général. Avec un support national considérable, il a été plus facile de tenir une AG même s'il a fallu à nouveau s'y reprendre par 2 fois avant qu'elle puisse avoir lieu. Il faut comprendre que le quorum de l'AGEECLG est de 5 %, ce qui est plutôt difficile à atteindre, et qu'il diminue à 2,5 % si le premier essai échoue puis à quorum moral si le second échoue également. Heureusement, l'AGEECLG n'a pas eu à se rendre jusque là cette année et le moral a été très bon même si les premières tentatives n'ont pas obtenu quorum. Au moment d'écrire ces lignes, on peut espérer que le début de l'an prochain sera moins difficile puisque le comité de mobilisation, où l'implication est plutôt impressionnante, est un foyer propice à l'implication au CRE.

Au niveau des relations avec le national, il est clair qu'avec la quantité de tournées qui se sont faites là-bas, la communication a été assez bonne. Toutefois, les retours de téléphones étaient plutôt rares à l'automne mais la situation s'est grandement améliorée à l'hiver. La participation aux Congrès a été plutôt bonne, comparativement à l'année dernière. Ainsi, malgré une première absence lors du Congrès du 20 août, l'AGEECLG a été présente à tous les Congrès, à des degrés de participation divers. En termes de préparation, il est clair que cela a laissé à désirer, hormis peut-être au Congrès de Matane où la délégation était au moins munie des positions historiques de l'association. Comme il a été mentionné, plusieurs tournées ont été faites pour cette association mais notons que l'AGEECLG a pu participer à la campagne d'affiliation de Joliette, ce qui n'est pas peu dire! De plus, le lien avec le national est tel que nous avons une mise en candidature de cette association pour l'exécutif national, ce qui est, sauf erreur, une première. Et, en ce qui concerne le plan d'action national, la position de soutien aux luttes syndicales a été adoptée en AG et il y a eu des positions prises contre les hausses de frais afférents qui ont eu lieu cette année malgré l'absence de lutte pour les contrer.

On peut donc dire que le soutien national a été adéquat et qu'il a favorisé la dynamisation de l'AGEECLG, bien que celle-ci a encore une fois connu certaines difficultés. De plus, la participation aux instances nationales s'est accrue considérablement et les perspectives de relève sont intéressantes. Il reste évidemment du travail à faire en termes de formation et de consolidation à l'AGEECLG mais nous avons fait cette année des pas prometteurs qu'il n'en tient qu'à nous de poursuivre pour aider cette association à devenir plus autonome encore.

Il est recommandé d'assurer une présence dès le début de la session d'automne et de donner des formations aussitôt que faire se peut afin de s'assurer que l'AGEECLG soit fonctionnelle le plus tôt possible et, pour ce faire, de garder contact avec l'actuel comité de mobilisation dès le printemps 2006 .

RÉÉSUM

Le regroupement des étudiantes et étudiants de sociologie de l'Université de Montréal (RÉÉSUM) est la plus petite association membre de l'ASSÉ. De plus, cette association a joué un rôle important dans la propagation de la grève à l'Université de Montréal et elle participe aussi activement que possible pour une telle association à l'ASSÉ.

En fait, nous avons malheureusement eu assez peu de contacts avec cette association cette année, comme en témoigne la brièveté de ce bilan ou encore apprendre après le fait qu'une AG avait lieu. Nous savons qu'il y a eu des tensions au sein de l'exécutif cette année tant à l'automne qu'à l'hiver, notamment sur la question de l'ASSÉ. Le RÉÉSUM a pris une part active dans l'élaboration de la CALESH dont elle est devenue membre à la session d'hiver. Malgré que son petit budget a handicapé sa participation aux instances de l'ASSÉ, il n'en demeure pas moins que le RÉÉSUM a participé à tous les Congrès à l'exception de celui d'automne à Sherbrooke. De plus, son affiliation à l'ASSÉ a été remise en question et reconfirmée pendant la session d'hiver. Quant à l'application du plan d'action national, mentionnons que cette association a affirmé son soutien à la lutte des professeur-e-s de l'UdeM et qu'elle nous a transmis une dizaine de questionnaires sur l'AFÉ, ce qui en fait l'association qui a proportionnellement le plus participé à cette campagne. En termes de relève, il semble que certaines personnes qui sont actuellement sur l'exécutif comptent s'y représenter. Notons également que la campagne de valorisation y a été assez fructueuse puisque les personnes de l'extérieur ont été assidues, ce qui a permis que presque tous les cours soient couverts! Mentionnons également la participation aux tournées par un membre actif du RÉÉSUM.

Il est recommandé d'assurer une présence de l'ASSÉ au début de la session d'automne afin de renouer les contacts avec le RÉÉSUM et contribuer à sa dynamisation.

AGECFXG

L'association générale étudiante du Cégep François-Xavier-Garneau (AGECFXG) a connu certaines difficultés l'an dernier. Après un référendum perdant sur la grève, il a fallu attendre presque un mois et quelques associations étudiantes en grève avant qu'un nouveau vote, en AG cette fois-ci, donne son aval à la grève générale illimitée. Puis, suite à 3 jours de grève, l'AG de reconduction la rejette par une mince majorité... La base militante était atterrée mais certaines personnes cherchaient déjà comment raviver la flamme militante de l'AGECFXG. C'est alors que des membres de l'ASSÉ lancent l'idée de se rabattre sur une campagne d'affiliation, ce qui se discutait déjà à l'association mais pour plus tard. C'est ainsi que s'amorce une campagne au printemps et qu'une AG d'affiliation se tient où l'adhésion à l'ASSÉ est votée à une forte majorité. Bien que ce vote aie par la suite été controversé, il n'en demeure pas moins que l'AGECFXG est alors devenue la seule association membre de l'ASSÉ dans la région de Québec.

La session d'automne a été plutôt tumultueuse pour l'AGECFXG. D'une part, la volonté de créer un conseil régional de l'ASSÉ à Québec a été devancée par d'autres associations de la région qui désiraient créer un conseil régional « indépendant ». Une bonne partie des discussions y a donc été accaparée par le débat « ASSÉ » versus « indépendance », mais les choses se tassent en cours de session. Ensuite, il y a certaines difficultés d'organisation dues, entre autres, au fait que les personnes les plus impliquées le sont tellement qu'elles se retrouvent pour la plupart dans plusieurs comités à la

fois. Ainsi, tant l'exécutif que le CA, le comité de mobilisation et le comité femmes sont handicapés par le fait que les personnes qui s'y trouvent sont généralement les mêmes. Par conséquent, l'organisation d'AGs ou la mobilisation en général y sont peu efficaces, comme en témoigne la faible participation de gens de Québec à la manifestation nationale du 26 octobre qui se tient pourtant dans la capitale. De plus, l'atteinte du quorum pour les AGs est plutôt difficile. Effectivement, sur les 4 AGs organisées, seulement 2 se tiennent au complet tandis qu'une autre perd quorum en cours de route et une autre ne se tient tout simplement pas, faute de quorum. Cette situation a un double effet : démoralisant d'abord les gens, cette situation les motive ensuite à mieux s'organiser et à envisager de faire des pressions sur l'administration pour l'obtention d'une période de libération. Par conséquent, à partir de novembre, les gens apprennent de leurs erreurs et en recherchent d'autres pour les soutenir, de sorte que le CA augmente en effectif.

Ainsi, au début de la session d'hiver, davantage de gens s'impliquent et l'aide de l'équipe de valorisation est dynamisante. En effet, malgré la déficience du support local pour l'équipe, cette présence pousse l'AGECFXG à se prendre en main. Conséquemment, une AG est organisée tôt dans la session afin de se doter d'un plan d'action contre leur administration. Sont alors votées des revendications afin que le CA du cégep mette fin au huis-clos qui prévaut pour ses réunions, qu'une plage horaire soit libérée pour les activités syndicales et étudiantes et que les hausses de frais prévues n'aient pas lieu. Pour obtenir gain de cause, des pressions sont prévues dont l'envoi d'un communiqué de presse, qui permet une couverture surprenante dans la région de Québec, de même qu'un blocus administratif. S'ajoutent à cela des occupations et des rencontres avec l'administration qui ont peu de succès mais qui témoignent néanmoins d'un regain de dynamisme à l'AGECFXG. De plus, la mobilisation reprend, tant pour le plan d'action local que les diverses manifestations de cet hiver. Quant au comité femmes, qui a été l'hôte de la rencontre des comités femmes locaux à l'automne, il réussit à organiser une semaine d'activités dans le cadre de la campagne contre la marchandisation du corps des femmes. Le comité environnemental connaît lui aussi un certain dynamisme qui pousse l'AGECFXG à organiser la journée nationale des comités écologistes. Au niveau des AGs, les 3 premières obtiennent quorum confortablement tandis que la 4^e l'atteint presque. Et pour la relève, un certain nombre des gens actuellement sur l'exécutif comptent se présenter à nouveau pour l'an prochain alors qu'il semble y avoir des volontaires pour combler les autres postes.

Pour ce qui est des liens avec le national, la communication a été bonne tout au long de l'année mais particulièrement à l'hiver. En plus d'avoir été l'hôte du Congrès du 20 août, l'AGECFXG a participé à tous les Congrès cette année et a eu des délégations parmi les plus populeuses et dynamiques. Plusieurs tournées ont eu lieu cette année, généralement pour assister aux AGs à l'automne puis davantage pour soutenir la mobilisation locale à l'hiver. Notons également la participation de gens de l'AGECFXG dans les tournées nationales, tant au niveau de la campagne de valorisation que de l'aide à la mobilisation pour les AGs d'autres associations. Les tournées ont eu pour effet de resserrer les liens entre les associations locales, particulièrement avec l'AÉCS avec laquelle une compétition amicale a vu le jour, et avec l'ASSÉ tout en favorisant une meilleure participation aux AGs. D'ailleurs, la plupart de celles-ci ont traité de points relatifs à l'ASSÉ, tandis que leur plan d'action local est allé dans le sens de l'aspect « lutte aux frais afférents » du plan d'action national. De plus, des positions relatives aux luttes syndicales auraient été traitées si l'AG prévue à cet effet avait eu quorum, tandis que le comité femmes local s'est pleinement intégré au plan d'action correspondant. Ainsi, dans l'ensemble, on peut dire que l'appartenance à l'ASSÉ s'est développée, surtout au niveau de la base militante.

En définitive, on constate qu'il y a eu un progrès clair au niveau de l'organisation locale, favorisée entre autres par la constance du support national. Celui-ci a été l'un des plus efficaces parmi ceux mis sur pieds par l'ASSÉ cette année et on peut considérer dans ce cas-ci que la recommandation du Congrès annuel dernier visant à porter une attention particulière aux associations nouvellement membres a été suivie. De plus, la vie démocratique y a été somme toute dynamique, tout comme les comités locaux. Il reste cependant bien du travail à faire pour stimuler la mobilisation locale, ce à quoi la formation et des tournées pourraient contribuer. Néanmoins, on peut dire que l'appartenance de l'AGECFXG, seule association membre de l'ASSÉ dans la région de Québec, a été développée davantage et que celle-ci s'est imposée régionalement comme un pôle politique incontournable.

Il est recommandé que les priorités pour l'AGECFXG soient la formation des membres du CA et des comités de même que des tournées fréquentes aient lieu

SECMV

Le syndicat étudiant du Cégep de Marie-Victorin (SECMV), en plus d'avoir un nom qui sied bien à une association membre de l'ASSÉ, a lui aussi participé activement à la grève de l'an dernier. Des gens de l'ASSÉ ont participé à quelques-unes de leurs AGs de grève, ce qui a permis au SECMV de devenir membre de la CASSÉÉ. Toutefois, ce fut de courte durée puisque le refus de dénoncer la « violence » a poussé cette association à s'en retirer. C'est sur cette note quelque peu discordante que se sont terminées nos relations au sortir de la dernière année scolaire...

C'est dans le cadre de notre travail externe que les relations avec le SECMV reprennent à la session d'automne. La présence d'un ancien étudiant de l'AGECD dans l'exécutif de cette association n'est pas étrangère à la reprise de nos relations. Celui-ci, convaincu de la pertinence de l'ASSÉ, a tout fait en son pouvoir afin que des gens s'impliquant au SECMV participent à nos instances, particulièrement au CRAM et aux Congrès, dans la perspective de démystifier l'ASSÉ. C'est dans ce contexte qu'une rencontre a lieu en novembre pour envisager si une affiliation était possible. De plus, une personne mandatée par l'ASSÉ participe à une AG sur les modifications à l'AFÉ, ce qui accroît la conscience de l'importance de l'affiliation nationale. Ainsi, au sortir de la session d'automne, le SECMV prévoit déjà tenir une consultation sur l'affiliation à l'ASSÉ au tout début de la session suivante.

C'est ainsi que s'amorce une campagne d'information massive sur l'ASSÉ dès le 2^e jour de la session d'hiver. Celle-ci se poursuit pendant un peu plus de 2 semaines et mène à une AG d'affiliation où il est décidé de tenir un référendum sur 2 jours et demi au terme duquel il est voté à 77 % de se joindre à l'ASSÉ. Depuis, le SECMV a tenu une autre AG lors de laquelle il s'est prononcé sur certaines revendications soulevées par le national, tandis qu'il a participé aux mobilisations de la session d'hiver, constituant parfois le plus gros contingent. De plus, exception faite du Congrès du 20 août, le SECMV a participé à tous nos Congrès cette année, bien que peu d'éléments du plan d'action national aient été soulevés dans leurs Ags, pour cause d'être arrivé dans l'ASSÉ un peu sur le tard.

Il est recommandé de faire de la formation une priorité pour le SECMV, en plus d'y faire des tournées aussi fréquentes que possible pour consolider nos bases.

RÉÉCLJ

Le regroupement des étudiantes et étudiants du Cégep Lanaudière à Joliette (RÉÉCLJ) a émergé de quelques années de quasi-inaction lors de la grève de 2005. Se joignant à la CASSÉE, la présence de l'ASSÉ a été sentie pendant leurs AGs. Cela a permis de prendre contact avec leur comité d'action politique (CAP) qui voyait d'un bon œil les rapprochements avec l'ASSÉ et qui voulait les accentuer davantage. Ainsi, le terreau semblait fertile à une campagne d'affiliation qui s'y tient donc au printemps 2005. Après 3 semaines de campagne, l'AG d'affiliation a lieu mais, comme elle tombe malheureusement la première journée ensoleillée de la saison, le quorum n'est pas atteint mais de peu. S'y tient tout de même un vote indicatif où la volonté de se joindre à l'ASSÉ est exprimée par une écrasante majorité. Puis, quelques membres du CAP investissent le RÉÉCLJ pour l'année suivante.

C'est donc dans le cadre de notre travail externe que nos relations sont entretenues à la session d'automne. Le RÉÉCLJ est alors aux prises avec une situation financière difficile due en bonne partie à l'acquisition d'un bar dont les activités sont déficitaires. Comme si ce n'était pas assez, l'administration refuse de remettre les fonds qu'elle perçoit pour l'association sous de louches prétextes. Heureusement, après quelques semaines de tergiversations et sous la pression du RÉÉCLJ, l'administration cède et lui remet ses cotisations. Cette situation pousse donc l'association à entreprendre un référendum d'accréditation pour se prémunir contre de tels agissements pour l'avenir, au cours duquel la population étudiante signifie son soutien au RÉÉCLJ. Puis, celui-ci tente de tenir une AG mais échoue à atteindre le quorum de 7,5 % nécessaire à sa tenue. C'est ce qui motive l'association à tenir un nouveau référendum, pour réduire le quorum à 4 % cette fois, et ainsi permettre qu'une vie démocratique saine voie le jour. C'est par une large majorité que la population étudiante donne son aval à cette mesure mais il est alors trop tard dans la session pour tenter de tenir une nouvelle AG.

Au début de la session d'hiver, quelques piliers de l'exécutif le quittent. Il s'avère alors nécessaire de tenir une AG pour que des élections aient lieu. C'est alors que la cellule péquiste locale, proche des personnes qui contrôlaient le RÉÉCLJ les années précédentes, se manifeste. Émettant d'abord l'avis selon lequel le référendum sur la baisse du quorum n'est pas légitime, elle compte ensuite opposer un de leurs membres à une personne pilier de l'association pour la présidence. Voyant la menace péquiste se confirmer et craignant que l'absence de relève pour l'an prochain favorise leur percée au sein de l'association, la question de l'affiliation refait surface. Il en avait été question à l'automne mais comme le RÉÉCLJ n'a pu tenir une AG, elle a été reléguée à l'hiver. Et, dans le contexte, c'était en quelque sorte maintenant ou jamais. Ainsi, des personnes sont mandatées par l'ASSÉ pour soutenir l'association dans sa mobilisation pour l'AG. Pendant celle-ci, il est adopté de mener une campagne d'information sur l'ASSÉ pendant une semaine pour ensuite tenir un vote d'affiliation en AG. Bien des gens délégués par l'ASSÉ donnent un coup de main pendant cette semaine et c'est par un vote majoritaire en AG que le RÉÉCLJ a décidé de se joindre à nous! Toutefois, il y aura bien du travail à faire l'an prochain pour s'assurer que tout aille pour le mieux, et ce, dès le début de la session d'automne.

Il est recommandé d'assurer une bonne présence de l'ASSÉ au RÉÉCLJ dès le début de la session d'automne afin d'y consolider nos acquis et favoriser l'essor d'une relève, puis de faire de la formation et des tournées des priorités.

Conclusion

Dans l'ensemble, on remarque que le bilan à l'interne des associations membres est plutôt inégal. Une partie a été aux prises avec des problèmes internes dont elles ont eu de la difficulté à se sortir, alors que certaines ont été plus dynamiques à l'automne qu'à l'hiver et vice versa. Dans pratiquement tous les cas, il semble qu'un soutien national serait bénéfique afin de les épauler activement sur le terrain. En ce qui concerne la relève, le bilan paraît assez positif puisque, dans la plupart des cas, les exécutifs semblent être bien remplis. Toutefois, il s'agit généralement de gens de peu d'expérience, d'où la recommandation persistante à mettre l'accent sur la formation. Quant aux comités locaux, le bilan s'avère une fois encore inégal. Dans certaines associations, les comités environnementaux, femmes et/ou de mobilisation sont dynamiques tandis que dans certaines autres, ces comités n'existent pratiquement pas. Il faudra donc en stimuler la création ou le dynamisme en y accordant davantage de notre temps. Là encore, la formation est un moyen dont nous disposons pour aider les associations membres. Notons que, bien que ce sujet ait été peu abordé dans ce bilan, plusieurs associations travaillent sur leur charte ou le feront prochainement, ce pour quoi une assistance nationale pourrait s'avérer bénéfique.

Au niveau de la participation au national, mentionnons tout d'abord que les présences aux Congrès ont été franchement excellentes. De plus, la préparation s'est clairement améliorée en cours d'année, ce qui est fort remarquable. Ainsi, de nombreuses AGs ont été consultées sur plusieurs points relatifs à l'ASSÉ, sans compter les consultations en exécutif ou en instance intermédiaire. En plus, on assiste à une pluie de candidatures pour les Comités et Conseils de l'ASSÉ, ce qui est en soi un record historique et un bon présage pour l'ASSÉ. Quant aux tournées, celles d'hiver supplantent incontestablement celles de l'automne tant en nombre qu'en durée, de même qu'en diversité des personnes y participant. Cela a eu pour effet de solidifier les liens entre les associations membres et l'ASSÉ en général, mais aussi et surtout entre elles. Toutefois, leur efficacité a été imparfaite, échouant par endroit à être un réel support pour les associations locales. Quant à notre plan d'action, des éléments en ont été repris sensiblement partout mais dans des proportions différentes et sans que l'on puisse dire qu'il aura été à même de canaliser les forces de notre base militante. Ce sont plutôt les plans d'action locaux qui ont connu du succès, ce qui soulève des questionnements quant au rôle du national en ce qui concerne les plans d'action.

Finalement, ce qui ressort le plus fortement de l'année que nous venons de vivre ensemble, c'est l'accroissement du sentiment d'appartenance à l'ASSÉ au sein de la population étudiante par le biais des multiples consultations qui ont eu lieu. Plus encore, c'est la réappropriation de notre outil national de lutte par un nombre croissant de gens qui semble être notre plus grande victoire cette année. Ce sont principalement ces progrès qui peuvent nous donner confiance en l'avenir de l'ASSÉ et qui nous permettront de faire face aux obstacles qui se dresseront devant nous, tout en palliant à nos faiblesses actuelles.

Instances

Conseils régionaux

Si nous ne devons pas remettre en question la nécessité pour les associations étudiantes membres de se coordonner et de se réunir, sur une base régionale de concert avec les associations non-affiliées, afin de partager le plan d'action national, les réalités régionales ou toutes autres initiatives,

force est de constater que le bilan des Conseil régionaux ne peut pas être entièrement rose.

CASSEÉ

Le CASSEÉ, a connu un début d'année en lion, allant même jusqu'à organiser une manifestation régionale pour précéder la manifestation nationale du 26 octobre, regroupant une centaine de personnes de Drummondville et Sherbrooke (et quelques individu-e-s de St-Jean) cette manifestation augurait une certaine énergie dans le Sud-Est. Par la suite, le CASSEÉ s'est tourné vers une réorganisation interne, en modifiant sa charte et en accueillant deux nouvelles associations membres non-affiliées, soient le REECOSH et l'AGEEFLESH. Par contre, le CASSEÉ a aussi connu certaines difficultés à obtenir leur quorum et a dégagé d'autres pistes d'actions pour le restant de l'année.

GRAND-CRAAL

Le Grand-CRAAL a tenté de se réunir quelques fois à l'automne sans grand succès. Nous pouvons associer l'insuccès du Grand-CRAAL à deux facteurs. D'abord, les difficultés organisationnelles à l'interne de l'AGES et, dans une moindre mesure, à l'AGEECLG, et ensuite le fait qu'une instance constituée de deux membres n'est pas nécessairement très viable. La récente affiliation de Joliette pourra peut-être relancer le Grand-CRAAL, et qui sais, peut-être pourrions nous espérer que les associations non-affiliées de la région, qui sont toutes indépendantes depuis la désaffiliation de Terrebonne à la FECQ, pourraient se greffer à ce noyau, si celui-ci réussit à créer une dynamique régionale intéressante.

CRAM

Le CRAM a connu une année particulière, en ce sens qu'il fut très populaire auprès des associations non-affiliées, et qu'il a répondu à deux appels de participation à des manifestations auxquelles l'ASSÉ ne participait au moment de la décision du CRAM d'y participer. La première fut celle du 23 février où finalement le Congrès de l'ASSÉ a décidé d'appeler à participer. Puis, participer à une manifestation le 30 mars appelée par la FCEE-Q (qui s'est finalement retirée lorsque CSU a appris que seul le CRAM avait répondu à l'appel et que le CRAM c'est l'ASSÉ!). Ce fut aussi l'année des collaborations surprenantes, entres autres, avec le FRAEQ, la CADEUL ou SSMU dans le cadre de ses deux manifestations.

La popularité du CRAM, a aussi été tangible dans la quantité d'associations étudiantes présentes, certaines participations furent d'ailleurs étonnantes (John-Abott pour en nommée qu'une seule) et le CRAM a accueilli plusieurs nouveaux membres non-affiliées tels que le GRASPÉ ou l'ABICEP-UQAM. Le CRAM a 13 membres dont 6 membres de l'ASSÉ, ce qui donne la balance décisionnelle aux associations non-affiliées de manière bien théorique vu la culture de consensus qui s'est développée au sein du CRAM. (Rappelons, à titre comparatif que l'ASSÉ a 14 membres!) De même plusieurs personnes ont eu l'occasion de se plaindre de la longueur des tours de table, ce qui montre bien la quantité d'associations présentes. Le CRAM est, en quelques sortes, devenu *mainstream* pour Montréal, et il a fallu attendre le mois d'avril pour voir le CREM organiser une action.

Par contre, le CRAM a, en quelque sorte, manqué d'initiatives en répondant à des invitations

d'autres associations mais en ne lançant pas d'appels par lui-même. Ainsi, le cas du 30 mars est symptomatique, le CRAM a répondu à l'appel de la FCEE-Q pour une manifestation qui affirmait l'éducation comme un droit, sans inclure la gratuité scolaire. Le CRAM a décidé de participer en spécifiant qu'il respecterait les revendications de la CEPA (la Coalition formée par la FCEE-Q) mais affirmerait la gratuité scolaire dans son contingent. Finalement, le CRAM est devenu le seul membre pour Montréal rendant, du coup, le compromis un peu factice. Ce qui n'empêche pas que des militants et militantes du milieu anglophone aient continué-e-s à s'impliquer de manière individuelle. Bref, le CRAM, malgré ou à cause de sa popularité, a eu de la difficulté à prioriser les luttes et a en quelque sorte entériné toutes les propositions qui lui ont été présentées.

Au niveau du travail des comités du CRAM, il y eut une certaine amélioration. Le fameux CRAM-CA a été remplacé par plusieurs comités ad hoc qui ont eu des tâches précises à accomplir. Notons le comité vert qui présente à ce Congrès-ci ses propositions, le comité de révision des délimitations régionales qui a accompli son mandat malgré que les propositions n'aient pas été déposées pour le Congrès, le comité fédéral qui s'est impliqué dans l'organisation de la manifestation du 23 février et le comité charte qui est probablement le seul comité ad hoc du CRAM à avoir procrastiné. Pour les finances, notons la remise en ordre des documents financiers.

Pour terminer, si la popularité de l'ASSÉ à Montréal peut expliquer cet engouement pour le CRAM, il ne faut pas oublier le travail ordonné du coordonnateur qui a envoyé dans des délais raisonnables les convocations.

Au regard de ce survol des activités des trois Conseils régionaux, on peut se questionner, sur l'ambivalence créée par la popularité du CRAM et les difficultés plus ou moins grandes des deux autres CR. Permettre une mise en commun des associations sur une base régionale est aussi destinée à donner un plus grand poids aux associations en régions, si c'est les associations de Montréal qui sont les plus dynamiques au niveau régional, on peut avancer que les Conseils régionaux, censés décentraliser l'ASSÉ créent présentement l'inverse puisque plusieurs décisions importantes pour l'ASSÉ ont été prises par les seules associations de Montréal cette année.

Mentionnons aussi le cas de l'AGECFXG et de l'AECM qui n'ont pas de Conseils régionaux de l'ASSÉ. Pour la région de Québec, cette année a vu la création d'un autre conseil indépendant, le FRAÉC que nous traitons dans la section externe, et l'Est du Québec a connu une certaine volonté de s'organiser en Conseil régional, mais l'idée est restée lettre morte, avec en trame de fond le débat sur la nature de ce Conseil régional; devrait-il être un Conseil régional de l'ASSÉ ou non?

Conseil InterRégional (CIR)

Été 2005

Lors du dernier CIR de l'année précédente, le nouvel exécutif a été chargé d'organiser un souper des personnes élues dans les divers Comités de l'ASSÉ. Après un certain temps de tergiversations, une date est fixée. Par contre, le taux de participation y est plutôt faible : 2 des 5 membres de l'exécutif, de même que 6 des 12 personnes en poste au niveau des Comités à ce moment là sont présents et présentes. Cette rencontre a eu un certain intérêt pour échanger des vues générales sur le travail à accomplir et sur les opinions diverses des gens présents, tout en permettant d'apprendre

à mieux se connaître. Cependant, cela a été assez peu fructueux. Puis, une rencontre du CIR est prévue à la mi-juillet afin de mieux encadrer le travail à réaliser pendant l'été mais la réunion avorte, faute de quorum. Notons néanmoins la préparation des Comités formation et recherche et réflexion qui donnent une base de discussion pour les personnes présentes, ce qui est mieux que rien...

31 août 2005

Ce CIR, qui se tient au Cégep de Sherbrooke, est le premier à avoir quorum. Malgré une assez bonne participation des délégations des Conseils régionaux, particulièrement du CRAAL qui avait une distance non-négligeable à parcourir, celle des Comités y est médiocre. Y sont tout de même une personne du Comité formation et une autre du Comité recherche et réflexion. Voici donc les faits saillants de cette rencontre. Il y a l'adoption d'une charte du Comité formation afin d'en donner une description plus complète que ça l'est dans les Statuts et règlements. Lors du point finances, où le questionnement principal concernait le recouvrement des dettes d'associations non-membres dans le cadre de la CASSÉE, une équipe est déterminée pour assumer cette tâche gratifiante. Puis, dans le point femmes, les Conseils régionaux sont invités à lancer l'appel à participer à la manifestation « La rue, la nuit, femmes sans peur » et une délégation de l'ASSÉ est déterminée pour la première réunion qui mènera plus tard à la création de la coalition « Avortons leur congrès ». Enfin, plusieurs propositions visant à définir les diverses modalités de production du journal et du matériel d'information pour les campagnes sont adoptées.

18 octobre 2005

Lors de ce CIR, qui a lieu à l'Université de Montréal, le taux de participation est encore plus faible, notamment parce que les membres des Comités brillent par leur absence. Notons cependant que ce CIR intervient après que la vague de démissions du début de l'automne ait été consommée. Bien peu de choses en ressortent : quelques propositions de peu d'importance sont votées concernant la manifestation nationale du 26 octobre, des éléments organisationnels et logistiques sont déterminés pour le Congrès d'orientation et les états financiers de même que les prévisions budgétaires des Conseils régionaux sont reçus afin de leur octroyer leurs budgets respectifs.

13 décembre 2005

Ce CIR a définitivement été le plus consistant de la session d'automne. Se présentent à Saint-Jérôme les traditionnelles délégations des Conseils régionaux et un peu plus de gens des comités. La première partie de la réunion est consacrée au suivi du Congrès d'orientation. Les propositions dont le suivi doit être assuré sont alors attribuées à diverses instances et individus. Ensuite, on traite du plan de valorisation qui obtient l'aval du CIR, du camp de formation dont certaines modalités organisationnelles sont entérinées et de la prochaine parution de l'*Ultimatum* dont les thématiques sont déterminées. S'ensuivent des discussions relatives au suivi des comités et des mandats leur sont attribués ainsi qu'un autre relatif à l'organisation du party du 5^e anniversaire de l'ASSÉ.

2 mars 2006

Enfin, le CIR qui se tient à Saint-Jean est celui au procès-verbal et à la durée les plus impressionnants bien que, une fois encore, la participation des personnes élues sur les Comités ait été

faible. Des questions relatives aux réunions nationales des comités femmes et environnementaux des 1^{er} et 2 avril y sont traitées, de même que d'autres concernant la campagne contre la marchandisation du corps des femmes. Puis, les discussions s'attardent longuement sur la plate-forme de revendications de la Coalition pour la manifestation du 30 mars afin que celle-ci devienne plus conforme aux positions de l'ASSÉ, ce qui mène aux plans A et B sur lesquels les associations membres ont été consultées. S'ensuit le suivi des orientations dans la foulée du Congrès du même nom, dont la proposition de transformation du CIR en Conseil de Coordination à laquelle des modifications sont apportées après de longues tergiversations. Finalement, le CIR fait le suivi des Comités présents et détermine des détails organisationnels pour le Congrès annuel, en plus de donner son appui au rapport de la Ligue des droits et libertés. C'est ainsi que se termine ce CIR... passé 2 heures du matin!

Congrès

20 août 2005

Celui-ci, exceptionnellement d'une journée, visait à palier à l'absence d'adoption d'un plan d'action pour l'année 2005-2006 lors du dernier Congrès annuel. Se tenant à Québec, au Cégep FX-Garneau, il connaît un taux de participation somme toute assez surprenant, rassemblant 10 des 12 associations membres et près de 60 personnes. Un certain nombre de choses paraissent marquantes. D'abord, ce Congrès intervient alors que les problèmes financiers de l'ASSÉ semblent insurmontables, de sorte que l'on envisage même de ne pas renouveler le contrat de la permanence. C'est dans ce contexte qu'apparaît la notion de hausse des cotisations dont il avait été question l'année précédente. Lors de ce Congrès, les membres se saisissent de ce projet sans qu'une formule précise ne soit adoptée mais il n'en demeure pas moins que, dorénavant, ce questionnement reste vivace dans l'esprit des gens.

Ensuite, le point femmes se tient. Celui-ci, dûment préparé par le Comité femmes, traite entre autres de propositions relatives à la création d'une liste de diffusion femmes et à commencer à tenir une rencontre nationale de comités femmes locaux par session. Le point le plus important est celui portant sur l'adoption d'un plan d'action femmes qui guidera l'action du Comité femmes tout au long de l'année. Y sont intégrées une participation active aux mobilisations femmes de l'automne, la production d'un mémoire sur l'implication des femmes à l'ASSÉ (qui se fera dans le cadre du Congrès d'orientation) et, finalement, la campagne contre la marchandisation du corps des femmes. Puis, le point plan d'action pour l'année s'éternise. Des désaccords sur la marche à suivre surviennent, tandis que certaines délégations tentent tant bien que mal d'y pallier en préparant des amendements sur le coin de la table comme en témoignent les multiples amendements et sous-amendements. C'est dans ce contexte qu'est adopté notre plan d'action, incluant notamment la campagne de consultation sur l'aide financière aux études (AFÉ), la manifestation nationale du 26 octobre, le soutien aux luttes syndicales et la lutte aux hausses de frais. Viennent alors l'adoption d'un calendrier des instances incluant le concept de Congrès d'orientation et l'adoption du plan de travail y correspondant, en gardant cependant la question du Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat en suspend. Finalement, le Congrès est levé sans même épuisement de l'ordre du jour...

Un certain nombre de choses ressortent de ce Congrès. D'abord, on peut se surprendre du nombre de propositions amenées par l'exécutif dans le cahier de Congrès et la place qu'il prend lors de l'instance. Cela s'explique en partie par le fait que ce Congrès se tenait à la fin de l'été et donc que les

associations membres n'avaient pas encore commencé leurs cours pour la plupart. Ainsi, celles-ci n'étaient que bien peu préparées. On remarque par contre la préparation du point femmes par le Comité femmes, qui mène à des éléments de notre plan d'action qui seront parmi les mieux réussis de l'année. On peut aussi voir que l'AÉMSP impose son leadership en Congrès dès le premier de l'année. Le fait que le Congrès échoue à se clore en traitant de l'ensemble des points démontre le peu d'intérêt que nous avons à tenir un Congrès d'une journée, tandis que la conférence de presse appelée quelques jours plus tard pour annoncer notre plan d'action connaît un certain retentissement, surtout grâce au volet « soutien aux luttes syndicales ». Notons enfin la participation du président de la Fédération autonome du collégial (FAC) et celle de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants section Québec (FCEE-Q).

8-9 octobre 2005

Le Congrès d'automne se tient à Sherbrooke mais la participation y est plus faible que le précédent avec moins d'une quarantaine de personnes présentes. Tout d'abord, ce qui marque ce Congrès est la reprise en main financière permise par la reprise de la dette de l'ASSÉ par l'AFESH. Celle-ci permet donc que le contrat de la permanence soit non seulement renouvelé mais aussi bonifié, en plus de permettre une réorganisation de nos prévisions budgétaires en général. De plus, dans la foulée des mesures à prendre pour éviter qu'une telle situation ne se répète, un projet clair de hausse des cotisations à soumettre aux instances locales est proposé par l'exécutif.

Ensuite viennent les discussions sur le Congrès d'orientation. On en discute longuement et diverses modalités sont déterminées, dont l'ouverture aux associations non-membres ayant fait partie de la CASSÉE, de l'ASSÉ ou des Conseils régionaux. Dans le point « croissance et consolidation », notons les mandats octroyés pour de la représentation de l'ASSÉ à l'international et l'adoption de propositions visant à se doter d'objectif d'affiliation et à répliquer au référendum de mandats louches des Services Collectifs du Cégep de Sainte-Foy Inc. Pour clore la première journée, l'on procède à l'élection d'un nouveau Secrétaire aux relations internes et d'une membre du Comité académique et pédagogique. Le lendemain, on traite du projet de manifeste de l'ASSÉ que l'on traîne depuis le Congrès annuel précédent et qui sombrera dans l'oubli par la suite. Puis, le point femmes vise essentiellement à parler de la coalition « Avortons leur congrès », tandis que le point revendications mène à des discussions et l'adoption de propositions sur les transferts fédéraux, la lutte des professeur-e-s de Colombie-Britannique et l'annonce d'une hausse des frais de scolarité en Ontario. Au niveau du plan d'action, des précisions sont apportées à la campagne de consultation sur l'AFÉ et la manifestation du 26 octobre, des rencontres avec la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération des Cégeps sont prévues et il est adopté de tenter de se rapprocher de la FCEE-Q. Enfin, une série d'avis de motion à traiter au Congrès d'orientation est déposée.

Encore une fois, c'est l'exécutif qui domine en termes de propositions tandis que la préparation des délégations est toujours faible, bien que l'on sente une légère amélioration depuis le dernier Congrès. De plus, une seule association membre de l'ASSÉ est absente, ce qui constitue un autre progrès. En général, peu de choses sont à tirer de ce Congrès, malheureusement.

25-28 novembre 2005 (Congrès d'orientation)

Nous ne reviendrons pas en longueur sur le Congrès d'orientation, le comité ad hoc à la production d'un rapport synthèse redépose d'ailleurs son texte à ce Congrès. Par contre, quelques

commentaires du point de vue de l'exécutif sur cette instance extraordinaire. Ce fut, nous croyons un moment privilégié pour qu'une nouvelle génération de militants et militantes de l'ASSÉ se l'approprié. Après les Congrès d'août et d'octobre marqués par des démissions successives "d'anciens" et "d'anciennes", ce Congrès fut en quelque sorte le vrai point de départ de l'année 2005-2006, qui après tout aura plus été une année de consolidation et de réalignement qu'une année d'action. Ce fut finalement les associations étudiantes qui, aussi, firent les propositions, laissant à l'exécutif les propositions procédurales. Les propositions faisaient suite aux dépôts des mémoires de toutes les associations membres (sauf une pour un total de 11 mémoires) et d'association non-membres (7 mémoires) et 5 mémoires d'élu-e-s à l'ASSÉ pour un total de 23 mémoires.

Portant autant sur les principes de bases et les revendications, le fonctionnement interne, les campagnes, stratégies, les mobilisations le matériel d'information ou les perspectives d'avenir de l'ASSÉ. Le Congrès d'orientation a adopté près de 60 résolutions portant autant sur d'éventuelles revendications vertes, d'éventuelles restructurations du CIR ou même pour mettre à la fine pointe de la technologie notre système de communication. Si certaines propositions furent adoptées séance tenante, la plupart entraînent des mandats à longs termes que nous finiront, peut-être, de traiter lors de ce Congrès.

Évidemment, tout n'a pas été discuté comme il le méritait, malgré que le Congrès ait duré quatre jours. Mais sans peut-être faire d'une instance si lourde une tradition, nous espérons que la dynamique de tolérance et de débat franc mais constructif pourra se perpétuer, et ce pas seulement à travers les recommandations et orientations votées au Congrès.

Mentionnons finalement l'adoption d'un code de procédure définitif après plusieurs années d'utilisation d'un code censé être à l'essai et l'apparition subséquente des premières mentions « soleil » et « gros calin ».

10-12 février 2006

Le Congrès d'hiver, qui marqua le retour d'une instance de l'ASSÉ à Matane, fut selon beaucoup, un Congrès agréable à cause de la camaraderie tangible. Plusieurs décisions ont été prises afin de combler l'année scolaire de toutes sortes d'actions (4 manifestations, en plus de celle du 8 mars déjà adoptée), ce qui c'est fait sans vraiment de débat et a réussi à faire dire au tiers de l'exécutif qu'un certain problème de priorisation des luttes subsiste à l'ASSÉ. Fait marquant l'adoption finale de la proposition de l'AEMSP concernant la diversité des tactiques qui a été, en quelque sorte, un non-événement. En effet, plusieurs s'attendaient à ce qu'un débat houleux arrive. Finalement ce fut, contre toute attente, l'interprétation du mandat sur le 1^{er} mai, qui suivit le Congrès, qui souleva les passions. Qui aurait pu prédire cela au moment de l'adoption du mandat?

Sinon le Congrès a aussi été l'occasion d'élire un nouveau membre au Comité journal, de déposer l'avis de motion sur la hausse des cotisations, de faire état de l'avancée des orientations du précédent Congrès, de faire un bilan, positif, sur le plan de valorisation, d'adopter de nouvelles revendications femmes et sur l'eau et de commencer la réflexion sur la conjoncture politique actuelle en vue du plan d'action annuel 2006-2007. Somme toute, le Congrès prit peu de décisions, ce qui peu expliquer le climat particulièrement agréable puisqu'il n'y eut pas de débats déchirants, ou alors c'est peut-être l'air salin de Matane.

Comités et Conseil exécutif

Introduction

Lors du Congrès annuel, plusieurs personnes sont élues sur les Comités et le Conseil exécutif de l'ASSÉ. Toutefois, au sortir de l'été, bon nombre de ces personnes démissionnent, ce qui va handicaper considérablement le travail de l'ASSÉ. Selon les Comités, des dossiers avanceront mais à petit pas. Voyons cela de plus près.

Conseil exécutif

Le bilan du Conseil exécutif sur lui-même est le suivant. D'abord l'été fut marqué par un certain relâchement des membres du Conseil, entre démission et stage à l'étranger, le travail d'exécutif a été assuré par un minimum de personne et s'en est tenu au minimum. Septembre a commencé avec deux exécutants à l'aise dans leurs fonctions (Jérôme et Philippe) et deux autre un peu mal à l'aise et/ou pris de vertige devant la tâche (Francis et Rémi). Cette situation n'est pas étrangère à l'absence totale de transition qui a fait que seules les deux personnes ayant déjà eu des postes au national ont pu s'adapter rapidement. Finalement, Rémi nous a quitté et Francis a bien pensé faire de même après la manifestation du 26 octobre, mais est resté, à ce moment par simple solidarité. Par la suite Olivier est venu faire un tour sur l'exécutif, mais sans vraiment participer aux réunions d'exécutif ni vraiment faire un suivi serré de ses mandats, il est reparti.

Malgré ou à cause de cette équipe restreinte nous avons réussi à créer une certaine dynamique de travail. Malgré quelques heurts bien compréhensibles, vu la longueur de nos réunions et la relative tension d'être sur un exécutif national, nous avons quelque peu redéfini nos tâches. À l'origine chacun tentait de faire ses tâches et combler les trous par la suite, finalement l'approche par compétence fut privilégiée : Francis à la bureaucratie et au char, Philippe au téléphone, Jérôme à l'ordinateur et au travail relié aux actions.

Nous tenons aussi à remercier les collaborateurs et collaboratrices proches qui ont surtout pris le relais vers la fin de mandat, au moment le plus opportun. Deux de ceux-ci se présentent d'ailleurs à l'exécutif, un autre à un poste fictif et une troisième demeure sur le Comité pédagogique. Ce qui augure déjà plutôt bien pour la transition. Mentionnons aussi le travail de Marie-Michèle Whitlock, qui est a su demeurer une aide précieuse et disponible malgré les tumultes entourant sa démission, cette obstination à rester fidèle au poste malgré les vicissitudes se doit d'être soulignée et prise en exemple. Finalement, mentionnons aussi Valérie Soly qui est d'une aide toujours aussi précieuse.

Comité femmes

Ce Comité a été, et de loin, le plus dynamique de l'ASSÉ après l'exécutif. Les 2 femmes élues sur ce Comité élaborent un plan d'action qui sera parmi les éléments les plus intéressants de nos actions cette année. Ainsi, la participation à la marche « La rue, la nuit, femmes sans peur » est substantielle et celle de l'ASSÉ l'est encore plus dans le cadre de la coalition « Avortons leur congrès ». 2 réunions nationales des comités femmes locaux sont organisées avec un succès mitigé. Celles-ci constituent néanmoins un lieu de rencontre et de discussion intéressant pour les personnes présentes. De plus, la campagne contre la marchandisation du corps des femmes est une réussite dans la mesure où des semaines d'activités et d'actions sont organisées simultanément dans 3 villes du

Québec. Quant à la participation et la préparation de ce Comité pour les Congrès et le premier camp de formation de l'ASSÉ, elle est considérable, ce qui permet que les points et ateliers femmes soient plus substantiels. Enfin, les documents qu'elles préparent le sont également et nous laissent avec une documentation bien plus étoffée qu'auparavant. Le tout avec un minime soutien de l'exécutif, ce qui permet d'apprécier le travail accompli lorsque l'on prend en compte les triples et quadruples tâches à assumer par ces femmes à la détermination hors du commun!

Comité journal

Connaissant une réelle hécatombe dans le courant de l'été, ce Comité est vide au début de la session d'automne. Cela a eu pour effet d'accroître considérablement les tâches de l'exécutif, plus particulièrement celles du Secrétaire à l'information. Néanmoins, le journal d'automne, riche en analyses socio-politiques, a un nombre de page important et connaît peu de retard dans sa parution. Puis, l'élection d'une personne sur ce Comité lors du Congrès d'orientation vient décharger quelque peu le travail du Secrétaire à l'information. Est issu de leur travail commun l'édition d'hiver de l'*Ultimatum*, mois chargé en analyses mais plus accessible et populaire. Ainsi, il ne nous en reste presque plus au bureau de l'ASSÉ, signe clair du succès qu'a connu cette parution.

Comité formation

Ce Comité a été fort dynamique pendant l'été. Ainsi, en plus de se doter d'une charte, celui-ci a préparé le camp de formation d'automne dès les débuts de l'été avec assez peu de soutien de l'exécutif. La rigueur du suivi et du travail du membre de ce Comité a eu pour résultat un camp de formation très étoffé, avec documents à l'appui, où les panélistes étaient généralement si préparé-e-s qu'ils et elles avaient de la difficulté à respecter le temps qui leur était alloué. Vous pouvez d'ailleurs trouver les textes de ce camp sur le site Internet de l'ASSÉ. Malheureusement, ce Comité n'échappe pas à la vague de démissions, de sorte qu'après le camp de formation d'automne il se retrouve vide lui aussi. Cependant, une nouvelle personne y est élue lors du Congrès d'orientation, ce qui permet d'envisager avec davantage d'optimisme la tenue du camp de formation d'hiver. Le Comité s'y attaque rapidement, avec le soutien actif de l'exécutif cette fois-ci, ce qui permet d'être relativement préparé-e-s. Comme la période des Fêtes est moins propice à la préparation et comme le temps est compté entre le début de l'organisation de ce camp et sa tenue, peu de documents restent de celui-ci. Il connaît néanmoins un certain succès. Ainsi, nous avons eu 2 camps de formation à la qualité inégale mais dont les objectifs étaient différents, complémentaires surtout.

Comité information

La personne élue sur ce Comité a été bien peu active pendant l'été puis elle disparaît sans donner signe de vie. Il reste donc vide jusqu'au Congrès d'hiver où une nouvelle personne y est élue. Bien que la communication entre ce Comité et l'exécutif ait été tenue, il n'en demeure pas moins qu'il a appuyé convenablement le travail du Secrétaire à l'information en préparant des tracts pour les diverses mobilisations de la session d'hiver.

Comité recherche et réflexion

Ce Comité a connu certains problèmes dès les débuts de l'été puisque les deux personnes le composant étaient éloignées, tant idéologiquement que géographiquement. Travailler en équipe a donc

été difficile. Néanmoins, dès le CIR sans quorum du mois de juillet, des plans de travail pour les divers mandats qui lui avaient été octroyés sont présentés. Par contre, nous ne verrons jamais les documents devant être produits sur la base de ces plans, hormis un guide sur la négociation à l'attention des associations locales, qui sera disponible sous peu, et des recherches relatives aux sources d'intérêt pour le milieu étudiant. Notons également qu'il s'agit du Comité qui a participé avec le plus d'assiduité aux rencontres du CIR

Comité aux relations internationales

Malgré qu'une personne s'y soit trouvée tout au long de l'année, nous n'avons jamais véritablement su ce sur quoi travaillait ce Comité. Il n'a jamais participé à un CIR ni ne s'est présenté au bureau pour travailler. Cet énigmatique Comité n'en a pas pour le moins existé et nous aurons la surprise d'apprendre, tout comme vous, le fruit de son travail lors de ce Congrès.

Comité des affaires académiques et pédagogiques

Ce comité, vide au sortir du Congrès annuel, a une membre élue lors du Congrès d'automne. Depuis, la personne occupant cette fonction s'est vu attribuer des tâches diverses et a participé activement à la plupart des CIR après son élection. Toutefois, nous n'avons pas vu le fruit de son travail de l'année. Notons à sa décharge que la personne sur ce Comité s'est fréquemment présentée aux réunions d'exécutif depuis le Congrès d'hiver et a été d'une aide précieuse tout au long de la session.

Conclusion

Pour comprendre le bilan peu reluisant des Comités cette année, il est nécessaire de prendre en compte, d'une part, qu'une démission massive s'est produite au sortir de l'été et, d'autre part, qu'il y a eu un manque criant de suivi de la part du national. Comme ce mandat n'incombait d'office à aucun des membres de l'exécutif, il n'y a pratiquement pas eu de suivi. Nous espérons qu'avec la réforme du CIR, si elle obtient l'aval du Congrès, le poste de Secrétaire général saura répondre à ce besoin. De plus, le climat plus serein qui prévaut au sein de l'ASSÉ comparativement à l'année dernière et les mises en candidatures qui semblent pour la plupart mûrement réfléchies, nous permet également d'espérer que la situation s'améliorera grandement l'an prochain.

Bilan externe

Introduction

Dans cette section, nous aborderons les relations externes que l'exécutif a entretenues avec diverses organisations pendant l'année 2005-2006. Nous nous attarderons d'abord aux associations étudiantes et aux regroupements d'associations étudiantes puis aux relations avec les syndicats et autres groupes sociaux et politiques.

Associations étudiantes

ABICEP-UQAM (programme multidisciplinaire de la FSPED-UQAM)

Cette nouvelle association au nom bizarroïde est devenue membre du CRAM cette année, elle a

aussi organisé un débat ASSÉ-FEUQ où, semble-t-il, l'ASSÉ a été plus appréciée. Notons aussi l'implication de certains et certaines de leurs membres dans les actions du CRAM et la campagne d'affiliation de la SoGÉECOM.

AÉAUM (Anthropologie UdeM)

Il y eut certaines démarches pouvant mener à une affiliation lors de la session d'automne, une rencontre eut d'ailleurs lieu entre Philippe Gauvin et l'exécutif de l'AÉAUM. Étonnamment nous avons reçu une lettre de l'AÉAUM après le Congrès d'orientation faisant état de l'absence de volonté de l'exécutif de l'AÉAUM de soumettre la question d'affiliation en AG. Les raisons évoquées étaient le caractère antidémocratique du Congrès d'orientation (à l'inverse des autres associations non-membres épâtées par le caractère ouvert et démocratique de la démarche!) Une lettre de réponse fut rédigée, ce n'est pas tous les jours que l'ASSÉ est traité d'antidémocratique! Celle-ci restera sans réponse. Notons par contre la difficulté de l'AÉAUM à tenir des AG ce qui a aussi relégué son éventuelle affiliation à la CALESH à l'année prochaine.

AÉLIES (cycles supérieurs Laval)

Désaffiliée de la FEUQ depuis 2004, l'AÉLIES a participé au Congrès du 20 août, aucun contact soutenu n'a été fait avec cette association, mais nous avons eu l'occasion de la revoir le 23 février. Chose intéressante elle mène présentement une lutte contre l'implantation d'un Sobeys à Laval.

AÉSS-UL (Sciences sociales Laval)

En plus de nous avoir invités au caucus de la CADEUL lors de la session d'automne, voir le bilan mi-annuel pour plus d'information, l'AÉSS-UL nous a invités en fin mars à tenir un kiosque sur l'ASSÉ au DeKoninck et à faire une conférence sur la gratuité scolaire et une autre sur la pauvreté étudiante (qui a finalement été annulée pour des raisons logistiques). Bref, il faudra continuer à garder contact avec l'AÉSS l'an prochain.

AÉÉSPUL (sciences politiques Laval)

Cette association, qui fut membre de la CASSÉE, avait envisagé couper tous les ponts avec l'ASSÉ suite à la manifestation du 26 octobre et sa couverture médiatique plus que moyenne dans les médias de Québec. Pour l'AÉÉSPUL sa participation au Congrès d'orientation était un peu la dernière chance qu'elle laissait à l'ASSÉ. Heureusement, les délégués de l'AÉÉSPUL sont repartis ravis du Congrès d'orientation, des débats et des décisions prises à cette instance. Il y eut, fin mars, une rencontre entre Francis Hamel et l'exécutif de l'AÉÉSPUL, visant surtout à faire un *update* de ce qui se passe dans nos associations respectives. Il sera pertinent de garder contact avec cette association l'an prochain.

AGECEM (Édouard-Montpetit)

Avant cette année scolaire-ci le dernier contact avec l'AGECEM avait été une lettre d'insulte envoyée au bureau de l'ASSÉ. À notre étonnement, l'AGECEM avait accepté de cosigner notre communiqué de presse du 15 décembre sur la loi 142, laissant présager, peut-être, une baisse de

tension entre l'ASSÉ et ce château-fort de la FECQ. Mais, la routine c'est vite réinstaller avec une autre lettre d'insulte envoyée le 21 mars 2006, lettre d'ailleurs totalement juvénile qui témoigne d'une absence totale de volonté de travail commun sans en étaler les raisons.

AGEUQO (Université du Québec en Outaouais)

Membre de la FEUQ, et ayant tenu un référendum de désaffiliation de la FEUQ qui s'est soldé par une confirmation de leur membership, l'AGEUQO a eut l'occasion de collaborer avec l'ASSÉ en étant l'association étudiante qui a accueilli les autobus de la manifestation du 23 février. Étonnamment, la dernière élection de l'exécutif a remis en poste l'exécutif pro-désaffiliation, ce qui laisse présager une possibilité de collaboration pour l'an prochain.

CADEUL (Premier cycles Laval)

Désaffiliée de la FEUQ depuis cette année, nous avons d'ailleurs eu l'occasion d'aller démentir certaines rumeurs nous concernant avant la campagne de désaffiliation, la CADEUL a cherché de nouveaux alliés après sa désaffiliation. Elle a surtout participé à la création du FRAÉC. Les actions communes du FRAÉC et du CRAM ont permis d'établir certains contacts avec leur exécutif mais un communiqué commun d'octobre a soulevé quelques réticences au caucus de la CADEUL à notre égard, ce qui nous rappelle notre léger problème d'image et la difficulté à travailler en collaboration avec ce genre d'association étudiante regroupant d'autres associations étudiantes de toute allégeance possible.

Services collectifs Inc. (Ste-Foy)

Après le mystérieux référendum de Ste-Foy qui se résumait à : Pour ou contre le fait d'être contre l'ASSÉ, qui s'est soldé par une « défaite ». Nous n'avons plus vraiment entendu parler d'eux et elles, il y eut certes leur sortie de presse contre la manif du 26 octobre, puis plus rien. Les ouï-dire veulent que l'association ait sombré dans des guerres de pouvoirs internes, nous n'avons pas pu confirmer de vive voix.

AGECVM (Vieux Montréal)

La situation de cette association a été fidèle à ses habitudes : louvoiement entre l'ASSÉ et la FECQ, luttes internes entre ailes radicale et modéré-e-s, etc. Ainsi, divers points de notre plan d'action, comme de celui de la FECQ, ont été adoptés en AG tout au long de l'année tandis que les tensions internes ont eu une incidence néfaste sur la vie démocratique locale. Participant à l'ensemble de nos Congrès et de nos camps de formation cette année tout en communiquant avec nous sur une base assez régulière, on peut dire que les relations ont été relativement bonnes mais qu'elles ne se comparent d'aucune façon aux liens intimes qui nous ont uni l'an dernier.

AGEBdeB (Bois-de-Boulogne)

Cette association, qui a participé à tous nos Congrès sauf celui d'automne, a vécu une année particulière. D'abord, suite à une proposition de membres du comité de mobilisation local, l'AGEBdeB a dû tenir des AGs aux deux semaines à partir de la mi-automne. Cette vie démocratique

nouvelle a permis à davantage de gens de participer au sein de l'association. Nos communications ont été somme toute assez bonnes, particulièrement avec certains membres du comité de mobilisation. Ceux-ci ont tenté de faire en sorte qu'une campagne d'affiliation à l'ASSÉ se tienne cette session-ci mais avec pour seul résultat que la seconde AG d'automne devra traiter d'affiliation nationale. Notons par la même occasion le soutien d'un membre de cette association à la campagne d'affiliation de Maisonneuve où cette aide a été grandement appréciée.

SoGÉÉCoM (Maisonneuve)

Les relations avec cette association anciennement membre de l'ASSÉ, même fondatrice, ont été un peu particulières cette année. Ainsi, bien qu'elle ait participé à l'ensemble de nos Congrès et camps de formation, on ne saurait dire qu'elles ont été bonnes avec l'exécutif puisque l'externe est pro-FECQ (il se présente d'ailleurs sur l'exécutif de cette fédération cette fin de semaine). Toutefois, celles avec le comité de mobilisation local ont été excellentes, celui-ci étant d'ailleurs ouvertement pro-ASSÉ et prenant l'initiative d'envoyer des délégué-e-s à partir du Congrès d'orientation. Notons également que l'on constate une reprise du militantisme étudiant dans cette association à l'historique combatif chargé et où une lacune grave à ce niveau régnait depuis quelques années. Ce regain s'est poursuivi cette année, comme en ont témoigné sa participation à pratiquement toutes les mobilisations de l'année et le fait qu'elle soit passée à 2 doigts d'obtenir une journée de grève pour la manifestation du 26 octobre, qui augure bien pour l'an prochain. Au niveau de l'exécutif, il y a eu des fluctuations cette année. À l'hiver, devant les postes ouverts en son sein, des éléments pro-ASSÉ s'y sont présentés tandis que d'autres, qui étaient d'abord en faveur de la non-affiliation, se sont rangés de notre côté.

On ne peut évidemment pas passer à côté de la campagne d'affiliation ASSÉ/FECQ/Indépendance de cet hiver. Mentionnons d'abord que le comité de mobilisation a constitué un comité pro-ASSÉ d'environ une dizaine de personnes alors que le camp pro-FECQ n'en recueillait qu'autour de 5. Ainsi, le soutien extérieur a eu une moins grande importance pour l'ASSÉ que la FECQ, bien que les forces en présence aient généralement été équivalentes jour après jour. Cette campagne s'est passée dans un climat moins tendu que l'on s'y serait attendu de prime abord, bien que les attaques envers l'ASSÉ aient été multiples de même que les déconstructions du discours fecquiste. La SoGÉÉCoM est finalement demeurée non-affiliée au terme d'une campagne de 2 semaines intensives de mobilisation et d'information. Il n'est pas anodin que l'ASSÉ ait obtenu environ 1/3 de voix en faveur de l'affiliation alors que notre présence était pour le moins faible depuis la désaffiliation. De plus, bien que la FECQ soit passée très près d'avoir une nouvelle association membre en cette occasion, notons que cet échec pour elle, après 3 ans d'efforts, est considérable. Finalement, comme les éléments les plus fervents de la FECQ quittent en bonne partie cette année les possibilités de rapprochement pour l'an prochain sont bien réelles.

DSU (Dawson)

Cette association a vécu une situation difficile dans la dernière année. Après des années de collaboration étroite avec l'administration sous un régime de cogestion, la DSU a tenté de se faire reconnaître comme association indépendante de la direction. Cette dernière a tout fait pour les empêcher, les forçant même à recourir à des moyens légaux. Après des mois de tergiversations, DSU est finalement sortie gagnante de cette lutte et jouit maintenant des pleins droits associatifs. C'est donc en plein temps de crise qu'une délégation de cette association participe au Congrès du 20 août afin de

solliciter l'aide de l'ASSÉ. Quelques associations membres l'ont signifié par la voie de lettres d'appuis tandis que d'autres offraient même des dons. Nous avons entretenu des communications fréquentes au début de la session d'automne mais, alors que nous participions à une mob-volante du CRAM visant à les soutenir, leur absence a créé un froid qui ne s'est pas vraiment résorbé. Nous avons ensuite appris qu'au moins un membre de leur exécutif agissait à titre d'agent de liaison de la FEUQ et que la DSU a embauché une personne qui fait maintenant partie de l'exécutif de la FEUQ, ce qui n'a pas aidé à la reprise de nos relations...

AGEM (Montmorency)

Bien que la participation de cette association à nos instances ait été faible cette année, il y a tout de même eu une rencontre à l'automne qui nous a permis d'exposer ce qu'est l'ASSÉ à leur exécutif. Celui-ci n'était pas fermé à nous mais considérait que la population étudiante locale, peu mobilisée, n'était pas prête à une campagne d'affiliation mais peut-être à une campagne d'information. Ce projet ne s'est malheureusement pas réalisé mais des relations cordiales ont été entretenues toute l'année. Mentionnons d'ailleurs la participation du président de l'AGEM au party de notre 5^e anniversaire, ce qui fut apprécié, évidemment!

AFÉA (Arts-UQAM)

Festive et créative, l'AFÉA a participé activement à la grève de l'an dernier, la déclenchant même avant les associations de l'ASSÉ. Membre de la CASSÉÉ au sein de laquelle nos relations n'ont pas toujours été faciles, l'AFÉA a participé aux Congrès d'automne pour s'effacer ensuite quelque peu. Cela ne semble pas témoigner d'un froid entre nos organisations mais il faudrait redoubler d'ardeur afin de renouer un contact qui pourrait s'avérer plus durable.

RÉÉCSH (Sainte-Hyacinthe)

Cette association a été le membre de la FECQ avec lequel nous avons entretenu le plus de relations. Cela a commencé par une entrevue sur la grève de l'an dernier à l'automne. Puis, à l'hiver, le RÉÉCSH a participé au Congrès de Matane, en plus de se tenir debout face à une administration qui menaçait d'avoir recours aux dispositions de la loi 142 pour casser tout mouvement de contestation étudiante au sein de l'institution. Ayant sonné l'alarme dans le mouvement étudiant, cette association a été invitée par l'ASSÉ à participer à une conférence de presse visant à dénoncer cette situation et à la clarifier. Notons qu'une personne de cette association devrait participer cette fin de semaine.

AGÉÉCL-Q (Limoilou)

Malheureusement, les relations avec cette association n'ont pas été aussi bonnes que l'an dernier. En fait, nous avons simplement eu de la difficulté à entrer en communication... Néanmoins, mentionnons que des membres de cette association ont participé au Congrès d'hiver et que l'AGÉÉCL-Q s'est tournée vers l'ASSÉ lorsqu'elle a été, elle aussi, menacée d'application de la loi 142 en cas de mobilisation étudiante. Par conséquent, nos relations ne sont pas inexistantes mais disons qu'elles seraient à solidifier pour l'an prochain.

Anthropo-UL et Socio-UL

Ces associations, qui ont été membres de la CASSÉÉ pendant la grève, ont participé au

Congrès d'orientation. Les personnes déléguées ont franchement semblé apprécier leur expérience. Nous avons entretenu un contact aussi fréquent que possible par téléphone avec ces associations mais ce serait certainement à entretenir et solidifier pour l'an prochain.

AGÉÉFLESH (lettres et sciences humaines de l'université de Sherbrooke)

Cette association a déclenché la grève dès la première semaine de celle-ci l'an dernier. Très active et dénonçant l'attitude de la FEUQ, il s'opère une certaine radicalisation à l'hiver 2005. Puis, une équipe de gauche est élue à l'exécutif, ce qui fait craindre le pire à la fédération étudiante de l'université de Sherbrooke (FEUS) de même qu'à la FEUQ. Ainsi, au début de la session d'automne, les troupes fédérées s'activent rapidement : distribution massive de *La voix étudiante* et démonisation de l'exécutif de l'AGÉÉFLESH en disant, par exemple, qu'il veut désaffilier de la FEUQ pour s'affilier à l'ASSÉ... Tout cela avant même que l'équipe de gauche aie réellement entrepris quoi que ce soit. Celle-ci se lance donc dans de la mobilisation massive pour ses AGs lors desquelles des centaines de personnes se présentent, stimulées à la fois par la mobilisation de l'AGÉÉFLESH et celle de la FEUS/FEUQ. Ainsi, cette association est sans conteste celle où il y a la plus importante participation aux AGs à l'automne. Toutefois, le climat de peur provoqué par la campagne de salissage des fédéré-e-s fait que l'association marche sur des œufs et qu'elle ne peut se rapprocher de l'ASSÉ. Ces AGs sont tout de même l'occasion de conscientiser la population étudiante sur des enjeux tels que le privé en éducation, la gratuité scolaire et le syndicalisme de combat, sans toutefois que de grandes campagnes soient menées. Le climat se calme à l'hiver. L'AGÉÉFLESH craint moins d'envoyer de ses membres à nos activités, notamment au camp de formation d'hiver, mais les AGs sont clairement moins populeuses. Il n'en demeure pas moins que cette association, sans être radicale, pousse la FEUS vers la gauche tout en entretenant des relations cordiales entre nous, qui seront à entretenir l'an prochain.

AÉMh (histoire UQAM) et AÉÉSPC (socio UQAM)

Nous avons aussi entretenu des liens avec ces associations qui ont été à la source de l'affiliation de l'AFESH à l'ASSÉ, l'ayant elles-mêmes été auparavant. Cette situation hétéroclite nous a poussés à les contacter dans le cadre de notre travail externe bien que cela aurait pu se faire à l'interne. Le but était essentiellement de maintenir des liens avec ces associations piliers de l'AFESH et autrefois de l'ASSÉ afin qu'elles se sentent interpellées davantage par le national et ainsi stimuler leur implication politique. Elles ont donc participé dans une proportion assez impressionnante lors de nos instances et cela n'est probablement pas étranger au regain d'implication de membres de ces associations au sein même de l'AFESH. Toutefois, ces relations ont eu un effet pervers à la fin de la session d'automne, dans la mesure où les relations entre elles et l'AFESH se sont quelque peu envenimées. Heureusement, la situation s'est résorbée à l'hiver. Il serait intéressant de maintenir ces liens dans l'avenir, pour stimuler l'implication politique en leur sein mais aussi parce qu'advenant un revirement radical de situation à l'AFESH, ces associations redeviendraient nos piliers au sein de l'UQAM.

Regroupements d'associations étudiantes

FRAÉC

Le FRAÉC est le nouveau conseil régional de Québec, (après FORCE-Québec, FRAQ-ASSÉ)

et le CRAQ et la CAECQ). Passée la déception de voir ce conseil choisir la voix de l'indépendance vis-à-vis l'ASSÉ, force est d'admettre que les perspectives de collaborations restent plus concrètes qu'avec les autres conseils « indépendants » (CREM/Sag-Lac). Il y eut d'ailleurs un travail commun fait avec le CRAM pour les manifestations du 23 février et du 30 mars. Il serait pertinent de continuer, dans la mesure du possible, à entretenir des relations cordiales avec le FRAÉC.

FCEE-Q

Après que la FCEE-Q soit venue au Congrès du 20 août, nous avions un mandat de Congrès de se rapprocher de la FCEE-Q, la première rencontre fixée le 15 décembre, fut remplacée par la rédaction d'un communiqué de presse commun contre la loi 142. La deuxième rencontre fut en réponse à leur appel pour le CEPA. Tout allait bien, et semblait se diriger vers une collaboration soutenue, jusqu'à ce que l'exécutif de CSU fasse reconsidérer la question. Ce rendez-vous manqué avec la FCEE-Q ne doit cependant pas nous détourner de la scène anglophone, il semble y avoir une très grande polarisation au sein du mouvement étudiant anglophone, qui a atteint des sommets avec l'élection plus que douteuse à CSU. Des collaborations pourront être envisageables, mais peut-être faudrait-il mieux se tourner vers des groupes tels que GRASPÉ plutôt que les grandes associations anglophones. Pour ce qui est de la FCEE-Canada leur président nous a déclaré cette année de manière laconique : « as long as ASSÉ is concerned, the answer is no ».

FECQ

Les relations avec la FECQ ont été particulières cette année. Nous avons eu une première rencontre avec leur exécutif, le rapport qu'ils faisaient de cette rencontre était erroné et omettait l'essentiel de la rencontre (entente sur le communiqué de presse du 26 octobre et entente de *fairplay* à la SoGÉÉCoM) pour plutôt glosée sur le « FECQ-bashing ». Nous avons reçu une deuxième demande de rencontre, à laquelle nous avons réagi en écrivant une lettre aux associations membres de la FECQ en les invitant 1- à reconsidérer les conclusions de l'exécutif de la FECQ suite à la première rencontre, et 2- à débattre et réfléchir en instance de ce genre d'initiative vers un « travail commun », puisqu'il nous semble étonnant que l'exécutif de la FECQ puisse avoir de telles initiatives sans consulter ses associations membres. Rappelons l'existence d'une certaine différence entre l'ASSÉ et la FECQ. Il n'y eut pas, à ce que l'on sache, de débats à cet effet dans les instances de la FECQ, alors que le Congrès d'octobre de l'ASSÉ l'avait fait.

Il nous a été donné de voir le bilan annuel de l'exécutif de la FECQ, celui-ci révisé sa conclusion de la première rencontre (et parle pour la première fois du communiqué du 26 octobre) et conclu comme suit: « Une lettre fut envoyée de leur part à l'exécutif de la FECQ ainsi qu'à toutes les associations membres déclinant l'invitation tant que la FECQ ne révisait pas son analyse de la première rencontre de l'année. Comme cela n'avait aucune raison d'être, aucune rencontre n'eut lieu. »

Pour conclure cette section, nous pouvons dire que l'exécutif de la FECQ a louvoyé en utilisant toutes sortes d'artifices afin de nous faire porter l'odieux de la division du mouvement étudiant, tout en évitant soigneusement d'engager le débat, vis-à-vis nous ou entre eux et elles. Symptomatique de cette stratégie de bout de chandelle, l'expression « FECQ-bashing » tente de faire passer toute critique ou tout débat sur les manières de faire dans le mouvement étudiant pour une agression aveugle envers la

FECQ. Bref, le refus d'engager un dialogue sérieux avec des éléments clairs et définis, l'absence de toute réflexion préalable, le refus de débattre et la haute voltige rhétorique pour en faire porter le blâme sur l'ASSÉ ne confirme qu'une seule chose : s'il est toujours possible, pour l'ASSÉ, de collaborer avec quiconque si l'on partage des objectifs et revendications communs dans un climat de bonne foi, la FECQ ne remplit pas ces critères cette année. Bref, tant que l'exécutif de la FECQ continuera à manier le chaud et le froid avec aucune autre perspective que de se faire passer pour les bons et nous pour les méchants, nous devrions ignorer ses enfantillages, indignes d'une organisation qui se prétend crédible.

FEUQ

Les relations avec la FEUQ ont été au beau fixe cette année. Elles ont été inexistantes.

Syndicats

Général

Dans le cadre de nos mandats de rapprochement avec les syndicats, des rencontres ont lieu au tout début de la session d'automne. D'abord avec une personne du Conseil central du Montréal métropolitain de la centrale des syndicats nationaux (CCMM-CSN), avec laquelle nous n'avons malheureusement pu entretenir de relations durant l'année. Puis avec la Fédération autonome du collégial (FAC), sur laquelle nous reviendrons dans un paragraphe distinct. Enfin, avec l'Alliance des professeur-e-s de Montréal qui est l'un des éléments les plus radicaux de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et qui, à ce titre, envisagent de s'en désaffilier, a été le syndicat avec lequel il fut le plus agréable de discuter, notamment parce que des éléments de la base se sont sérieusement demandés s'il serait possible de faire la grève avec nous lors de notre lutte historique de l'hiver 2005 on encore parce que la question de la grève générale illimitée a été soulevée dans le cadre des luttes syndicales de l'automne. Toutefois, nos liens n'ont pas été entretenus dans le courant de l'année, ce à quoi il sera intéressant de remédier l'an prochain. Plus tard dans la session puis à l'hiver, nous avons participé à des rencontres de la Coalition-Cégeps, à des mobilisations et activités de la FAC, de même qu'à des rencontres du collectif d'organisation pour la marche du 1^{er} mai.

FAC

Celle-ci est l'organisation syndicale avec laquelle nous avons entretenu le plus de relations cette année. Leur président a participé au Congrès du 20 août puis nous avons mobilisé un contingent pour un de leurs rassemblements (dans le cadre du cartel FAC/FEC-CSQ). De plus, le syndicat nous a approchés afin de connaître notre position quant à la relance de la coalition CÉGEPs, ce que nous avons encouragé et qui a pu contribuer à la convocation d'une réunion de cette coalition en automne. Au mois de décembre, la FAC nous a invités à une conférence de presse pour dénoncer le décret imposant les conditions de travail des salarié-e-s du secteur public à laquelle nous avons eu le plaisir de participer. Nous leur avons ensuite retourner l'appareil en les invitant à notre sortie sur la potentielle application de la loi 142 pour bâillonner les associations étudiantes, qui a eu un certain retentissement soit dit en passant. La FAC y a participé. Notons cependant qu'il y a eu un certain relâchement quant à la fréquence de nos communications avec la FAC à l'hiver, ce à quoi il ne serait pas futile de remédier l'an prochain.

Coalition-Cégeps

Nous avons participé aux réunions de la Coalition-Cégeps, celle-ci fut plus un lieu d'échange sur la décentralisation du réseau collégial et les transferts fédéraux qu'un lieu de travail commun, mentionnons tout de même que notre présence a sûrement facilité notre participation à la conférence de presse de la FAC en décembre. Mentionnons tout de même qu'il demeure intéressant d'avoir un lieu de rencontre avec les syndicats du milieu collégial.

Collectif d'organisation de la manifestation du 1^{er} mai

Au début du mois de mars, nous recevions un appel du CCMM-CSN nous invitant à la prochaine réunion du collectif d'organisation de la manifestation du 1^{er} mai. On nous informait alors du peu de participation effective des fédérations suite à quoi il aurait été voté à l'unanimité de pallier en nous invitant. Ayant des mandats de rapprochement avec les syndicats et de participation à la manifestation du 1^{er} mai, nous avons accepté avec plaisir, nous disant qu'une participation active à ce collectif pourrait avoir un impact positif en ce sens maintenant mais surtout pour l'avenir. C'est dans ce contexte que nous y avons concouru. Nous avons alors appris que la manifestation serait nationale et aurait lieu le samedi 29 avril afin de favoriser une plus grande participation. Comme c'était la seule manifestation pour le 1^{er} mai dont nous avons été mise au courant, nous avons pris la décision d'y collaborer jusqu'à approbation par le congrès. Nous avons aussi mentionné la possibilité de mettre sur pied une équipe de médiation, toujours sous réserve d'approbation du congrès, pour éviter que des heurts aient lieu comme l'année précédente, au grand bonheur des personnes présentes. Vers la fin du mois de mars, nous avons participé à une rencontre des services d'ordre dans le cadre du projet d'équipe de médiation mais aussi pour savoir ce qui s'y discutait, sans que grand-chose en ressorte. Une autre réunion a lieu à la veille du congrès lors duquel nous pourrions vous en parler.

Autres groupes

TROVEP- Montérégie

Ayant été invité à faire une conférence sur la grève à l'Assemblée annuelle de la TROVEP-Montérégie nous avons eu l'occasion de rencontrer un milieu fort sympathique avec lequel nous pourrions établir un suivi plus serré, il en va de même d'ailleurs avec l'ensemble du mouvement communautaire avec lequel nous négligeons trop souvent d'établir des liens solides faute de temps.

PIDESC'Quoi

Vers la fin novembre de cette année, l'organisme Mise au Jeu contactait l'ASSÉ dans le but d'inviter des gens de notre organisation à participer à une activité d'échange dans le cadre du projet PIDESC'Quoi. Ce projet est une pièce théâtrale ainsi que des capsules théâtrales visant à sensibiliser le public sur le Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels (PIDESC). L'activité, à laquelle un membre de l'exécutif a participé, visait à faire ressortir des idées, thèmes et concepts pouvant aider à l'élaboration du projet. Celui-ci est aujourd'hui prêt à présenter au public et l'organisme Mise au Jeu nous a contactés récemment pour savoir où et quand il était possible d'en la présentation.

Ligue des droits et libertés

Nous avons finalement cosigné le rapport social de la Ligue des droits et libertés. Le lancement du rapport fut l'occasion d'une conférence de presse commune, à laquelle nous avons participé. La Ligue veut par la suite élaborer un plan d'action avant et après être allée déposer le rapport à Genève. Nous devrions faire un suivi sur ce plan d'action malgré que les actions proposées (lettres aux députés, campagne d'information) soient un peu en inéquation avec les revendications (abolition des lois anti-syndicales, gratuité scolaire pour n'en nommer que deux).

Réseau de solidarité des travailleurs et des travailleuses (RSTT)

Lors de la session d'automne, le Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM) invitait le RSTT, un réseau de type syndical visant la défense des droits de travailleurs et travailleuses précaires et non-syndiqué-e-s, à présenter un atelier sur les droits du travail dans les établissements membres et mandatait le Conseil InterRégional de travailler à l'organisation d'une tournée conjointement avec le RSTT afin de rendre possible ces présentations chez tous les membres de l'ASSÉ.

Cependant l'atelier en question a tardé à être monté par le RSTT et l'exécutif a effectué peu de suivi sur ce dossier faute de temps. Cela a fait en sorte que la tournée planifiée n'ait pas eu lieu. Seulement un atelier a été donné par le RSTT au cégep de Sherbrooke en automne, mais qui a été coordonné localement.

Centre communautaire et sportif Notre-Dame de l'Assomption

Ce centre est celui qui gère les locaux où sont situés nos bureaux. Comme il arrive périodiquement, la location du bâtiment, qui relève de la commission scolaire de Montréal, au centre NDA a été remise en question. Nous avons alors participé activement aux discussions et rencontres sur cette problématique, prenant ainsi notre place parmi les organismes qui s'y trouvent. Pour expliquer brièvement, la commission scolaire avait reçu une offre de la compagnie s'occupant de son réseau informatique; chiffrée, sauf erreur, dans les millions de dollars. Voyant la possibilité de rentabiliser ses activités de ce fait, la commission scolaire envisageait donc sérieusement ce partenariat et voulait donc relocaliser les organismes du centre dans des écoles primaires et secondaires du quartier, afin de les préserver par la même occasion. Les organismes n'étaient pas tous fermés à l'idée mais la question des déménagements et des frais de location dans les nouveaux emplacements demeuraient sans réponse. Finalement, les tractations entre la commission et la compagnie informatique avortèrent puisque cette dernière voulait acquérir le bâtiment mais que la commission voulait le louer pour le conserver.

Puis, à l'hiver, la ville de Montréal, qui se charge des négociations entre le centre NDA et la commission scolaire, a signifié son intention de s'en retirer car cela lui coûterait trop cher. Elle suggère donc d'évaluer la possibilité de créer une corporation regroupant l'ensemble des organismes se trouvant dans le bâtiment afin de diminuer les coûts. Toutefois, elle fait parvenir une lettre de résolution à tous les organismes du centre une semaine plus tard, visant ni plus ni moins qu'à commencer la création de cette corporation avant d'avoir pu explorer davantage cette possibilité. C'est alors que nous avons pris l'initiative d'appeler à une réunion des organismes de centre afin d'en discuter ensemble. En est ressorti que nous n'avions pas assez d'information pour nous lancer dans un tel projet, tandis que le centre communautaire nous informait de son intention de louer le bâtiment

directement pour ensuite nous le sous-louer, comme c'est sensiblement le cas actuellement. Nous avons donc rédigé un bilan de cette rencontre à l'attention des organismes du centre de même qu'une lettre à endosser par les organismes pour soutenir le centre communautaire. Nous sommes toujours sans nouvelles de ces démarches mais une chose est sûre : l'ASSÉ prend sa place dans son environnement immédiat et joue un rôle sans cesse plus important dans la préservation de ce centre communautaire.

Information et recherche

Ultimatum

Cette année, malgré l'absence d'un Comité journal actif, le principal organe de diffusion de l'ASSÉ, l'*Ultimatum*, a été produit à la hauteur de deux parutions régulières, et trois *Express*.

Pour commencer, la *Revue Ultimatum*, projet spécial produit durant l'été principalement par des collaboratrices et collaborateurs à l'ASSÉ, s'est avéré un outil très intéressant et apprécié tout au long de l'année. Tous les éléments d'un bon matériel d'information y étaient : textes clairs et accessibles, sujets concrets et pertinents et une très belle mise en forme. Malgré le coût du projet, il semble que cela ait valu la peine puisque tant les associations membres de l'ASSÉ que celles où une campagne d'affiliation a eu lieu, la revue a été d'une utilité précieuse pour présenter l'ASSÉ.

Ensuite, au niveau de l'*Ultimatum* régulier, l'exécutif s'est porté responsable de ses deux parutions, la première en octobre et l'autre en février. Tandis que le contenu est demeuré relativement similaire au style habituel de l'*Ultimatum*, un certain progrès a été réalisé au niveau de la mise en page. Alors que plusieurs parutions précédentes avaient une mise en page qui n'était pas uniforme, cette année une nouvelle mise en page a été élaborée. Celle-ci a en général été très appréciée des lecteurs et lectrices et il serait avantageux de conserver l'aspect actuel de l'*Ultimatum* afin d'assurer une continuité et un minimum de qualité esthétique. Enfin, il est à noter que, malgré seulement deux parutions (alors que l'ASSÉ en publie habituellement quatre), celles-ci ont chacune compté 16 pages, contrairement aux 8 ou 12 pages des années précédentes.

Au sujet des *Ultimatum Express*, trois numéros ont été produits cette année par l'exécutif, dont un numéro spécial au sujet des luttes syndicales. Tout comme pour l'*Ultimatum* régulier, l'*Ultimatum Express* a bénéficié d'un style de mise en page uniforme à chaque parution, grâce au modèle élaboré par le comité journal de l'année précédente.

Finalement, nous constatons que la coordination de la production d'*Ultimatum* est très énergivore pour l'exécutif. Il est donc préférable que sa production soit coordonnée par un Comité journal actif, ce qui permettra de libérer l'exécutif pour d'autres tâches. Aussi, l'absence de personnes habiles en illustration nous a souvent forcés à devoir tirer soit de notre propre banque d'image (ce qui commence à rendre les choses quelques peu répétitives) ou de banque d'images gratuites, où on trouve rarement ce dont on a besoin pour illustrer des articles. Il serait donc à l'avantage de l'*Ultimatum* de se doter de collaborateurs et de collaboratrices au niveau de l'illustration du journal.

Affiches, dépliants et tracts

Cette année, la plupart du matériel d'information produit l'a été dans le cadre soit de

mobilisation pour des événements ou de campagnes d'affiliation. L'exécutif s'est chargé en grande partie de la production de ces affiches, dépliants et tracts, quoiqu'une aide précieuse a été obtenue de David Simard, photographe et graphiste, dans l'élaboration de certains projets (dont l'*Ultimatum* et l'affiche du party de l'ASSÉ).

Cette année plusieurs campagnes d'affiliation ont eu lieu. Cela a été l'occasion pour plusieurs personnes des comités pro-ASSÉ, notamment celui de Maisonneuve, de retravailler certains matériaux de présentation de l'ASSÉ existants et d'en créer d'autres (affiches, dépliants et même une présentation PowerPoint!). Ainsi, plusieurs excellentes affiches et dépliants ont été produits et publiés pour promouvoir l'ASSÉ et il serait à notre avantage de réutiliser ce matériel dans le futur.

Notons aussi que l'acquisition d'une imprimante laser avec bac pour papier 11x17 et impression recto-verso nous a permis d'être plus autonomes dans l'impression de notre matériel d'information et ainsi de réaliser des économies appréciables.

Site Internet

Durant l'été et le début de la session d'automne, l'exécutif a travaillé longuement sur une mise à jour majeure du site Internet. Après son lancement en septembre et plusieurs mois en ligne, ce nouveau site s'est avéré un franc succès non seulement au niveau de la consultation des documents qui a grimpé régulièrement au long des mois mais également à sa facilité d'entretien.

Malgré que certaines améliorations puissent toujours y être apportées, le site Internet de l'ASSÉ est devenu un incontournable sur Internet pour le mouvement étudiant, avec définitivement plus de contenu que les sites de la FECQ et la FEUQ mis ensemble, à titre d'exemple. De nombreux sites traitant d'enjeux sociaux et d'éducation lient vers le site de l'ASSÉ et le site est très bien référencé dans les engins de recherche sur Internet.

De plus, malgré ce qu'on peut en dire du contenu, le forum de discussion de l'ASSÉ est très fréquenté. Il serait à l'avantage de l'ASSÉ d'y prendre une plus grande place par rapport aux non-membres, qui actuellement génèrent la majorité des messages qui y sont postés.

Recherche

Malgré les apparences, un certain travail de recherche a été effectué tout au long de l'année. Cette recherche s'est faite principalement dans deux contextes : les camps de formation et le Congrès d'orientation. Pour chaque camp de formation un cahier a été produit comportant de la recherche sur la plupart des thématiques présentées (réseau collégial, aide financière aux études, etc.). Pour le Congrès d'orientation, un gros travail de recherche a été fait tant par les Comités que par les associations membres concernant les aspects organisationnels de l'ASSÉ.

Par contre, la recherche faite dans le cadre des camps de formation n'est pas très approfondie et celle dans le cadre du Congrès d'orientation, pas ce dont nous avons besoin en ce moment. Il y a un grand besoin de recherche approfondie et soutenue sur des thèmes tels que l'accessibilité, le financement de l'éducation, la qualité de l'éducation, la fiscalité publique et la présence du privé au sein des institutions. Tout cela afin d'étoffer et d'actualiser notre argumentaire.

Bilan de l'année 2005-2006 au RÉÉSUM

Par Alex Perreault, externe du RÉÉSUM

Tout d'abord, je tiens à vous mentionner que je serai assez concis. Nul besoin de m'étendre sur la situation du mouvement étudiant de l'Université de Montréal au-delà de ses effets directs sur les membres du RÉÉSUM. Nous aborderons quelques points : les affiliations, les modifications structurelles et les réalisations.

Affiliations

Cette année le RÉÉSUM a tenu quelques rencontres ou AG au sujet de ses affiliations. L'apparition d'un mouvement pour la constitution d'une nouvelle association – la CALESH – fut débattue, nous avons résolu de nous affilier. Par contre, très peu de membres s'y sont impliqués jusqu'à maintenant.

L'affiliation à l'ASSÉ fut remise en question et nous avons aussi résolu de rester affiliés, bien que la production d'un document de réflexion ait été nécessaire pour satisfaire le besoin de démystifier les différents choix qui s'offraient à nous : l'ASSÉ, la FEUQ, la FAECUM et la CALESH ou encore un statut non affilié.

En fin d'année, nous avons voté en faveur d'une affiliation, à l'unanimité, avec l'association Droits et Démocratie de l'Université de Montréal.

Par ailleurs, nous avons de la difficulté à trouver des gens volontaires pour aller nous représenter sur les différents conseils auxquels nous participons présentement.

Structure du RÉÉSUM

Nous avons aussi discuté des problèmes de structure associés à l'application des anciennes formes de fonctionnement. Cette réflexion n'a pas offert de débouchés.

Nous avons effectué des modifications à la charte afin de clarifier certains points, de pallier des lacunes résultant d'une mauvaise adéquation entre les procédures et les contraintes des Assemblées Générales Étudiantes : temps, mobilisation, information.

Nous avons créé un poste de délégués aux étudiants internationaux, car nous avons eu des reproches de certains étudiants concernant le fait que les activités organisées ne les intéressaient pas et qu'ils ne se sentaient pas intégrés. Nous avons constaté que ces étudiants avaient la particularité de ne pas être familiers à l'ensemble de la société québécoise et qu'il pourrait s'avérer plus avantageux d'avoir un(e) délégué(e) chargé(e) d'entrer en contact avec eux plutôt que d'attendre qu'ils se manifestent.

Nous avons aussi résolu d'augmenter la cotisation des membres du RÉÉSUM à l'ASSÉ à raison de 0,50 \$ par étudiant par session.

Nous avons modifié le quorum lors des assemblées afin de réduire l'importance du nombre d'exécutants dans ce nombre, car nous avons près de 8 % des membres du RÉÉSUM dans le comité exécutif avec un quorum de 10 %. Désormais, les exécutants ne peuvent représenter plus de la moitié du quorum, même s'il y a plus d'exécutants présents que ce nombre, car nous avons tout de même 9 postes.

Nous avons expérimenté quelques difficultés dans la gestion de responsabilités et des tâches. La passation des pouvoirs ne s'est pas effectuée de façon à nous offrir tous les outils nécessaires, par ailleurs un manque de motivation parfois à mobiliser les étudiants a créé des problèmes de communication entre les différents responsables et l'ensemble des exécutants et les étudiants, qui nous insultent même parfois de les achaler.

Nous espérons obtenir plus de membres par l'affiliation concrète des étudiants du bacc. bidisciplinaire en Psychologie et sociologie, mais nous n'y sommes pas arrivés, ils préfèrent pour l'instant mettre en marche un processus pour créer leur propre association, qui saurait mieux les représenter que l'association des étudiants de socio.

Réalisations

La session d'automne 2005 fut marquée par une grève des professeurs. Nous nous sommes positionnés en faveur des professeurs. Nous avons écrit des lettres, nous avons incité les étudiants à faire de même personnellement. Nous avons appelé ceux-ci à participer aux manifestations, à lever les cours qui étaient assurés par des chargés de cours ou d'autres professeurs invités qui eux n'étaient pas affectés en principe.

Nous avons établi les bases pour un sondage d'opinion des étudiants face à leurs représentations associatives, nous ne l'avons pas distribué.

Nous avons organisé quelques rassemblements qui furent très réussis, permettant par le fait même d'améliorer l'image des étudiants de sociologie à faire bon voisinage avec les responsables de l'université.

Nous avons participé à la mise en marche du projet de la CALESH.

Il y a sûrement quelques trucs importants qui nous ont échappés, mais dans l'ensemble, nous avons fait le tour de la question. Nous désirons accomplir un tel bilan spécifique à chaque poste pour le prochain exécutif qui sera en poste après la rentrée de septembre, puisque le problème majeur que nous avons expérimenté aurait pu être évité par une meilleure connaissance des dossiers des années passées qui étaient tout simplement et littéralement inexistant. Nous n'avions au départ aucun document officiel, même pas de charte. Nous espérons donner un meilleur départ à nos successeurs qui risquent pour la plupart d'être nouvellement « engagés » dans le RÉÉSUM.

Bilan de l'année 2005-2006 de l'AGECD

Par Évelyne-Élise Paquette, coordonnatrice générale de l'AGECD

Restructuration interne

Le 13 octobre 2005, nous avons adopté en assemblée générale une refonte des statuts et règlements puisque les dernières modifications remontaient à 1987.

Suite aux modifications apportées aux statuts et règlements, deux nouveaux postes d'exécutants et d'exécutantes ont dû être comblés, soit le poste de coordonnateur ou coordonnatrice à la mobilisation et de coordonnateur ou coordonnatrice à la pédagogie.

Participation estudiantine

En général

D'un point de vue général, la participation des étudiants et étudiantes est assez faible. Les étudiants et étudiantes semblent désintéressé-e-s de la vie politique à l'intérieur du collège. Malgré le fait que le local soit presque constamment plein de personnes, peu sont désireux de s'impliquer dans un comité quelconque

AG

Dans le domaine des assemblées générales, obtenir et maintenir le quorum (32 personnes) est tout un exploit et prend souvent du temps. Lorsque la mobilisation est faite à ce sujet et qu'on informe les gens, une des questions les plus posées est : Est-ce qu'il va y avoir un vote de grève? Si la réponse est négative, ils et elles cessent littéralement de nous écouter.

Comités

Comité environnemental Les Verts de Terre

Ce comité est autonome et très actif dans le Cégep. Le centre de tri fonctionne très bien. Chaque année, ce comité organise la semaine de l'environnement qui sensibilise les étudiants et les étudiantes à cette cause.

Comité journal Le Mouton Noir

Le journal a publié 6 parutions. La participation y est active et publie régulièrement des articles engagés et pataphysiques.

Comité femme

Bien que ce comité soit supposé exister, il est plutôt mort. Par contre, Maryse Chapdelaine a travaillé d'arrache-pied sur la semaine de marchandisation du corps de la femme et sur l'information au sujet de la DivaCup. D'ailleurs, nous en avons maintenant qui sont disponibles au local et beaucoup des femmes sont venues demander de l'information à ce sujet et semblaient très intéressées de

l'utiliser.

Mobilisation

La mobilisation dans le Cégep se fait par les membres de l'exécutif et par certains représentants et certaines représentantes de programme. En soi, nous avons un comité de mobilisation, mais il est plutôt... endormi.

Positions

L'AGECD a adopté une position contre les effets pervers du capitalisme.

Extrait du procès-verbal du 29 novembre 2005

Attendu qu'il concourt au renforcement des classes sociales et à la mise en évidence de déterminismes qui supportent celles-ci;

Attendu qu'une forme d'émancipation s'articule notamment autour de la contestation des principes qui le régissent;

Que l'AGECD se positionne contre le contexte qu'étaye actuellement la société spectaculaire marchande et, par le fait même, contre le capitalisme et toute forme d'échanges marchands visant à pérenniser ses structures.

Nous nous sommes également dotés d'une politique écologique

Extrait du procès-verbal du 29 novembre 2005

Que l'AGECD et l'ASSÉ exigent de toutes ses institutions une utilisation systématique d'équipements sanitaires à basse consommation d'eau.

Que l'AGECD et l'ASSÉ exigent de toutes ses institutions l'utilisation d'appareils à haut rendement énergétique.

Conseil régional

Drummondville a été plutôt absent de la plupart des conseils régionaux qui ont eu lieu depuis le début de la session, entre autres pour une question de transport, mais également parce que quelques membres de l'exécutif doutent de la pertinence de tels conseils et de leurs efficacités. Exception faite de la manifestation qui a été organisée en automne 2005 à Drummondville par le biais du CASSEÉ, rien de concret n'en est ressorti. En bref, se téléphoner est beaucoup plus productif.

Matériel d'information

Suite à certaines critiques des étudiants et étudiantes quant au langage fermé employé pendant les assemblées générales, nous avons produit *un petit guide utile lors des assemblées générales*. Ce document se veut une version simplifiée des procédures utilisées.

Bilan local et national de l'AGES

Par Kim Dockstader, Présidente par intérim de l'AGES

Automne 2005 - Hiver 2006

Au local

Nous avons connu beaucoup de départs depuis la session d'automne 2005. Bien que nous ayons cru que le dénouement de la grève aurait pu motiver les étudiants et les étudiantes à s'impliquer davantage dans leur association étudiante, vu la grande mobilisation qui s'est opérée, nous avons remarqué tout le contraire. Cette démotivation ne s'est pas opérée que parmi la masse étudiante, mais aussi au sein des représentants et représentantes de programmes. Certaines personnes ont démissionné par manque de temps, mais les dernières démissions sont dues, selon les dires des démissionné-e-s, aux exigences trop grandes de la présidente, et de son incompréhension concernant les intérêts [lire personnels] de certains ex-représentants et de certaines ex-représentantes ainsi que du temps nécessaire à la réalisation de leurs tâches, autant dans le Conseil d'administration que dans le Comité exécutif.

Malgré la volonté et le travail soutenu de certains militants et de certaines militantes, les efforts mis pour tenter de redresser la situation ont été vains, ou presque. Les permanents ont même tenté de soulever une réflexion parmi les représentants et les représentantes concernant leur implication au sein de l'association étudiante. Bien que tous et toutes devaient répondre à cette lettre, et que la confidentialité entre les permanents et le représentant ou la représentante eut été respectée, une seule personne y répondit.

Nous avons tout de même réussi à faire fonctionner le Comité journal grâce à l'arrivée d'un nouveau militant et à la participation de quelques étudiants et étudiantes. Nous avons tenté de créer un Comité de mobilisation, au début de la session Hiver-2006, au même moment que la semaine de valorisation de l'implication, mais le nombre déjà réduit de personnes s'impliquant dans l'association étudiante n'aidant pas, la mobilisation n'a pas été assez forte et ce furent deux personnes déjà surchargées de tâches qui en prirent la responsabilité. Cela se finit en création d'un Comité pour la défense des droits des résidents et résidentes, comité en situation précaire pour le moment, mais sur la bonne voie tout de même. La radio étudiante fonctionne toujours aussi bien. Nous avons tenté cette session-ci de convoquer une assemblée générale. Malgré l'aide de militants et de militantes de l'extérieur, entre autres, Sherbrooke et AFESH, le taux de participation fut plus que décevant, mais tout de même explicable, du moins, en partie.

Vous pouvez d'ores et déjà deviner que notre très chère et très aimée direction profite grandement de notre manque de combativité. Et le retour de notre DSAE favori, M. Claude Jacob, nous a remplis de joie (voir le bilan de l'AGES du Congrès annuel des 14 et 15 mai 2005).

Le Conseil d'administration de l'AGES est composé, à l'heure qu'il est, de quatre personnes. Le Comité exécutif, d'une seule. Malgré tout, il vaut mieux une équipe réduite avec des personnes motivées, ..., qu'une grande équipe composée d'opportunistes et de bénévoles faisant leurs B.A. de la semaine, non en fait, voire du mois, à l'association étudiante.

Même si nous n'avons pas la chance d'avoir un Comité femme permanent à Saint-Jérôme, notre kiosque sur les alternatives menstruelles, le 8 mars, fut un succès. À répéter bien entendu. Malheureusement, la campagne sur la marchandisation du corps de la femme se limita à du collage de collant *sale pub sexiste* un peu partout et à une collecte des publicités sexistes, qui se perpétuent encore en vue d'un mur de la honte lorsque nous en aurons ramassé davantage, ainsi qu'à un peu de documentation lors du kiosque.

Au national

Nous tentons, à hauteur de nos moyens, de nous concentrer à l'interne ce qui réduit la portée de nos actions au national. La critique est ouverte.

Somme toute, notre contribution fut assez réduite concernant la Campagne sur l'AFÉ. L'*Ultimatum* est distribué massivement, tout comme le matériel de mobilisation, lorsque nécessaire. Nous participons aux Congrès de l'ASSÉ comme vous pouvez le constater.

Le Conseil régional avant-gardiste de l'ASSÉ des Laurentides (CRAAL) se réunit que très peu souvent, ces temps-ci, voire pas du tout. Nous participons lorsque nous le pouvons au Conseil InterRégional de l'ASSÉ depuis le départ de notre externe; ce qui ne nous empêche pas de participer aux Congrès de l'ASSÉ, bien au contraire.

Il ne faut pas oublier de le mentionner, les militants et militantes de Saint-Jérôme, bien que réduits en nombre, mais pas en qualité, participent activement dans les manifestations nationales, sous une bannière ou une autre. Le tout, dans une optique de défense de nos mandats.

Bilan 2005-2006 du SECMV

Par François Giguère, infographiste du Conseil exécutif du SECMV

Mot de l'exécutif

Cette année fut consacrée à la démocratisation de nos instances et à leurs renforcements; tant par des campagnes d'informations de longue haleine que par la mise en place du site Internet et une diffusion accrue de l'information. De plus, nos membres ont décidé par un référendum positif à 77 %, de se doter d'une représentation nationale au sein de l'ASSÉ. Ce document vous permettra de constater plus en détails les réalisations étudiantes au cours de cette année et, nous l'espérons, vous inspirera des projets futurs. Sur ce, bonne lecture.

Formations militantes

- Qu'est-ce qu'une assemblée générale?
- Comment s'organiser au national?
- Le fonctionnement de l'aide financière aux études.
- L'art de la mobilisation.
- Se regrouper en coopérative.
- Comment former un comité au sein du SECMV?
- Comment fonctionne le SECMV?
- Comment réagir face à un agent de recouvrement?
- Camp de formation ASSÉ hiver 2006.

Campagnes

- Campagne de valorisation du SECMV.
- Campagne de valorisation des comités du SECMV.
- Campagne de valorisation du Café l'Exil.
- Campagne sur les revendications environnementales des partis municipaux.
- Campagne sur les transferts fédéraux de 4,9 milliards par année en éducation post-secondaire.
- Campagne pour l'abolition de la loi 142.
- Campagne d'affiliation à l'ASSÉ.
- Campagne Amnistie Internationale sur les prisonniers politiques.

Activités de sensibilisation

- Table d'information permanente sur l'environnement
- Table d'information permanente sur la diversité sexuelle.
- Table d'information permanente des médias alternatifs.
- Développement du site www.secmv.org
- Journée de la femme.
- Vente de diva cup.
- Vivre sa différence : Gris Montréal.
- Le syndicalisme étudiant : Portes ouvertes.
- Cafés philosophiques par département.
- Conférence Équiterre.

Activités de mobilisation

- Manifestation pour les transferts fédéraux à Ottawa.
- Manifestations pour la gratuité scolaire à Montréal
- Manifestation destituons Patapouf.
- Création du comité Amnistie.
- Création du comité Femme.

Vie démocratique

- 6 assemblées générales.
- Représentation complète sur toutes les instances du Cégep.
- Création du comité de mobilisation.
- Création du journal Mobidic.
- Cotisation étudiante au Conseil Action et de Concertation Environnementales.
- Affiliation à l'ASSÉ.
- Représentation aux instances nationales et élections de membres du SECMV sur celles-ci.

Réalisation de mandats

- Obtention du local pour les étudiants et étudiantes en art et lettre.
- Aucune hausse de frais, due à la renégociation des frais de reprographie et à des pressions au Centre de Santé et de Services Sociaux.
- Semaine de relâche en hiver au lieu de la mise à jour.
- Ajout d'une plate-forme environnementale à l'ASSÉ.
- Adoption d'un mandat de dissociation de la violence pour l'ASSÉ.

Socioculturel

- Party de la rentrée avec Collectivo et 320 étudiants et étudiantes.
- Party intercomité.
- Party de Noël des résidences.
- Création du Poulet qui tousse.
- Création du comité Donjon.
- Réalisations de mascottes.
- Conteuse au Café l'Exil.
- Match d'improvisations du Mite et de la Légende.

Revendications nationales

- 1- Le SECMV se positionne pour l'obtention des 4,9 milliards de dollars par année pour l'éducation et que cet argent soit investi à l'accessibilité et à la qualité de l'éducation post-secondaire.
- 2- Le SECMV se positionne contre la loi 142 et pour son abolition.

Rapport annuel de l'AFESH-UQAM

Par Alexandre Leduc et Geneviève Gariépy, respectivement ancien secrétaire aux affaires externes et ancienne secrétaire à la mobilisation et nouvellement secrétaire aux affaires uqamiennes et secrétaire à la coordination de l'Association Facultaire Étudiante des Sciences Humaines.

Contexte général

Voilà une nouvelle année qui se termine et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle fût excessivement mouvementée à l'AFESH. Loin d'être exhaustif, ce bilan de dernière minute se veut un portrait général de ce que nous avons vécu cette année.

Peu de temps après l'élection de fin d'année 2004-2005, la nouvelle équipe s'est mise au travail et a accompli une série de tâches nécessaires au bon roulement de notre association. Notre permanente Lydia ayant quitté son emploi au mois d'août pour aller étudier, nous nous sommes retrouvé-e-s sans soutien quotidien au sein de l'association. Cette situation causa certains ralentissements qui cessèrent lors de l'embauche de notre nouvelle permanente en novembre : Caroline.

Durant l'été, le nouvel exécutif travaillait essentiellement sur la production du guide syndical et sur la planification de la rentrée. Les presses Émile-Pouget ayant connu certains problèmes, le guide ne fut pas prêt à la rentrée comme prévu mais sa distribution fut quand même effectuée lors de la tournée de classe en mi-septembre.

La rentrée en soi fut, comme un peu tout le monde l'a vécu, assez décevante. S'attendant à une continuité dans le zèle militant des membres de l'AFESH, nous fûmes peiné-e-s de constater un essoufflement généralisé. Toutefois, la première plénière inter-modulaire (PIM, notre instance intermédiaire entre les AG) de septembre fut une réussite et un bon contact a été immédiatement tissé entre l'exécutif et les assos de modules des sciences humaines.

Ce soutien modulaire a été essentiel car, à la mi-septembre, l'AFESH apprenait par les listes de courriels de l'UQAM qu'une pétition circulait prônant la dissolution de l'AFESH et la constitution d'une nouvelle association des sciences humaines "plus représentative". Malgré que la pétition ne fût jamais déposée, cette situation mit énormément de stress sur les épaules de l'exécutif. Stress historiquement justifié par les magouilles qui avaient entouré la dissolution de la défunte AGEsshalcUQAM.

La pointe principale de la lettre diffamatoire visait le litigieux règlement de dette que l'AFESH a effectué envers l'ASSÉ. Expliquons encore une fois les faits pour ceux et celles qui n'auraient pas saisi les subtilités de cette affaire. Durant la grève, la CASSÉE avait un fonds de grève dont le paiement était supposé devoir se faire par chaque association au prorata de son membership. À deux reprises, pendant la grève, l'AFESH a avancé de l'argent pour louer des autobus. À la fin de la grève, plusieurs assos membres de la CASSÉE ont tardé à payer leurs sommes dues et pour certaines, le paiement reste toujours à faire. Or la CASSÉE, redevenue l'ASSÉ, héritait de la dette envers l'AFESH. En AG, nous nous sommes posé-e-s la question à savoir si on désirait mettre l'ASSÉ dans un équilibre financier précaire ou si nous pouvions prendre en charge la dette et exiger que chaque

paiement futur, effectué à l'ASSÉ concernant la dette des différentes assos, nous revienne. Cette décision fut prise dans une AG à quorum moral, selon nos statuts et règlements. Voilà, fin de l'histoire.

Un dossier chaud de la rentrée qui ne souleva pas les foules fut l'apparition de nouvelles cotisations automatiques non-obligatoires (CANO). Le Conseil à la Vie Étudiante (CVE) avait voté la création d'une CANO pour des "groupes d'envergures" tels que la radio CHOQ FM et le groupe de diffusion artistique Capteur de rêve. Des liens incestueux entre des associations facultaires et ces groupes étaient à la base de l'apparition de ces hausses de frais. Bien sûr, il était possible de se faire rembourser, mais honnêtement, qui va se faire chier pour se faire rembourser 1,25 \$. Une proposition de tenir un référendum pan-uqamien sur la question fut avancée par nos collègues facultaires, mais elle fut refusée par l'AG qui préférerait une consultation sur une base syndicale facultaire. Comme aucun compromis ne fut trouvé, il n'y eut pas de référendum. L'élection de nouvelles équipes sur les assos facultaires ouvre la porte à une nouvelle ronde de négociations sur le sujet. De plus, cette CANO s'ajoutait à une hausse de nos frais afférents. Une manifestation interne de 30 personnes a eu lieu au bureau de l'aide financière pour dénoncer ces hausses abusives.

Vinrent ensuite les mobilisations pour le camp de formation qui furent décevantes. Bien que l'AFESH payait les frais pour tous et toutes ses membres, bien peu en profitèrent. Un constat similaire peut être fait pour la manifestation du 26 octobre. Habituee à envoyer plus de 5 autobus aux manifestations durant la grève, l'UQÀM n'en envoya cette fois qu'un et demi. Il faut dire que notre comité de mobilisation (Mob-UQAM) manquait criamment de militants et militantes et que la mobilisation en était donc déficiente.

Le travail de l'exécutif se pencha alors sur trois choses : le Congrès d'orientation, le congrès anti-choix et l'Îlot Voyageur.

Le Congrès d'orientation fut à nos yeux une réussite. Un exercice de cette ampleur était nécessaire pour la relance de notre association nationale. Les mémoires étaient tous intéressants. En plus de nous permettre de mieux connaître la réalité étudiante des associations membres de l'ASSÉ avec lesquelles nous n'avons pas assez de contacts, le Congrès d'orientation nous a permis de mettre un visage sur les délégué-e-s tout en créant des contacts qui allaient être utiles pour le reste de l'année. La participation de plusieurs assos non-membres était intéressante et pertinente pour l'avenir. Nous espérons que ceux et celles qui nous suivront répéteront l'exercice dans le futur.

Les énergies furent également mises sur la mobilisation entourant le congrès pro-vie du 17 au 19 novembre dernier. Un congrès prônant l'anti-avortement, les idées racistes, sexistes, homophobes et rétrogrades. Organisé par Campagne Québec-vie, un groupe de droite contre le droit à l'avortement, et appuyé par plusieurs groupes religieux, conservateurs, de droite et des députés, le congrès devait être dénoncé haut et fort. Pour ce faire, une coalition nommée "Avortons leur congrès" s'est formée. Cette coalition fut soutenue par notre AG et nous en avons profité pour réitérer nos positions féministes et distribuer de l'information sur le droit à l'avortement. Le congrès devait initialement avoir lieu à l'Oratoire St-Joseph et suite aux pressions de la Coalition, il fut déplacé dans une église protestante minuscule dans un quartier reculé de Montréal. Beaucoup d'informations ont été distribuées et les deux manifestations entourant ce congrès furent de francs succès.

Ensuite, L'Îlot Voyageur, ou simplement l'Îlot....ou encore l'Îlot P.P.Pollueur. Grosse absurdité architecturale projetée par l'UQÀM sur la gare d'autobus de berri. À coté de la BNQ, ce complexe abritera la nouvelle gare d'autobus, des salles de cours, des espaces locatifs dans une tour à bureau de 10 étages, des résidences universitaires de luxe, un immense stationnement souterrain de 500 places et la faculté de science politique et de droit. Devant ce projet incroyablement bâclé, nous nous devons de réagir. En effet, en collaboration avec nos collègues uqamiens (essentiellement AFESPED et AESS), nous avons élaboré une plate-forme de revendications sur trois axes : annulation du PPP avec la firme immobilière Busac, réduction des places de stationnement par le minimum exigé par la ville, soit 80 places, et une réelle démocratisation du projet par un appel de mémoire sur le dossier et la mise en place d'un comité de suivi sur le dossier.

Les campagnes d'information et de mobilisation culminèrent le 15 février lors d'une manifestation qui fut un succès. Avec l'appui du SPUQ (syndicat de prof), l'association des résidents et résidentes du quartier et du parti politique municipal Projet Montréal nous avons fait le tour du projet pour installer des bannières, scander quelques slogans tout en donnant des tracts informatifs. L'impact médiatique fut au-delà de nos attentes. Sur ce dossier, nous pouvons constater quelques reculs de la part de notre bien-aimé recteur Roch Denis : réduction des places de stationnement de 1200 à 800 et plus tard de 800 à 500, dont 250 seraient destinées au covoiturage. Un comité institutionnel sur l'Îlot fut mis en place et deux collègues uqamiens y font un suivi. Actuellement les perspectives de gains sont réduites mais nous demeurons vigilants et vigilantes.

La conférence de Montréal sur les changements climatiques attira l'attention de nos membres. Quelques mobilisations pour la manifestation du 3 décembre furent faites en ce sens et nous en avons profité pour adopter en AG quelques revendications écologiques

Nous avons également prévu appuyer les travailleurs et travailleuses du secteur public dans leurs négos, on avait même voté d'organiser une AG spéciale de grève en cas de loi spéciale. La loi 142 arriva à quelques jours de la fin de la session et considérant un certain à-plat ventrisme des syndicats et un désir de repos mental pour les exécutants et exécutantes, nous n'avons pas tenu d'AG spéciale.

Après les fêtes, nous avons participé activement au plan de valorisation de l'ASSÉ et de l'implication étudiante. Quelques uns et quelques unes de nos militants et militantes sont allé-e-s prêter main-forte à d'autres assos. À l'AFESH, nous avons reçu la précieuse aide de Sophie Schoen de St-Laurent. Avec son aide, nous avons élaboré un plan de tournée de classe qui s'est somme toute bien déroulé. De cette manière, nous avons réussi à distribuer la totalité de nos nombreux guides syndicaux ainsi que plusieurs *Ultimatum*. Comme l'AFESH l'a mentionné au Congrès de Matane, l'expérience est à renouveler.

La mobilisation entourant l'AG de la rentrée de la session d'hiver était tout de même intéressante. Mais quelle ne fut pas notre surprise de voir arriver des centaines d'étudiants et d'étudiantes à celle-ci! Au sommet de l'AG nous étions près de 300. Toutefois une immense partie des membres présents et présentes n'étaient pas là pour parler de syndicalisme de combat mais bien pour parler des fameuses assurances, plus particulièrement celle proposée par l'Alliance pour la Santé Étudiante du Québec (ASEQ). Cette assurance est arrivée à l'UQÀM il y a bientôt 3 ans. Toutes les associations facultaires y ont souscrit sauf l'AFESH, qui dénonçait ses principes gestionnaires douteux

et ses manigances quant aux difficultés entourant son remboursement pour ceux et celles qui n'en n'avaient pas besoin. Nous avons également une position contre le privé en éducation et par conséquent on s'oppose à toute forme d'assurance privée au sein de l'AFESH.

Toutefois la réalité étudiante étant ce qu'elle est, plusieurs de nos membres ont besoin d'une assurance et la couverture qu'offre l'ASEQ, bien que critiquable à plusieurs égards, semblait satisfaisante pour plusieurs d'entre eux et elles. Une semaine d'AG référendaire eut lieu entre le 13 et le 16 mars. La campagne en soi a été loin d'être enlevante et peu de mobilisation a été faite de la part des deux camps. Elle a pourtant permis la découverte d'une alternative à l'ASEQ. En effet, GREENSHIELD semble être à but non lucratif et verser ses profits à des oeuvres de charité. Une recherche plus approfondie sera à faire, si c'est ce que les membres souhaitent. Pour ce qui est de la consultation, le quorum de 10 % n'ayant pas été atteint, les résultats n'ont pas été dévoilés et nous conservons toujours les fameux bulletins de vote en attendant que l'AG statue sur la question. Toute cette histoire de l'ASEQ a mis à jour les dissensions internes à l'AFESH. En effet, beaucoup de travail a été fait à l'interne pour nous défaire de notre image dirigiste et inaccessible. Toute cette histoire a eu l'avantage de rassembler la gauche de l'AFESH qui s'était engagée dans des dissensions et des problèmes de personnalité, typiques du backlash post-grève. Comme quoi ce qui nous uni est plus fort que ce qui nous divise. Le dossier est loin d'être clos.

À l'UQÀM, la Campagne contre la marchandisation du corps des femmes s'est fort bien déroulée. Nous profitons de ce bilan pour féliciter le Centre des Femmes de l'UQÀM qui a fait un excellent travail. Durant toute la campagne, soit du 6 au 17 mars, un kiosque était installé devant notre association. Les féministes au kiosque distribuaient de l'information sur les alternatives menstruelles, sur le féminisme et également sur les divers thèmes de la campagne. Le kiosque était accompagné d'une exposition choc sur les publicités sexistes que l'on retrouve à l'intérieur des murs de l'UQÀM. Elle a fait réagir plusieurs personnes et on nous a demandé de ranger immédiatement l'exposition. Tout au long de la campagne, plusieurs ateliers ont été offerts à l'ensemble de la population uqamienne. Les autocollants Sale Pub Sexiste produit par l'AFESH ont été un franc succès. En une semaine, nous avons distribué nos 10 000 collants. D'autres collants sont d'ailleurs en réimpression. Il faut également mentionner *L'ASSAUT* (journal de l'AFESH) spécial Femmes avec un dossier sur la prostitution qui a été distribué un peu partout au Québec autant dans les associations étudiantes que dans les organismes communautaires.

Parlant du journal, nous en avons fait au total 5 parutions au cours de l'année. Portant sur plusieurs thématiques et assurant un lien entre le travail de l'exécutif et les membres, sa production et sa distribution furent complexifiées par la démission du secrétaire à l'information et la débâcle du comité journal à la rentrée hiver 2006.

À l'externe, l'AFESH fut particulièrement active cette année. Son implication s'inscrit dans deux volets, notre présence au CRAM et notre participation lors des campagnes d'affiliation.

Au Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal, l'AFESH a joué son rôle pro-actif traditionnel. La particularité de cette année aura été son contact avec des grosses associations comme la CADEUL et SSMU (McGill). Les collaborations du style "McGill paye le bus et vous fournissez les militants et les militantes" ont été moyennement fructueuses. La manifestation à Ottawa et celle du 30 mars connurent leurs lacunes surtout dans le domaine du discours. L'ASSÉ y a perdu, car étant la plus radicale, elle

devait systématiquement diluer ses positions pour participer à la coalition.

La session d'hiver 2006 fut chargée par les affiliations. En tout, 4 campagnes d'affiliation ont mobilisé les énergies de l'externe et des militants et militantes de l'AFESH soit : INRS-Urbanisation Culture et Société, Marie-Victorin, Maisonneuve et Joliette. Ayant à coeur l'exécution du mandat de dissolution des fédés et du ralliement des assos du Québec à l'ASSÉ, c'est avec motivation que ces personnes ont donné leur temps à la cause! Vive l'ASSÉ! Nous avons encore beaucoup à faire dans la consolidation de notre contre-discours lorsque les fédés sont dans les parages. Les gens aiment nos revendications, mais les "gains" pèsent malheureusement plus lourd dans la majorité des cas.

Le dernier grand dossier à avoir occupé et stressé l'exécutif est la mystérieuse AGEUQÀM. Depuis la fin de la grève, certains exécutants et certaines exécutantes d'assos facultaires désabusé-e-s de la CASSÉÉ ont entamé des discussions sur la création possible d'une structure unitaire à l'UQÀM. Au départ, on était évidemment pas invité-e-s mais de fil en aiguille nous avons su nous tailler une place aux visées exploratoires dans tout ce processus. Le groupuscule a récemment demandé une subvention au Service à la Vie Étudiante (SVE) pour embaucher un contractant ou une contractante pour faire l'historique des assos uqamiennes et une recension des modèles structurels universitaires au Québec. L'AFESH, par la voix de sa PIM, a décidé de participer à la recherche, le tout dans une perspective critique de tout regroupement de campus. L'asso modulaire d'histoire (membre de l'AFESH) a d'ailleurs une position d'AG en défaveur d'une AGEUQAM.

Instances

AG

Nous avons au cours de l'année, organisé plusieurs AG à raison de 4 par session. Notre quorum étant moral, il était facile d'avoir une prise de décision commune. Toutefois un membre décida de mettre en dépôt un nouveau quorum de 1 % qui fut accepté par la majorité des membres lors de la mythique AG "ASEQ". L'AG suivante n'obtint pas quorum, ce qui réduit la participation de l'AFESH au Congrès de Matane. Toutefois, nous avons pu tenir une autre AG sur le règlement des procédures référendaires ASEQ ainsi que l'AG annuelle. Toutefois la perte rapide du quorum réduit considérablement la durée des AG et impose un rythme accéléré auquel les membres actifs et actives ne sont pas encore habitué-e-s.

PIM

La PIM est notre instance intermédiaire entre les AG. Elle fut le lieu privilégié pour désamorcer les conflits surtout en lien avec l'ASEQ. Elle dura démesurément trop longtemps en novembre lorsque arriva le temps de démêler les 12 000 \$ de subvention offerts par l'AFESH. La PIM s'est ouverte à 6h et s'est fermée à 1h du matin. L'argent : le nerf de la guerre...

Comité de mobilisation

Après quelques réunions fortes intéressantes à la rentrée, Mob-UQÀM eut de la difficulté pour le recrutement de militants et militantes. Lors de la session d'automne, il y a eu un débat sur la gratuité scolaire et une manifestation interne. En hiver, Mob-UQÀM a repris vie dans le dossier de l'Îlot

voyageur. Une trentaine de personne soutenait la mobilisation entourant cette absurdité architecturale. Par contre, le comité de mobilisation s'est concentré que sur ce dossier.

Exécutif

Une réflexion ici s'impose. Sur les 7 membres élu-e-s à l'exécutif de 2005-2006, seulement une seule demeura active jusqu'à l'élection de nouvel exécutif. Une sur sept. Heureusement, 3 personnes (2 à l'automne et 1 à l'hiver) se sont présentées entre-temps pour prêter main-forte. Backlash post-grève? Émotivité inhérente au poste? Qu'est-ce qui a pu créer cette hécatombe? Il semble évident d'une part que les croyances, espérances, survalorisation et pressions qui entourent l'AFESH sont démesurées. L'impériale AFESH, une des associations les plus militantes du Québec, celle sur qui on compte pour la mobilisation, celles qui a du cash et celle qui est toujours là, c'est beaucoup de pression pour 7 personnes qui ont affronté un désenchantement, une menace de dissolution et une démobilisation généralisée. Une chose est claire, l'AFESH n'est pas invincible, elle n'est pas non plus toute puissante en tout temps. Oui, une bonne partie de ses membres sont à gauches. Oui, elle est toujours là lors des grandes mobilisations, mais le monde étudiant devrait prendre acte de son caractère de mortelle et agir en conséquence. À l'interne, il faudra une fois pour toute se décider de PRIORISER des dossiers et des luttes. Il faut également apprendre à dire NON. Il en va de notre santé physique et mentale, de notre cohésion ainsi que de notre capacité à se mobiliser pour la lutte.

Bilan 2005-2006 de l'AECS

Par le Conseil exécutif de l'AECS

Automne 2005

Vous pouvez vous référer au cahier de Congrès du mois de février dernier pour vous rappeler les activités de l'AECS de l'automne 2005.

Quelques ajouts

L'exécutif était très bien. Il y a eu néanmoins quelques dissidences face aux procédures et à l'importance de respecter certains mandats tout le long de la session. Il y a eu quelques incompréhensions et chicanes entre une exécutante et plusieurs militants et militantes qui ont mené à une démission quelques semaines après le Congrès d'orientation. La dynamique du conseil exécutif n'a pas vraiment été ébranlée par cette démission, tout allait correct néanmoins. Une autre exécutante, épuisée, a commencé à passer moins de temps à l'asso et s'est moins impliquée qu'elle ne le faisait au début, ce qui a contribué à fatiguer tous et toutes les autres.

Le moral des militants et militantes était au plus fort au début de la session. On se disait que l'année allait rocker et on avait beaucoup d'espoir en l'assemblée générale annuelle. Malheureusement, avec l'histoire du stagiaire qui a voulu être payé quelques mois après son stage à l'AECS et qui est venu faire une campagne de salissage de l'AECS en ruinant notre AG, le moral est descendu au plus bas. On n'a pas pu voter le plan d'action, alors il a fallu organiser d'autres AG qui n'eurent pas quorum, cela nous valu plusieurs discussions frustrantes avec la direction, etc.

La manif du 26 octobre créa aussi quelques discordes au sein de l'AECS parmi ceux et celles qui auraient voulu une manif plus à l'image des milliers d'étudiants et étudiantes qu'elle représentait, et celles et ceux qui préféraient les manif perturbatrices. L'opinion publique fut à l'avant plan de plusieurs débats.

La dernière semaine de la session amena une surprise qui fit bouger l'asso et y ramena plusieurs personnes qu'on n'avait pas vu depuis longtemps. Un groupe anonyme avait envoyé un courriel hargneux envers l'asso, en appelant à la dissoudre, à une cinquantaine d'étudiants et d'étudiantes, courriel qu'il a aussi affiché sur les babillards de l'AECS. Tout le long des vacances de Noël, ce groupe amena peurs à certaines personnes, frustrations à d'autres, mais fut surtout une source de divertissement pour beaucoup de militants et militantes. En tout cas, il causa une grande perte de temps aux personnes qui le lurent et y répondirent, ce qui contribua à fatiguer quelques personnes et à leur donner l'impression de ne pas avoir eu de vacances de l'AECS.

Hiver 2006

Les activités

- L'AECS envoie deux étudiants et étudiantes à FXG, un à Drummond et un à Matane pour la campagne de valorisation de l'ASSÉ.
- Assemblée générale régulière où on vote un plan d'action contre la direction et où on perd quorum au

moment de voter la hausse des cotisations de l'ASSÉ.

- Assemblée générale spéciale sans levée de cours où on n'atteint pas quorum.
- Une quarantaine d'étudiants et d'étudiantes montent voir la direction et demandent une levée de cours. Levée de cours refusée. Il n'y aura pas d'autre AG de la session, cela tuerait réellement les quelques personnes qui font de la mob, et cela ne ferait que détruire encore plus l'image de l'asso dans la population étudiante.
- L'AÉCS participe à la manif festive des transferts fédéraux, envoie un bus au COBP, manifeste contre le projet du mont Orford, participera aux manifestations des 22 et 29 avril et du premier mai.
- Un autobus complet est envoyé au party de l'ASSÉ.
- Le comité mob organise une occupation pour le 29 mars, où les gens présents décident à majorité de partir avant l'arrivée de la police.
- Plusieurs étudiants et étudiantes ont fait de la mobilisation au national et se sont donné-e-s à fond dans les autres associations plutôt que dans la leur.

L'exécutif

La session a commencé d'assez bon pied pour l'exécutif. Depuis trois semaines que quatre d'entre eux et elles se rencontraient sans cesse pour préparer la rentrée. Ils et elles étaient un peu fatigué-e-s quand celle-ci arriva enfin, mais tout allait néanmoins bien. Par contre, la première semaine d'école amena plusieurs problèmes : pour la campagne de valorisation de l'ASSÉ, quatre des personnes qui faisaient la réputation de l'AÉCS *invincible* sont parties ailleurs. Il n'y eut pas beaucoup de mob de faite à Sherbrooke durant cette semaine, et elle fut si mal organisée qu'elle en découragea plusieurs.

Il y eut une démission, la deuxième de l'année, au retour de la semaine. D'un membre qui connaissait bien les fonctionnements de l'AÉCS et qui prenait son poste au sérieux. Sa démission amena diverses discussions sur les fonctionnements du CX, et découragea totalement une des exécutantes qui dès lors se mit à déceler plusieurs trucs qui ne marchaient pas au sein de l'AÉCS, ce qui amena encore plus de discorde.

Au mois de février, deux nouvelles membres furent élues, et le moral resta neutre. Par la suite, conséquence grandement liée à la fatigue et à l'écoeurement de certains et certaines, il y a eu un manque d'assiduité aux CX, ce qui provoque l'irritation des membres toujours présents et présentes. On note également une diminution du nombre de tâches effectuées par l'exécutif, certainement liée à la fatigue et à la saturation de ceux et celles-ci.

Le soir du 29 mars, il y eut une occupation des locaux de l'AÉCS, et la direction ferma ensuite le local des comités, exactement comme l'an passé un mois plus tard. La perspective de toute la merde que ça amènerait, ainsi que la fatigue, l'implication au national, et quelques autres raisons amenèrent une démission en bloc de trois des exécutants et exécutantes qui étaient là depuis le début de l'année. Ce fut un gros coup pour le conseil exécutif.

Furent élues trois autres personnes au dernier conseil général. Il est à noter que quelques personnes parmi l'exécutif ont des convictions personnelles plus importantes que les mandats d'assemblées générales, ce qui est problématique en tant qu'exécutant et exécutante et qui engendre des conflits internes. La question de la féminisation tant à l'oral qu'à l'écrit est au cœur de cette problématique car les gens ne féminisent pas souvent et ont de la difficulté à se le faire rappeler.

Le bassin militant

Le début de la session commence d'un assez bon pied, les différents projets semblent tenir le moral d'une partie des gens plutôt élevée. Cependant, avec l'AG qui a cessé juste avant le vote de la hausse des cotisations de l'ASSÉ, avec la courte occupation et la fermeture du local des comités, etc., le moral de la plupart est assez bas. Mais depuis début avril, quelques militants et militantes entreprennent des actions spontanées, et ces diverses actions font boule de neige et amènent un peu d'espoir chez certains et certaines.

On revoit des gens qui boudaient l'AÉCS depuis la grève. La semaine du 8 mars amena beaucoup de gens à s'impliquer et la distribution de repas gratuits (avec contribution volontaire) par le comité écolo tisse certains liens en faisant apparaître de nouveaux visages, dès fois, à l'asso.

Certains et certaines ont de la misère à s'unir à cause de différences idéologiques et de relations interpersonnelles peu amicales. Ces guerres personnelles et d'idées peuvent faire mal au mouvement même et surtout dans un milieu instable comme celui d'une association étudiante.

Globalement, les gens s'impliquent dans leur comité, et peu ou pas dans ceux qui les intéressent de moins près. Les mêmes personnes continuent ainsi à se fatiguer. Certains et certaines craignent une perte de radicalité et de féminisme au sein des militants et militantes de l'association.

Les comités

Le comité mob, presque fonctionnel, fait de la mob pour plusieurs événements : la manif pour les transferts fédéraux, le COBP, les AG, la direction et sa mauvaise foi hypocrite, les manifs du premier mai, en mettant un accent sur celle du premier mai, etc. Mais le gros de la mobilisation est encore et toujours fait par les mêmes quelques personnes.

Un collectif, composé entre autres de membres de l'AÉCS et de personnes fréquentant l'UdeS, organise une semaine *Contre le sexisme et l'homophobie*. On voit plusieurs kiosques, une exposition de photos-chocs, la distribution de macarons, de l'information diffusée en masse à travers des tracts et un journal, ainsi qu'une marche le 8 mars. Encore une fois, tout le travail est fait par quelques personnes qui se sont épuisées, et le manque d'effectif contribue à brûler les quelques personnes qui ont participé à la préparation de la semaine.

Le comité femmes participe à la réunion des comités femmes de l'ASSÉ. Il présente le documentaire « In nomine patris » et fait de la mob pour une conférence sur la nécessité du féminisme aujourd'hui qui aura lieu le 26 avril. Il organise aussi une campagne d'information sur les philosophes et les femmes.

Le CIOSAL organise un « débaptême » afin d'envoyer un message clair à l'église selon lequel peu importe le nombre de gens qu'elle a baptisé, tous et toutes les baptisé-e-s ne font pas partie de la

grande famille ecclésiastique si élitiste, sexiste, homophobe, etc.

Le comité écolo organise le transport pour le rassemblement pour la conservation du Parc Orford. Il organise chaque vendredi de la distribution de bouffe gratuite pour faire la promotion de manger biologique et pour offrir un début d'alternative à Aramark. Il participe à la réunion des comités écolo de l'ASSÉ et organise une semaine d'information et conférences la semaine du 22 avril.

Le Café Équitable voit à l'amélioration de ses services : des gourdes « nalgène » sont commandées pour remplacer l'eau embouteillée. On tente aussi de mettre sur pied un système de prêt de jeux de société.

Un comité de création de dépanneur s'est créé. Il permettra de rendre permanente la vente de livres usagés, afin d'éventuellement faire baisser les ventes de la librairie GGC pour la remplacer par une coop étudiante ainsi que d'offrir des aliments non préparés aux étudiants et étudiantes sur le campus du collège, afin de faire baisser les ventes d'Aramark et d'éventuellement la remplacer par une coop étudiante.

Le comité journal est toujours aussi mort, mais il est à noter qu'un mini-feuilleton est paru la semaine passée, d'on ne sait qui, et qui explique plusieurs problématiques tout en faisant la promotion de l'implication au sein de l'association étudiante et en peignant un portrait réaliste de la direction. Il semblerait, selon les rumeurs, qu'un autre numéro s'en vient, qui parlera probablement du premier mai. Les autres comités continuent leurs activités sans trop être reliés à l'asso.

Les relations avec la direction

La direction est toujours aussi méprisante face aux décisions d'AG. Elle refuse aussi de nous donner les levées de cours qu'on lui demande, ce qui nous a aidés à ne pas atteindre quorum à l'AG spéciale où on souhaitait voter la hausse des cotisations de l'ASSÉ, puisqu'on n'avait pu le faire à l'AG régulière.

En ce qui concerne la vie moins militante de l'asso, la direction semble très ouverte à l'idée du projet de dépanneur, mais elle a besoin de chiffres concrets pour permettre au projet de prendre son envol. Elle semblait très ouverte aussi au projet de gratuité du transport en commun, comme pour le trou commun dans les horaires, mais cela semble être trop difficile pour l'année prochaine, ce sont des projets qui verront peut-être le jour en automne 2007 ou hiver 2008 qu'elle nous apprend dernièrement...

La directrice des services aux étudiants et étudiantes s'est sentie brimée quand l'AG a voté au début de la session qu'elle souhaitait que la direction respecte les mandats d'AG et cesse de réprimer les militants et militantes.

Elle ne nous considère pas comme un syndicat, envoie des lettres de salissage de l'asso sur tous les bureaux du cégep à quelques reprises, elle brise quelques points de l'entente de service mais nous n'avons pas de recours contre elle et pas envie de parler à des avocats ou avocates, a fermé le local des comités suite à l'occupation du 29 mars, et envoie à son habitude des lettres d'intimidation à quelques étudiants et étudiantes en les menaçant d'expulsion. À des étudiants et étudiantes qui étaient absents et absentes de la soirée pour la plupart.

La direction semble écoeurée de l'AÉCS, et c'est réciproque, les « anciens et anciennes » ne veulent plus lui parler. Nous sommes dans un climat bizarre, pire que celui de l'an passé, pour ce qui est de l'entente de services qu'il va bientôt falloir renégocier. La nouvelle entente de service risque de définir le niveau de difficulté de la vie étudiante de l'an prochain. Si nous n'avons pas de local, ben... En tout cas on verra.

En gros, la légende de l'AÉCS est en train d'être rattrapée par la réalité, mais beaucoup tentent d'être optimistes et d'espérer en la nouvelle année qui apportera sûrement un peu de renouveau et d'ouverture d'esprit et de radicalisme et d'effectifs, « et qui sait, dans un an, peut être que tout sera pour le mieux! » Mais plus que d'être optimistes, il serait intelligent d'y travailler mieux plutôt que d'attendre le miracle. Pour cela, il faudrait que les gens acceptent le fait que tout ne va pas pour le mieux. C'est loin d'être encore le cas, mais certains et certaines y travaillent!

Bilan annuel de l'AECSL

Bilan interne

Par Dominique Cambron-Goulet, Coordonateur à l'interne

Cette année, les relations internes ont été assez difficiles. Tout d'abord, les relations avec l'administration étaient très tendues à l'automne puisqu'il y avait à régler le point de la facture de la grève générale de l'hiver 2005. Nous ne voulions pas du tout payer cette facture, mais nous y avons été obligé-e-s puisque l'administration nous a menacé-e-s de ne pas nous verser nos cotisations étudiantes à la session d'hiver. Donc, ce sujet a monopolisé nos relations avec l'administration durant toute la session d'automne. À l'hiver, nous avons beaucoup de difficulté à nous coordonner afin d'organiser les rencontres du Comité Collège-Association (CCA). Nous avons fini par pouvoir tenir une réunion, mais le seul point important de cette rencontre a été leur position catégorique et non-négociable sur l'impossibilité de tenir le Congrès annuel de l'ASSÉ à Saint-Laurent. Pour ce qui est des relations avec les syndicats, elles ont été moins éprouvantes, mais surtout inexistantes. Je prends une part des responsabilités pour mon manque de zèle, mais leur volonté de nous contacter est nulle. Aucune rencontre réunissant tous les syndicats présents au Cégep n'a pu être organisée. Même avec des lettres, des téléphones et des rencontres en personne avec les responsables des syndicats, je n'ai pu obtenir, à quelque moment que ce soit dans l'année, les horaires des membres de leurs exécutifs afin d'organiser une réunion. Les appels et les lettres sont restés sans réponse. J'ai seulement pu leur parler lorsque j'allais à leur bureau ou en les croisant dans les couloirs. Nous avons toujours transmis nos plans d'action et nos informations, mais ils et elles ne semblaient jamais intéressé-e-s par nos causes. Lorsqu'il y avait de l'intérêt, leurs promesses de nous aider n'étaient jamais réalisées. Ce fut donc une année difficile pour les relations internes à Saint-Laurent tant avec l'administration qu'avec les syndicats. À l'avenir il faudra être plus insistants et insistantes avec eux et elles.

Bilan du comité vie étudiante

Par Gabrielle Abdelahad-Acosta et Maria-Gabriela Carrasco-Arcos

Tout d'abord, il y a eu 3 tables de concertation (TC) organisées à la session d'automne 2005. La première, le 16 septembre, fut très productive puisque la majorité des MORS (Modules, Organismes, Regroupements et Services) étaient présents et que les étudiants et étudiantes étaient enthousiastes à poursuivre leurs projets ou à en créer des nouveaux (Kino, La Guilde et les Sacs récupérables). De plus, il y a eu un remaniement des locaux afin de permettre aux nouveaux MORS de s'installer et aux anciens inactifs de laisser place à d'autres (ex : le FRAC). La deuxième table de concertation, le 14 octobre, représentait encore une fois une grande majorité des MORS puisque c'était la remise de la ventilation budgétaire qui attribue un local et un budget pour chaque MORS. L'assemblée était très dynamique et a conduit à un débat enflammé sur la question du budget exorbitant attribué au journal étudiant. La question s'est finalement réglée par une coupure de 2050 \$ du dit budget. La première assemblée de la session d'hiver 2006 était le 10 février et seulement 15 MORS y étaient présents. De plus, les bilans distribués à la fin de la session d'automne n'ont pas tous été remis et ce, même si chaque MORS devait en remplir un. Le suivi de ces bilans n'a jamais été fait à cause d'un manque de temps, de motivation et d'intérêt. La dernière TC a eu lieu le 7 avril dernier et 16 MORS étaient présents. De plus, un avis a été émis pour les MORS qui n'étaient pas présents à celle du 10 février et leur recommandait fortement de se présenter à la prochaine pour ne pas risquer

de perdre leur budget et/ou local. À la dernière TC, des demandes de subventions ont été adoptées pour divers projets (Lucioles, projet Pérou, arrêté-e-s de la grève...). De plus, il y a eu un léger débat sur la question des absences mais le problème n'est toujours pas réglé. Une proposition a été faite pour qu'à partir de l'année prochaine les règlements de l'AECSL concernant la présence aux TC entre en vigueur. La proposition a été mise en dépôt.

De façon générale, le travail du comité vie étudiante est effectué dans les temps. Par exemple, la création d'affiches et les tournées de MORS. Cependant, on dénote tout de même un certain manque de motivation de la part des étudiants et étudiantes à venir aux TC mais également chez les exécutants et exécutantes. Pourtant, il y a tout de même eu beaucoup d'activités organisées par les différents modules qui ont fait en sorte que la vie étudiante était assez active. Par contre, on remarque que certains MORS sont très inactifs, voir végétaux, et c'est donc très injuste pour d'autres qui auraient envie d'ouvrir des nouveaux MORS ou d'avoir un local plus grand.

Pour ce qui est de l'agenda, c'est une piste à suivre...

Bilan-Adjointe à l'exécutif

Par Catherine Landry

Implication

- Nombreuses élections sur le comité exécutif au début de la session automne 2005, ce qui veut dire un fort intérêt pour la politique étudiante, ou du moins la politique en général. Cependant il y a rapidement eu une perte de membres sur l'exécutif, c'est-à-dire 17 au début de la session pour 10 vers la fin de la session.
- Suite à la grève, s'impliquer dans son asso locale semblait la suite logique des choses, mais la dynamique d'un exécutif pendant une grève et durant une année scolaire normale est très différente. Il y a donc eu un manque de réflexion des exécutantes et exécutants sur le mouvement étudiant et la volonté réelle de s'y impliquer.

Communication

- Plusieurs problèmes pour transmettre l'information entre les membres de l'exécutif entre les réunions. Il y a eu l'essai du bloc notes (sur le serveur de l'asso) à la première session. Après 3-4 semaines d'utilisation tout de même assez efficaces, il y a eu de moins en moins de messages, jusqu'à une utilisation nulle. Il a été tenté de le ressusciter, mais en vain. C'est pourquoi il a été créé, avant Noël, une liste de diffusion internet propre à l'exécutif, qui est toujours utilisée aujourd'hui, mais pourrait définitivement être utilisée d'avantage.
- Il n'y avait pas assez de contacts hors réunions entre l'adjointe à l'exécutif et les exécutantes et exécutants. Les personnes absentes aux réunions ne s'informaient pas des sujets qui y avaient été traités et les tâches à réaliser pendant la semaine. De plus, certaines personnes ont quitté l'exécutif en cours d'année sans donner de lettre de démission ou bien expliquer les raisons en réunion. Il n'a donc pas été possible de tirer profit des critiques qu'ils et qu'elles avaient assurément à faire sur l'association et plus spécifiquement sur l'exécutif.

Suivi des mandats et réalisation des tâches

- Vue la quantité de personnes sur l'exécutif, nous aurions pu croire à une charge de travail moindre pour les membres des comités plus nombreux, mais certains exécutants et certaines exécutantes, vue la grève de 2005, n'ont peut-être pas constaté l'implication qui accompagnait un poste sur l'exec. Il devenait donc plutôt difficile de répartir les tâches, puisque souvent elles n'étaient pas accomplies suite à leur répartition en réunion. Ce fait était plutôt étonnant, puisqu'en début de session, vu la quantité d'exécutants et d'exécutantes, la réalisation des tâches de base (tel la mob pour les AG et la production du matériel d'info) ne semblait pas du tout être un problème.

- De plus, il y avait un manque par rapport à la lecture des documents pertinents au travail des exécutants et exécutantes. Plusieurs documents, soit produits par l'ASSÉ ou amenés par d'autres membres de l'exécutif, contenaient des informations nécessaires à des débats dans le but de prendre une prise de position en réunion. Puisque ces documents n'étaient pas lus, il a parfois été très difficile d'avoir de réels débats et de produire à notre tour notre matériel, soit d'information ou pour les AG.

- Manque de promotion et d'information sur l'AECSL et ses services (système de griefs, comité mob, etc...)

Comité externe

Par Sébastien Roy et Mathieu Cousineau

Le comité externe connut une année chargée malgré le peu d'activité au niveau national. Tout d'abord, par une participation active à une majorité des Conseils Régionaux de l'ASSÉ à Montréal [CRAM], conseil qui reprit une importance considérable par son dynamisme nouveau et propre à cette année. Un CRAM s'est d'ailleurs tenu à St-Lô le 21 mars.

En second lieu, depuis la rentrée des classes, l'AECSL fut présente aux deux Congrès de l'ASSÉ, mais Ève Léger apporta un support très apprécié au comité externe lorsqu'elle incarna la délégation laurentienne à Matane en février. Un troisième congrès prendra place prochainement au Collège Lionel-Groulx et le comité externe assurera une présence continue au congrès.

Avec un recul sur l'année qui vient de se terminer, on peut voir que les relations au niveau national ont été quelque peu délaissées par notre plan d'action plus axé sur notre cégep et le blocage lors de la première session dû au dossier facture qui entravait notre voie.

Les conclusions à en tirer seraient d'axer nos tâches vers la communication entre assos pour l'année 2006, particulièrement si un plan d'action sur les PPP est adopté au Congrès à Lionel-Groulx.

Bilan de la coordination du comité action et sensibilisation

Par Julie Bruno

En automne 2005, le comité action et mobilisation était composé de 2 personnes. Les premiers objectifs que le comité s'est donné pour commencer la session était de faire des ateliers sur des sujets variés qui touchent les étudiants et étudiantes, s'occuper de la coordination du camp de formation de l'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent et, évidemment, faire de la mobilisation pour les

Assemblées Générales. Pour les ateliers-discussions-débats, il n'y en a eu aucun, malgré le fait que des contacts se sont créés avec le COBP, entre autres, pour parler de « Surprise! On a des droits. ». Ensuite pour le camp de formation, la mobilisation et l'organisation de la fin de semaine a été difficile, entre autres à cause d'un manque d'ouverture de l'administration qui a ralenti à un certain point l'avancement de la coordination de la fin de semaine. Il y a aussi que les tracts, les affiches et le booking pour les gens qui donnaient les ateliers ont tous été fait presque à la dernière minute. Pour ce qui est de la mobilisation pour les AG, des affiches et des tracts ont toujours été prêts, en plus de certains « documents d'accompagnement » qui permettaient de faciliter les procédures des Assemblées. Le quorum a toujours été atteint. Finalement, malgré l'aide importante et l'implication constante des autres comités dans la mobilisation, le comité comme tel n'était composé que d'une seule personne.

En hiver 2006, la session a recommencé avec une AG, et beaucoup plus d'affiches on été faites, dont des affiches géantes et un tableau explicatif des différents comités et instances à l'intérieur du collège. Aussi, Julie Bruno, du comité action-sensibilisation, a participé à un atelier sur la mobilisation dans le camp de formation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. De plus, il y a eu le plan d'action de la session qui a été voté en AG concernant le boycott de la compagnie de la cafétéria, Aramark, et sur les transferts fédéraux de 4,9 milliards (revendication de l'ASSÉ). Donc, à la suite de l'AG, une liste de contacts de mobilisation a été créée et 3 ou 4 réunions de comité ont eu lieu. Cela a permis entre autres de faire circuler une pétition avec des revendications pour changer le fonctionnement de la cafétéria, une table d'info et de nourriture a été faite pendant une journée (avant l'expulsion par l'administration), des tracts d'information sur ce qu'est Aramark ont été faits et finalement dans le CACE¹ et le CCA il y a eu plusieurs débats concernant des conditions environnementales et sociales dans l'appel d'offres de la nouvelle cafétéria. Il y a eu aussi une table pour la manifestation du COBP².

¹ Comité d'action et de concertation environnementale (il s'agit d'un comité du collège avec participation de toute la communauté collégiale).

² Collectif opposé à la brutalité policière.

Bilan local AEHUM¹

Par Véronique Church-D., (ex) Secrétaire-générale de l'AEHUM d'avril 2005 à avril 2006.

Activités

Nos activités ont été concentrées cette année dans la révision de nos affiliations, dans la révision de notre charte de même que dans l'actualisation de nos positions, sans compter nos activités régulières, si bien que nous avons été grandement occupé-e-s au niveau local.

D'abord, un mandat datant d'avril 2005 soulevait la question de la reconsidération des affiliations de l'AEHUM au niveau local, FAECUM et CALESH², et au niveau national, ASSÉ. Afin d'exécuter ce mandat, l'exécutif s'est efforcé de rejoindre les membres et de les inviter à participer au débat. Pour ce faire, nous avons effectué une tournée de classe, des midis conférences où des représentants des associations sont venus rencontrer et informer les membres, et nous avons demandé à chacune des associations concernées de rédiger un texte de présentation de leur association qui a été distribué aux membres de l'AEHUM lors de l'émission d'un Hérault³ spécial. Tous les étudiants et étudiantes ont également été informé-e-s à plusieurs reprises par courriel des activités entourant la révision des affiliations. Lors d'une Assemblée générale spéciale, le 15 novembre, les membres présents se sont prononcés pour une désaffiliation à la FAECUM, une affiliation à la CALESH et le maintien de l'affiliation à l'ASSE. Les décisions prises alors n'ont pas provoqué de remous majeurs chez des membres de l'AEHUM mais il n'en fut pas de même au sein de la FAECUM. La décision de nos membres de même que le déroulement du processus a été à plusieurs reprises remis en question. Selon la perception du Conseil exécutif de l'AEHUM toutefois, le tout c'est dans l'ensemble bien déroulé.

La révision de la Charte a été un processus long et pénible pour plusieurs. Il ne fait toutefois pas de doute sur la nécessité d'une telle opération, mais peu d'étudiants et d'étudiantes ont été intéressé-e-s par la question. Nous avons tenté de rendre les documents le plus disponible possible mais étant donné qu'il s'agit principalement d'éléments techniques, les étudiants et étudiantes non familiers et familières avec le fonctionnement des instances n'ont pas manifesté d'intérêt. Il a fallu plus de deux Assemblées générales pour régler la question, étant donné l'ampleur des modifications. La perception que le Conseil exécutif a eue de la révision de la charte est que ce processus ennuyait la majeure partie des membres présents aux AG, et qu'en plus de nouveaux étudiants et nouvelles étudiantes se sont alors désintéressé-e-s de l'association.

Pour ce qui est de l'actualisation des positions, le processus a été amorcé lors d'une Assemblée générale spéciale en mars. Quelques positions larges ont permis de définir l'orientation de l'AEHUM, toutefois quelques domaines n'ont toujours pas été traités, parmi lesquels il faut mentionner les positions concernant le féminisme. L'actualisation des positions de l'association était encore une fois nécessaire mais le manque de temps nous a à nouveau contraint à ajourner le règlement de certaines questions.

¹ Association étudiante d'histoire de l'Université de Montréal

² Coalition des associations de lettres et de sciences humaines de l'Université de Montréal.

³ Organe d'information de l'AEHUM

Dans une autre perspective, de nombreuses activités ont été organisées dans les domaines culturel, social et sportif par nos coordonnateurs et coordonnatrices élu-e-s à ces postes. L'AEHUM a donc permis à ses membres une alternative à l'implication davantage politique par le biais de ces activités sociales.

Participation

La participation au sein de l'AEHUM fait face à un problème récurrent qui est également perceptible dans d'autres associations. En effet, les gens qui s'impliquent et qui manifestent de l'intérêt pour les affaires associatives sont souvent les mêmes. Les termes d' « exéc. élargi » sont parfois utilisés pour qualifier la participation étudiante. La participation aux activités de l'association a été relativement bonne. Entre les mois de septembre et d'avril nous avons tenu 8 assemblées générales, soit 5 à la session d'automne et 3 à la session d'hiver, et à chacune des AG nous avons eu quorum⁴, bien que ce fut quelques fois de justesse, sauf pour l'AG d'affiliation où il y avait plus de 40 personnes⁵.

Le Conseil exécutif élu en avril dernier était complet, mais des départs nous ont amenés à tenir des élections au cours de notre première AG en septembre de même qu'en janvier. Tout au long de l'année toutefois le Conseil exécutif a été complet. Le taux d'absentéisme a parfois été élevé mais dans l'ensemble les exécutants et exécutantes ont rempli leur mandat.

La participation aux comités a été plutôt faible et cela peut s'expliquer en partie par le fait que notre association a une petite taille. Le comité Sablier⁶ a compté un seul membre, c'est-à-dire le rédacteur en chef et n'a eu qu'une seule parution faute de collaborateurs et collaboratrices. Le comité café étudiant a connu des problèmes, surtout à la session d'hiver. D'abord à l'automne, il a été difficile de trouver un-e second-e responsable et signataire. Ensuite à l'hiver il y a eu un manque de bénévoles et la responsable du café a décidé de démissionner, la gestion du café a donc été difficile. Le nouveau comité équité est resté vacant.

La participation à des actions a été faible, que ce soit celles organisées par l'AEHUM ou par d'autres groupes. Toutefois, la participation aux activités culturelles a été importante étant donné les nombreuses activités organisées, ainsi que les activités sportives, qui ont également suscité l'intérêt de plusieurs étudiants et de quelques étudiantes. La participation aux activités sociales⁷ a toutefois connu un essoufflement au cours de la session.

Nous avons multiplié les tentatives pour favoriser la participation des étudiantes et étudiants mais force est de constater à la fin de cette année que le message ne passe pas. En effet, il faut revoir nos stratégies de communication et surtout notre approche. Les membres ont manifesté de l'intérêt pour certaines activités sociales de l'association mais très peu pour ses activités politiques. C'est ainsi que nous avons décidé de contacter les étudiants et étudiantes par courriel, de faire des tournées de classe et des messages dans les cours. Les AG pizza ont également été un moyen employé à deux reprises pour susciter la participation des membres. Malgré les tentatives nous devons constater une grande difficulté à intéresser de nouvelles personnes aux activités de l'association. La participation des

⁴ Le quorum est fixé à 10 %, soit entre 25 et 26 membres selon les sessions.

⁵ Environ 50 au début de l'AG mais plusieurs ont dû quitter.

⁶ Journal des étudiants et étudiantes d'histoire.

⁷ Lire party.

étudiantes et étudiants de deuxième et troisième années est particulièrement faible et leur intégration pose problème. C'est une question prioritaire pour le nouvel exécutif qui est en poste depuis le 10 avril. Point encourageant toutefois, la participation des étudiantes et étudiants de première année a été bonne et constante.

Pour ce qui est de la participation aux instances de l'ASSÉ, bien que les délégués aient varié, nous avons été d'une présence quasi-constante. Toutefois, des contraintes de temps ont souvent empêché les membres ou même l'exécutif de se pencher sur les propositions à traiter lors de ces instances.

Matériel d'information

Étant donné nos ressources limitées sur le plan humain et financier, nous nous sommes débrouillé-e-s pour transmettre l'essentiel des informations aux membres. Nous avons produit 3 Hérault, dont un pour les affiliations, et un rapport des activités du Conseil exécutif. Au début de la session d'hiver, nous avons distribué un feuillet d'information sur l'AEHUM, l'ASSÉ et la CALESH de façon à familiariser les membres avec le fonctionnement de ces associations et à les informer sur leurs activités et services. Nous avons tenté de maintenir le site Web de l'AEHUM accessible et à jour, toutefois les mises à jour au cours de la session d'automne n'ont pas été aussi fréquentes que ce qui aurait été nécessaire. Nous avons envoyé des informations essentielles mais de la façon la plus concise possible par courriel aux membres, en évitant d'abuser de cette ressource dont les droits ne nous sont pas acquis. Ainsi, le plus souvent les informations au sein de l'AEHUM ont circulé de façon orale lors des messages des représentant-e-s d'année dans les cours.

Dynamiques de travail

En général, la dynamique de travail au sein du Conseil exécutif était bonne. En effet, sur la grande majorité des sujets il y avait unanimité. La révision de la charte s'est bien déroulée et il en va de même pour le questionnement relatif aux affiliations. Il y avait très souvent consensus sur les activités à organiser et la gestion quotidienne des affaires de l'association. Il faut également mentionner que pour les affaires académiques, il y a eu unanimité entre les exécutants et exécutantes sur toutes les questions. Outre la question des idées, la collaboration entre les exécutants et les exécutantes a été bonne. Du travail d'équipe a souvent été nécessaire et les membres du Conseil exécutif ont bien travaillé ensemble.

La communication était également un enjeu important en ce qui concerne les relations entre les membres de l'exécutif et après quelques ajustements, il semble que dans l'ensemble les membres pouvaient communiquer de façon acceptable et que les messages circulaient bien. La communication par courriel a été la méthode de prédilection pour rejoindre les membres de l'exécutif entre les réunions.

Mais, comme dans la plupart des endroits où des personnes sont appelées à travailler en collaboration, certains désaccords et certaines tensions ont surgi au sein des membres du Conseil exécutif. Les divergences se sont manifestées principalement sur des éléments ponctuels. Il y eut désaccord au sujet de la modification du mode de cotisation mais cette question de toute façon devait être réglée par une Assemblée générale qui a choisi d'inclure dans la charte une cotisation automatique non obligatoire. Il y eut également désaccord sur la question du féminisme et du comité équité. Ces

questions aussi relèvent d'une AG mais la question du féminisme demeure non réglée. Il y eut désaccord au sujet de la gestion du budget et dans ce cas il fut mentionné que l'adoption d'un budget relevait d'une AG et que les exécutants et exécutantes ne pouvaient en disposer à leur guise et que les montants attribués à chacune des sections n'étaient pas transférables. Dans l'ensemble ces problématiques étaient ponctuelles et nous avons décidé de ne pas approfondir les différends entre les membres du Conseil exécutif pour des questions qui relevaient de toute façon des Assemblées générales.

Toutefois, il y eut des désaccords plus profonds en ce qui concerne la gestion du café étudiant qui a été difficile en raison de vols répétés. Il a fallu revoir le fonctionnement du café et mettre en place des « mesures de sécurité » supplémentaires pour avoir un meilleur contrôle sur les activités. Deux tendances se sont principalement manifestées, celle de la tentative du contrôle de l'accès au local et celle de la réforme du fonctionnement général des activités et de la manipulation de l'argent étant donné le difficile contrôle de l'accès au local. Les mesures mises en place combinent les deux perceptions du problème mais la résolution du problème a entraîné une grande division au sein des membres de l'exécutif et même des membres de l'association.

Finalement il y a eu des différences de perception sur la participation des membres. Certaines personnes estimaient que la participation étudiante était beaucoup trop faible et qu'il fallait entamer un processus de questionnement sérieux sur le fonctionnement de l'association afin d'intéresser davantage les étudiantes et étudiants. D'autres estimaient toutefois que la participation était relativement bonne si l'on se comparait avec d'autres associations et si l'on considérait le nombre d'activités et d'Assemblées générales organisées, sans toutefois remettre en question la pertinence de chercher à favoriser la participation d'un plus grand nombre de personnes. Cette question n'a pas été réglée et le nouveau conseil exécutif se penchera de nouveau sur elle sous peu.

Malheureusement nous n'avons pas réussi à élaborer une solution miracle pour résoudre les différends entre les exécutants et exécutantes mais nos mandats se sont relativement bien terminés et nous avons réussi à trouver une relève pour l'an prochain.

Bref, ce fut une année très occupée pour notre association et en général le bilan est satisfaisant. Beaucoup de travail important a été accompli et l'association semble sur la bonne voie pour la prochaine année, notamment avec une relève enthousiaste.

Bilan annuel de l'AGECSJR

Par Guillaume Charette, Responsable aux affaires externes et Pamela Auclair-Champagne, Responsable aux affaires internes

Le gros dossier de la session d'hiver 2006 au CEGEP de Saint-Jean-sur-Richelieu a commencé lors de la session Automne 2005 suite à plusieurs plaintes concernant des frais de notes de cours que plusieurs étudiantes et étudiants considéraient trop chers. Quelques membres de l'exécutif de l'AGECSJR ont donc commencé à faire leur petite enquête auprès des différentes personnes s'occupant de la répartition de ces frais exorbitants. C'est avec grande surprise que nous avons découvert certaines aberrances sur la totalité des droits afférents et des droits de toute autre nature payés à chaque session. Nous avons donc décidé de nous y attarder plus sérieusement.

Des frais reliés à la pastorale, qui soit dit en passant n'existe plus depuis plus d'un an, du personnel que le CEGEP nous oblige à payer alors que c'est l'établissement qui devrait s'acquitter de cette facture ou bien une carte étudiante que nous recevons seulement à notre arrivée et que nous payons à chaque session; quelque chose devait être fait! Nous avons donc commencé « l'offensive » en affichant les frais (ce qui nous avait été demandé d'éviter) en face du local. Aussi, une petite publicité disant « Venez voir de combien le CEGEP vous f..... » a été installée un peu partout dans les corridors et sur les portes principales. La « défensive » ne s'est pas fait attendre, après seulement une semaine, un phénomène s'est produit : les membres de la haute direction du CEGEP sont descendus au niveau des élèves!

Nous avons aussi mener une petite enquête avec d'autres CEGEPS du Québec et nous avons découvert avec étonnement que notre collège se retrouve au 5^{ième} rang dans les CEGEPS les plus chers. Pourtant, nous ne croyons pas que nous pouvons dire qu'il est au même rang en ce qui concerne son prestige. Avec ce petit sondage mené auprès des autres établissements, nous avons pu constater que les 25 \$ de frais de changement de cours en début de session que nous payons sont parmi les plus élevés de la province. Nous avons donc demandé aux élèves de venir en assemblée pour leur expliquer la situation. Malheureusement, malgré le fait que plus de 200 élèves se sont arrêté-e-s en face du local pour regarder nos tableaux, à peine 26 personnes se sont présentées en assemblée (9 membres de l'exécutif + 4 membres du fan-club de l'Asso et une poignée de nos ami-e-s). Nous avons eu pour mandats, lors de cette AG, de faire baisser les frais d'inscription de 10 \$ (qui, soit dit en passant, devaient être augmentés en fonction du coût de la vie mais resteront gelés pour l'instant), d'apporter quelques modifications au niveau des changements de cours de même qu'une proposition de créer une période tampon où tout changement de cours, sans limite, serait permise.

Nous avons fait une consultation auprès des élèves afin d'établir plusieurs scénarios hypothétiques que nous avons présentés à notre direction lors d'une rencontre avec celle-ci. Même s'ils ont accepté de regarder ce que nous avons fait, les membres de la direction n'étaient pas très chauds à l'idée de diminuer les frais afférents car ils ne veulent pas réduire les services donnés. Par la suite, nous avons préparé une deuxième assemblée hot-dogs qui, cette fois, s'est avérée fructifiante car 107 personnes, sans compter les membres de l'exécutif, se sont présentées et la plupart sont restées jusqu'à la fin. De plus, nous avons procédé à l'élection annuelle.

Pour toutes les associations étudiantes du Québec il y a eu la fameuse loi 142 . De notre côté,

l'Asso de Saint-Jean a eu l'appui des syndiqué-e-s même si la direction ne nous a pas menacé-e-s avec ce nouveau règlement.

Finalement, même si notre association étudiante et ses membres n'emploient pas des moyens aussi radicaux que nos collègues d'autres cégeps, nous avons tout de même réussi à obtenir un gel sur la hausse des frais de la session prochaine. Nous aimerions, en terminant, remercier toutes les personnes qui nous ont aidé-e-s de près ou de loin tout au long de la session.

Bilan annuel de l'AGECFXG

Par Gabriel Rompré, responsable aux affaires externes de l'AGECFXG

Association locale

Après la grève et la mobilisation nationale que nous avons connues l'année dernière, l'AGÉCFXG a fait le choix de se recentrer sur ses luttes locales pour renforcer sa base militante et pour remettre en chantier certains dossiers jugés prioritaires au sein de notre institution d'enseignement.

Plan d'action

- La qualité de l'air déficiente du collège
- La hausse des frais de scolarité
- La recherche d'un bloc horaire commun en milieu de semaine
- La levée du huis clos du Conseil d'Administration

La question de la qualité de l'air

- Problème : Très haut taux de CO2 dans l'air. Employé de soutien chargé de nettoyer les conduits d'aération limogé il y a 5 ans.
- Scandale national = La direction se protège des critiques en réengageant l'employé. CO2 encore élevé, mais revendication laissée de côté

La hausse des frais TAN¹ (de toute autre nature)

- 3 raisons d'opposition :
 1. Aucune consultation étudiante sur le projet et aucun dépôt de documents explicatifs
 2. L'accord sur les gels des frais de la dernière hausse n'a pas été respecté
 3. Le principal argument de la hausse est le fait que tous les autres cégeps francophones de la rive nord de Québec font aussi une hausse, ce qui est un argument ridicule (sophisme).
- Actions spécifiques : Pressions dans les commissions du collège insuffisantes et mal coordonnées = légitimation de la hausse par les commissions où siègent les étudiants et étudiantes.

La recherche du bloc horaire commun

- Problématique : Aucune case horaire disponible pour favoriser l'implication étudiante. Nos levées de cours automatiques nous avaient été retirées en 1996. De plus, 66 % des collèges du Québec ont la plage horaire commune en milieu de semaine.
- Évolution de la situation : La direction nous accorde une plage horaire commune le vendredi de 3 à 6h. Résultat : Division des forces, perte de l'appui des autres syndicats locaux. Tentative de

¹ Les frais afférents sont ceux que nous payons lors de notre inscription au cégep. Les frais de toute autre nature est un terme qui désigne aussi tous les autres frais champignons : coût des notes de cours, du stationnement, des copies de bulletin, des preuves de fréquentation scolaire, etc.

décrédibiliser l'association étudiante.

La levée du huis clos au Conseil d'Administration du collège

- Problématique : Les débats du CA ne sont pas publics, personne ne peut y assister.

Sur ce dossier, les professeur-e-s nous appuient fortement, mais nos efforts spécifiques sont désordonnés. Encore une fois, notre étude démontre que peu de collèges pratiquent encore cela.

Les actions

En se basant sur l'escalade des moyens de pression, nous avons concentré nos actions les plus radicales à la session d'hiver. La session d'automne a été le cadre de la formation de certains administrateurs et certaines administratrices, de la signature de pétitions et de consultation dans les commissions du collège. C'était une erreur fatale. Il en a résulté que la mobilisation a chuté. Notre apathie apparente de la session d'automne a démotivé plusieurs de nos administrateurs et administratrices, nous avons fait face à un grand nombre de démissions. À la session d'automne, seulement deux actions plus importantes ont été entreprises. Nous avons lancé deux pétitions en même temps, l'une pour la plage horaire et l'autre pour les frais de stationnement. Grave erreur tactique. La plupart des gens ne se sont pas aperçu-e-s du fait qu'il y avait deux pétitions et n'en ont signé qu'une seule. De plus, l'autre erreur fut de confier le dossier des pétitions à deux personnes dont une démissionna rapidement. La personne en question ne fit pas signer directement la pétition aux gens en leur expliquant la cause, mais la laissa sur un grand panneau dans la salle des pas perdus et dans la cafétéria du pavillon G. Ce n'était pas une mauvaise idée du tout, mais une mobilisation aurait aussi dû être faite, mais c'était impossible à faire pour une seule personne. Cela illustre comment les dossiers ne doivent pas demeurer dans les mains d'une seule personne de façon sectaire, le partage de tâches et d'information doit toujours être encouragé. L'autre action consista en un sabotage du conseil d'administration du collège. À la suite d'une proposition d'AG qui stipulait que nous devions aller, déguisé-e-s, saboter le CA du collège pour leur faire entendre nos revendications, nous nous sommes limités à afficher l'action partout dans le collège. Cela ficha la frousse à la direction qui engagea plusieurs agents et agentes de sécurité pour l'occasion, mais ne remplaça pas la mobilisation qui aurait été nécessaire. Une erreur tactique fut aussi de mobiliser pour trois choses en même temps à ce moment (La prochaine AG, l'action du 31 octobre et une autre chose qui m'échappe). Il aurait mieux valu se concentrer sur une chose, ou à défaut, demander à des personnes différentes de mener pour chacune des actions. Au final, l'action fut un désastre. Nous fûmes moins de 6 à se présenter à l'heure au point de rendez-vous. Nous ne perturbâmes pas grand-chose ce soir-là. Cela diminua grandement le moral des administrateurs et administratrices. Il aurait mieux valu ne rien faire du tout que de mener cette action qui avait demandé beaucoup d'efforts qui n'obtint comme résultat que de donner une bonne frousse à la direction.

À la session d'hiver, les actions se radicalisèrent grandement. Nous débutâmes la session en perturbant de nouveau le Conseil d'Administration du collège. Cette fois, l'action fut un succès. Nous n'avons pas pu pénétrer les bureaux de la réunion puisqu'ils avaient verrouillé les portes à 6 heures. Pourquoi un succès à ce moment? Il tient à trois choses. Nous avons fait de la mobilisation personne à personne, plusieurs sympathisants et sympathisantes eurent donc l'occasion de se radicaliser. Nous avons demandé l'appui de l'extérieur, des camarades de Sherbrooke vinrent alors nous supporter et dynamiser notre mouvement. Enfin, nous avons fait annuler le conseil des comités de l'Asso pour

aller participer à l'action. Il en résultat que plusieurs membres des comités connurent nos revendications et se rapprochèrent de l'action militante. Nous avons crié des slogans pendant plusieurs dizaines de minutes en lançant des balles de neige sur les vitres de la salle de réunion. La résolution d'augmenter les frais passa tout de même à ce conseil, mais la police due se déplacer et notre administration s'aperçut que les règles du jeu avaient changé. Nous avons tenu par la suite deux AG qui connurent un grand succès selon nos standards (plus d'une centaine de personnes). À la suite de la seconde, nous avons monté jusque dans les bureaux de la direction à plus de 50 personnes où nous avons eu un long entretien qui fut filmé avec Yves Blouin. Encore une fois, plusieurs personnes ont eu l'occasion de s'intéresser à la cause. Nous avons lancé un ultimatum à notre direction qui se sentit obligée de nous répondre par un communiqué public. Notre action eut des échos dans les médias à cause d'un excellent communiqué de presse enflammé. Nous avons ensuite organisé un blocus administratif plus radical qui connut un grand succès et qui prit l'administration totalement de cours. Elle réagit en appelant les policiers. La foule d'environ 40 personnes a été dispersée après plusieurs heures par les policiers. Nous avons bloqué la direction de 6h à 9h30. Notre directeur nous menaçait de nous imposer la loi 43 (décret 142) qui avait forcé le retour au travail des syndiqué-e-s de la fonction publique. Cependant, juste avant une conférence de l'ASSÉ, à laquelle nous avons participé, a permis d'infirmer l'interprétation de la loi que faisait nos directeurs. L'attaque était complètement démagogique, l'Asso n'a jamais reçu de mise en demeure. Cependant, on nous avisa dans la journée que notre direction dénonçait notre protocole d'entente. Nous allions devoir renégocier la statut de l'Asso dans le collège. Après, le temps nous était compté, il était irréaliste de penser que nos actions puissent déboucher sur une grève cette année et nous hésitions à poser des actions encore plus radicales. De plus, la fin de l'année approchait à grand pas, il était essentiel d'avoir des avancées dans nos dossiers avant la fin de la session, sinon nos efforts de mobilisation seraient partis en fumée. Un vote d'AG a demandé une reprise des négociations avec la direction. Nous attendons toujours des nouvelles de ce côté-là.

La question de l'implication

L'implication est probablement la question la plus essentielle que doit se poser une association étudiante qui se respecte. 2005-2006 a vu des hauts et des bas à ce sujet.

Les Assemblées Générales

Difficile en début d'année, elle s'est relevée en session d'hiver. La raison? Les actions plus flamboyantes de l'asso ont soulevé plus de passions et de débats. La salle des Pas Perdus où le son est médiocre, a été abandonnée au profit du A-1174 plus propice au débat. Les rapports des administrateurs et administratrices ont été globalement rapportés par une seule personne bien préparée. Un support visuel a été ajouté pour points les plus importants (une simple acétate). Des mesures ont été prises pour que ce soit les étudiantes et étudiants qui parlent au cours des assemblées et non les membres du mob ou du CA.

Le mob

A été fort efficace en fin d'année, mais peu actif au début. Le problème était dû au fait que le mob ne supportait pas vraiment les actions de l'Asso ou les AG, il tentait plutôt d'exécuter des actions de conscientisation pas très impressionnantes et qui ne soulevait pas l'enthousiasme des membres. Le comité doit se faire un devoir d'être bien organisé et de prévoir d'avance ses actions et mobilisations.

Les moins radicales devraient consister en des actions artistes de contestation. Le blocus administratif a fait affluer plusieurs nouveaux membres très actifs.

Le comité femme

Malheureusement, une grande partie des membres de ce comité (tout comme le mob) faisaient aussi partie du CA et n'avaient donc pas l'occasion de s'impliquer au nom de la cause féministe à plein-temps. Ce comité a eu la vie très difficile, travaillant à Québec, un endroit assez peu conscientisé à la cause. Dans des conditions rudes, il a pu organiser une semaine féministe efficace et à faire adopter une politique de féminisation au CA et à l'AG. Malheureusement, les actions n'ont pas entraîné l'adhésion de nouveaux membres, ce qui laisse entendre qu'elles n'ont pas su toucher de cordes sensibles. De plus, le caractère mixte ou non mixte du comité devrait être précisé par ses membres pour éviter les malentendus fâcheux.

Le Front Vert (comité écolo)

Ce comité, tout en étant très populaire et en disposant d'une bonne base militante, n'a pas su faire des actions éclatantes et significatives qui auraient pu dynamiser ses membres. Le comité n'a connu alors qu'un long déclin tout au long de l'année, son membership diminuant au fil des mois. Les futurs membres du comité doivent imaginer quelque chose qui puisse les faire connaître auprès des étudiantes et des étudiants.

Conseil d'Administration

Implication très variable. Composé en début d'année à 90 % de nouveaux et de nouvelles, il a connu des problèmes en début d'année à cause de son inexpérience. Plusieurs personnes ont démissionné sans se trouver de remplaçant à la fin de la session d'automne, ce qui nous plongea dans la crise puisque notre CA n'avait plus quorum, que notre conseil exécutif vivait difficilement et que notre charte ne prévoyait pas cette situation. Heureusement, un flot inespéré de nouveaux administrateurs et nouvelles et administratrices sont arrivé-e-s. Nous pouvons uniquement attribuer cela à un coup de chance. Nous fûmes grandement aidé-e-s par des camarades de Sherbrooke qui vinrent nous aider à mobiliser et à repartir le mob et le comité femme pendant la crise.

Instances de l'ASSÉ

FX a heureusement été représenté à tous les congrès nationaux. Cependant, personne ne s'est impliqué dans les divers comités. Cela s'explique principalement par le très récent lien qui nous unit à l'ASSÉ et notre éloignement géographique.

Relation avec l'ASSÉ

Plan d'action et campagnes

Il serait difficile d'affirmer que les campagnes nationales de l'ASSÉ ont été un grand succès à FX. Au tout début de l'année, la manifestation du 26 octobre à laquelle nous avons assez peu participé, a vraiment mal ressortie dans les médias et a quelque peu miné notre crédibilité au niveau régional.

Pour la campagne sur les AFE, le constat d'échec est total. Nous n'avons produit aucun

matériel, fait aucune consultation d'AG et n'avons rempli aucun formulaire d'évaluation du système de prêts et bourses. Le *timing* à FX était mauvais et nous avons très mal géré la campagne.

Pour la campagne sur la marchandisation du corps de la femme, rien à redire! Le comité femmes a produit du matériel d'information très pertinent que nous avons cependant pris beaucoup de temps à recevoir, nous n'en avons pas à notre disposition lors de notre propre semaine féministe.

Présence du national

Honnêtement, c'est quand tout allait le plus mal que nous nous sommes sentis le moins supporté-e-s. J'aurais qualifié la situation de cercle vicieux. Un externe expérimenté qui ne connaissait pas du tout l'ASSÉ (en l'occurrence moi), ne donnait jamais de nouvelle. Au local, la situation stagnait et menaçait d'empirer. Le national, ne sachant jamais nos besoins, ne tentait pas vraiment de les combler. C'est à la session d'hiver que nous nous sommes vraiment sentis appuyés par plusieurs tournés de mob efficaces. Avec l'énergie reçue, nous avons pu contribuer à aller stimuler d'autres assos pour leur prodiguer l'électrochoc qu'on venait de recevoir. En clair, dans le mouvement étudiant, l'adage « pas de nouvelle, bonne nouvelle » est totalement faux et c'est précisément aux Assos les plus discrètes que nous devons accorder notre support en priorité. Parce qu'en gros, le malaise des syndicats locaux vient souvent de l'inexpérience des exécutants et c'est précisément cette inexpérience qui les empêche de demander efficacement de l'aide.

Matériel d'information

Il me paraît peu pertinent de revenir sur ce point puisque notre mémoire au Congrès d'orientation portait précisément sur ce sujet. Cependant, je me permettrais d'ajouter que de grandes affiches sur nos campagnes en cours seraient vraiment utiles l'année prochaine. Cette année, à FX, c'est juste le FRAC qui est venu afficher un paquet de truc sur les 4,9 MM, on peut quant même faire mieux qu'eux...

Relation avec les syndicats

Au local, nos relations avec les syndicats sont relativement bonnes, même si les collaborations n'ont pas été aussi étroites que nous l'aurions désiré. Nous partageons cependant quelques revendications communes face à l'administration de collège, mais cette dernière a réussi à nous diviser de façon sournoise sur certaines questions. À travailler donc...

Au national, nous n'avons malheureusement pas vraiment suivi les tumultueux débats qui ont, entre autres, entourés la manifestation du 1^{er} mai le 29 avril. À FX, je ne relève aucune raison de se plaindre de nos relations avec les syndicats de travailleurs.

N.B. Un rapport beaucoup plus volumineux est disponible sur demande.

Bilan de 2005-2006 de l'AGEECLG

Par Alex Bourdon-Charest, co-Secrétaire Général à l'AGEECLG

Relations internes

L'AGEECLG a vécu une situation pour le moins inhabituelle en début d'année scolaire. Certains étudiants, reconnus pour leurs penchants conservateurs et leurs idéaux droitistes, ont décidé de s' « impliquer » au sein de leur association étudiante.

Ils ont joint le CRE (Comité de Représentation Étudiante), qui représente le comité exécutif de notre association. L'AGEECLG adopte un mode de fonctionnement différent des autres associations étudiantes au niveau du siège : n'importe qui, ou presque, désirent s'impliquer a le droit et peut siéger sur le CRE. La session s'est donc avérée plus laborieuse, particulièrement à cause de ces quelques étudiants, qui en quelque sorte ont scindé le comité exécutif en 2 parties n'adoptant définitivement pas la même école de pensée. Les rencontres subséquentes du comité exécutif furent donc de plus longues durées, difficiles et peu productives.

Au tout début de l'année, l'optimisme régnait, beaucoup d'étudiants et d'étudiantes voulaient s'impliquer et nous avons un comité exécutif plus que rempli. Au gré des rencontres, l'implication des étudiants et étudiantes a diminué, particulièrement à cause de ces rencontres longues et des barrières qui se créaient entre les différentes idéologies, beaucoup de gens ont même cessé de s'impliquer.

Comme nous avons un quorum très élevé (5 % de 3 700 étudiants et étudiantes), il a été difficile pour nous de tenir des assemblées générales. Nous avons tout de même réussi à en tenir une par session. C'est peu, mais mieux que rien. En première session, l'AGEECLG a notamment pris position pour appuyer les syndicats locaux dans leurs luttes ainsi que certaines environnementales.

La deuxième session a été nettement plus productive. Après une formation sur le syndicalisme étudiant, deux étudiants et étudiantes se sont montré-e-s intéressé-e-s à former le comité MOB. C'est peu de temps après que le comité MOB a officiellement vu le jour pour devenir un comité actif.

Il s'est notamment lancé dans une campagne visant la multinationale Sodhexo, qui détient un monopole sur la restauration et la vente de produits alimentaires au Collège Lionel-Groulx, avec les revendications suivantes :

- Obtenir une dérogation au contrat d'exclusivité actuellement en vigueur de Sodexho pour permettre la tenue d'un café étudiant géré par et pour les étudiants et étudiantes.
- Arrêter l'utilisation de vaisselle jetable par Sodexho.
- Réajuster les prix des menus en fonction de la réalité étudiante.

Ces revendications ont par la suite été entérinées par une AG.

Cette campagne, basée sur la distribution de tracts informatifs, expliquait les revendications du comité, alliée à une philosophie qui prône la solidarité étudiante. Sur une base régulière, le comité MOB a offert du café gratuitement à la population étudiante, il a également offert des repas complets à quelques reprises. La campagne est toutefois demeurée à ce stade. Les militants et militantes se sont donc « essoufflé-e-s » et aucune action ultérieure, ni nouveau moyen de pression n'a été posé. L'idée

de repas gratuit et de distribution de café s'est avérée être une expérience positive, mais nous a quelque peu laissées sur notre faim. Il faudra songer à réitérer l'engagement du MOB et à renouveler la position du comité par d'autres actions concrètes.

De plus, les militants et militantes ont dû se frotter à une direction scolaire intransigeante et autoritaire. Citons cet exemple des deux militants qui ont reçu des mises en demeure pour avoir « porté atteinte au droit de Sodexho de vendre du café » en s'engageant dans des activités dites « contestataires ». La direction a également envoyé une mise en demeure à ces mêmes militants en menaçant notamment d'intenter des recours légaux à leur encontre, ainsi que d'apposer des sanctions punitives aux étudiants qui continueraient à s'investir dans une campagne de salissage de Sodhexo. Plusieurs autres militants et militantes ont également été menacé-e-s de se voir affliger de sanctions, s'ils et elles continuaient.

Il faudra donc que les militants et militantes soient tous prêts et toutes prêtes à se mobiliser de nouveau lorsque le contrat de Sodexho viendra à échéance pour pouvoir obtenir le droit de tenir un café étudiant pour mettre fin au règne Sodexho.

Il est à noter que le CRE a été beaucoup moins actif pendant la session d'hiver. Un désintérêt notable de la part des membres, probablement dû à plusieurs facteurs réunis. Personnellement, je crois que ce manque de participation est né du manque de constance entre les rencontres du CRE. Effectivement, un horaire fixe et régulier pour les rencontres de ce comité aurait pu aider à contrer ce manque de participation.

L'année qui s'en vient représentera un défi de taille, beaucoup de membres du comité exécutif terminent leur CÉGEP cette session-ci. Il sera donc important que la relève soit forte et qu'elle s'organise rapidement afin de pouvoir jouer un rôle déterminant au sein de la population étudiante.

Les relations avec l'ASSÉ

Cette année, la présence de l'ASSÉ s'est fait sentir de façon très positive, surtout lors de la session d'hiver 2006.

En première session, comme nous étions pris et prises avec des problèmes internes, nous avons eu moins de contacts avec l'ASSÉ. Cependant, elle a tout de même été présente dans plusieurs de nos rencontres du CRE pour nous épauler en cas de besoin. De plus, les membres de l'exécutif de l'ASSÉ ont quasiment toujours été présents lorsque nous avions besoin d'aide.

En deuxième session, grâce au plan de valorisation de l'ASSÉ, le militantisme a repris sa place au Collège Lionel-Groulx. Le comité MOB nouvellement créé a été bien aidé par d'autres associations étudiantes, spécialement Sherbrooke et F-X Garneau. L'aide entre associations étudiantes s'est révélée extrêmement positive et je crois qu'il faut absolument continuer dans cette perspective.

En gros, nous pouvons dire que la présence de l'ASSÉ s'est fait sentir de façon très positive. Autant l'exécutif national nous a aidés, autant les autres associations étudiantes nous ont prêté main-forte. Ce fut une belle démonstration de solidarité de nos collègues d'ailleurs.

Je crois également que les associations membres ne doivent pas avoir peur de demander de l'aide à l'ASSÉ lorsqu'elles en ont besoin. L'ASSÉ est une ressource qui s'est avérée utile et elle continuera, selon toutes vraisemblances, à l'être.

Bilan annuel de l'AEMSP-UQAM

Par Hugo Desgagné, coordonnateur de l'AÉMSP

L'année 2005-2006 aura été, pour l'AÉMSP comme pour un bon nombre d'associations étudiantes de la province, une année difficile en ce qui a trait à la mobilisation et à la participation de ses membres. Plusieurs importants dossiers internes ayant été portés par l'Association Facultaire des ÉtudiantEs en Science Politique et Droit (AFESPED), l'AÉMSP a beaucoup oeuvré sur le plan national, tout en mettant de l'avant un certains nombres d'initiatives à long terme au niveau interne.

Les affaires internes

Cette année, nombre de dossiers d'envergure ont marqué la vie politique uqamienne. Toutefois, ces dossiers ont été portés, avec justesse d'ailleurs, par nos associations facultaires qui demeurent le lien direct entre nos étudiants et étudiantes et l'administration de l'Université. En ce sens, il est important de souligner le travail remarquable de nos exécutants et exécutantes facultaires dans le dossier de l'Îlot voyageur, ce gargantuesque PPP qui nous passa presque sous le nez. Ce projet de construction d'un nouveau pavillon qui abriterait non seulement les étudiants et étudiantes et l'administration de la Faculté de Science Politique et Droit, mais également un gigantesque stationnement ainsi que bon nombre de locaux commerciaux, souleva en effet une quantité de débats parallèles.

Directement lié au projet de l'Îlot pollueur, c'est le dossier de l'éventuel déménagement de la collection de science politique, actuellement regroupée dans la section centrale avec les ouvrages des autres disciplines de sciences humaines, dans la future bibliothèque facultaire qui préoccupa principalement l'AÉMSP. Notre association fût relativement active dans ce dossier en faisant adopter des résolutions contre ce déménagement non seulement par son assemblée générale, mais également par son comité d'organisation de programme (C.O.P.).¹ À ce titre, nous tenons à souligner le travail de nos délégué-e-s étudiants et étudiantes qui durent démontrer une bonne capacité d'argumentation face à des professeur-e-s favorable à ce déménagement.

Pour terminer au niveau des dossiers facultaires, c'est le projet d'une éventuelle association de campus qui occupa l'AÉMSP lors des dernières semaines de la session d'hiver 2006. Amenée de manière un peu cavalière par les exécutants et exécutantes de sept associations facultaires de l'UQAM (excluant l'impériale AFESH), cette résolution visait la production d'une recherche devant établir trois scénarios possibles en vue de la création de ce qui aurait pu être une AGE-UQAM. Face à un devis de recherche complètement biaisé et invoquant la création impérative d'un tel regroupement, le Conseil inter-programme (instance pseudo-intermédiaire de l'AFESPED) a su contester et modifier ledit devis afin de rendre le processus de consultation plus transparent et surtout plus démocratique.

Au niveau modulaire

La participation au niveau des activités modulaires constituera le problème majeur de l'AÉMSP lors de l'année 2005-2006. Après un début de mandat un peu tardif, les élections ayant eu lieu que très tard en début de session, nous avons rencontré de nombreuses difficultés à obtenir les

¹ Comité paritaire formé de 6 délégué-e-s étudiants et étudiantes ainsi que de six délégué-e-s du corps professoral et administratif.

quorums nécessaires à la tenue de nos assemblées générales. Un nombre trop grand d'assemblée générale, un manque de préparation dans certains cas, un manque d'information/mobilisation dans d'autres, l'AÉMSP a dû travailler avec une participation réduite de ses membres. Pour ces raisons, l'AÉMSP se devra de revoir ses tactiques afin de pouvoir tenir des assemblées générales populeuses et efficaces.

Nous pouvons cependant souligner la création de deux comités de travail, soit un aux affaires académiques ainsi qu'un aux affaires externes. La création de ces comités a largement favorisé la mise en place de plan de travail et l'avancement des dossiers en cours. Ces comités permettront un certain allègement de la charge de travail des membres de l'exécutif, tout en permettant une plus grande inclusion des membres de l'AÉMSP dans l'élaboration des différents projets. De plus, de nouveaux comités sont envisagés pour l'année prochaine. Il s'agit ici de susciter une volonté de participation à travers une implication plus « *légère* » et susciter l'implication par les champs d'intérêts des membres.

Le comité aux affaires académiques

Le comité académique, en collaboration avec le V.-P. aux affaires académiques et les membres externes du C.O.P., ont ainsi pu amorcer la mise en place d'un processus de consultation large concernant la réévaluation du programme de science politique. En ce sens, des outils de consultations ont été produits afin qu'une consultation massive puisse être enclenchée dès la rentrée 2006.

Le comité aux affaires externes

La création de ce groupe de travail a grandement favorisé l'implication de l'AÉMSP au sein de son regroupement national au cours de l'année 2005-2006. Regroupant plus ou moins 5 individus, ce comité de travail a su préparer, en collaboration avec le V.-P. aux affaires externes, les points concernant l'ASSÉ lors des assemblées générales. Ceci permet un rapprochement entre l'ASSÉ et les membres de l'AÉMSP. Un rapprochement qui ne s'était que très rarement fait dans le passé. La création de ce comité a donc procédé à une certaine harmonisation des relations avec l'ASSÉ qui, comme on le sait, n'ont pas toujours été au beau fixe.

Les relations avec le national

Cette année en fut une de consolidation et de rapprochement entre les membres de l'AÉMSP et l'ASSÉ. Le bilan de l'année 2005-2006, malgré qu'il demeure extrêmement satisfaisant, laisse pourtant quelques ombres au tableau.

Les instances

Tout au long de l'année, l'AÉMSP a su se préparer et consulter sa population étudiante afin que ce soient mis de l'avant les intérêts de nos étudiants et étudiantes. En ce sens, l'AÉMSP a pu amener un certain nombre de propositions et pu défendre ses positions lors de vote important. Il est certain que le mémoire produit pour le Congrès d'orientation du mois de novembre ainsi que les recommandations qui y furent formulées constituât un des accomplissements de l'AÉMSP lors des instances nationales.² Que ce soient les positions sur la diversité des tactiques ou bien la politique médiatique, l'AÉMSP est satisfaite d'avoir réussi à susciter un certain nombre de débats lors des

² D'ailleurs, le conseil d'administration de l'AÉMSP tient à féliciter et remercier le rédacteur et la rédactrice du mémoire en les personnes de Gabrielle Guérin et de Jérôme Aubin, pour leur excellent travail.

Congrès.

Cette préparation et cette volonté de rapprocher l'AÉMSP de son organisation nationale aura tout de même porté fruit comme en témoigne la présence, pour de quelques-uns de ses membres aux élections générales de l'ASSÉ pour l'année prochaine. En espérant que cet intérêt ne fera que grandir.

Le plan d'action et les campagnes au local

C'est ici que surgissent les bémols quant à l'implication de l'AÉMSP au niveau national. En effet, nous n'avons nullement été en mesure de faire une promotion adéquate des activités mises de l'avant par l'ASSÉ au cours de la dernière année. Malgré quelques tentatives de mobilisation pour les manifs du 23 février à Ottawa ou celle du 30 mars à Montréal, l'AÉMSP n'a pas su rallier ses membres aux actions appelées par l'ASSÉ.

Le même constat est à faire concernant le plan d'action. Une campagne d'information pour le moins tardive eut lieu afin de stimuler l'intérêt pour les formulaires de consultation sur l'AFE, mais le tout demeura bien timide. Finalement, l'AÉMSP a été quasi absente de la campagne contre la marchandisation du corps de la femme, si ce n'est que d'une contribution financière afin de produire une seconde série d'autocollants, qui furent d'ailleurs forts populaires.

Il est clair que le prochain exécutif devra tenter de mettre en oeuvre de façon beaucoup plus concrète le plan d'action de l'ASSÉ au niveau local. De plus, l'AÉMSP se devra de se pencher sur ses stratégies de mobilisation afin de rejoindre de façon significative sa population étudiante.

Il n'en reste pas moins que l'AÉMSP tient à féliciter toutes les délégations et associations étudiantes avec lesquelles elle a eu le plaisir de travailler. Nous avons, en tant qu'organisation nationale, réalisé un travail de consolidation absolument colossal au cours de la dernière année. Un travail qui ne pourra faire autrement que porter fruit lors de la prochaine année. Poursuivons donc notre travail pour une éducation libre, accessible et gratuite.

N.B. Ce bilan fût rédigé par Hugo Desgagné, coordonnateur de l'AÉMSP et il vous est soumis sans l'approbation préalable de ses membres.

Bilan annuel du CASSEÉ

Par les membres du Conseil d'Action Solidaire du Sud-Est Étudiant (CASSEÉ)

Automne 2005

Pour la session d'automne, le CASSEÉ était assez actif. Les militants et militantes du Conseil régional se réunissaient sur une base régulière et fréquente notamment pour l'organisation de la manifestation régionale à Drummondville. Cette manifestation, malgré le peu de travail de mobilisation, a regroupé environ 80 personnes qui ont manifesté pendant environ deux heures. Nous avons pu aussi noter durant cette manifestation une présence imposante des forces de l'ordre comparativement au peu de manifestants présents et manifestantes présentes. La manifestation s'est néanmoins bien déroulée et n'a été témoin d'aucune arrestation. L'Association Générale des Étudiants et Étudiantes de la Faculté des Lettres Et Sciences Humaines (AGEEFLESH) de l'Université de Sherbrooke a commencé à se présenter aux réunions du CASSEÉ et a manifesté son intérêt à devenir membre du Conseil régional. En somme, pendant la session d'automne, le CASSEÉ était actif et sur un train amical et productif.

Hiver 2006

Malgré la motivante session d'automne, le CASSEÉ a perdu son côté actif pour devenir plus réformiste. Quoique décevant, le CASSEÉ n'avait pas le choix de s'axer sur la réforme de ses Statuts et règlements plutôt que sur l'organisation d'actions. Premièrement parce que certains Statuts empêchaient les membres du CASSEÉ non-membres de l'ASSÉ d'avoir droit de vote et de proposition, ce qui pose problème pour les deux membres du CASSEÉ non-membres de l'ASSÉ (l'AGEEFLESH et le REECSH). Deuxièmement parce que les étudiants et étudiantes militant au sein du CASSEÉ la session précédente étaient moins motivé-e-s et on notait un taux d'absentéisme accru aux réunions du CASSEÉ. Bref, le CASSEÉ a été très endormi durant la session d'hiver. On note cependant une recrudescence d'intérêt pour le Conseil régional depuis quelques semaines, surtout depuis l'arrivée de l'AGEEFLESH et du REECSH et espérons que cette motivation survivra à l'été afin que le CASSEÉ redevienne combatif et bouge davantage à la session d'automne 2006.

Bilan annuel du Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM)

Par François Bélanger et Jean-Christophe Gascon, respectivement étudiants à l'UQAM et au Collège de Maisonneuve

Note : Ce bilan n'a pas été entériné par le CRAM avant d'être publié. Les opinions qui y sont exprimées n'engagent donc que leurs auteurs et non le CRAM dans son ensemble.

Le bilan qui suit a la prétention non seulement de faire part de ce que le CRAM a été et a fait depuis le dernier Congrès annuel, mais également de dégager des pistes de réflexion sur ce que le CRAM aurait pu être et de ce qu'il pourrait faire dans l'avenir. Ce texte sera donc composé de deux sections, soit un volet plus descriptif des activités du CRAM cette année, et un volet plus analytique. À certains moments, nous adopterons un ton très optimiste, et à d'autres, on verra plutôt des critiques acerbes. Eh non ! nous ne croyons pas que la *modération* ait bien meilleur goût, ici comme ailleurs...

Le CRAM, formellement, c'est d'abord et avant tout une instance. Cette année, cette instance a pris la forme de 13 réunions regroupant bien des associations affiliées ou non-affiliées à l'ASSÉ. Quelques réunions ne se sont malheureusement pas tenues formellement, double quorum (majorité-ASSÉ et majorité-total) oblige. Au départ, 9 membres : les 5 associations membres de l'ASSÉ à Montréal, Bois-de-Boulogne, Ahuntsic, Maisonneuve, le Vieux-Montréal (et ses 2 avatars alors fusionnés : l'AGECVM et Libertad). Au moment d'écrire ces lignes, 13 membres : les 6 associations membres de l'ASSÉ à Montréal, Bois-de-Boulogne, Maisonneuve, le Vieux-Montréal (et ses 2 avatars en guerre ouverte : l'AGECVM et Libertad), l'ABICEP-UQAM, le GRASPé-McGill et le controversé comité de mobilisation d'Ahuntsic.

Été et automne 2005 : le CRAM se redresse

1. CRAM du 26 mai 2005 (UQAM)

Une réunion du CRAM a eu lieu dès la semaine suivant le Congrès annuel. On y procéda notamment à l'élection de deux coordos, Anne-Marie Gallant et Jean-Philippe Thuot (membres respectivement de l'AGECVM et de l'AECSL), ainsi qu'à l'organisation d'une action le 2 juin pour protester contre les coupures à l'aide financière de juin délivrées aux étudiants et étudiantes suite à la grève. Notons que l'existence ou non d'un PV pour cette réunion pourrait faire l'objet d'une polémique historique de qualité somme toute relative.

L'action du 2 juin a attiré quelques dizaines de personnes. Sous le thème « Le gouvernement nous met à la rue... Emménageons chez le gouvernement ! », le concept était d'amener du mobilier afin de s'installer comme chez soi dans un endroit mystère qui s'avéra finalement être le bureau de Jean Charest au centre-ville. Après environ une heure au lobby du building – à écouter de la musique à haut volume, tout en profitant comme il se devait de notre mobilier de qualité – l'escouade porcine se manifesta et nous dûmes rebrousser chemin. De mémoire, l'action avait alors bénéficié d'une légère couverture médiatique, mais les coupures dans l'aide financière pour ce mois sont demeurées.

2. CRAM du 15 juin 2005 (Vieux-Montréal)

Dernier CRAM de cette longue et éprouvante session. On y vota un appui aux travailleuses des CPE ainsi qu'à la marche « Personne n'est illégal », d'autres nominations à des délégations ainsi qu'un

mandat pour contacter le Réseau de Solidarité des Travailleurs et Travailleuses (RSTT) afin que celui-ci soit invité à informer la population étudiante sur les droits du travail, ce qui fut fait à quelques endroits.

3. CRAM du 30 août 2005 (Vieux-Montréal, bis)

Premier CRAM de cette merveilleuse année scolaire post-grève, il suivit de peu un Congrès de l'ASSÉ à Québec. Y furent votés un mandat exploratoire concernant l'opposition au congrès anti-choix de Montréal en novembre, un appui à la Dawson Student Union (DSU) ainsi qu'une invitation à l'exécutif de l'ASSÉ de répondre favorablement à une invitation de l'exec de la FECQ pour une « rencontre d'information ». Toujours aussi subtile qu'à l'accoutumée, ce fut étrangement l'unique fois où l'association du cégep Édouard-Montpetit (AGECEM, membre de la FECQ) est venue au CRAM.

La situation de la DSU mérite qu'on s'y attarde un peu. L'administration du collège Dawson, important collège anglophone au centre-ville, mettait alors autant de bâtons dans les roues que possible à la DSU nouvellement accréditée selon la loi 32, afin de la garder sous sa botte cogestionnaire. La DSU, grâce à la solidarité de l'ensemble du mouvement étudiant, avait alors engagé quelques temps plus tôt une lutte juridique contre l'administration locale afin de pouvoir toucher à ses cotisations et d'en user comme bon lui semblait. Ce dossier allait nous intéresser tout au long de l'automne.

4. CRAM du 14 septembre 2005 (UQAM)

Cette réunion en fut principalement une de suivi d'orientations régionales et nationales et un appel large, qui a connu un certain succès, avait été fait afin de rallier davantage d'associations à nos démarches. Nous avons offert notre solidarité aux travailleurs et travailleuses en grève à l'hôtel Omni, discuté de la manifestation du 26 octobre à Québec, choisi de participer aux mobilisations contre le congrès anti-choix au mois de novembre, et enfin mis sur pied une surveillance médiatique au sujet des transferts fédéraux en collaboration avec la Student Society of McGill University (SSMU), présente pour l'occasion pour la première fois cette année. Nous avons d'ailleurs décidé de tenir la réunion suivante à McGill, mais nous n'avons malheureusement pas eu quorum.

5. CRAM du 17 octobre 2005 (UQAM bis)

Suite à ce pas-de-quorum à McGill, une nouvelle réunion avait été appelée pour le 10 octobre à Ahuntsic, mais celle-ci avait dû être déménagée au cégep du Vieux-Montréal à la dernière minute. Cet imbroglio avait fait en sorte qu'il n'y avait pas eu quorum pour cette réunion non plus. Anne-Marie Gallant et Jean-Philippe Thuot ont alors démissionné de leur poste à la coordination du CRAM, tâche que François Bélanger (membre de l'AFESH-UQAM) assumait à partir de ce moment.

Le CRAM appelé pour le 17 octobre a finalement pu se dérouler normalement. À cette occasion, l'Association générale des étudiants de Montmorency (AGEM) devint membre du CRAM, ce qui ne dura malheureusement que quelques réunions supplémentaires. Nous avons également adopté nos états financiers et nos prévisions budgétaires, et enfin nous avons contribué à la location d'un autobus pour la manifestation du 26 octobre en espérant un soutien financier de la part des associations non-affiliées. En fin de compte, seule l'Association Facultaire Étudiante de Science Politique et de Droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM) fera un don au CRAM en ce sens. La mobilisation pour cette manifestation n'a d'ailleurs pas été exemplaire à Montréal, comme partout au

Québec, et nous n'avons pas utilisé tous nos autobus pour nous y rendre. Voir autres bilans pour plus de détails...

6. CRAM du 10 novembre 2005 (Dawson)

Un pas-de-quorum eut lieu à St-Laurent ; ce fut le dernier de l'année 2005-2006. Le CRAM a en effet appliqué depuis une politique informelle de rotation extensive des campus qui nous a amené-e-s sur plusieurs campus jusque-là peu souvent visités. C'est une bonne habitude qui entraîne en bout de ligne moins de complications qu'il n'y paraît ; après tout, Marie-Victorin, c'est pas le Qatar...

Cette politique nous a donc mené-e-s en premier lieu à Dawson. Il y fut d'ailleurs décidé qu'une journée de mobilisation allait y avoir lieu pour supporter le travail interne de la DSU. C'est également à ce moment que le Syndicat Étudiant du Cégep Marie-Victorin (SECMV) ainsi que l'Association des baccalauréats interdisciplinaires des champs d'étude politique de l'UQAM (ABICEP-UQAM) devinrent membres du CRAM. Il fut enfin décidé de fermer le compte bancaire du CRAM, complication assez inutile alors que le QG du CRAM est au bureau de l'ASSÉ.

Notons que la journée de mobilisation à Dawson a été un échec lamentable. *Très* peu de personnes s'étaient déplacées de l'extérieur pour venir aider, et peu de personnes à l'interne étaient prêtes à nous accueillir. Complexes en milieu anglophone ? Manque de communication ? Contexte local peu propice ? Les paris sont ouverts. Ceci dit, nous pouvons nous réjouir du fait que les problèmes juridico-financiers de la DSU se sont réglés quelques mois plus tard à son avantage, et l'association est donc désormais relativement stable à ce niveau, bien qu'elle ait à repartir de loin pour regagner les étudiants et étudiantes de Dawson aux vertus de l'organisation étudiante syndicale.

7. CRAM du 1^{er} décembre 2005 (Ahuntsic)

La seule décision d'importance lors de cette réunion aura été la création d'un comité de révision de la charte du CRAM, qui n'a toujours pas terminé son travail au moment où nous écrivons ces lignes. Le reste de la réunion fut le prétexte d'une longue séance d'échanges d'infos entre associations.

Hiver 2006 : l'Impérial CRAM

8. CRAM du 11 janvier 2006 (Maisonneuve)

Alors que s'annonçaient plusieurs campagnes d'affiliation dans la région, le CRAM a redoublé d'ardeur au courant des premiers mois d'hiver. Il a participé à la mobilisation contre l'Îlot Voyageur, un énième projet immobilier pharaonique de l'UQAM. Des comités pour la révision de la délimitation des Conseils régionaux et pour l'élaboration d'une plateforme écologiste pour l'ASSÉ ont été créés et ont livré la marchandise, bien que leurs conclusions auront peut-être été reçues trop tardivement pour être abordées au Congrès annuel.

Mais cette réunion a surtout été le théâtre de l'incursion de plein pied du CRAM dans le dossier des transferts fédéraux, c'est-à-dire la volonté d'un réinvestissement massif en éducation pour renverser le train de coupures entreprises au fédéral dans le cadre de la réforme Axworthy en 1994. Le CRAM, à l'instar d'autres assos avec lesquelles nous avons peu travaillé historiquement comme SSMU et la CADEUL, s'est lancé dans la mobilisation pour une manifestation le 23 février à Ottawa,

dans le cadre d'une instance du Conseil de la fédération. La dynamique que cette décision a enclenchée allait conditionner le champ d'action du CRAM jusqu'à la fin de l'année 2005-2006.

9. CRAM du 1^{er} février (Marie-Victorin)

Malgré certains retards, le quorum fut atteint aisément en ces contrées montréalaises reculées. Cette réunion a surtout été le théâtre d'échanges concernant, d'une part, la mobilisation pour la manifestation du 23 février, et d'autre part, les campagnes d'affiliation à Marie-Victorin et à Maisonneuve. Ces deux cégeps tenaient au mois de février une campagne d'affiliation : à Marie-Vic, au début du mois, au sujet de l'ASSÉ et à Maisonneuve, au milieu du mois et au sujet de l'ASSÉ et de la FECQ.

Le seul autre point décisionnel a été de concéder le membership du CRAM de l'AGECA (Ahuntsic) au comité de mobilisation d'Ahuntsic. Cette décision des assos est issue de la reconnaissance de l'idée comme quoi l'AGECA avait ces derniers temps affligé les quasi-éternels délégués de l'AGECA au CRAM, également membres actifs du comité local de mobilisation, de différentes punitions pour des raisons plus ou moins valables. Des propos auraient également été tenus comme quoi ces délégués n'étaient pas en droit de représenter l'AGECA au CRAM, d'où la substitution du membership au CRAM de l'AGECA au comité de mobilisation dont ces personnes sont issues. Cette décision allait causer certains remous, et il ne semble pas y avoir eu de dénouement définitif à cette question au moment d'écrire ces lignes.

10. CRAM du 16 février 2006 (UQAM)

Cette réunion a porté sur sensiblement les mêmes sujets que la précédente, à la différence près que les échéances approchaient pour ce qui était de la manifestation et des campagnes d'affiliation. Le CRAM a également décidé d'appuyer quelques propositions pour le prochain Conseil InterRégional (CIR), dont une proposition amenée par le Student Union of John Abbott College (SUJAC) concernant les révisions de notes. Le Groupe d'Action et de Sensibilisation au Pouvoir Étudiant (GRASPÉ) de McGill est devenu membre du CRAM lors de cette réunion.

Les campagnes d'affiliation ont donné des résultats des plus encourageants pour l'ASSÉ. À Marie-Victorin, l'affiliation à l'ASSÉ a été votée en référendum par une majorité écrasante. À Maisonneuve, bien que la SOGEECOM soit demeurée non-affiliée, l'ASSÉ a réussi à rallier 40 % des personnes votantes lors du référendum, ce qui est un score plus qu'honorable considérant que la FECQ manoeuvrait depuis des années à Maisonneuve en vue de cette campagne d'affiliation et qu'elle partait donc avec une forte longueur d'avance. Encore bravo aux équipes d'affiliation !

Le bilan de la manifestation à Ottawa est mitigé. D'une part, un nombre de personnes bien inférieur à nos prévisions initiales est parti de Montréal pour aller manifester. Cependant, l'important travail médiatique ainsi que le timing de l'événement en soi a fait en sorte que notre mobilisation est bien sortie dans les médias et qu'il contribua donc à enfoncer davantage le clou de l'importance d'un réinvestissement du fédéral en éducation. Et c'est pour ça qu'on y était.

11. CRAM du 9 mars 2006 (Vieux-Montréal)

Sur sa lancée d'Ottawa, le CRAM s'est improvisé une campagne de plus lors de cette réunion en se joignant à l'éphémère Coalition pour une Éducation Publique et Accessible (CÉPA) pour

l'organisation d'une manifestation à Montréal le 30 mars. On peut critiquer cette organisation, mais il serait faux de prétendre, comme cela fut souvent fait, que le CRAM y sacrifia sa position en faveur de gratuité scolaire, dans la mesure où le CRAM invitait les assos à produire du matériel pour promouvoir la gratuité scolaire dans le cadre de la manifestation, et où le travail médiatique du CRAM a mis l'accent sur la gratuité scolaire. La manifestation fut cependant un échec de mobilisation, attribuable au manque de mobilisation à l'interne mais également aux problèmes internes de la FCEE-Québec qui rendirent l'organisation de la manifestation très fragile. Voir autres bilans pour plus de détails...

Sinon, Libertad redevint membre du CRAM à cette réunion, Andrée Bourbeau (membre de l'AEMSP-UQAM) fut élue coordonnatrice et des états financiers 2005-2006 à jour y ont été adoptés.

12. CRAM du 21 mars 2006 (St-Laurent)

Hormis pour la logistique de la manifestation du 30 mars, ce CRAM ne fut pas très décisif. Il s'agit essentiellement d'échanges concernant les sujets à l'ordre du jour. On suggéra à l'exécutif de l'ASSÉ de se pencher sur notre participation au contingent des Précaires lors de la manifestation ouvrière du 29 avril, et on adopta une révision tardive des états financiers 2004-2005 du CRAM.

13. CRAM du 4 avril 2006 (Université de Montréal)

Encore beaucoup d'échanges lors de cette dernière réunion avant le Congrès annuel. On revint sur la manifestation du 30 mars, se positionna en faveur d'un appui financier de l'ASSÉ aux personnes arrêtées durant la grève, élut Adam Pétrin (membre du SECMV) à la coordination et reçut la démission de François Bélanger au même poste. On mandata enfin à deux personnes de rédiger le bilan annuel du CRAM que vous lisez présentement. Mission accomplie.

Splendeurs et misères du CRAM 2005-2006

Quelques pistes, pêle-mêle. D'abord le pot, ensuite les fleurs.

Manque de préparation généralisée aux instances

De manière générale, il arrivait souvent que les délégations présentes au CRAM y débarquent mal préparées, ce qui nuisait grandement à son bon fonctionnement. Ce manque de préparation a parfois alourdi de beaucoup les réunions en faisant en sorte que plusieurs débats s'éternisaient inutilement, en raison d'un manque de connaissance et de positions des associations sur le sujet. Le débat interminable au sujet de l'entrée du CRAM dans la CEPA le 9 mars en est un bon exemple.

Dans un même ordre d'idées, le manque de préparation faisait en sorte que bien des réunions manquaient de substance. Une instance comme le CRAM doit servir à s'organiser au niveau régional, à coordonner notre stratégie syndicale au niveau des membres d'une même région et à faire évoluer les dossiers et les campagnes en cours. Or, trop souvent, les réunions ressemblaient davantage à une simple séance d'information sur les différents dossiers en cours dans le mouvement étudiant montréalais. Bien que nécessaire, cette transmission d'information aurait très bien pu être faite par courriel ou par téléphone sans avoir à dépenser des énergies militantes dans des réunions. Bien que certaines réunions fussent très productives, certaines comme celle du 1^{er} décembre à Ahuntsic furent d'une inutilité quasi-totale.

L'absence de préparation fait également en sorte que les délégations arrivent souvent aux réunions du CRAM sans mandats par rapport aux points à discuter et que celles-ci votent parfois sur des choses sans avoir préalablement pu prendre le temps de se doter de mandats clairs.

Afin de palier à ces problèmes, il faudrait qu'un travail de longue haleine soit effectué par les associations entre les réunions du CRAM. Les associations étudiantes membres du CRAM devraient être encouragées systématiquement à inclure des points CRAM dans leurs assemblées générales afin de discuter des points qui seront débattus au CRAM et d'arriver aux réunions avec des mandats clairs. En plus de favoriser la préparation aux instances, cela pourrait aider à instaurer une culture de démocratie directe chez les associations qui y sont moins habituées.

De plus, une communication systématique devrait être faite entre les différentes associations préalablement aux réunions afin de discuter des propositions qui seront amenées et des points qui seront débattus, afin que les associations puissent prendre le temps de se positionner et de se préparer un argumentaire avant les réunions. Une idée pourrait être de produire un cahier de CRAM distribué quelques temps avant les réunions, comprenant des documents préalables ainsi que les propositions qui seront amenées. Nous devrions aussi utiliser davantage les moyens à notre disposition comme la liste de courriel du CRAM afin de transmettre de l'information sur l'avancement des dossiers et sur nos situations locales, cela permettrait d'alléger de beaucoup les interminables tours de tables.

Manque d'organisation et de stratégie

Cette année, le CRAM a souffert d'un manque d'organisation et de stratégie à plusieurs niveaux. Nous n'arrivons pas à coordonner un plan d'action concret comprenant une visée à atteindre. Nous avons plutôt la manie pragmatique de nous joindre à toutes les mobilisations possibles, généralement à l'improviste et à la dernière minute, sans vraiment se poser de questions sur nos capacités à mener ces mobilisations. Cette attitude a fait en sorte que bien des mobilisations cramiennes se sont avérées être des échecs. La manifestation du 26 octobre et celle du 29 mars sont des exemples concrets de l'incapacité que nous avons à mener certaines mobilisations. Il ne faut pas oublier que vouloir s'impliquer dans toutes les luttes équivaut concrètement à ne s'impliquer dans aucune lutte.

Pour l'an prochain, il serait important que le CRAM se dote d'un plan d'action clair, après avoir eu des débats et des discussions en assemblée générale à ce niveau et avec une bonne préparation préalable, afin de se doter d'une ligne directrice servant à orienter plus efficacement notre stratégie.

Manie de se joindre à diverses mobilisations extérieures sans pouvoir agir sur nos propres bases

Le CRAM est une instance qui se doit d'être une force d'organisation de mobilisation au niveau de la région montréalaise. Or, dans la dernière année, la force organisationnelle du CRAM n'a pas pleinement été prouvée. Au lieu d'agir sur nos propres bases, nous avons la manie de nous joindre aux mobilisations d'autres regroupements, parfois sans avoir participé de manière significative à l'organisation de celles-ci. Cette attitude a rapidement rendu le CRAM dépendant d'autres regroupements. Nos revendications n'étaient pas pleinement exprimées au sein de ces mobilisations. Nous acceptions parfois de les ramollir afin de s'adapter à la campagne déjà mise en branle sans notre support. Une des forces que l'ASSÉ a toujours su démontrer est sa capacité de se doter d'une analyse radicale et globale des problèmes reliés au système d'éducation québécois et à contre-courant de l'idéologie dominante. Malheureusement, celle-ci fut très peu démontrée au sein des différentes

collaborations que nous avons eues avec les autres regroupements. Il y a de nombreux avantages à de telles collaborations et celles-ci doivent continuer. Par contre, les modalités de celles-ci doivent être à repenser en grande partie.

À l'avenir, lorsque nous décidons de collaborer avec des groupes respectables du mouvement étudiant, nous devrions l'assumer pleinement. Cela veut dire prendre notre part active dans l'organisation et la mobilisation et faire valoir de manière claire nos revendications au lieu de rentrer facilement dans une organisation déjà mise sur pied qui n'est pas nécessairement tout à fait à notre image. Finalement, il ne faut pas négliger non plus notre force d'organisation locale et ne pas hésiter à agir sur nos propres bases. Bien peu d'actions ont été organisées par le CRAM cette année, nous devrions à l'avenir en faire davantage. Par contre, celles-ci doivent évidemment s'inscrire dans le cadre d'un plan d'action structuré et nous ne devons pas négliger la mobilisation qui doit suivre.

Difficulté d'assumer les mandats pris et de faire les tâches qui vont avec

Le manque de suivi des différents mandats a été un assez gros problème cette année au CRAM ; en regardant rétroactivement les procès-verbaux, on s'aperçoit facilement que plusieurs mandats votés n'ont été que des belles paroles jamais mises en pratique. Le travail entre les instances était parfois difficile, voire inexistant. Nous votions des mandats sans vraiment penser à comment les assumer. À ce niveau, l'exemple de l'échec crucial de la journée de mobilisation à Dawson est frappant. Voter des mandats afin d'embellir des procès-verbaux ne sert à rien si la pratique ne suit pas.

À l'avenir, afin de pallier à ce problème, il serait important de ne pas seulement voter des propositions sur quels mandats assumer mais aussi clarifier qui s'occupera de travailler sur ces mandats, dans quels délais et comment ceux-ci seront assumés par l'ensemble des associations membres. De plus, il serait avantageux, plus participatif et plus productif de favoriser une décentralisation du travail entre les associations membres au lieu de tout centraliser entre les mains de l'équipe de coordination.

Problème de manque de quorum réglé rapidement

Au début de l'année scolaire, le manque de quorum était un problème important au sein du CRAM, le rendant par le fait même plutôt inefficace. Rapidement, ce problème fut réglé, ce qui a permis de faire en sorte que l'instance a pu recommencer à fonctionner de manière stable.

Beaucoup de nouvelles personnes ont démontré un intérêt pour le CRAM

Beaucoup de nouveaux membres se sont joints au CRAM cette année parmi les associations étudiantes et les groupes militants. De plus, le CRAM a su démontrer un sentiment d'ouverture et est entré en contact avec plusieurs regroupements assez peu habitués à travailler avec l'ASSÉ. Plusieurs associations qui n'ont historiquement pas eu ou très peu eu de liens avec l'ASSÉ comme le SSMU, le SUJAC, DSU ou la CADEUL se sont montrées ouvertes à travailler avec le CRAM. À long terme, ce genre de liens pourra certainement être bénéfique pour l'ASSÉ, ses revendications et, de surcroît, pour l'ensemble du mouvement étudiant.

Ceci dit, il ne faut pas être dupe et réaliser également qu'un facteur inédit a contribué à l'essor du CRAM cette année : l'effondrement de la Coalition régionale des étudiants de Montréal (CREM). Cette instance régionale, soumise totalement aux fédérations étudiantes malgré son vernis

« d'indépendance », n'a à peu près rien fait cette année, alors qu'elle est d'ordinaire bien plus active. Il est donc logique que les associations de Montréal intéressées à se réseauter régionalement cette année devaient privilégier la collaboration avec le CRAM.

Bonne communication avec les autres instances de l'ASSÉ

Un des principaux reproches faits au CRAM l'an dernier dans les instances de l'ASSÉ était le manque de communication entre le CRAM et l'ASSÉ, qui minait les possibilités de coordination et de suivi tant pour des tâches d'organisation que de mobilisation. Le CRAM a renversé brutalement la donne cette année à ce sujet, en se dotant d'une liste de courriel distincte et en transmettant très rapidement au bureau de l'ASSÉ toutes les convocations et tous les procès-verbaux. Des efforts furent par ailleurs déployés afin qu'une responsable du comité femmes soit le plus souvent présente possible afin de mieux étoffer les points Femmes durant les réunions du CRAM, par exemple. Cette dynamique a aussi été mise à profit pour ce qui est du redressement des états financiers du CRAM.

Bon travail effectué par les comités ad hoc du CRAM entre les réunions

De manière générale, les différents comités ad hoc issus du CRAM ont très bien réussi à accomplir leurs mandats. Au niveau de l'élaboration d'une proposition de plate-forme écologiste et du redécoupage des conseils régionaux, le travail préalable est maintenant complété, à temps pour en discuter à ce Congrès annuel. Il reste cependant au comité chargé de la révision de la charte de terminer son mandat, ce qui pourrait être fait très prochainement.

Utiliser le CRAM comme un outil de consolidation et de support local pour les associations membres

En plus de servir à consolider les luttes étudiantes au niveau régional, les conseils régionaux peuvent être de puissants outils pour aider à soutenir les membres au niveau local lorsque cela s'avère nécessaire. Comme cela se fait beaucoup à l'ASSÉ présentement, le CRAM pourrait servir à fournir de la force mobilisatrice aux associations lorsqu'elles en font la demande. Un réseau de contacts pourrait être créé à ce niveau. Cela se fait déjà quelque peu au sein du CRAM et c'est hautement bénéfique lorsque ça marche. Il s'agit d'un travail à ne pas négliger.

Avoir une bonne communication avec les autres conseils régionaux

Afin de s'échanger des idées de mobilisation, du matériel d'information et autres choses utiles, il est primordial d'avoir une bonne communication avec les autres conseils régionaux afin de s'enrichir du travail effectué par les autres conseils régionaux et éviter de dédoubler du travail. Ce travail peut se faire lors de CIR (bientôt probablement Conseil de Coordination). Lorsque possible, il pourrait aussi être pertinent de songer à envoyer des délégué-e-s du CRAM aux réunions des autres conseils régionaux afin de ramener l'information et de créer un réseau de solidarité plus efficace.

Bilan du Comité recherche et réflexion

Par Julie Descheneaux, membre du Comité recherche et réflexion

L'année a été *rough* pour le Comité recherche et réflexion, qui vous confirme que *la distance, c'est pas la joie!* C'est toujours plus le fun de pouvoir se *setter* un rendez-vous à la bibliothèque à deux pour aller faire de la recherche. Mais néanmoins, le comité a su se maintenir à flot (merci au Congrès pour la création d'un comité ad hoc sur la gratuité scolaire, ouf!) et se motiver en se donnant des rendez-vous téléphoniques.

Échéancier

Il est facile de remarquer que ce n'est pas l'ensemble des mandats qui ont été réalisés. Dès la fin de l'été, le Comité recherche et réflexion a présenté deux plans de travail pour ses mandats, soit la réalisation d'un document sur la gratuité scolaire et sur la violence/non-violence/diversité des tactiques. Le guide sur la négociation avançait également à « moyens » pas – disons au trot. Il a d'ailleurs été à cet effet très décevant de constater qu'il n'y avait pas quorum pour ce CIR... Des retards s'en sont suivis pour des raisons personnelles.

L'automne a surtout été consacré au Congrès d'orientation, surtout que les deux membres participaient à d'autres rédactions de mémoire. Un coup de main a aussi été donné pour l'atelier sur la gratuité scolaire donné au camp de formation (production d'un plan), même si nous n'avons finalement pas pu aider davantage. Le guide sur la négociation était pratiquement terminé pour le Congrès d'orientation; nous voulions faire le montage pendant les fêtes. Or, la tâche était trop ardue étant donné nos piètres compétences en la matière...

Au début de la session d'hiver, nous nous sommes davantage coordonné avec l'exécutif pour finaliser le guide : critiques de leur part, réplique de la nôtre, *recritiques*, etc. Il devrait être sous peu en ligne dès que notre super webmestre pourra s'y consacrer après une bonne nuit de sommeil et trois repas copieux.

Une meilleure coordination des comités, non pas dans le sens de communication mais bien d'établissement des priorités, serait en ce sens souhaitable pour la production de documentation (ici avec le Comité information).

Un autre mandat s'est rajouté pour l'hiver, c'est-à-dire une réflexion pour augmenter la production de la recherche à l'ASSÉ à déposer au Congrès annuel. C'est un mandat qui a accaparé la plupart de notre temps pendant la session.

Pour ce qui est du mandat sur la violence/non-violence/diversité des tactiques, la recherche avance toujours. Elle a finalement été divisée en deux aspects considérant les approches différentes des membres du comité : un point de vue philosophique et un deuxième plus sociologique. Des militants et militantes de l'ASSÉ devraient fournir à la fin de la session leur travail sur le discours médiatique de la violence pendant la grève de 2005 afin qu'il soit adapté par le Comité recherche et réflexion. Ce mandat non encore finalisé révèle un aspect, voire une erreur, du fonctionnement du CIR : aucun membre du Comité n'était présent lorsqu'il nous a été octroyé, sans compter que plusieurs

mandats d'envergure nous ont été délégués.

Conseil InterRégional

Les disparités régionales sont particulièrement ravivées lorsqu'il est question de représentation aux instances. Seulement la membre du Comité habitant Montréal a pu assister à l'ensemble des réunions du CIR. Les suivis peuvent dans ce cas être lourds, mais ont l'effet bénéfique de formaliser davantage les réunions. Par exemple : mettre au clair à la réunion précédent le CIR si on a des propositions à amener et en discuter. À cet effet, les transformations du CIR en Conseil de coordination sont particulièrement inquiétantes pour les comités et la participation des régions. Concrètement, elles renforceraient la sous-représentation des régions et, donc, inévitablement le poids très mince qu'ils prennent dans les décisions ayant en cours à l'ASSÉ. Le simple fait de ne pas participer au débat peut dans certains cas être problématique sur l'interprétation du mandat qui, il va de soi, n'est pas toujours parfaitement bien expliqué dans la résolution formelle.

Est-ce que ce manque pourrait être comblé par une prise de note plus systématique des débats en cours dans les CIR? Peut-être, mais le travail qu'il implique est immense.

Réflexion sur la production de documentation

Par Julie Descheneaux, membre du Comité recherche et réflexion

Qu'une réflexion interne soit amorcée sur les moyens devant être mis en place afin que l'ASSÉ puisse être en mesure d'assurer une production soutenue de documentation sérieuse et scientifique en liens avec les principes et revendications de base.

→ Que soit privilégiée la rédaction d'un guide sur la recherche en éducation

Pour un mouvement indépendant, démocratique et combatif

Il est important de séparer le travail de recherche et celui de réflexion. Il est clair que pour respecter les principes d'autogestion fidèles à l'ASSÉ, toute réflexion qui réoriente l'éducation vers les principes et revendications de base se doit d'être assumée par les étudiants et étudiantes. Considérant leurs réalités bien particulières : précarité extrême, début d'une autonomie individuelle, double-triple tâches (étude, travail, famille); ils et elles ne sont les seul-e-s qui puissent refléter leurs besoins dans les revendications. Il ne s'agit pas de dire qu'aucune aide extérieure n'est nécessaire. Au contraire, les actrices et acteurs du milieu sont primordiaux, en particulier le corps enseignant et tout personnel institutionnel, sans oublier l'entière population qui doit faire chaque jour le choix de considérer l'éducation comme une priorité sociale. Or, la réflexion sur l'éducation se doit d'être spécifiquement orientée par et pour les étudiants et les étudiantes.

Ce pourquoi il est important de considérer que c'est seulement le travail de recherche de première haleine qui peut être assumé par des salarié-e-s, ce qui aurait surtout comme avantage de libérer les membres de ce travail fastidieux pour qu'ils et elles aient vers l'analyse et la mobilisation.

Statistiques, compilation de données, études de cas, rapports d'activités ou de documents gouvernementaux ou d'organisations, analyses sommaires des enjeux contemporains actuels pourraient sans trop de problèmes être assumés par quiconque. Par contre, l'orientation de ces enjeux doit être strictement assumée par les membres. Malgré que ce n'est qu'au Congrès de décider des revendications, on ne peut nier l'influence des recommandations retrouvées dans les documents à l'ASSÉ. Notons à cet effet une panoplie de recommandations du Comité recherche et réflexion, adoptées telles quelles par le Congrès, voire parfois presque même sans débat¹. Il y a là un rapport d'autorité qui ne doit pas nous échapper. S'il ajoute une dynamique de répartition du pouvoir intéressante pour les membres de l'ASSÉ qui ne sont pas représentants ni représentantes étudiantes mais qui sont tout de même mobilisé-e-s, le processus démocratique serait en tous les cas en péril si cette production du savoir était aux mains d'individus salariés.

Il n'est donc pas nécessairement inadéquat de faire appel à de l'aide extérieure pour une production soutenue d'analyses, mais il importe de la réduire à l'application de mandats spécifiques qui émanent du Congrès; à des enjeux sur lesquels le Congrès *a déjà statué* et sur lesquels il veut des précisions pour la mobilisation, et non parce qu'il cherche à élaborer une analyse ou une réflexion.²

¹ Par exemple, le Comité recherche et réflexion s'est vu en 2003 déposer une documentation sur l'évasion fiscale tel que demandé par le Congrès. Toutes ses suggestions de mandats ont été adoptées intégralement.

² Il faudrait que les positions du Congrès soient claires sur un sujet pour ne pas que l'étude de celui-ci s'accompagne de recommandations. Si employé-e-s il y a, ils et elles ne doivent pas être des spécialistes sur des questions particulières,

Le plus grand danger à faire appel à des ressources monétaires extérieures pour augmenter la production du matériel de recherche est la dépendance à ces subventions. Le mouvement communautaire est un bel exemple de ce possible dérapage. Trop souvent les groupes ne peuvent survivre lorsqu'il y a coupure des subventions. L'autonomie, ou l'indépendance, sont un des principes fondateurs de l'ASSÉ et il n'en est pas ainsi pour rien. L'exemple de l'année dernière avec les fédérations étudiantes et leurs problèmes financiers dus au membership qui décroît est notoire en la matière. Surtout, il ne faudrait pas négliger qu'une dépendance économique effrite le rapport de force. Il ne s'agit pas de dire qu'avec des subventions externes s'accompagne un arrimage complet idéologique, mais plutôt que les possibilités d'action sont moins diverses. En simple, on peut facilement rentrer dans le jeu des institutions... mais dans ce cas il faut se plier aux règles dont on ne contrôle pas les définitions et qui n'émanent pas de nos décisions.

À ce titre, il faut donc distinguer les projets qui peuvent requérir une aide extérieure récurrente de ceux qui sont ponctuels.

→ Dans le cas où une décision serait prise à l'effet que l'ASSÉ s'engage dans un processus de recherche de subventions récurrentes, le Comité recherche et réflexion vous recommande d'établir deux budgets annuels, soit l'un avec les sources financières et les dépenses habituelles et un deuxième qui comprendrait ces dites subventions, pour réduire les risques de dépendance.

Valoriser la recherche et la réflexion, c'est également valoriser le statut étudiant en tant que travailleur ou travailleuse intellectuel-le.

Voici une multitude de pistes de solution à notre disposition. Trois types de ressources ont été évalués, soit les ressources gouvernementales, les ressources extérieures et les ressources internes, y compris des dispositifs propres à l'ASSÉ et aux associations étudiantes locales. La recherche dégage les programmes qui sont offerts, c'est-à-dire de l'aide directe comme les subventions, mais d'autres pistes de réflexion ont également été envisagées et vous sont ici présentées. Vous trouverez à la fin quelques recommandations du Comité, essentiellement basées sur ce qui semble possible à court terme et sur leurs concordances avec les principes de l'ASSÉ.

Ressources gouvernementales

SACA

2 premiers volets : Non éligible à cause de la nature syndicale de l'organisation.

3^e volet : L'ASSÉ n'y serait pas, *a priori*, éligible puisqu'il faut être dûment reconnu par le gouvernement comme organisme représentatif. (Annexe. À ce jour, toujours en attente de réponse du SACA pour avoir le nom des organismes qui bénéficient de ces subventions; ça fait plus d'un mois que les questions ont été lancées, ils parlent pourtant d'un délai d'attente de maximum 10 jours).

Fonds Jeunesse Québec et Fonds régional d'investissement jeunesse

Écoulé depuis 2005 (\$ non récurrents; ils émanent d'une entente des fédérations au Sommet du Québec et de la jeunesse, 2000)

voire des personnes-ressources. Elles et ils doivent plutôt soutenir le travail du Congrès pour assurer une mobilisation adéquate et alléger la tâche des associations étudiantes et des Comités.

Défi de l'entrepreneuriat jeunesse

Non destiné à des subventions directes du gouvernement. 21 millions pour promouvoir l'entrepreneuriat, entre autres des partenariats avec le Service aux entreprises du Québec, le Portail d'affaire pour les jeunes entrepreneurs et le Service d'aide aux jeunes entrepreneurs de Montréal; des subventions pour les groupes d'entrepreneurship dans les écoles et les chefs d'entreprises qui veulent s'assurer une relève; création de 75 postes dans les Carrefours jeunesse-emploi.

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Non admissible à cause de la nature syndicale de l'organisation. Mais il semble y avoir des exceptions avec des statuts spéciaux décrétés par le gouvernement.

Secrétariat à la jeunesse

N'est pas éligible. [Accorde entre autres 1 000 \$, respectivement, à l'Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc. et à l'Association québécoise des jeunes parlementaires.]

Programme de soutien à la recherche

Très peu de chance d'être éligible. (Annexe)

Programme de soutien à la valorisation et aux transferts

Très peu de chance d'être éligible. (Annexe)

Programme de soutien à la promotion de la culture scientifique et à la relève en science et technologie

Probablement éligible, très plausible même; peu de marge de manœuvre quant aux choix du sujet qui doit directement refléter les enjeux scientifiques. En plus, le programme semble être surtout du type recherche-action. Des exemples qui pourraient être intéressants pour l'ASSÉ et qui seraient peut-être éligibles :

- Ratio hommes-femmes dans les domaines de la recherche;
- Collusion entre compagnies privées qui oeuvrent dans le domaine scientifique et l'éducation.

Fonds québécois d'initiatives sociales

Non éligible.

Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture

Non éligible.

Ressources extérieures

FTQ : Subventions pour emploi étudiant

Éligible; plausible. (Annexe)

FondActions CSN

Non éligible.

Réseau québécois du crédit communautaire

Ne peut garantir qu'un prêt.

RISQ

Prêts seulement.

CSMO-ÉSAC (Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et action communautaire)

Non éligible : Pour les secteurs de développement régional (Conseil de développement local), les CPE, l'aide domestique, l'environnement (entreprises de récupération), habitations à prix modique, loisirs.

Le Chantier de l'économie sociale

Seulement pour l'économie sociale.

SADC – Stratégie jeunesse

Seulement un prêt.

Aide financière :

- Prêt personnel variant entre 5 000 \$ et 15 000 \$.
- Congé d'intérêt de 24 mois.
- Possibilité d'un congé de remboursement de capital de 24 mois.
- Possibilité pour deux jeunes entrepreneurs de bénéficier d'un prêt pour le même projet.

CLD (Conseil local de développement)

Seulement pour le développement local

IRIS

L'IRIS est un institut de recherche indépendant, qui avait d'ailleurs réalisé une recherche sur l'aide financière commandée par l'ASSÉ. Elle avait coûté près de 575 \$.

- Est-ce que des partenariats seraient réalisables (et souhaitables) avec d'autres acteurs et actrices du réseau de l'éducation ou autres? Notamment les syndicats, les instituts et chaires de recherche, des spécialistes, des organismes communautaires. Peut-être qu'une mise en commun des ressources, en particulier monétaire, pourrait advenir.

- Chaque association étudiante pourrait étudier la possibilité de subventions dans leur propre région, surtout en ce qui concerne la recherche (encore plus s'il s'agit de recherche-action) sur des problématiques particulières à leur région. Il devrait y avoir de meilleure probabilité de trouver du financement qu'au niveau national.

- Même chose pour le Comité femmes et les problématiques gaies et lesbiennes, qui pourraient peut-être avoir du financement propre.

Ressources internes

- Création d'une boîte e-mail spécifique au Comité recherche et réflexion [est-ce qu'on l'élargit? À qui?] pour s'abonner aux différentes ressources gouvernementales et autres qui concernent la recherche. De là on pourrait rediriger la documentation disponible vers les autres Comités concernés, entre autres les Comités international, femmes et académique.

- Création d'un fonds commun de recherche (sur une base volontaire?)

- Création d'un site d'échange (sur le web mais accès limité?) tel que déjà résolu antérieurement par un Congrès où chaque association étudiante et militants et militantes s'engagent à y rediriger toute source pertinente, y compris les textes courts, moyens, longs produits par eux et elles-mêmes. Une fois le système d'archivage achevé, le tout devrait être relativement facile à gérer.

- Création d'un poste à l'exécutif chargé de la recherche et de la réflexion. Mais dans ce cas, quelles seront ces priorités : l'actualité ou la recherche de plus grande envergure?
- Que le poste budgétaire de l'ASSÉ dédié à la documentation et à la recherche soit considérablement augmenté. En ce sens, que soit élaborée une liste des priorités pour la dépense de ce budget : imprimer du matériel à diffuser au niveau local, emploi à contrats pour des recherches spécifiques, achat de matériel tels des livres, publications, recueil de statistiques.
- Est-ce qu'une meilleure collaboration du Comité recherche et réflexion et du Comité information serait souhaitable? Est-ce que la priorité du Comité est réellement de produire des documents d'analyses scientifiques tels qu'adoptés au Congrès ou est-ce de rendre accessible l'analyse de l'ASSÉ par le matériel d'information, analyse jusqu'à maintenant trop souvent réduite à des conversations de couloir?
- Banques de travaux des étudiants et étudiantes.
- Que le Comité recherche et réflexion s'accolle davantage au plan d'action de l'ASSÉ d'années en années au lieu d'avoir des mandats spécifiques. La recherche serait plus stimulante; peut-être davantage de membres seraient intéressé-e-s à collaborer puisque tout le monde qui fait de la mobilisation doit faire préalablement un peu de recherche. Le manque de recherche scientifique serait alors graduellement comblé.
- Est-ce qu'on pourrait octroyer des subventions aux membres qui désirent faire une recherche approfondie? Dans ce cas, par souci d'égalité, il serait primordial d'exclure catégoriquement tout travail qui serait crédité pour un cours. Ou encore, est-ce que des rémunérations (ou subventions dans l'éventualité où une rémunération coûterait trop cher) pourraient être accordées pour des stagiaires?
- Une formation nationale sur la recherche? Ou au camp de formation? On pourrait peut-être même y présenter les grandes lignes des cadres d'analyse critique.

Pour les associations étudiantes locales

- Parler davantage à l'interne du comité et surtout, des recherches en cours afin que des collaborateurs et collaboratrices s'adjoignent plus spontanément.
- Une formation interne aux associations étudiantes, peut-être en collaboration avec des profs en sciences humaines ou encore la bibliothèque.
- Que chaque association étudiante s'engage à allouer un temps (pour leur permanence par exemple) et un budget réservé à la recherche. Si tel était le cas, le comité recherche et réflexion pourrait même concocter une méthodologie pour que la mise en commun soit uniforme et complémentaire.
- Que, pour l'été (ou encore pendant l'année), les associations étudiantes intéressées s'engagent à produire une analyse, une réflexion, une recherche sur un thème de leur choix (ne pas oublier de s'en parler svp!).
- Création d'un centre de recherche locale à la bibliothèque ou au salon étudiant; toujours un projet interne intéressant. Peut-être que le national pourrait donner un coup de main dans une telle éventualité, en particulier pour trouver des titres de livres et revues.

Recommandations du Comité

1. Que le camp de formation et/ou une formation interne permette de valoriser la recherche et la réflexion en tant que travail étudiant et que des outils concrets soient en ce sens disponibles.
2. Qu'une formation interne aux associations étudiantes soit encouragée, entre autres en collaboration avec des profs et la bibliothèque, pour parfaire les connaissances sur la recherche.
3. Que les cours de méthodologie, d'épistémologie, de philosophie et tout autre cours réitérant les besoins inévitables de la recherche et la réflexion dans la formation des étudiantes et des étudiants soient suivis d'un œil averti par les associations étudiantes, y compris dans les instances formelles académiques.
4. Que les mandats au Comité recherche et réflexion s'accroche au plan d'action de l'ASSÉ afin de produire une documentation soutenue. Qu'en de rares cas spécifiques il y ait un deuxième volet pour combler des manques importants au niveau de la recherche et de la réflexion.
5. Qu'il y ait création d'un site d'échange en tant que ressource interne et qu'ainsi, articles, travaux d'étudiantes et d'étudiants, documentation gouvernementale et autres soient archivés afin de permettre un ressourcement adéquat du Comité recherche et réflexion et de ses collaboratrices et collaborateurs.
6. Qu'un poste budgétaire soit spécifiquement dédié à la recherche. (Il pourrait permettre d'acheter des rapports gouvernementaux, des livres, des abonnements de revue.)
7. Que soit ajoutée une revendication : Considérant l'importance de l'accessibilité au savoir, que l'ensemble de la documentation gouvernementale tels les documents, rapports, recherches, statistiques, soit disponible gratuitement.

Considérations du comité

Le « Programme de soutien à la promotion de la culture scientifique et à la relève en science et technologie » semble très intéressant. Par contre, il ne faudrait pas négliger l'ampleur du travail qu'il exigera au Comité recherche et réflexion pour mettre en branle le projet, surtout qu'il n'est pas certain que le dossier sera accepté. Ainsi, le Comité recommande que les priorités de l'année soient énoncées et que dans l'éventualité où elles s'accorderaient avec les fonds d'aide extérieures disponibles, des demandes soient faites (plutôt que de stipuler qu'il faut avoir recours à des ressources externes et qu'ensuite nous nous penchions sur les sujets qui peuvent être acceptés).

L'ensemble des programmes de subventions externes peuvent être intéressants pour accroître la production de la recherche. Or, il faut tout de même se demander dans quelle mesure la priorité de l'ASSÉ n'est-elle pas, également, de valoriser par elle-même la production de rapports et de recherche dans le domaine de l'éducation, conformément avec l'importance qu'elle accorde au travail intellectuel, particulièrement le travail étudiant. Si la mobilisation et la démocratisation de ses instances sont instaurées comme des priorités, la recherche par les membres ne devrait-elle pas l'être tout autant? Peut-être qu'une meilleure démocratisation des outils et un réseautage « béton » pourraient combler le manque.

Annexe

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec : Programme de soutien financier

La politique gouvernementale L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec fait en sorte que le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) est un levier important de la reconnaissance et du soutien accordés à l'action communautaire en jouant un rôle de premier plan en matière de soutien à la défense collective des droits.

Concrètement, le FAACA assure un soutien financier aux organismes et aux regroupements d'organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Ce programme comporte trois volets :

Le volet Soutien financier en appui à la mission des organismes en défense collective des droits, qui vise à soutenir, au palier national, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits;

Le volet Soutien financier à des projets en action communautaire et en action bénévole, qui vise à soutenir des projets ou activités structurants et ciblés qui ont pour objectifs de contribuer à la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire et des Orientations gouvernementales en matière d'action bénévole;

Le volet Soutien financier en appui à la mission des organismes multisectoriels confiés au SACA, qui vise à soutenir :

- Les organismes communautaires sans port d'attache;
- Les deux regroupements nationaux dûment mandatés par le gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire et des Orientations gouvernementales en matière d'action bénévole;
- Les organismes et les regroupements d'organismes relevant d'autres ministères et organismes gouvernementaux, dans le cadre d'une entente administrative spécifique, afin d'actualiser la politique gouvernementale.

Programme de soutien à la recherche

Le Programme de soutien à la recherche se répartit en trois volets qui ont pour objet de soutenir des projets ou des initiatives des milieux de la recherche et de l'innovation. Il s'adresse, selon les différents volets, aux organismes à but non lucratif intervenant dans les différents secteurs de la recherche, de l'innovation et de la diffusion de la science et de la technologie, aux établissements de recherche publics ou des réseaux de la santé et de l'éducation de même qu'aux entreprises.

A. Clientèles admissibles

Les clientèles admissibles au Programme sont :

- Les organismes à but non lucratif intervenant dans les différents secteurs, créneaux ou filières de la recherche, de l'innovation, de la promotion et de la diffusion de la science et de la technologie;
- Les établissements de recherche des réseaux de la santé et de l'éducation;
- Les établissements de recherche publics;

- Dans le cas du volet 3, sont aussi admissibles les entreprises, en priorité celles qui comptent moins de 250 employés ou dont l'actif ne dépasse pas 50 millions de dollars.

B. Projets admissibles

Volet 1 : Soutien à des projets de recherche ou à des organismes et regroupements stratégiques de recherche

Sont admissibles les initiatives structurantes de soutien au développement de la recherche, notamment : les projets ou les activités en vue du développement de la recherche dans des filières, des secteurs ou des créneaux à fort potentiel pour le développement économique, social et culturel du Québec les projets ou les activités qui suscitent la création, le développement ou la consolidation de partenariats ou de réseaux de recherche regroupant les milieux universitaires, institutionnels et industriels les projets ou les activités de recherche prioritaires ou d'envergure impliquant, le cas échéant, la participation du gouvernement fédéral ou d'une autre province ainsi que de leurs organismes le soutien aux organismes de recherche ou de financement de la recherche.

A. Nature de l'aide financière

Volet 1 : Soutien à des projets de recherche ou à des organismes et regroupements stratégiques de recherche

L'aide accordée aux projets ou aux activités de recherche ou de réseautage est une contribution financière non remboursable dont le niveau peut atteindre 80 % des dépenses admissibles. L'aide accordée à un projet ou à une activité n'a pas de caractère récurrent.

Seules sont admissibles les dépenses liées directement à la réalisation du projet ou des activités conformément aux dispositions de la convention de subvention liant l'organisme demandeur et le Ministère. Une dépense ne peut être admissible que dans la mesure où elle est raisonnable dans les circonstances. Le demandeur doit fournir tous les renseignements pertinents dans le plan de financement du projet ou de l'activité.

B. Critères d'analyse

Pour les trois volets du Programme, les critères suivants seront prioritaires :

- L'aide financière doit être essentielle à la réalisation du projet ou de l'activité;
- Le projet ou l'activité doit correspondre aux objectifs du Programme et contribuer au développement de projets ou d'activités de recherche et d'innovation.

Volet 1 : Soutien à des projets de recherche ou à des organismes et regroupements stratégiques de recherche

La priorité est accordée aux projets ou aux activités revêtant un caractère stratégique et structurant pour le développement de la recherche et de l'innovation dans des domaines, des secteurs, des filières ou des créneaux porteurs pour le Québec.

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE)

Ce programme vise à :

- Reconnaître et promouvoir l'action des organismes d'action communautaire autonome

oeuvrant dans des domaines relevant de la mission du ministère de l'Éducation, notamment dans les domaines suivants : alphabétisation populaire, prévention de l'analphabétisme et lutte au décrochage scolaire, réinsertion des décrocheurs, formation continue, recherche et développement destinés aux organismes d'action communautaire autonome, regroupements nationaux reconnus comme organismes de représentation par le Ministère;

- Soutenir financièrement ces organismes pour la réalisation de leur mission globale.

Programme de soutien à la valorisation et au transfert

Le Programme de soutien à la valorisation et au transfert souhaite répondre aux besoins des universités, des établissements d'enseignement collégial, des grandes institutions publiques et de bon nombre d'organismes à but non lucratif qui jouent un rôle de premier plan dans la valorisation des résultats de la recherche et dans le transfert des connaissances. Les interventions du Programme se situent principalement parmi les premières étapes à franchir avant même la commercialisation ou l'application directe des résultats de recherche dans l'entreprise ou l'organisation.

Critères d'admissibilité

A. Clientèles admissibles

Volet 2 : Soutien à l'innovation sociale et aux projets structurants en matière de valorisation et de transfert

Les clientèles admissibles à ce volet sont :

- Les organismes à but non lucratif de développement social, économique ou technologique et leurs regroupements ou associations;
- Les organismes de valorisation et de transfert des résultats de la recherche, à but non lucratif et légalement constitués, ayant fait preuve de réalisations concrètes dans ce domaine;
- Les organismes publics et parapublics tels que les établissements d'enseignement collégial, les universités et leurs composantes ainsi que les centres de recherche publics reconnus.

B. Projets admissibles

Volet 2 : Soutien à l'innovation sociale et aux projets structurants en matière de valorisation et de transfert

Sont admissibles les initiatives soutenant la valorisation des résultats de la recherche et le transfert vers les entreprises et les autres organisations dont :

- Les projets ou les activités ayant pour objet la valorisation ou le transfert des résultats de recherche liés à une stratégie ou à une problématique régionale et ayant un caractère structurant pour le développement national, régional ou local;
- Les projets en vue de la création, du développement ou de la consolidation de partenariats et de réseaux d'innovation sur le plan national, régional ou sectoriel;
- Les projets ou les activités en matière d'innovation sociale favorisant la valorisation et le transfert de connaissances, l'expérimentation de résultats de recherche et de mécanismes de transfert, l'évaluation ou la diffusion d'outils, ou les deux à la fois, de pratiques ou de procédés dans les organisations publiques, sociales et communautaires

Volet 2 : Soutien à l'innovation sociale et aux projets structurants en matière de valorisation et de transfert

L'aide financière accordée peut couvrir jusqu'à un maximum de 50 % des dépenses admissibles à la réalisation du projet ou de l'activité, à l'exception des projets ou des activités d'innovation sociale pour lesquels l'aide peut atteindre un maximum de 80 % des dépenses admissibles.

B. Critères d'analyse

Volet 2 : Soutien à l'innovation sociale et aux projets structurants en matière de valorisation et de transfert

L'octroi d'une subvention est fonction des lignes directrices suivantes :

- L'aide financière demandée doit être absolument nécessaire à la réalisation du projet ou de l'activité le projet ou l'activité doit correspondre aux objectifs du Programme et contribuer à la consolidation du système national d'innovation ou de ses composantes régionales;
- L'organisation présentant le projet ou l'activité doit démontrer qu'elle fonctionne en réseau avec d'autres organisations au niveau national ou régional dans le même secteur ou dans des secteurs connexes. Le partenariat doit être clairement démontré;
- La priorité est accordée aux activités ou aux projets qui sont inscrits à une stratégie régionale d'innovation ou dans une planification régionale de développement ou encore qui ont un caractère structurant dans le développement du système d'innovation.

C. Autres modalités

Volet 2 : Soutien à l'innovation sociale et aux projets structurants en matière de valorisation et de transfert

Une demande de subvention doit comprendre les éléments suivants :

- Une description détaillée du projet, y compris la nature des activités à réaliser, les objectifs poursuivis, les moyens choisis pour les atteindre, les étapes de réalisation, les biens livrables ou les résultats escomptés et les retombées prévisibles sur le système national d'innovation et ses composantes régionales;
- Un positionnement du projet quant à sa contribution aux orientations stratégiques du secteur ou de la région en recherche, science, technologie et innovation (RSTI);
- Un budget pro forma détaillé et un échéancier de réalisation;
- Une proposition de montage financier complet pour la durée du projet ou de l'activité, où seront indiqués les partenaires et leur contribution respective;
- Des documents ou des lettres d'entente démontrant la nature des engagements de chacun des partenaires participant au projet ou à l'activité.

Programme de soutien à la promotion de la culture scientifique et à la relève en science et technologie

Le Programme de soutien à la promotion de la culture scientifique et à la relève en science et en technologie a pour objectif de promouvoir les carrières en science et en technologie, le développement de la culture scientifique et technique ainsi que la diffusion de produits structurants.

A. Clientèles admissibles

Les clientèles admissibles sont :

- Les organismes à but non lucratif légalement constitués qui ont leur principal établissement au Québec;
- Les établissements d'enseignement;
- Les centres et instituts de recherche;
- Les organismes privés à but lucratif de propriété majoritairement québécoise uniquement pour les projets en matière d'audiovisuel.

B. Projets admissibles

Le Programme privilégie trois types de projets admissibles :

- Les projets qui visent à développer une attitude citoyenne ouverte et critique à l'égard des avancées de la science et de la technologie pour les jeunes et les adultes. Ces projets doivent présenter :
 - Des formules permettant le rapprochement et les interactions entre les producteurs de savoir et la population sur les avancées de la science et de la technologie et les grands enjeux sociétaux qui s'y rattachent;
- Ou
- Des recherches menées en vue d'une meilleure compréhension des formules permettant le rapprochement et les interactions entre les producteurs de savoir et la population sur les avancées de la science et de la technologie et les grands enjeux sociétaux qui s'y rattachent.

Exclusion

Ne sont pas admissibles les projets suivants :

- Les événements ponctuels tels que les salons, les colloques, les congrès ou les festivals;
- La promotion d'associations ou d'ordres professionnels et les projets qui s'adressent essentiellement à leurs membres;
- La promotion des secteurs d'activité des établissements d'enseignement postsecondaire;
- Les activités à des fins officielles d'enseignement;
- Les traductions;
- Les activités d'animation de camps de jour et de séjour;
- Les activités faisant double emploi avec un service ou une ressource déjà disponible;
- Les activités générant des profits pendant la période visée par la subvention;
- Les activités créant une double rémunération.

B. Contribution de l'organisme et de ses partenaires

Contribution minimale exigée

La contribution minimale exigée de l'organisme demandeur et de ses partenaires, soit 50 % du coût des dépenses admissibles rattachées au projet, peut prendre la forme d'une contribution en ressources humaines, matérielles ou financières.

D. Critères d'analyse et autres modalités de gestion

Les critères suivants sont pris en considération :

- Les projets doivent avoir une durée minimale de six mois et une durée maximale de douze mois;
- Les projets peuvent s'étendre sur une période maximale de trois ans pour ceux qui comprennent plusieurs phases de réalisation. Cependant, ils doivent faire l'objet d'une nouvelle demande chaque année;
- Un organisme peut présenter au maximum deux demandes d'aide financière différentes par exercice financier;
- Les demandes d'aide financière peuvent être déposées en tout temps
- Chaque demande d'aide financière fait d'abord l'objet d'une évaluation par le Ministère en vue d'établir l'admissibilité de l'organisme demandeur et la pertinence du projet soumis;
- Par la suite, chaque demande d'aide financière est évaluée par un comité d'évaluation;
- Le nom des membres du comité d'évaluation demeure confidentiel.

FTQ

Qu'est-ce que le Fonds étudiant de solidarité travail du Québec?

Voici un bref rappel en ce qui a trait aux deux Fonds étudiants.

Le Fonds I

Le Fonds étudiant solidarité travail du Québec a été mis sur pied d'une part par le Fonds de solidarité FTQ et la Fédération de travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), partenaires à 50 %, et d'autre part par le gouvernement du Québec, partenaire pour l'autre portion de 50 %. Le Fonds offre aux étudiants et étudiantes la possibilité d'obtenir un emploi d'été à caractère éducatif et social dans des organismes qui, normalement, ne disposent pas de ressources financières leur permettant d'embaucher des étudiants et étudiantes dans le cadre des programmes gouvernementaux existants. Ces emplois d'été à caractère éducatif et social s'adressent aux organisations syndicales, aux organismes à but non lucratif du secteur communautaire, aux coopératives et aux petites entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 2 millions de dollars et moins de 5 ans d'existence.

Le Fonds II

Le Fonds étudiant solidarité travail du Québec II a été mis sur pied en 2000 suite au Sommet des Jeunes et est financé sur le même principe que le Fonds I. Le Fonds étudiant II offre aux étudiants et étudiantes de niveau collégial ou universitaire la possibilité d'obtenir un emploi d'été d'animateur ou d'animatrice auprès des jeunes qui mettent sur pied et gèrent une coopérative jeunesse de services (CJS). Ces emplois d'été à caractère éducatif et social sont destinés au réseau québécois des CJS coordonné par le Regroupement québécois de la coopération du travail (RQCT).

Pour la FTQ, le Fonds de solidarité FTQ et le gouvernement du Québec, il s'agit d'une occasion privilégiée de promouvoir l'emploi d'été pour les jeunes et de contribuer activement à leur développement. De plus, ces Fonds étudiants stimulent les organisations à créer des emplois dans toutes les régions du Québec.

L'aide financière à l'employeur

Le Fonds étudiant I rembourse 90 % et le Fonds étudiant II 100 % du salaire aux personnes embauchées. L'employeur contribue pour 10 % du salaire et assume les coûts reliés à l'emploi.

Bilan annuel du Comité des affaires académiques et pédagogiques

Par Ève Léger, membre du Comité des affaires académiques et pédagogiques

Activités du Comité pour l'année 2005-2006 et évaluation

J'ai relevé quelques incongruences dans les activités reliées aux affaires académiques et pédagogiques à l'ASSÉ cette année. Premièrement, certaines activités ont eu lieu à l'automne 2005, bien que le comité ait alors été désert. Ces activités ont été : la tenue d'un atelier, au camp de formation d'automne, sur la décentralisation du réseau collégial et l'idéologie néolibérale derrière les récentes réformes du réseau collégial, et la publication de deux articles sur les cégeps dans l'*Ultimatum* d'octobre (*Projets de décentralisation à venir... restons aux aguets !* et *Portrait de la vie managériale des cégeps*). Suite à cette montée de dynamisme, il y a eu une élection sur le Comité des affaires académiques et pédagogiques. Puis, plus rien. On n'en a plus entendu parler.

Bon, on en a entendu un peu parler dans les CIR du 13 décembre et du 2 mars. On a alors mandaté le Comité de certains projets qui, à la veille du Congrès annuel, sont en voie d'être éventuellement faits. J'exagère un peu. Mais l'autodérision est appropriée, je vous le jure. J'ai passé la session à faire autre chose dans l'ASSÉ que mes propres mandats : tournées internes, appels téléphoniques et autres, parce que c'est un peu plus motivant de passer du temps avec des militants et des militantes que faire une recherche sur les passerelles DEP-DEC avec comme seule compagnie un comité aux deux tiers vides.

Les mandats du Comité (issus du CIR du 2 mars) sont :

- 1) Un travail de recherche sur les passerelles DEP-DEC et les stratégies concertées en éducation;
- 2) Rassembler l'information sur les AEC en cours et les projets d'AEC, leur contenu et leurs conditions d'admission dans les 48 cégeps (format excel);
- 3) Regarder les revendications du mouvement québécois des adultes en formation (MQAF) et plus particulièrement leurs revendications sur les AEC et les programmes courts. Évaluer la compatibilité de nos revendications (en général). Établir un contact avec les représentants et représentantes de ce groupe;
- 4) Étudier le projet de réforme des conventions collectives dans les institutions post-secondaires tel qu'amené par le SUJAC. Celui-ci vise à assurer une plus grande équité lors des révisions de notes.

À l'heure où j'écris ces lignes, le premier mandat est susceptible d'être prêt pour le début du Congrès annuel, disons sous forme de version préliminaire. Le quatrième sera prêt pour le prochain CIR ou Conseil de Coordination, et les autres devraient être accomplis d'ici le début de l'été.

Perspectives pour l'année 2006-2007

Très bientôt pourraient être annoncés les projets ministériels de réforme du réseau collégial.

Les prochaines activités du Comité y seront donc probablement liées. Il pourrait entre autres y avoir une rencontre nationale des secrétaires/coordo à la pédagogie, avant l'été, afin de discuter de ces annonces ministérielles et de bien en comprendre les enjeux.

Le Comité pourrait également préparer un atelier de formation et d'échange pour les secrétaires/coordo à la pédagogie, lequel pourrait être donné au début de l'automne, et pourrait être réutilisé ou recyclé dans le futur.

Autrement, il serait impératif de réviser et réactualiser les revendications concernant les affaires académiques et pédagogiques, qui apparaissent éparses et un peu vieillottes, et de travailler à l'élaboration d'une plate-forme de revendications plus complète et cohérente. Ce travail, cependant, ne peut s'effectuer à une ou deux personnes (je fais référence à Julie et moi-même, si nous sommes élues); il nécessite la participation de plusieurs personnes.

D'autres projets pourraient s'avérer intéressants mais il serait inutile de les exposer ici, vu le nombre réduit de personnes qui s'intéressent présentement aux affaires académiques et pédagogiques.

Solidairement vôtre,

Ève Léger,
Comité des affaires académiques et pédagogiques

Bilan annuel du Comité femmes

Par Martine Poulin et Geneviève Gariépy, membres du Comité femmes

Nous croyons pouvoir dresser un bilan généralement positif du travail du Comité femmes cette année. Nous nous en sommes tenues à notre plan d'action et nous pensons pouvoir dire que, malgré certaines lacunes, nous avons atteint nos objectifs. Soulignons que nous avons choisi sciemment de porter sur nos épaules le poids du Comité femmes, et ce malgré d'autres engagements contraignants, parce que cela nous tenait à cœur. Aussi, nous n'avons pas pu y mettre autant de temps et d'énergie que nous l'aurions souhaité, mais nous avons fait de notre mieux et nous l'avons fait avec enthousiasme. Ce bilan ne récapitulera pas dans les moindres détails chaque étape de notre plan d'action. Ce dernier est disponible sur le site Internet de l'ASSÉ (voir le procès-verbal du Congrès du 20 août 2005) et vous pouvez vous y référer pour constater ce qui a été fait et ce qui ne l'a pas été. Nous tâcherons plutôt de souligner les bons coups mais surtout, nous tâcherons d'émettre une critique constructive afin de donner de meilleures armes au prochain Comité femmes.

Des fleurs, des ballons et des petits oiseaux

Au chapitre des bons coups, soulignons d'abord le travail accompli pour le camp de formation d'automne 2005. Cette expérience nous a démontré l'importance de travailler en étroite collaboration avec les autres comités au sein de l'ASSÉ. C'est en effet grâce au travail du Comité formation, qui nous a mis en lien avec deux alliées de Sherbrooke (Lizanne Guay et Sandra Bérubé), qu'a pu naître l'équipe de travail pour l'atelier femmes. Soulignons donc l'importance de mettre en contact tous les comités entre eux et ce le plus tôt possible dans l'année afin que ceux-ci puissent évaluer comment ils pourront travailler ensemble à atteindre leurs objectifs respectifs. Soulignons enfin que le document produit pour le camp de formation restera un outil de travail très utile pour l'avenir, même si certaines sections devraient y être ajoutées pour combler quelques manquements¹. Le document est également disponible sur le Site Web de l'ASSÉ. Le document demeure un bon outil de base pour les prochains ateliers sur le féminisme.

La production de documentation a d'ailleurs été une partie importante du travail du Comité femmes cette année. Si nous n'avons pas réussi à produire toute l'analyse que nous espérions (pensons au document qui devait venir appuyer la campagne contre la marchandisation du corps des femmes), nous croyons tout de même être arrivées à produire et à faire circuler un minimum d'information. En bloc : diffusion d'information sur congrès anti-choix, production du rapport pour le Congrès d'orientation, production de matériel pour la campagne contre la marchandisation du corps des femmes, etc. Nous avons travaillé tout au long de l'année à la diffusion d'information sur les événements féministes, sur les sujets d'actualité qui nous touchaient, sur la diffusion de documentation et sur les contacts externes avec les groupes communautaires et les organismes qui travaillent auprès des femmes. Nous souhaitons d'ailleurs transmettre ces contacts au prochain Comité femmes. Une liste de contacts est disponible dans le courriel du Comité femmes et une liste plus exhaustive sera remise lors de la transition. Plusieurs organismes féministes un peu partout désirent collaborer avec les féministes de l'ASSÉ et offrir de la documentation et des ateliers.

Nous pensons pouvoir inclure parmi les bons coups l'organisation des deux rencontres bi-

¹ Par exemple : les femmes et le mouvement étudiant; femmes, féminisme et ASSÉ; comment et pourquoi s'organiser en comités femmes; la condition économique des étudiantes; la « troisième vague féministe »; etc.

annuelles des comités femmes locaux. Notre inexpérience en la matière nous a montré, d'une part, que nous pouvions compter sur l'aide de l'exécutif, de la permanence et des associations hôtes (FXG et Marie-Vic) qui ont jusqu'à présent fait preuve de beaucoup d'enthousiasme et qui nous ont été d'un grand secours! Nous croyons que, malgré certaines lacunes, ces rencontres ont été bénéfiques. Elles ont permis de réactualiser les revendications femmes de l'ASSÉ, d'élargir le réseau de contact entre féministes, de préparer les Congrès (surtout le Congrès d'orientation), de créer un lieu de rencontre pour partager nos expériences. Lors de la dernière rencontre des comités femmes le 1^{er} avril 2006, les personnes présentes semblaient d'accord pour maintenir la fréquence de ces rencontres à deux par année, à raison d'une rencontre en automne pour planifier l'année et une rencontre bilan à l'hiver. Soulignons toutefois quelques problématiques en lien avec ces réunions. Premièrement, il est difficile de rejoindre les personnes concernées par ces réunions. Qu'il y ait ou pas de comité femmes au sein d'une association ne change pas grand chose : il n'y a pas de féministe de service assise dans un local d'association attendant qu'on lui téléphone. Les gens sont difficiles à rejoindre et l'information circule donc difficilement. Évidemment, la création d'une liste de contacts solide avec les numéros de téléphone personnels de gens s'avère dans ce cas nécessaire pour organiser de tels événements. Ensuite, le statut de ces rencontres est plutôt flou. Puisqu'il s'agit d'une instance de l'ASSÉ, le coût des déplacements et de la nourriture devrait être remboursé aux participantes et aux participants, ce qui est difficile à réaliser dans les associations qui n'ont pas de Comité femmes doté d'un budget. Il faudrait donc encourager les associations à inclure dans leur plan d'action la participation à ces instances, de sorte qu'elles en fassent la promotion et qu'elles permettent financièrement à leurs membres d'y assister.

Enfin, relatons en bloc d'autres accomplissements : un appui à la lutte des CPE, une conférence de presse, une entrevue faite à TQS pour présenter la Campagne contre la marchandisation du corps des femmes, une entrevue réalisée pour le magazine La Vie en Rose et quelques discours lors de manifestations (26 octobre, 8 mars, etc.). Il faut également souligner la réforme des positions féministes et le renouvellement des listes de contacts. Un autre événement de taille, le congrès pro-vie. La participation aux manifestations contre le congrès anti-choix a été un franc succès et elle a mobilisé beaucoup d'énergie pour le Comité femmes national. Nous étions des membres actives de la Coalition avortons leur congrès. Notons aussi la participation du Comité femmes à diverses instances (CIR, CRAM, etc.) et à des rencontres féministes (Centre de femmes de l'UQÀM, conférence à Concordia, etc.). Il ne faut pas passer sous silence la création de la section Femmes sur le Site Web de l'ASSÉ qui fut une belle collaboration entre le Comité Femmes et l'exécutif de l'ASSÉ.

Il faut que ça saigne

Nous sommes très conscientes des lacunes dans notre travail au sein du Comité femmes. Aussi, nous avons pris soin de demander aux participantes et participants de la rencontre du 1^{er} avril leur avis sur ce qui sera à améliorer. Voici donc ce qui résulte de notre auto-critique et des critiques reçues.

Premièrement, le travail sur le terrain a clairement manqué. Aucune formation au niveau local n'a été donnée, aucune aide à la mobilisation par une présence sur le terrain n'a été faite. Il serait intéressant que les prochains comités femmes prévoient passer plus de temps auprès des associations. De plus, une liste de personnes disponibles et intéressées à faire de la formation féministe et/ou du travail de terrain avec les comités femmes locaux pourrait être dressée. Il faut toujours prendre en considération que nous ne sommes pas seules et que nous pouvons déléguer des tâches. De plus, nous sommes beaucoup trop centrées sur les ressources montréalaises pour mener à bien nos mandats.

Il serait intéressant de créer une banque de ressources au niveau provincial.

Il est clair que nous avons eu des lacunes au niveau des communications. Nous avons peu utilisé la liste de diffusion Assé-Femmes et nous avons eu peu de contacts avec les comités locaux. Ce problème est apparu encore plus évident lors de la campagne contre la marchandisation du corps des femmes puisqu'il est difficile de coordonner une campagne nationale lorsque nous avons des problèmes de communication. Il faudrait qu'il y ait une communication systématique entre le local et le national. Malgré quelques tournées d'appels des associations, nous ne gardions pas de contact constant avec les membres ni avec les comités femmes locaux. De la même façon, le rôle de ressource que nous pensions jouer s'est avéré vain puisque nous recevions très peu d'appels. Il est donc apparu lors de la dernière rencontre des Comités femmes locaux qu'il fallait améliorer le réseau de contacts, utiliser davantage la liste de courriels, et que se donner des nouvelles devait se faire dans les deux sens. Notons, d'une part, que le comité femmes doit bien sûr faire preuve d'initiative à ce niveau. D'autre part, s'il y a un manque de communication au local, le national en sera nécessairement affecté. Bref, la communication doit se faire dans les deux sens, les Comités femmes et les associations doivent développer le réflexe de donner des nouvelles fréquemment au national. Le national est un outil, servez-vous en!

Enfin nous avons aussi noté un problème de communication au sein de l'ASSÉ. Parce que le Conseil exécutif était débordé, le Comité femmes qui fonctionnait bien a été laissé un peu à lui-même. De plus, le travail avec les autres comités s'est arrêté après le premier camp de formation. Nous nous sommes bien souvent retrouvées seules, sans ressources, sans budget et avons eu le réflexe de nous débrouiller toutes seules, ce qui a pu mener à des dérapages. Souhaitons que l'implication pour l'année qui s'en vient soit plus fructueuse et que la création d'un Conseil de coordination s'il est mis sur pied, aide à rendre le travail des comités plus facile et harmonieux.

Pour terminer, nous tenons à souligner un problème qui nous semble important pour l'ASSÉ mais en particulier pour le Comité femmes, celle de la transmission du savoir. Nous avons cette tendance à transmettre difficilement les acquis de notre expérience au sein de l'ASSÉ et du mouvement étudiant en général. Et c'est encore plus flagrant du côté des femmes. Nous ne savons pas ou très peu ce qui a été fait avant nous parce que personne ne nous a transmis l'information, parce que très peu de femmes s'impliquent au sein de l'ASSÉ et parce que celles qui le font disparaissent parfois vite de la carte parce qu'elles sont excédées. Peut-être faudrait-il prendre la peine de retracer en détail l'implication des femmes au sein de l'ASSÉ (ce que nous aurions voulu faire davantage pour le Congrès d'orientation mais le temps a manqué). Peut-être devrions-nous amorcer une réflexion sur la transmission du « savoir militant ». Un projet ambitieux serait la création de l'histoire féministe du mouvement étudiant.

Il faut également mentionner l'appui des organismes féministes, de collaboratrices et de collaborateurs. Nous profitons de ce bilan pour dire merci à tous ceux et toutes celles qui ont donné un coup de main au Comité femmes au cours de cette année. Il est également important de souligner que les Comités femmes locaux sont des ressources et représentent une source de motivation très importante pour le comité national.

Nous souhaitons, enfin, une bonne année au prochain Comité femmes. Soyez assurées de notre support et de notre collaboration.

Bilan annuel du Conseil InterRégional (CIR)

Par François Bélanger, étudiant à l'UQAM

S'il y a une instance importante mais méconnue à l'ASSÉ, c'est bien le CIR. Il serait peut-être plus juste d'en parler au passé en fait, compte tenu que vous risquez ce week-end de transformer le CIR en un tout nouveau, tout beau Conseil de Coordination. Par ce bilan annuel, je tâcherai donc d'offrir au CIR, comme digne sépulture, de l'ultime paperasse composée en son honneur.

Pour ceux et celles qui connaissent plus ou moins la patente, le CIR c'est l'instance qui encadre l'ASSÉ entre les Congrès. Concrètement, son utilité est dans sa capacité à organiser les différentes campagnes et à répartir les tâches nécessaires entre l'exécutif, les Conseils régionaux et les comités (en plus de la collaboration occasionnelle de quelques personnes). *En théorie*, l'axe central de ce travail est de coordonner les différentes dynamiques régionales pour mieux s'organiser au national. En pratique, le CIR a surtout agi comme instance intermédiaire, compte tenu du peu de diversité régionale organisée au sein de l'ASSÉ. Comme vous le verrez, c'est ainsi que le CIR a principalement fonctionné cette année et c'est aussi pourquoi la réforme du CIR y fut envisagé aussi sérieusement.

Il y a eu 5 réunions du Conseil InterRégional depuis le dernier Congrès annuel ; j'ai assisté à 4 d'entre elles en tant que délégué du Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM). Un 6^e, prévu début juillet à l'Université de Montréal, n'avait finalement pas eu quorum.

29 mai 2005 (Lionel-Groulx)

Suivant d'une semaine le Congrès annuel, ce CIR avait comme principale tâche d'assurer une bonne transition entre l'ancienne équipe et la nouvelle, ainsi que d'organiser la répartition des tâches pour l'été. Des mesures ont aussi été prises pour appuyer le travail des Conseils régionaux, dont l'assez récent Grand Conseil Régional Avant-gardiste de l'ASSÉ dans les Laurentides (Grand-CRAAL). Cela prit notamment la forme d'un appui à l'action organisée par le CRAM le 2 juin au bureau de Jean Charest pour protester contre les coupures dans l'aide financière aux études pour le mois de juin.

Au niveau des comités, une soirée de discussions exploratoires a été appelée par le CIR afin de démarrer l'été du bon pied. Malheureusement, cette rencontre a eu peu de succès en termes d'achalandage. Nous avons surtout cerné des priorités pour l'exécutif et les comités d'ici au Congrès suivant, à la fin août. Les tâches dévolues à l'exécutif étaient notamment liées à l'organisation d'instances et au réseautage entre militants et militantes, alors que des tâches d'élaboration de contenu et de matériel ont composé en grande partie les mandats pour les comités.

Notons également le traitement du dossier du Manifeste de l'ASSÉ. Une maison d'édition avait en effet approché l'ASSÉ peu après la grève pour nous proposer de coréaliser un livre portant sur la vision de l'éducation de l'ASSÉ, et le Congrès annuel avait vu la chose favorablement. Six personnes ont donc été mandatées lors du CIR du 29 mai afin de s'embarquer dans ce projet, d'abord en réalisant un plan détaillé de ce que pourrait être le Manifeste, puis en s'assurant que la maison d'édition respecte la politique de féminisation de l'ASSÉ dans la réalisation du livre. Après quelques soubresauts lors des Congrès d'automne, le manque d'implication face au travail colossal qu'est la réalisation d'un livre a fait en sorte que le projet est mort dans l'indifférence généralisée.

31 août 2005 (Sherbrooke)

Ce CIR a eu lieu peu après le Congrès au cégep F.-X.-Garneau et il s'est principalement attardé à l'élaboration du plan d'action pour l'automne sur différents axes tels que la consolidation à l'interne, l'aide financière aux études, les revendications féministes, la manifestation du 26 octobre à Québec et la solidarité syndicale. Les paramètres pour la réalisation de l'Ultimatum d'automne ont été fixés à ce CIR de manière très détaillée. Le comité de formation a également présenté une charte pour mieux régir sa conduite, qui a été adoptée.

Certaines décisions peu communes ont également été prises lors de cette réunion. Nous avons d'abord créé une équipe de 5 personnes chargées de recouvrer les dettes contractées par des dizaines d'associations étudiantes lors de leur séjour dans la CASSÉE quelques mois plus tôt ; aux dernières nouvelles, une grande partie des sommes avait effectivement été récupérée. Nous avons également adopté la mise en place du nouveau site Web de l'ASSÉ, ainsi que le remplacement de la mailing list ASSE-EDU par un forum – fort populaire... – sur ledit nouveau site. Enfin, l'exécutif de la FECQ avait proposé à celui de l'ASSÉ une rencontre bilatérale pour échanger de sujets communs ; l'exécutif de l'ASSÉ choisit d'en référer au CIR, et celui-ci en référa au Congrès, qui acquiesça finalement.

18 octobre 2005 (Université de Montréal)

Peu de nouvelles décisions ont été prises lors de ce CIR, qui a servi surtout à échanger sur les pistes à développer d'ici la fin de la session d'automne. On y discuta notamment de détails logistiques pour la manifestation du 26 octobre et pour l'organisation du Congrès d'orientation, qui s'est déroulé un mois plus tard au siège social de l'ASSÉ.

13 décembre 2005 (St-Jérôme)

Quelques semaines après ledit Congrès d'orientation, le CIR s'est chargé, entre autres, de répartir plusieurs de ses mandats aux comités ainsi qu'aux Conseils régionaux. Plus précisément, le mandat d'élaboration d'une éventuelle réforme du CIR a été dévolu à l'exécutif en collaboration avec les Conseils régionaux. Certains axes de recherche ont été mis de l'avant, ainsi qu'une élaboration très nette de la nature du numéro suivant de l'Ultimatum.

Un dossier important lors de ce CIR a été l'adoption du plan de valorisation tel qu'amené par l'exécutif, afin de remédier à une certaine torpeur post-grève ambiante. Cette mini-campagne interne, début hiver, a permis la consolidation et l'implication accrue au local pour beaucoup d'associations membres. Dans la même veine, nous avons mandaté Marie-Michèle Whitlock d'organiser le party pour le 5^e anniversaire de l'ASSÉ, qui fut un franc succès à tout point de vue. Enfin, le plan de travail pour le camp de formation de la session d'hiver a aussi été adopté lors de ce CIR.

2 mars 2006 (St-Jean-sur-Richelieu)

Il n'y a eu qu'un seul CIR lors de la session d'hiver, considérant la fréquence des Congrès à cette période de l'année ainsi qu'une certaine effervescence dans les assos locales et à l'exécutif suite au plan de valorisation.

D'abord, au niveau des campagnes, le CIR a appelé les membres à se joindre aux différentes manifestations du 8 mars, Journée internationale des Femmes, ainsi qu'à la réunion nationale des comités femmes locaux à Marie-Victorin le 1^{er} avril. De plus, nous avons envisagé une collaboration avec la Fédération Canadienne des Étudiantes et Étudiants section Québec (FCEE-Q) et le Front

Régional des Associations Étudiantes de la Capitale (FRAEC) pour une journée d'actions le 30 mars en faveur de l'accessibilité des études postsecondaires et d'un réinvestissement en éducation.

À l'interne, nous avons poursuivi l'amorce d'un virage écolo à l'ASSÉ en précisant les modalités de la réunion nationale des comités étudiants environnementaux et en mandatant l'Association Étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS) de peaufiner un projet de politique écologique pour l'ASSÉ. Un plan de travail pour le comité de recherche et réflexion a également été adopté, de même qu'un appui au rapport social de la Ligue des droits et libertés et qu'un ordre du jour pour le Congrès annuel.

Enfin, après quelques amendements mineurs, le CIR a choisi de recommander aux associations membres l'adoption d'un plan précis de réforme pour le CIR, qui pourrait transformer celui-ci dès ce week-end en Conseil de Coordination comme je l'ai mentionné précédemment.

Analyse critique¹

Les Conseils régionaux ont cette année exercé un rôle accru en ce qui a trait aux tâches de coordination nationale. Ainsi, s'il est vrai qu'ils sont toujours des outils de mobilisation régionale importants (comme lors de la manifestation régionale cet automne à Drummondville ou de la manifestation à Ottawa à laquelle s'est joint le CRAM fin février), ils sont de plus en plus appelés à effectuer différentes tâches d'élaboration qui étaient autrefois redirigées vers les comités de travail ou l'exécutif. Cela est d'ailleurs sûrement dû en bonne partie au manque d'implication formelle qui a accablé l'ASSÉ tout au long de l'année, bien que cette tendance semble prête à s'effacer lors du présent Congrès annuel. De même, les mobilisations régionales sont bien évidemment moindres à celles de l'an dernier, et l'ensemble des instances de l'ASSÉ s'est donc saisi des tâches de consolidation et d'organisation qui leur incombaient à ce stade-ci de la lutte étudiante. Je crois que cet important travail à l'interne mérite d'être salué ; on fait pas des grèves générales tous les ans, après tout...

Cela dit, le CIR a connu cette année des problèmes évidents. Ainsi, des postes de délégation des Conseils régionaux au CIR ont constamment été laissés vacants, ce qui débalançait un certain équilibre des pouvoirs en faveur de l'exécutif. De plus, le fréquent manque de préparation sur différents sujets des personnes déléguées a souvent rendu les discussions inutilement laborieuses. Je crois cependant que la réforme du CIR règlera ces problèmes ainsi que plusieurs autres. Je n'en dirai pas plus à ce sujet.

Mais un malaise subsiste. Mon prédécesseur Mathieu Jobin déplorait dans le dernier bilan annuel du CIR la réduction de la place des luttes régionales ainsi que son corollaire, la distance entre le CIR et les assemblées générales des associations membres. Cette critique est toujours d'actualité, et une préparation accrue aux instances ne peut suffire à enrayer ce problème. Il nous faut donc également poursuivre la création, la consolidation et l'expansion des Conseils régionaux de l'ASSÉ, d'autant plus là où il n'y en a toujours pas malgré qu'il s'y trouve une ou des asso(s) membre(s). Des affiliations à l'ASSÉ en région sont nécessaires, bien évidemment, mais c'est aussi en ayant des Conseils régionaux solides et combatifs que les associations étudiantes isolées arriveront mieux à prendre leur place au national. Il nous faut de plus baser nos mobilisations régionales sur la volonté des assemblées générales locales (ce qui n'est souvent pas le cas), comme *nous* le faisons déjà pour les mobilisations nationales.

¹ Et toute personnelle.

Compte rendu de la réunion nationale des comités écologistes

Par Rémi Daigle, coresponsable de l'organisation de la réunion nationale

Bonjour à tous et à toutes,

Donc comme vous le saviez, Gabriel et moi avons été mandatés de coordonner une réunion nationale des comités écologistes; cette rencontre ayant eu lieu le 2 avril dernier au Cégep nouvellement affilié de Marie-Victorin, voici un bref compte-rendu de l'organisation, de la journée et des discussions qui y eurent cour.

Alors du côté de l'organisation, commençons par dire qu'il s'agissait d'une première pour Gabriel et moi; en ce sens disons que l'expérience fut très pédagogique. Bon, pour commencer, plusieurs enjeux relatifs à notre association ont occupé un temps que nous aurions dû utiliser afin de mieux organiser la rencontre nationale. En d'autres mots, si le projet était à recommencer, disons que nous tenterions de nous entourer d'un plus grand nombre de collaborateurs et de collaboratrices afin de mieux organiser l'activité. Concrètement, nous avons commencé la tournée d'appels un peu trop tard et nous avons également pris un peu trop de temps pour la faire, ce qui nous a contraints à n'en faire qu'une seule. Par ailleurs, nous avons eu à faire face à plusieurs difficultés afin de rejoindre des conférenciers et conférencières; difficultés qui nous forcèrent à ne pas tenir de conférence sur la question de l'eau lors de cette journée. Ajoutons à nos problèmes la difficulté d'organiser un transport commun de Québec qui semble avoir découragé la participation de quelques associations de la capitale. Malgré nos quelques difficultés, nous croyons qu'il serait mensonger d'affirmer que l'intérêt de la rencontre fût réduit par ce léger manque d'organisation. Notons pour finir que la participation s'est principalement limitée à des associations membres; seules trois associations non-membres se sont présentées. Également à noter qu'une seule association universitaire a participé à la rencontre, soit l'AFESH-UQAM.

La réunion s'est ouverte avec un peu de retard en raison du changement d'heure, puis les délégations se sont livrées à un tour de table sur la situation des comités écologistes de chaque cégep. Il semblait se dégager de ce tour de table que les situations au local, qu'il s'agissent de celles des comités ou de l'écologie, sont extrêmement différentes dans chaque association, ainsi plusieurs enjeux peuvent sembler communs, mais ne le sont pas vraiment en raison des particularités locales. Par la suite, malgré qu'un ordre du jour ait été proposé, les discussions prirent davantage l'allure de débats et discussions plus ou moins informels [et heureusement d'ailleurs] au sujet des luttes qui pourraient être intéressantes de ramener au niveau national. En ce sens, plusieurs enjeux furent « sélectionnés » et triés, voici une brève présentation de ceux-ci :

Papier scolaire

Quelques groupes ont rappelé que plusieurs enseignantes et enseignants refusent ou pénalisent les élèves remettant des documents sur du papier réutilisé ou lorsqu'ils et elles ne remettent pas de pages de présentation. Unanimement, les délégations présentes soulignaient qu'il était injustifié de pénaliser des étudiants et des étudiantes cherchant à économiser du papier et de l'argent. Il s'agit ici d'une bataille qui peut être très intéressante à notre sens puisqu'il ne s'agit pas d'une lutte nécessitant d'importants moyens, seulement de la sensibilisation envers les professeur-e-s, et qui peut dynamiser les troupes localement en plus de donner des résultats immédiats.

Politiques environnementales

Sans dire que cet aspect de la réunion fut central, nous avons malgré tout un peu discuté de l'application parfois douteuse de plusieurs politiques environnementales, disons, en se sens, que trop souvent il ne s'agit que de campagne de publicité plus de que de projet de gestion. Plusieurs cégeps ne sont toutefois pas certifiés comme tel, encore là il faut se questionner sur l'énergie à déployer afin d'obtenir de telles accréditations alors que cette même énergie pourrait être déployée ailleurs.

Coupes menstruelles

Quelques comités femmes et écologistes ont commencé à vendre de telles coupes afin de rendre plus disponibles ces produits malheureusement trop peu connus. En effet, les produits menstruels « communs » étant souvent ni biodégradables ni recyclables et encore moins réutilisables, les coupes menstruelles sont en ce sens une vraie révolution. Réutilisables et durables, elles permettent aux femmes de réduire considérablement leur consommation de produits menstruels. Plusieurs comités en distribuent, cependant leur prix est souvent relativement cher (40 \$ pour une coupe durant 10 ans) alors quelques comités ont décidé de « subventionner » l'achat de ces coupes. Expérience profitable et efficace. Il s'agit d'une initiative extrêmement intéressante puisqu'elle est profitable à la fois aux femmes et à leur environnement. L'ensemble des participants et des participantes appuie ce projet et en ce sens, il devrait être encore une fois mis de l'avant dans les comités locaux.

Réutilisation, réduction et recyclage

Quelques cégeps et universités disposent de systèmes afin de faire du recyclage, cependant ces installations sont bien souvent déficientes et dans d'autres institutions scolaires, absentes. Lorsque les installations sont présentes, il arrive souvent que les étudiants et les étudiantes jettent sans faire attention leurs déchets et ce sans prêter attention aux divisions dans les îlots. En se sens il y a beaucoup d'information à faire lors des rentrées scolaires, information qui peut être donnée en même temps que les tournées de classe bien souvent faites par l'association en début d'année; cela permet d'augmenter l'efficacité de l'ensemble du processus.

Ensuite, pour ce qui a trait aux établissements scolaires n'ayant pas de tel système de recyclage, plusieurs administrations réactionnaires refusent d'implanter de tels systèmes et prétextent souvent une économie. Or de rien ne démontre qu'il coûte plus cher de faire du recyclage, surtout lorsque l'on réduit et réutilise. En effet, l'application des principes des trois R (réduction, réutilisation, recyclage) risquent bien davantage de générer des économies et du moins compenser pour les coûts à court terme de l'installation et de la gestion des matières recyclables. Par ailleurs on peut douter que de réelles réductions notamment de la consommation énergétique aient été faites dans plusieurs cégeps et universités. Bref, beaucoup de travail reste à faire sur ces questions.

L'approvisionnement local, régional semble également une piste importante à favoriser dans ces plans de gestion écologique, ainsi consommer des produits provenant de la localité ou encore de la région réduit souvent les coûts et conséquences néfastes du transport.

Ainsi l'implantation adéquate de systèmes de recyclage, la réduction de la consommation, la réutilisation et finalement l'approvisionnement local sont des exercices que nous devrions mettre de l'avant, dans nos rapports avec les directions récalcitrantes, lors des prochaines sessions par les comités écologiques locaux.

Transports alternatifs

Les délégations présentes favorisèrent aussi le développement d'alternatives au transport en voiture au cégep. Ainsi travailler afin de réduire les prix, voire instaurer une gratuité, des transports en commun semblait être un enjeu tout à fait intéressant pour le niveau national. Cependant, l'instauration de la gratuité peut également représenter des hausses de frais ou de stationnement, il s'agit donc d'un dossier particulièrement délicat avec lequel il faut être prudents et prudentes. Le développement de nouveaux stationnements est également à bannir en raison des frais qu'ils représentent et parce qu'ils finissent par hausser l'achalandage de ceux-ci. Par ailleurs, le transport en commun étant malheureusement réservé aux plus grandes agglomérations urbaines, il ne faut pas limiter nos actions en matière de transport aux réseaux de transport; il faut également favoriser les installations pour cyclistes et pour le covoiturage. Quelques pistes ont été avancées, ainsi l'installation de babillards pour réseauter les gens intéressé-e-s par le covoiturage; pour ce qui est des cyclistes, les coopératives peuvent vendre du matériel afin d'en faire la maintenance, l'ajout de supports pour vélo par les administrations augmente l'accès des vélos et coûte moins cher que de construire des stationnements, puis finalement les supports doivent être mieux surveillés afin de contrer le vol. Ces luttes sont principalement locales et encore une fois peuvent facilement déboucher sur des gains. Pour ce qui est de la gratuité des transports en commun, des recherches devront être réalisées afin de monter un argumentaire sur cette question.

Privatisation de l'eau

Cette section du rapport sera malheureusement un peu concise puisque j'ai perdu mes notes sur le sujet. Nous avons cependant proposé de traiter la question lors des assemblées générales de la prochaine session afin que les associations n'ayant pas déjà des positions sur la question puissent discuter de cette question écologique vitale. Par ailleurs, des actions seraient également à prévoir sur cette question, qu'elles soient prévues en collaboration avec d'autres groupes écologistes ou encore localement. Des groupes locaux peuvent également prendre des mesures afin de mettre un terme au gaspillage et à la commercialisation de l'eau dans les cégeps et universités. Il s'agit ici d'un dossier sur lequel nous devons éventuellement travailler sur un plan national.

Vente du Parc du Mont Orford

Encore une fois, j'ai malheureusement perdu mes notes pour cette partie de la journée. Nous avons cependant traité rapidement de cette question et il semblait faire consensus qu'il fallait rester attentif sur ce dossier, obtenir des mandats en ce sens et tenter de participer au débat en cours sur cette question. Puisque peu d'associations possèdent des mandats sur cette question, il sera important que les comités locaux intéressés à travailler sur la question continuent de s'informer et d'encourager les associations à prendre position.

Se rencontrer à nouveau et avoir de meilleures communications

Finalement, nous avons convenu de nous revoir afin de tenter de coordonner les énergies au niveau national lorsque le Congrès le jugera nécessaire. Toujours dans le sens de mieux s'organiser, nous avons convenu de créer éventuellement une section d'information sur le site Internet afin de mieux informer les membres ainsi que de diffuser des informations que nous jugerons pertinentes. Par ailleurs, nous trouvons également pertinent de nous doter d'une liste de diffusion telle que « asse-support » afin de continuer à discuter entre nous et organiser des actions ou rencontres. En ce sens une liste de courriels a déjà été collectée pour débiter cette liste « asse-ecolo ».

Rapport mi-annuel de la permanence, hiver 2006

Par Valérie Soly, permanente de l'ASSÉ

Lors du présent Congrès annuel d'avril 2006, il restera quelques semaines avant l'achèvement de mon quatrième contrat de travail à l'ASSÉ et il me ferait plaisir de poursuivre mon travail à l'ASSÉ pour une 5^{ième} année.

Mon travail au quotidien

Depuis le renouvellement de mon contrat en octobre dernier, je dois dire que j'apprécie beaucoup mon nouvel horaire. Travailler à chaque jour me paraît plus logique et très important (de septembre 2002 à octobre 2005, je ne travaillais pas le mardi) car cela facilite le suivi du travail en cours. Je crois aussi que ce nouvel horaire a eu de bons impacts auprès des membres.

Le temps et les situations imprévues

Il est de mise d'introduire mon quotidien en faisant référence d'abord au caractère flexible de celui-ci. Même si les priorités de mes tâches sont adoptées par l'exécutif lors des réunions, plusieurs facteurs peuvent changer ces priorités. Le premier que j'identifie est celui relatif à des informations non-connues lors du choix des priorités de travail. Par exemple, une journée de la semaine a été prévue pour faire de la comptabilité, mais une association membre nous contacte pour nous demander de trouver une personne pour animer sa prochaine AG...qui est dans 2 jours. L'exécutif est en tournée et ne peut se charger de cette tâche, il me faut donc l'accomplir et mettre de côté la comptabilité pour un temps. Un autre facteur est celui de l'actualité. On peut alors penser à une réaction publique de l'ASSÉ qui n'avait pu être prévue et à laquelle je peux collaborer en appuyant l'exécutif dans la recherche d'informations manquantes ou dans la rédaction et la publication du communiqué, etc. Le dernier facteur est celui de la disponibilité. Par exemple, un exécutant devait aller présenter le projet de hausse des cotisations à l'AG d'une association membre, mais se désiste à la dernière minute pour cause d'une situation urgente. Les autres membres de l'exécutif ne sont pas disponibles à ce moment et il me faut trouver un remplaçant ou une remplaçante le plus rapidement possible. Ces facteurs sont légèrement différents mais ont tous un même point en commun : le temps.

Outre le temps, d'autres situations influent sur mes tâches quotidiennes. On peut par exemple penser à des appels reçus qui demandent un maximum de concentration et pendant lesquels il est préférable de mettre de côté ce sur quoi je travaillais (Ex. : Expliquer la dernière réforme de l'AFÉ ou faire une présentation détaillée de l'ASSÉ). Il y a également des demandes auxquelles je dois répondre prioritairement (Ex. : Transmission de documents, recherche, correction de 15 pages en 30 minutes, etc.) ou des situations qui ne peuvent être contrôlées telle la non-disponibilité de la connexion et du site Internet, et bien d'autres. Les imprévus sont imprévus quoi!

En somme, le temps et les situations imprévues peuvent impliquer du retard dans les tâches, l'impossibilité d'acquiescer à des demandes et quelques gros mots ou signes de découragement. Mais cela est ponctuel et est généralement vécu dans un court laps de temps. Avec de bonnes habitudes de travail et quelques outils forts pratiques, j'effectue généralement tout de même toutes les tâches prévues, et souvent davantage.

Habitudes et outils de travail

J'ai développé plusieurs habitudes de travail qui me permettent de m'adapter, d'éviter des oublis et des erreurs et de faciliter le suivi de mes tâches. La première est tout simplement une routine. J'arrive au travail, mets la cafetière en marche, consulte les messages vocaux, le forum interne, les courriels et le courrier et selon l'importance des informations consultées j'effectue les suivis prioritaires. Par la suite, je fais la revue de presse, le tour de plusieurs sites Internet d'actualités et m'attaque aux tâches prévues pour la journée. Cette partie de ma routine donne généralement le ton à la journée : Sera-t-elle plus tranquille ou très chargée? (Mais comme j'ai dit plus haut, les imprévus vont toujours en modifier le portrait.)

Ma deuxième habitude de travail est l'utilisation d'un cahier de bord. J'y note la date de la journée en cours, les messages, les tâches effectuées et toute autre information pertinente et importante. Ça peut paraître étrange d'en consacrer un paragraphe dans mon bilan, mais je vous assure qu'un tel outil est non seulement nécessaire, mais il facilite mon travail, en plus d'être un ouvrage de référence et d'histoire. Il est facile d'y trouver les informations que je cherche au besoin et me permet de ne rien oublier lorsque je transmets mon rapport d'activités à l'exécutif.

Les rapports d'activités à l'exécutif sont une autre de mes habitudes de travail. Ils sont une copie écrite de ma journée et remplissent parfaitement le rôle de suivi de mes tâches et d'autres informations que je transmets (Ex. : l'état des confirmations pour une instance ou la confirmation d'une AG d'une association membre). Je les transmets quotidiennement, sauf lorsqu'une réunion a lieu le même jour, et ce depuis mon embauche. J'ai donc écrit environ 700 rapports depuis septembre 2002!

Mon grain de sel

Il est évident que mon travail à l'ASSÉ est un choix qui correspond à mes convictions. Cela se traduit au quotidien par une participation active de ma part ainsi que de nombreuses initiatives. Je ne me suis jamais restreinte aux tâches que je devais faire, j'essaie au contraire d'appuyer au maximum le travail de l'exécutif tout en ayant en tête ce qui s'en vient (Ex. : Instances, actions, etc.).

Il y a des semaines moins faciles que d'autres, vous le savez autant sinon plus que moi. Des semaines qui sont hyper chargées et durant lesquelles on ne sait pas comment on va y arriver. Moi je n'y arrive pas toujours avec le sourire, mais tente de le faire quand même puisqu'il y a des objectifs à atteindre. Des mines basses, des découragé-e-s, des fatigué-e-s, j'en ai vu-e-s plusieurs et je pense qu'il n'y a rien comme l'humour et l'esprit de camaraderie pour se sentir moins seul-e quand on a l'impression que les tâches que l'on doit accomplir ressemblent à un continent. C'est à mon avis la clé d'un travail d'équipe solide qui se consolide dans le temps et dont il faut s'assurer de laisser trace pour ceux et celles qui suivent.

Motion spéciale!

Cette session n'a pas été différente de bien d'autres en ce qui a trait à la charge de travail, d'autant plus qu'il a manqué d'implications au sein des structures de l'ASSÉ. Mais concrètement, j'ai plutôt vu (à travers le téléphone, les réunions et les calendriers) beaucoup de militants et militantes mettre l'épaule à la roue. À tous ceux et toutes celles qui ont participé, je désire vous exprimer ma reconnaissance pour votre aide, vos convictions, votre temps et votre bonne humeur!

Finances

Suite au dernier Congrès de la mi-février 2006, j'ai été épaulée dans le travail des finances à ma plus grande joie. Francis Hamel y a contribué en prenant en charge le suivi du compte Concordia. Après maintes analyses et contacts auprès du responsable du dossier à l'Université Concordia, il a finalement pu déchiffrer la situation. Cette aide fut des plus appréciées.

Depuis le début du mois de mars, François Giguère (qui se présente au poste de Secrétaire aux finances pour l'année 2006-2007) s'est aussi joint à moi. Il a pris en charge le suivi des comptes à recevoir (frais d'instances non payés) auprès des associations concernées, suivi qui m'était plutôt difficile à faire de façon continue. Il a aussi grandement contribué à la préparation des prévisions budgétaires pour l'an prochain, en plus de se charger de rédiger les textes de présentation pour celles-ci ainsi que pour les états financiers 2005-2006. Cette aide fut fort appréciée.

Cet hiver, j'ai également travaillé à l'amélioration et l'assainissement de la comptabilité de l'ASSÉ. Notons tout d'abord les corrections et clarifications apportées à la comptabilité suite à la fermeture du compte distinct du CRAM auxquelles j'ai pu collaborer avec François Bélanger, coordonnateur du CRAM. De plus, suite au Congrès tenu à Matane, j'ai préparé un document comptabilisant toutes les dépenses et revenus reliés à ce Congrès. Ce genre de document permet de mieux voir quelles sommes sont dépensées pour chaque instance et ainsi mieux en prévoir les coûts et les frais à facturer pour les instances futures. J'ai aussi fait le même travail pour comptabiliser les dépenses et revenus associés au party du 5^{ème} anniversaire de l'ASSÉ qui fut un succès!

Instances

Je continue à participer aux instances, et surtout aux réunions de l'exécutif et aux Congrès, qui sont plus directement nécessaires à mon travail. Pour les réunions de l'exécutif, j'ai participé à 10 réunions sur 15 (du 8 janvier au 10 avril 2006). Cet hiver, plusieurs réunions ont été chargées, ce qui a souvent eu pour impact de traiter, entre autres, le point permanence à la hâte. Mais puisque j'ai pris l'habitude de préparer une liste des tâches en fonction du travail en cours et à venir et que somme toute, il y a toujours du travail à faire (!), ce ne fut pas problématique à mon avis. Fait à noter, pour la première année depuis mon embauche à l'ASSÉ, il m'est possible de faire les procès-verbaux des réunions de l'exécutif au fil de celles-ci, ce qui évite des situations où l'exécutif doit adopter 10 procès-verbaux en même temps et surtout, permet d'assurer un suivi des mandats.

Pour le Congrès de Matane, mon travail s'est bien passé même si nous avons dû faire face à l'effet "dernière minute" encore une fois. Puisque j'avais commencé le cahier de Congrès dès janvier, cela a facilité ma tâche pour intégrer les documents reçus une semaine avant le Congrès (et la semaine même pour certains autres documents). L'exécutif et moi avons aussi coordonné plusieurs transports pour favoriser un maximum de participation. Malgré quelques difficultés rencontrées, je crois qu'il faut souligner la participation à ce Congrès et tout particulièrement la présence de toutes les associations membres. Ce fut je crois très apprécié par l'AEEM et par l'ensemble des participantes et participants.

Puis, dès le retour de Matane, le travail entourant le Congrès annuel a commencé avec l'exécutif. Préparation, logistique, téléphones et surtout cahier du Congrès sont les tâches qui m'ont occupée ces dernières semaines. Heureusement, la préparation générale s'est améliorée et nous sommes moins « dernière minute » et donc mieux préparé-e-s, ce qui est une excellente nouvelle.

Même si je suis moi-même à la dernière minute, je souligne que la production de deux bilans par année (qui était une de mes recommandations au Congrès annuel de mai 2005) est non seulement plus pratique, puisque le temps couvert est moins long, mais je crois qu'elle permet aussi de faire un meilleur suivi et d'avoir accès à l'information entre les sessions d'automne et d'hiver.

Communications et rédactions

Cet hiver le téléphone a occupé un peu moins de place dans mon quotidien. Cela a été dû à la présence très régulière de Philippe Gauvin au bureau, qui a assumé de nombreuses tournées téléphoniques internes et externes, auxquelles j'ai aussi contribué. C'est vraiment du côté Internet que j'ai consacré plus de temps. Il y a en premier lieu l'entretien du site dont les mises à jour ont été plus régulières qu'à l'automne. Notons, par exemple, l'ajout des communiqués de presse de 2002 à 2004 ainsi que les nombreux articles de la nouvelle section Femmes. Il y a également un nombre important de courriels qui nécessitent beaucoup de temps de lecture et plusieurs suivis. Finalement, il y a les forums. Le forum interne d'abord qui sert de moyen de communication écrite entre l'exécutif et moi et le forum de l'ASSÉ que je consulte en diagonale pour être au courant, mais sans plus car ce serait trop de temps à y consacrer.

La communication entre l'exécutif et moi n'a pas toujours été égale, mais est demeurée bonne dans l'ensemble. La mi-mandat est souvent une période plus difficile, surtout à trois. Il faut également que je souligne que ceux-ci ont été forts occupés à l'extérieur, ce qui ne rend pas toujours évidente la transmission de tous les détails. Comme je dis toujours, trois coups de fil en valent mieux qu'un pour se tenir au courant au fur et à mesure. Je souligne à nouveau l'importance de ne pas juger de la pertinence d'une information et de plutôt privilégier sa diffusion, c'est là une autre clé d'une bonne communication.

La partie rédactions concerne tout ce qu'elle implique : rédaction, révision, correction et mise en page. Ce travail fait partie de mon quotidien. Que ce soit les procès-verbaux, les cahiers des instances, les lettres, les courriels, les textes pour le site Internet ou pour le matériel d'information, l'*Ultimatum*, et alouettes! Je suis habituée à ce travail donc malgré le nombre de pages dont je dois m'occuper, c'est généralement rapide. Généralement parce que, puisque je ne rédige pas en tant que telle la majorité de ces pages, je demeure dépendante des délais que prennent les auteur-e-s pour nous les transmettre. Comme j'en ai parlé plus d'une fois, j'y arrive assez bien même si je trouve parfois que les délais sont courts.

Perspectives 2006-2007

Avec les nombreuses candidatures aux élections générales, il y a une belle possibilité de mieux partager le travail et d'en faire plus. Je crois que tous ces gens qui veulent s'impliquer au sein des structures de l'ASSÉ démontrent pleinement le développement et les réalisations que l'ASSÉ a accomplis durant les cinq dernières années.

Suivant le Congrès annuel, il restera un peu plus d'un mois pour travailler à la transition. Cette année, je souhaite pouvoir m'y consacrer et la préparer davantage par la rédaction d'un document pratico-pratique comme je l'ai déjà fait par le passé et qui mérite une sérieuse mise à jour. Par la suite, je saluerai l'exécutif sortant et commencerai une nouvelle année avec le nouveau Conseil exécutif. Et pour la suite, on verra en temps et lieu. Sachez simplement que je suis heureuse de travailler à vos côtés. Bon Congrès!

Rapport synthèse du Congrès d'orientation

Par le Comité ad hoc élu à la production d'un rapport synthèse des mémoires déposés au Congrès d'orientation, composé de Francis Hamel, Alexandre Leduc, Marc-André Faucher et Catherine Landry

Introduction

Après maintenant presque cinq ans d'existence, il était de plus en plus à propos de convoquer une instance extraordinaire pour faire un bilan de ces années, remettre en question certains aspects et dégager des perspectives d'avenir.

Cette idée, de tenir un Congrès d'orientation pour les cinq ans de l'ASSÉ, était déjà présente avant la grève de l'hiver 2005. Celle-ci a réactualisé la nécessité de le faire. La gauche étudiante a, avec la grève, montré sa vigueur comme depuis longtemps elle ne l'avait pas fait. Nous nous devons d'être fier-ère-s de ce que nous avons accompli, nous devons aussi constater les limites que nous avons rencontrées. Plusieurs difficultés ont eu lieu à l'intérieur de la CASSÉÉ, l'incompréhension mutuelle de plusieurs associations locales qui ne se connaissaient pas entre elles, qui ont des réalités locales et des méthodes de travail différentes. Ce facteur, couplé avec le sentiment d'urgence de la grève qui a souvent oblitéré des débats qui auraient mérité plusieurs heures, a créé un sentiment de suspicion inopportun entre camarades. Nous avons pu remarquer aussi un certain manque de solidarité au moment de payer la facture de la grève, certaines associations étudiantes laissant à l'ASSÉ, puis à l'AFESH-UQAM, le soin d'assumer leur part des dépenses de la Coalition. Ces manques ont eu des répercussions à l'extérieur de la CASSÉÉ, ils ont contribué à la victoire de façade des fédérations étudiantes et à la difficulté que nous avons eue à diffuser notre message. À tel point que l'exécutif de cette année à l'ASSÉ a dû expliquer la réforme des AFE à l'exécutif actuel de la FECQ. Ces constats ont aussi des répercussions sur le mouvement étudiant en général. Que ce soit la faiblesse de la culture démocratique dans certaines associations, la faiblesse de la solidarité syndicale d'un discours indépendant construit sur nos propres bases et finalement la baisse du sentiment de pouvoir changer les choses chez plusieurs militants et militantes. Toutes ces réalités ont des conséquences fâcheuses sur la condition étudiante. La baisse de l'accessibilité aux études continues, la grève n'a pas ramené le statu quo et a entraîné un recul significatif pour les étudiants et étudiantes aux cycles supérieurs et pour les bénéficiaires des AFE qui reçoivent des pensions alimentaires. La qualité de l'enseignement est mise en danger par les menaces de décentralisation des cégeps, les AEC, la présence de plus en plus importante du privé ou les classes surchargées, pour ne nommer que quelques symptômes. De plus en plus à travers les coupures et les reculs on voit se dessiner une vision marchande qui individualise l'éducation. On parle de l'éducation comme un investissement financier de l'étudiant ou de l'étudiante, qui se rentabilisera grâce à l'obtention d'un emploi et on oblitére la nécessité de justice sociale dans l'accessibilité et aussi que l'éducation et ses institutions ne se justifient pas seulement en termes économiques, mais aussi par elles-mêmes, par la diffusion et l'approfondissement du savoir. Il en va de même pour la recherche qui devient de plus en plus un outil de rentabilisation en amenuisant les libertés académiques et le sens critique.

Nous croyons, à l'ASSÉ, à la permanence des enjeux en éducation et à la nécessité du combat quotidien. C'est pourquoi les associations fondatrices, il y a 5 ans, ont créé l'ASSÉ. C'est un constat facile que de dire que c'est par le nombre et son niveau d'organisation, d'information et de mobilisation qui vont faire qu'on peut réussir et que ça passe par une mise en commun de nos forces et

moyens. Nous sommes convaincu-e-s que les associations indépendantes de gauche peuvent faire ce même constat, alors pourquoi ne se joignent-elles pas à l'ASSÉ? C'est pour ça qu'elles ont été invitées. Le but n'est pas tant d'aller chercher de nouvelles cotisations en affiliant des associations que de s'unir ensemble pour défendre l'éducation publique, de qualité et gratuite. Nous ne défendons pas un acronyme nous voulons défendre l'éducation. Ce qui n'empêche pas que l'ASSÉ appartient d'abord à ses membres et c'est à eux et elles, de construire l'outil qu'ils et elles se sont créés.

Le Congrès d'orientation s'est ouvert le 25 novembre 2005 avec l'intention de mettre en relief les bons et mauvais aspects de l'ASSÉ à travers les cinq dernières années et de mettre en oeuvre les moyens pour raffermir le rôle du syndicalisme étudiant de combat au Québec.

Principes de base et revendications

Élaboration du discours en lien avec les principes de base

L'idée originale du Congrès d'orientation n'était pas seulement d'envisager l'élaboration du discours en lien avec les principes de base, mais aussi de revoir ses principes de base et en débattre. Aucun mémoire, que ce soit d'une association membre ou non-membre, n'a par contre remis en question les principes de base. Lorsque les mémoires abordaient la question de la pertinence des principes de base, c'était pour souligner leur à-propos¹. Ce qui revenait le plus souvent, c'est l'intérêt de mettre de l'avant un discours large qui permet une analyse plus profonde des enjeux en éducation et aussi de relier ses enjeux avec d'autres problématiques qui y sont interreliées. Il est aussi souvent ressorti que ces principes de bases, et le discours plus large qu'ils supposent, sont un des principaux facteurs qui nous démarquent des fédérations étudiantes. L'appât du gain à court terme ne nous empêche pas de comprendre et critiquer les dynamiques sociales et économiques qui sous-tendent les attaques à l'éducation et ainsi apporter un discours politique et une opposition plus construite.

Principes de base de l'ASSÉ, extrait des Statuts et règlements

Article 4 : Principes

Les principes de base de l'ASSÉ reposent sur les fondements du syndicalisme étudiant établis dans l'article 1 de la Charte de Grenoble, en 1946. Celui-ci stipule que l'étudiant-e est un-e jeune travailleur-euse intellectuel-le. C'est donc en vertu de ce constat que l'étudiant-e se doit de se regrouper sur des bases syndicales. L'ASSÉ croit en la nécessité de lutter pour conserver les acquis des mouvements étudiant du passé, ainsi que pour assurer de nouveaux gains et ce, par le biais de la contestation permanente. Considérant que l'éducation est un droit, non un privilège, l'ASSÉ est basée sur les principes suivants :

1. pour une éducation publique, gratuite, laïque, de qualité, accessible et non-discriminatoire ;
2. pour un régime d'aide financière adéquat ayant pour but d'éliminer l'endettement étudiant et d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux ;
3. pour un réseau d'éducation public libre de toute ingérence de l'entreprise privée, y compris la sous-traitance ;
4. pour la démocratisation des institutions d'enseignement dans une perspective d'autogestion ;
5. pour une solidarité syndicale avec toute lutte internationale progressiste visant le mieux-être de la société ;
6. contre toute forme de mondialisation qui entérine la prédominance du profit sur le bien-être de la population.

¹ Voir : Mémoire AEMSP-UQAM p.12 (dans le cas de l'AEMSP ce constat fait suite à des formulaires distribués auprès de leurs membres); Mémoire AFESPED-UQAM, p.1 (alias Quatre constats et neuf propositions pour l'ASSÉ), Mémoire AFÉA-UQAM, p.1; Mémoire AEESPC-UQAM, p.1.

Revendications femmes

Suite à la rencontre des comités femmes locaux qui a eu lieu le 16 octobre 2005 à Québec, le Comité femmes a pu dans son mémoire tenir compte des recommandations et propositions qui sont ressorties de cette rencontre afin d'établir de nouvelles revendications femmes pour l'ASSÉ, concernant les alternatives menstruelles et, dans une perspective plus globale, contre la promotion d'un idéal hétérosexuel standardisé. Il n'y eut malheureusement aucun débat sur ces propositions, c'est d'ailleurs un problème dont le Comité femmes fait état dans son mémoire lorsqu'il est question de la place des femmes à l'ASSÉ. Ce sujet sera traité plus loin.

Ensuite, les modifications qu'on désire apporter aux anciennes revendications réitèrent la nécessité que les moyens de contraceptions soient tous gratuits, mais précise qu'ils doivent être accessibles. Les avis de motions ont été déposés au Congrès d'orientation et seront traités au Congrès d'hiver. Ces avis de motions sont :

Revendications environnementales

Il n'y a pas de revendications environnementales à l'ASSÉ à l'heure actuelle. Les congressistes se sont entendu-e-s pour qualifier cet état de fait de manque. Le Congrès a voté qu'une plate-forme de revendications écologistes et une politique verte lui soient présentées lors de la session annuelle. Des comités ad hoc ont été créés par les Conseils régionaux à cette fin.

Revendications académiques

Les revendications académiques ont occupé trop peu de place au Congrès d'orientation, mais les constats et les propositions adoptées indiquent clairement une chose : il faut expliciter nos revendications et les faire connaître auprès des membres et de la population en général.

En effet, plusieurs mémoires, celui de l'AEMSP-UQÀM étant probablement celui qui l'exprime le mieux, recommandent de mener une recherche poussée sur nos revendications et nos principes de base. Le mémoire sur les formations remarque aussi qu'il y a un manque de formation technique à l'ASSÉ sur les questions académique. On soulève aussi le fait qu'il faudrait avoir des revendications plus spécifiquement universitaires. Cette volonté de démarquer les luttes universitaires et collégiales, sans pour autant remettre en doute la pertinence d'une association regroupant à la fois des associations de cégeps et d'universités, était présente dans d'autres mémoires. Certaines associations, principalement universitaires, défendaient aussi ce point de vue en Congrès.

Les recommandations qui ont été adoptées en Congrès sont catégoriques : la majorité des associations de l'ASSÉ croient que l'adoption de revendications académiques cohérentes, comme toute autre revendication ou principe de base, passe avant tout par une documentation scientifique soutenue. Dans ce sens, un comité *ad hoc* a été créé pour mener une réflexion sur la gratuité scolaire et expliciter les revendications et les moyens d'actions de l'ASSÉ à ce sujet qui sera déposé au Congrès annuel. Une réflexion interne doit aussi être menée au local sur « les moyens devant être mis en place afin que l'ASSÉ puisse être en mesure d'assurer une production soutenue de documentation sérieuse et scientifique en lien avec les principes et revendications de base. »

Fonctionnement interne

Problématiques de l'intégration des régions

Si aucune revendication particulièrement régionale n'a été adoptée en Congrès, il semble y avoir une volonté concrète de mettre en place des moyens d'actions pour augmenter la participation des étudiants et étudiantes provenant de l'extérieur des grands centres, tant au niveau local qu'au national.

Le manque de mobilisation et d'implication militante régionale est probablement la principale problématique freinant l'intégration des associations régionales. Cette remarque a été soulevée de nombreuses fois tant par le mémoire sur l'intégration des régions que par les associations hors de Montréal au Congrès. Si certains problèmes sont particuliers, par exemple, dans les régions des Laurentides, de Québec ou de l'Est du Québec, d'autres problématiques sont récurrentes. Probablement dus à la concentration plus élevée des membres à Montréal, les étudiants et étudiantes membres de l'ASSÉ hors de la métropole n'ont pas le même sentiment d'appartenance. Dans ce sens, le projet de valorisation de l'ASSÉ permettra de mieux évaluer les problématiques régionales. Le Congrès recommande aussi de « mettre en place des tournées et suivis des régions en favorisant des délégations en provenance de ces régions » pour décentraliser le fardeau de l'expansion de l'ASSÉ et personnaliser les tournées régionales. Les associations de l'Université de Montréal s'engagent aussi à évaluer les problématiques internes pour proposer des solutions permettant d'améliorer la communication et la cohésion interne entre les membres de l'ASSÉ. D'un point de vue structurel, la délimitation territoriale, le financement et les moyens de communications seront aussi réévalués d'ici le Congrès annuel afin de consolider les associations au niveau régional.

Problématiques de finances

Comme Valérie l'a souvent soulevé aux Congrès de la CASSÉÉ, les finances sont essentielles au bon fonctionnement d'un syndicat étudiant. Nous avons vu, en sortant de la grève, les conséquences d'une mauvaise gestion des finances, le manque à gagner de près de 40 000 \$ n'étant que le sommet de l'iceberg. Cependant, depuis plusieurs années, les finances de l'ASSÉ sont gérées presque uniquement par la permanente de l'ASSÉ. Le mémoire rédigé par celle-ci constate qu'il y a un manque d'intérêt pour les finances, que ce sujet est tabou aux Congrès de l'ASSÉ. Une piste de réponse serait de mandater un exécutant pour s'occuper des finances, chose qui a été fait au Congrès d'orientation : « Que les finances deviennent un mandat prioritaire du ou de la Secrétaire à la coordination ... ». Une autre serait de former les étudiants et étudiantes sur la pertinence des finances, proposition du mémoire sur les formations à l'ASSÉ mais qui n'a pas donné de suites.

Cette problématique est d'une importance primordiale. Les lacunes financières de l'ASSÉ sont d'ailleurs dénoncées, de façon exagérée, par nos détracteurs, particulièrement lors des campagnes d'affiliation ou de désaffiliation. À ce sujet, l'ASSÉ peut toutefois se féliciter de la transparence de ses sources financières et de ses dépenses qui sont, certes, irréprochables.

Problématiques de la place des femmes à l'ASSÉ

Pour ce qui est de la place des femmes à l'ASSÉ, le mémoire du Comité femmes mentionne plusieurs problèmes. Premièrement, il n'était pas étonnant de remarquer que les hommes participent en plus grand nombre aux instances de l'ASSÉ que les femmes. Ces dernières ne représentent que le tiers

des délégué-e-s malgré le fait qu'elles représentent 60 % de la population des cégeps. Une autre constatation était que les femmes sont minoritaires dans la rédaction du journal l'*Ultimatum*, qu'elles remplissent souvent des tâches moins visibles, comme la correction, et que les articles sur la condition féminine sont souvent relégués au second plan. On condamne aussi l'attitude paternaliste envers certaines déléguées.

De ces problématiques découlent certaines suggestions que le Congrès a adoptées pour accorder une plus grande importance aux femmes et au discours féministe dans les instances de l'ASSÉ et dans ses publications. Certaines propositions techniques, comme noter au PV la différence entre le nombre d'interventions des hommes et des femmes, ont aussi été adoptées. Dans le point campagne, il a aussi été adopté entre autres, de dénoncer les publicités sexistes et de mener une campagne sur la marchandisation du corps des femmes.

Finalement, il y a un problème qui revient encore, celui de l'implication. Il n'y a que deux membres sur le Comité femmes, ce qui empêche le Comité de faire un bon suivi des propositions prises en Congrès. C'est pourquoi il est important de promouvoir au niveau local les comités femmes et que ces derniers travaillent en collaboration avec celui de l'ASSÉ.

Problématiques des dynamiques de travail

Le sujet des dynamiques de travail saines dans le milieu étudiant a été traité dans le mémoire de Jérôme Charaoui, Secrétaire à l'information de l'ASSÉ, ainsi que dans le mémoire du Comité femmes. Dans le premier mémoire, il a été constaté que l'émotivité et l'emportement dans les débats peuvent souvent provoquer de mauvais climats de travail. C'est pourquoi il ne faut pas s'emporter quand un débat dérape et conserver notre sang-froid. Une autre attitude problématique est de camper sur ses positions. C'est-à-dire refuser, par orgueil, de changer de position ou de faire des compromis.

De plus, il n'est pas rare qu'un simple manque de respect ainsi qu'un manque de sens des responsabilités puissent entraîner des conflits. Puis, il faut porter attention aux comportements autoritaires afin de ne pas perpétuer ceux-ci. C'est donc en arrivant à travailler et communiquer d'une manière plus harmonieuse que le mouvement étudiant se portera mieux et que les militants et militantes vivront des expériences moins lourdes et plus enrichissantes. C'est suite à cette réflexion que plusieurs propositions ont été amenées et acceptées congrès et qui visent concrètement à diminuer les tensions, à l'intérieur et à l'extérieur des instances.

Le mémoire du Comité femmes tentait d'avoir une analyse plus genrée et d'évaluer l'importance que peuvent avoir des attitudes qui se rapportent à la langue macho sur les dynamiques de travail. Elles avaient aussi le mandat de définir un projet de gardiens et gardiennes du senti. Ce projet vise à définir quelqu'un comme gardiens ou gardiennes du senti, qui aura comme tâches de prévenir des situations fâcheuses en portant particulièrement attention à la discussion.

La proposition a été adoptée et la gardienne du senti qui fut nommée pour le reste du Congrès est intervenue à un certain moment pour calmer les tensions. La majorité des gens ont apprécié cette intervention.

Les Comités

Les Comités de l'ASSÉ sont une force de notre structure. Par les Comités on s'assure d'un plus

grand nombre d'élu-e au niveau national et on évite la professionnalisation du mouvement. En effet, l'apport d'un militant ou d'une militante devrait toujours être plus apprécié que l'apport d'un ou une employé-e ou contractuel-le. Pas seulement pour des raisons économiques, mais aussi parce qu'un mouvement social ne devrait jamais être entre les mains de professionnel-le-s, mais plutôt entre les mains des membres.

Avant de commencer, distinguons les Comités de travail qui relèvent du Conseil InterRégional du Comité femmes et journal, qui relèvent directement du Congrès.

Il y a un certain manque d'implication dans les Comités de l'ASSÉ, un des principaux facteurs soulignés par le mémoire du Comité recherche et réflexion est le manque de place dans les Comités.

En effet, le fait que les Comités de travail aient seulement que trois postes, peut rebuter les gens. La tâche à faire devient plus lourde du fait qu'il y ait un maximum de trois personnes pour s'en occuper. De plus, à certains moments le peu de places dans les Comités ont bloqué l'implication de certaines personnes, réduites à se présenter l'une contre l'autre ou à retirer leur candidature, sans qu'il y ait nécessairement une différence qualitative entre les candidatures (qui aurait justifié une élection pour départager les candidatures). L'idée avancée était donc de hausser le nombre de place dans les comités. Il y aussi été avancé que les Comités soient assumés en rotations par des associations membres.

Le processus d'élection des membres des Comités de travail a aussi été remis en question. Les candidatures aux Comités de travail doivent être appuyées par les Conseils régionaux respectifs des candidats et candidates. Ce qui oblige les éventuelles personnes intéressées par les Comités, à d'abord s'impliquer dans les Conseils régionaux, afin de permettre à ces Conseils de connaître les candidats et candidates afin de pouvoir les appuyer. Mais une personne intéressée par le Comité formation, par exemple, n'est pas nécessairement intéressée par l'implication dans les Conseils régionaux. Sans compter qu'il y a deux associations membres qui n'ont pas de Conseils régionaux, ce qui oblige les personnes de ses associations à demander une levée des règlements pour présenter leur candidature. Ainsi, les élections aux Comités ont souvent été faites en levant les règlements.

Il y a aussi un certain manque de suivi des comités, cette tâche devant être assumée par le Conseil InterRégional. Cette instance ayant elle-même des difficultés, ses manquements se répercutent sur les Comités de travail, les problématiques du Conseil InterRégional sont abordées dans la section « instances ».

Une autre des voies abordées pour favoriser l'implication dans les Comités, est de faire la promotion de l'idée que les problématiques au local sont très souvent les conséquences de réformes, décisions ou tangentes nationales. Par exemple, le manque de financement généralisé du réseau postsecondaire, entraîne un cégep en particulier à signer un contrat d'exclusivité. Ainsi, les combats locaux, sans remettre en question leur pertinence, gagneraient à être faits dans une perspective nationale. Pour reprendre l'exemple précédent, les différents comités (dans ce cas-ci : recherche et réflexion, formation, journal, international) pourraient servir à réseauter les luttes contre l'ingérence du privé, ce qui faciliterait la tâche de chaque association et éviterait les dédoublements. Ce qui revient à l'idée de base d'un regroupement national : la mise en commun des forces. Cette mise en commun passe en grande partie par les Comités.

Le Congrès, qui a reçu le mémoire du Comité recherche et réflexion, dont les paragraphes

précédant sont un résumé, a pris plusieurs résolutions sur les Comités. Pour ce qui est de favoriser l'implication dans les Comités, aucune association n'a repris les suggestions du Comité recherche et réflexion, quoique les plénières en aient traité. Le Congrès a plutôt convenu que la solution à ce problème passait par une plus grande publicisation autant des réunions des Comités que du travail accompli par ces Comités ou que des postes restant à combler. Le Congrès a aussi statué sur le fait que les PVs des Comités devraient être tenus avec plus de rigueur. Pour ce qui est des procédures d'élections aux Comités, celles-ci ont été changées lors du Congrès même, puisque l'exécutif avait déjà déposé des avis de motions à cet effet. Le Conseil InterRégional est toujours l'instance d'élection des Comités, mais le Congrès peut dorénavant combler les postes vacants sans lever les règlements et a aussi le pouvoir de démettre les candidats et candidates élu-e-s en Conseil InterRégional, ce qui est normal lorsque que l'on conçoit le Congrès comme l'instance suprême.

Instances

Au niveau des instances plusieurs constats resurgissent. Au niveau des Congrès notons le mémoire de l'AÉÉSPUL lorsqu'il est fait mention de leur participation au Congrès de la CASSÉE : « Nous avons vécu la réelle démocratie, à l'opposé des fédérations. La représentativité de la CASSÉE ne peut être remise en question. En effet, le retour systématique aux assemblées générales donnait un aspect très représentatif à la coalition. »². Si la plupart des mémoires soulignaient qu'une des grandes forces de l'ASSÉ était justement ce respect profond pour la démocratie participative, certaines associations ne se sont pas empêchées de souligner les défauts de cette qualité. Que ce soit de la part de certaines associations membres de la CASSÉE ou de l'ASSÉ, la lourdeur des Congrès a été soulignée plusieurs fois, ce qui touche la problématique du bon fonctionnement des instances intermédiaires. Peut-être qu'il s'agit d'un souci démocratique trop poussé, comme certaines associations l'ont mentionné, mais il n'en demeure pas moins que si les décisions secondaires ne peuvent être assumées par une instance intermédiaire, celles-ci incombent au Congrès. Comme le mentionnent, entre autres, les mémoires de l'AFESH-UQÀM et de l'AÉÉA-UL, le temps passé à régler les questions secondaires, détourne le Congrès de débats potentiellement plus pertinents.

Au niveau des Congrès, il a aussi été mentionné le manque de préparations de certaines délégations. Il coûte souvent cher en temps de devoir reformuler, par amendement, une proposition formulée à la va-vite, en parallèle avec le débat politique que porte cette proposition, qui peut aussi mener à des amendements. Ces deux types de débats qui se tiennent en parallèle, rend le travail des délégations ardu, doit-on voter pour un amendement qui clarifie la proposition si nous sommes contre l'esprit de la proposition? Le manque de préparation de certaines délégations peut aussi causer un déficit démocratique. Une délégation qui vient sans connaître ou sans avoir de mandats désavantage fortement ses membres par rapport à ceux et celles représenté-e-s par une délégation préparée. Le manque de préparation et la surcharge des Congrès ont entraîné l'ajournement du point « plan d'action » aux Congrès annuels de 2004 et de 2005, obligeant les délégations à revenir en Congrès en août.

Le Congrès a voté plusieurs propositions afin de faire face à ces problématiques. Premièrement, le Comité recherche et réflexion est maintenant mandaté de produire un état des lieux en éducation avant chaque Congrès annuel afin de faciliter l'adoption d'un plan d'action pour l'année suivante. Les associations sont aussi invitées à produire une documentation étoffée pour le Congrès annuel. Il a aussi été résolu de préparer un guide de préparation aux instances afin de faciliter la tâche des délégations ayant moins d'expériences. Il a aussi été résolu d'élaborer des politiques afin d'éviter au

² Mémoire AÉÉSPUL, page 5. Voir aussi mémoire RÉÉSUL page 5.

Congrès de répéter des prises de positions identiques, année après année, par exemple participer aux manifestations du 8 mars.

Au niveau des Conseils régionaux, la principale problématique abordée a été celle de la géographie. La division du Québec en région qu'a l'ASSÉ est particulière. Par exemple, le Conseil régional de l'Outaouais, qui n'existe pas ne pourrait compter que deux associations membres si la totalité des associations cette région y participait, à l'inverse le Conseil régional de l'Est du Québec est géographiquement énorme et inclut toute la Côte-Nord, le Bas St-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.

À cet effet, il a été résolu de revoir les divisions géographiques des Conseils régionaux afin que ce soit plus adapté aux réalités régionales.

La problématique particulière du CRAM³ a aussi été abordée. Il s'agit du seul Conseil régional qui attire, pour l'instant, autant d'associations non-membres. Si cette situation est intéressante sous plusieurs aspects, elle entraîne un problème. Le CRAM en mettant en commun toutes les revendications des associations présentes, fait souvent dans la « liste d'épicerie » en priorisant peu ou pas les combats à mener. Il est en effet difficile pour les associations autour de la table de dire à une association que sa campagne ne devrait pas être prioritaire. Les Conseils régionaux étant indépendants du Congrès, rien n'a été adopté à cet effet, afin de préserver la souveraineté des Conseils régionaux. Le dysfonctionnement du Conseil InterRégional a aussi été abordé. Celui-ci souffre d'un problème de quorum et plusieurs se questionnent sur sa représentativité si le quorum est individuel plutôt que par délégation. Par contre, les débats portaient plutôt sur les réformes à apporter au CIR, puisque celui-ci demeure indispensable pour alléger les Congrès sans déléguer trop de pouvoirs à l'exécutif, ce qui serait contraire à notre souci démocratique. Rappelons que le CIR est mandaté de préparer les Congrès, ce qu'il ne fait jamais.

Le Congrès a reconnu la nécessité de réformer le Conseil InterRégional, mais a fait fi des propositions de l'AFESH-UQAM, qui n'étaient pas consensuelles, et a décidé de mandater le CIR d'arriver lui-même avec une proposition de réforme.

Formation

Le mémoire de Philippe Gauvin sur la formation à l'ASSÉ fait un état des lieux. Dans l'ensemble, le mémoire, comme le Congrès, ne remet pas en question la nécessité ni la manière dont elle se fait à l'ASSÉ. Le mémoire de Philippe Gauvin, dont les propositions furent adoptées à l'unanimité, suite à un amendement, vise surtout à encadrer un peu plus le travail des prochains Comités formations sans pour autant changer la manière de faire actuelle. Ainsi, nous nous abstenons, de souligner les problématiques soulevées dans une section à part des débats et des résolutions, puisque de un, chaque problématique est très spécifique et reliée à une proposition particulière, et puis parce que ce n'est pas sur ce sujet que le Congrès a eu les débats les plus enlevants. Il est souvent difficile d'obtenir de la documentation sur les camps de formations précédents (que ce soit le contenu, le budget ou la participation) ce qui peut faire que le Comité formation subséquent ait à refaire un travail déjà fait (remonter une énième fois l'atelier histoire du mouvement étudiant, par exemple). Ainsi, il a été voté quelques résolutions au niveau de la méthodologie de travail des comités formation.

³ Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal.

Il a aussi été question de réhabiliter le CIR comme lieu de décision sur les modalités des camps.

Au niveau de l'horaire des camps, plusieurs propositions ont été adoptées pour éviter de surcharger les camps, encourager la participation de tous et toutes, et tenter de maintenir un équilibre entre atelier pratique et atelier plus théorique.

Il a aussi été résolu de créer une liste de personnes aptes à donner des ateliers. Cette liste servirait à ce que les associations membres puissent solliciter des ateliers spécifiques chez elles, afin de pouvoir arrimer les ateliers et la formation aux besoins locaux.

Le problème de la transition a été abordé. Le mouvement étudiant connaît une vitesse de roulement très prononcée. S'il y a certain avantage à cette réalité, par exemple on évite de personnaliser un mouvement social, il n'en demeure pas moins que ce roulement presque systématique peut être une de nos faiblesses, s'il n'y a pas de transition et que chaque année les nouveaux et nouvelles se retrouvent au point zéro comme si rien n'a jamais été fait. Ainsi, il a été résolu de faire pression auprès des personnes terminant leurs mandats, que ce soit à l'exécutif de l'ASSÉ, sur les comités ou sur les exécutifs locaux à se présenter sur le comité formation.

Campagnes, stratégies, mobilisations et informations

Diversité des tactiques et l'ASSÉ

Ah! La fameuse diversité des tactiques, débat récurrent s'il en est un. Sans faire directement référence au concept en soi, plusieurs mémoires ont fait référence à la « violence » au sein de l'ASSÉ. La plupart étant des associations indépendantes disant que sa présence gênait leurs membres. Le mémoire de l'AFESPED-UQÀM précisait de manière plus générale que « la diversité des tactiques doit être comprise comme le fait de respecter les différentes tactiques mises de l'avant lors d'une mobilisation. Cela vaut pour les actions violentes au même titre que les actions pacifiques »⁴.

La diversité des tactiques a toujours été un concept utilisé au sein de l'ASSÉ bien que jamais parfaitement défini. En effet, historiquement l'ASSÉ n'a jamais condamné ou ne s'est dissocié médiatiquement d'un quelconque acte produit durant ses actions.

En ce sens, l'AEMSP-UQÀM, qui devait pour le Congrès produire un mémoire sur les revendications, le discours et l'analyse de l'ASSÉ, présenta une solution qui fut jugée intéressante par le Congrès qui l'adopta pour consultation.

En somme, les propositions suggéraient que toute tactique n'est pas bonne en tout temps et qu'une diversité de tactique est nécessaire à la construction d'un rapport de force avec un gouvernement. Pour éviter de rompre cette escalade de pression, le mémoire suggère que la nature de l'action soit définie en Congrès ou en CIR et que les représentants et représentantes de l'ASSÉ puissent se dissocier publiquement de toute forme d'action qui sortirait du cadre établi en commun.

Les médias et l'ASSÉ

Les médias, parfois qualifiés de chiens de garde de la démocratie, parfois critiqués comme étant un instrument du pouvoir prédominant. Quoi qu'il en soit, les grands médias de masse sont des

⁴ Mémoire AFESPED-UQAM, p. 2 (alias Quatre constats et neuf propositions pour l'ASSÉ)

acteurs malheureusement incontournables dans notre lutte pour le droit à l'éducation. Les rapports que l'ASSÉ et la CASSÉÉ ont entretenus avec les médias ont toujours été ambigus et marqués d'un certain manque de cohésion. Les médias étant les principaux vecteurs de communication, ils contribuent grandement à perpétrer l'équation erronée : ASSÉ = violence. Toujours sous le regard d'une caméra, les militants et militantes peuvent bien agir individuellement agir comme ils et elles le veulent mais reste que le ou la journaliste ponctuera son reportage de quelques citations d'une entrevue avec le ou la porte-parole des membres en présence.

Pour régler les problèmes dû aux relations médiatiques, le mémoire de Marie-Victorin propose la création d'un genre de comité médias bien formé qui assurerait de bien expliquer les revendications de l'ASSÉ à la communauté. Ce comité devrait bien connaître le fonctionnement de la machine gouvernementale pour ainsi faire en sorte que chaque sortie médiatique soit stratégique.

Le mémoire de l'AFESPED-UQÀM suggère à l'ASSÉ de réviser ses stratégies de communications. Dans leur optique, la communication doit dépasser « la stricte description de l'agir ». Elle doit plutôt se définir comme une démarche d'éducation envers la population. En somme, le mémoire défend l'idée que l'ASSÉ ne devrait jamais faire fi des médias et ce, selon aucune raison idéologique que ce soit.

La FECQ, FEUQ et l'ASSÉ

Sur l'épineuse question des relations fédés/ASSÉ, quelques associations ont apporté leurs voix au débat (AFESPED, AGES, AECM, SECMV). Le mémoire de Lionel-Groulx propose que le renforcement de l'ASSÉ passe par : « avoir un plan rigoureux de démarcation (par rapport aux principes) avec la FECQ et la FEUQ ». L'association propose aussi de mettre sur papier nos divergences afin que la base en soit plus clairement informée. Un article dans l'*Ultimatum*?

Le Regroupement des Étudiants et Étudiantes en Sociologie à l'Université Laval critique l'automatisation des décisions prises dans les structures fédératives. L'exemple récent de la coalition jeunesse pour le remboursement de la dette tend à confirmer cette critique.

Le mémoire le plus critique envers les fédérations doit être celui de l'AFESPED qui constate comme prémisse à sa réflexion que « les fédérations étudiantes corporatistes participent activement à la dénaturation de l'Éducation »⁵. En n'ayant aucun rapport et recul critique, les fédérations contribuent à la reproduction du système social d'inégalité basé sur la compétitivité et l'individualisme. Leurs stratégies lobbyistes de ne donner que des résultats à court terme ce qui semble « se traduire, à terme, par une désintégration de la démocratie et de la citoyenneté. »⁶

La critique qu'apporte le collectif se rapporte à la démonisation des fédérations. Cette attitude négative n'est pas constructive et ne permet pas une réelle compréhension des enjeux liés à la présence des fédérations dans le monde associatif. L'ASSÉ doit s'efforcer de dépasser les fédérations sur leur gauche et c'est en basant nos énergies sur notre capacité à convaincre les étudiants et étudiantes des bienfaits de notre projet que nous renforcerons réellement notre mouvement.

Finalement, l'analyse apportée par St-Jérôme est, elle aussi, critique envers les fédérations. Elle recommande que l'ASSÉ adopte une attitude de non-reconnaissance pour ne pas retomber dans des

⁵ Mémoire AFESPED-UQAM, p.1 (alias Quatre constats et neuf propositions pour l'ASSÉ)

⁶ Mémoire AFESPED-UQAM, p.1 (alias Quatre constats et neuf propositions pour l'ASSÉ)

relations conflictuelles d'alliances ambiguës comme a pu le faire le MDE à l'époque. St-Jérôme propose cependant un rapprochement avec la FCEE-Q dans la mesure où historiquement nous avons eu des affinités communes.

En conclusion, citons le mémoire du SECMV qui résume bien le tout : « Arrêter de nous faire chier avec la FECQ, on veut entendre parler de l'ASSÉ comme moteur du mouvement étudiant. »⁷

Le matériel d'information

Brochures

Dans le mémoire de l'association du Cégep François-Xavier Garneau on souligne la pertinence pour l'ASSÉ de s'être dotée de brochures sur des sujets centraux comme l'histoire du mouvement étudiant et le féminisme. On conseil toutefois une révision des brochures et de tenter de les lier un peu plus. On recommande aussi que soit intégrée à la brochure historique une section sur l'histoire des négociations faites par les fédés. Pour la brochure, le simple rajout des textes féministes des camps de formation, des suggestions de lecture, serait simple et pertinent. Encore une fois l'on recommande la création d'un mémoire sur la gratuité scolaire.

Site Internet

Le mémoire fait acte d'une pluie d'éloges envers le nouvel exécutif pour sa rénovation du site Internet. On y conseille toutefois l'ajout d'une section « défense des droits des étudiants et étudiantes dans le trouble »⁸. Dans cette section nous pourrions compiler une sorte de jurisprudence académique, où les responsables à la pédagogie de chaque association locale pourront se référer lors de problèmes.

Ah oui, une section photo ça serait cool aussi!

Revue Ultimatum

La revue semble être très appréciée toutefois elle soulève un problème de mandat avec son pendant journalistique. Le journal *Ultimatum* devrait, toujours selon le mémoire de F.-X. Garneau, s'orienter plus vers les sujets d'actualité alors que la revue s'occuperait de traiter des grands débats de fond.

En conclusion notons que le mémoire collectif (AFESPED) fit la proposition suivante : L'ASSÉ doit assurer la production de documentation, de recherches et de données sérieuses et scientifiques utilisables dans toutes interventions auprès des membres, des médias et de la population.

L'Ultimatum

Seul le mémoire du Cégep de F.X-Garneau sur le matériel d'information fait référence directement à l'*Ultimatum*. Tout d'abord on critique de manière constructive les anciens numéros qui ne possédaient pas de sommaire, ne mentionnaient pas assez les sources, avaient des sujets d'articles redondants qui manquaient de contact avec l'actualité et qui n'arboraient malheureusement que trop peu de couleur à sa palette! Nous avons été contents et contentes d'observer un renouveau dans la

⁷ Nos affinités et confrontations avec l'ASSÉ? page 3.

⁸ Mémoire sur le matériel d'information de l'ASSÉ, page 4.

sélection des images accompagnant les articles qui étaient, dans les anciennes parutions, souvent maussades et peu esthétiques. La grève de 2005 aura fourni une sélection mirobolante de photos intéressantes. On critique aussi l'accessibilité des articles écrits qui, pour des étudiants et étudiantes peu initié-e-s au lexique militant, demeure une série de dénonciations plus ou moins compréhensives.

Pour dynamiser l'*Ultimatum* le mémoire propose de créer : une section régionale avec des informations sur les associations membres; une section internationale pour élargir nos perspectives; une section réservée à l'actualité par exemple une analyse critique de ce qu'offrent les partis politiques en temps d'élection ou encore une comparaison entre les manifestes lucide et solidaire. Toutefois en atelier de discussion il avait été dit que la section actualités serait plus complexe à gérer dans la mesure où il paraît en moyenne 2 *Ultimatum* par session ce qui fait que parfois, ce qui était actualité est devenu dépassé.

La section sur l'*Ultimatum* se termine avec des commentaires sur sa version express. On apprécie le style en général et sa pertinence n'est pas remise en cause. En effet, lors d'une rentrée mouvementée ou en milieu de campagne, l'*Ultimatum express* s'avère être un outil de mobilisation très pertinent. Le mémoire recommande toutefois d'y agrandir la police et de lui intégrer plus d'éléments visuels. En terminant, on considère que le format 11x17 « est idéal pour assurer la mission du journal »⁹

Stratégies de mobilisation au local

Peu de mémoire traitait directement des stratégies de mobilisation au local. Toutefois plusieurs persistaient à dire que le meilleur moyen de garder une base mobilisée est qu'elle soit informée des grands enjeux qui concernent le mouvement. Les grandes campagnes d'information ainsi que la production régulière et soutenue de matériel d'information demeurent les points centraux de cette mobilisation locale.

Les stratégies à adopter pour les campagnes d'affiliation

Un commentaire en lien avec le sujet avant de commencer, il est parfois mentionner (Marie-Victorin, RÉÉSUL) qu'il faudrait diminuer les interventions pro-affiliations en Congrès ... ils le savent et trop c'est comme pas assez! Trop mettre de pression est perçu par les non-membres voulant travailler avec nous comme anti-mobilisateur. Pour inciter des associations non-membres à s'affilier il faudrait donc passer par des méthodes plus avenantes du genre : un droit de vote en Congrès ça vous tente pas?

Les stratégies à adopter dépendent évidemment toujours du contexte dans lequel se situe la campagne d'affiliation. Une campagne à double affiliation comme celle de Maisonneuve donnera l'occasion pour les mobilisateurs et mobilisatrices de démontrer leur professionnalisme en adoptant une attitude sérieuse et respectueuse de la souveraineté locale. Il est effectivement plus avenant de se soumettre aux règles de souveraineté locale car d'une part, ne pas le faire discréditerait grandement notre syndicat aux yeux de la population, et d'autre part, il faut comprendre que les membres du syndicat local désirent un débat vif mais sain.

Il ne faut pas l'oublier, les fédés se présentent comme le choix « crédible » avec un historique

⁹ Mémoire sur le matériel d'information de l'ASSÉ, page 2.

de « gains réels » pour le mouvement étudiant. Dans ce cas une réplique pertinente est toujours de relativiser ces gains : ils n'ont pas été faits uniquement par les fédés (le maintien du gel en '96) et c'est souvent un recul par rapport à la situation précédente (entente FECQ-FEUQ-Fournier). Est-ce que demander moins (pour être sûr de l'obtenir) est réellement un gain ou une gestion de coupure? Dans le cas présent nous recommanderions que le Comité recherche et réflexion produise un court document dans lequel il serait expliqué soigneusement les tenants et aboutissants de chacun des gains que les fédés présentent fièrement.

Dans le cas d'une campagne d'affiliation unique à l'ASSÉ, il sera de mise d'éviter les allusions aux autres fédérations sauf lorsqu'on se fait poser des questions. Dans ce cas précis, on ne devrait pas hésiter à présenter un point de vue critique de l'histoire et du présent de ces « groupes jeunes ». Comme le souligne le mémoire de Marie-Victorin, les indécis en ont marre d'entendre du fédé-bashing comme seul argumentaire. Cela a comme avantage de nous défouler mais a cela de mal en ce qu'il présente l'ASSÉ comme « la moins pire » des options...et comme on aime de moins en moins voter pour le moins pire...Cela étant dit, il n'est pas dit que nous devons adopter une attitude de stricte neutralité envers les fédés. Une critique ouverte envers leurs principes et pratiques demeure nécessaire mais ne devrait pas être un élément central dans un argumentaire pro-affiliation.

Une notion de communication de base est de connaître son auditoire. Il ne s'agit pas ici de changer notre discours de fond dépendant à quel groupe l'on s'adresse. Au contraire, nous avons avantage à mettre l'accent sur des thématiques qui intéressent plus particulièrement certains groupes. Par exemple, les étudiantes du Cégep de Marie-Victorin (à plus de 80 % de femmes) seront plus intéressées à entendre parler de la marchandisation du corps de la femme plutôt que des problèmes de financement dans les cycles supérieurs. Il ne s'agit pas de présenter une lutte comme étant prioritaire à une autre; seulement approfondir des thèmes qui touchent plus directement notre auditoire. À Maisonneuve où la majorité des étudiants et étudiantes sont en pré-universitaire, il sera intéressant de développer plus sur les enjeux liés à la mondialisation, à la décentralisation du réseau collégial. En somme, une attitude réfléchie, un argumentaire positif mais décapant envers les fédés s'il le faut et une bonne connaissance du milieu seront les 3 atouts d'une équipe organisant une campagne d'affiliation.

Les mouvements sociaux

Le mémoire de St-Jérôme ouvrirait ce chapitre avec une critique sévère des grandes centrales syndicales qui, en délaissant le syndicalisme de combat, ont adopté une approche concertationniste qui eu des répercussions nuisibles sur l'ensemble des services sociaux au Québec comprenant entre autres l'éducation.

Critiquant véhément la culture du consensus à la sauce péquiste qu'adoptèrent trop souvent les grandes centrales, le mémoire suggèrent que l'ASSÉ entretienne plutôt des liens avec les syndicats locaux. De plus, chaque association étudiante devrait s'entretenir sur une base plus ou moins régulière avec les syndicats locaux de ses campus.

De plus, le mémoire conseille à l'ASSÉ de s'impliquer davantage dans les luttes des groupes sociaux et communautaires dans la mesure où les membres ne sont pas que des étudiants et étudiantes « mais aussi des individu-e-s évoluant dans une société où subsistent les inégalités¹⁰ ». Lorsqu'elle fait

¹⁰ Mémoire sur les relations externes, page 2.

référence aux groupes sociaux et communautaires l'association de St-Jérôme pense « aux comités logements, aux groupes de défense de droit sociaux (ADDS, OPDS, etc...), mais aussi aux groupes de soutien aux femmes et autres groupes qui peuvent toucher nos membres au quotidien¹¹».

Conclusion

Les participants et participantes, membres et non-membres, sont sorti-e-s satisfaits et satisfaites, quoique épuisé-e-s, du Congrès de 4 jours. Célébrant bientôt cinq ans d'existence, cinq ans d'expérience militante, l'ASSÉ occupe une place indispensable au sein du mouvement étudiant québécois. Le Congrès d'orientation permettait de mener une réflexion sur l'avenir du mouvement et l'avenir de l'ASSÉ. Réflexion qui est souvent mise de côté afin de concentrer nos efforts sur le plan d'action. Les constats sont, somme toute, positifs, quoique certaines failles existent. Ce Congrès a, justement, permis d'apporter des critiques constructives à ces lacunes.

Dans le contexte national actuel il est primordial d'avoir une association qui lutte pour le droit universel à l'éducation. Nous avons vu de façon paradigmatique durant la grève les différentes visions du syndicalisme s'affronter. L'ASSÉ se distingue parce qu'elle cherche avant tout à élargir le débat entourant l'éducation au Québec. Ces membres refusent que l'éducation soit réduite à des négociations comptables.

L'ASSÉ, c'est aussi une association ouverte et démocratique. On ne se le répétera jamais assez : les instances de l'ASSÉ sont celles de ses membres. C'est donc à eux et elles de s'assurer qu'elle reflète leurs visions du syndicalisme étudiant. L'ASSÉ fonctionne grâce à la participation de ses membres.

¹¹ Mémoire sur les relations externes, page 2.

Compilation des formulaires sur l'aide financière aux études

Le formulaire de consultation pouvait être rempli directement via le site Internet ou sur des copies papiers. Il comprenait deux sections : problèmes du régime d'AFÉ et améliorations à proposer. La compilation effectuée visait à extraire chaque réponse, pour chaque question. Le bilan qui suit de cette compilation présente l'ensemble des opinions exprimées, mais n'est en aucun cas un exercice scientifique. Il se base sur les réponses de plus de 60 formulaires. Les réponses pour chaque question vous sont présentées en ordre de la plus souvent à la moins souvent exprimée.

Problèmes du régime de l'AFÉ

1. Premièrement, êtes-vous satisfaits ou satisfaites de l'aide financière aux études attribuée par le gouvernement du Québec?

La grande majorité des répondants et répondantes a exprimé son insatisfaction.

2. Quelles sont, selon vous, les principales lacunes du système d'aide financière aux études au Québec?

- La non-reconnaissance de l'autonomie financière dès le départ du domicile familial.

Les répondants et répondantes jugent aléatoire la contribution parentale. Ils et elles disent que celle-ci est basée sur une présomption de la réalité des bénéficiaires, puisque plusieurs bénéficiaires n'obtiennent pas l'aide de leurs parents qui est calculée par l'AFÉ.

- Prêts et bourses : L'accès et les montants accordés

Les répondants et répondantes critiquent les montants des prêts, jugés trop élevés, et reprochent au régime les faibles montants des bourses accordées. Cette situation crée un cercle vicieux : "l'insuffisance de l'aide crée le besoin de travailler, mais des revenus supplémentaires créent des coupures dans l'aide". Quelques personnes ont aussi mentionné que l'insuffisance du montant de leur prêt les a obligés à s'endetter par d'autres moyens (prêt personnel, carte de crédit). Bref, plusieurs se questionnent sérieusement sur la valorisation de l'éducation à travers le régime de l'AFÉ.

L'accès aux prêts et bourses est aussi très critiqué. On note plus particulièrement les différentes contributions et les revenus qui sont considérés par l'AFÉ (par exemple, la contribution parentale, du conjoint ou de la conjointe et les allocations familiales), les critères d'admissibilité (par exemple, le statut familial et ses implications) ainsi que la prise en compte des besoins réels (transport, logement, nourriture, etc.)

- Manque de réalisme et de clarté dans le calcul des dépenses.

Les répondants et répondantes expriment clairement le manque de réalisme de l'AFÉ dans les calculs des dépenses. On note par exemple, que la prise en compte de la différence du coût de la vie en région par rapport au centre est dérisoire. Ils et elles jugent aussi qu'ils y a très peu de ressources et de recours pour comprendre le calcul de l'aide financière à laquelle ils et elles ont droit; que tous et toutes ne sont pas des spécialistes de la bureaucratie de l'État.

- La dernière réforme, plus particulièrement le mode de versement mensuel.

Les répondants et répondantes ne sont pas tous et toutes fermé-e-s face au nouveau mode de versement mensuel, mais ils et elles sont majoritairement contre. Ils et elles blâment le régime d'AFÉ de vouloir faire du contrôle social et d'infantiliser les bénéficiaires. Plusieurs disent que la confirmation des ressources financières est une source de stress supplémentaire. On dit également que le fait d'emprunter devrait à tout le moins leur permettre de conserver leur liberté dans la gestion de leur emprunt.

- Lenteur administrative de l'AFÉ.

Les répondants et répondantes qui ont fait référence à l'administration de l'AFÉ sont unanimes : difficulté et souvent impossibilité de pouvoir parler à une personne, retards dans la transmission des avis de calcul et jargon bureaucratique sont les problèmes les plus visés.

- Clivage riches/pauvres

Les répondants et répondantes affirment que l'AFÉ n'appuie que très peu les étudiants et étudiantes qui sont dans une situation économique précaire ou qui vivent littéralement dans la pauvreté. Plusieurs disent que cette iniquité, liée aux frais de scolarité et frais afférents, est un frein à l'accessibilité.

- Le remboursement du prêt.

Les répondants et répondantes ont été plusieurs à se positionner contre le fait d'avoir à commencer le remboursement de leur prêt seulement 6 mois après la fin de leurs études. Plusieurs disent que ces délais ne sont pas réalistes car plus souvent qu'autrement, les finissants et finissantes ne se trouvent pas un emploi relié à leurs études qui puisse leur permettre d'avoir un revenu décent.

3. Que pensez-vous du processus menant à l'attribution des prêts et des bourses? Pensez-vous que les montants accordés permettent ou permettraient de subvenir adéquatement à vos besoins?

- Processus menant à l'attribution des prêts et bourses

Les répondants et répondantes trouvent que le processus d'attribution est trop long. Plusieurs disent qu'il y a souvent des retards dans la transmission des avis de calcul et que dans ces cas, l'aide arrive en retard ce qui cause un stress qui aurait pu être évité. On juge également que le processus est injuste, ne s'adaptant pas à des situations particulières (par exemple, maladie). Plusieurs reviennent à la charge sur les contributions, on se demande, par exemple, pourquoi les conjoints et conjointes de fait ne sont pas considéré-e-s au même titre que ceux et celles qui se marient et qui peuvent ainsi être reconnu-e-s autonomes.

- Les montants accordés ne subviennent pas adéquatement aux besoins

Les répondants et répondantes dénoncent majoritairement le fait que l'aide ne représente

pas le coût de la vie, qu'elle permet tout juste de survivre. Plusieurs se demandent pourquoi l'aide n'appuie pas d'autres besoins jugés importants, tels les soins dentaires.

4. Appréciez-vous la méthode de versement de l'aide financière? Si votre réponse est non, quels sont vos reproches?

- Non

Les répondants et répondantes sont majoritairement contre et trouvent que la nouvelle méthode limite leur liberté et leur autonomie à gérer leur aide en fonction de leurs besoins. On note, par exemple, l'impossibilité pour plusieurs de faire face à des besoins ponctuels, des imprévus. Plusieurs disent finalement que ce nouveau mode, doublé du partenariat avec les institutions financières, favorise bien plus l'enrichissement de ces dernières, que l'aide concrète dont les bénéficiaires ont réellement besoin.

- Oui

Les répondants et répondantes en faveur trouvent que la nouvelle méthode leur permet de mieux gérer leur budget, mais considèrent négatifs les impacts que cause la confirmation de leurs revenus. Certains et certaines ajoutent que le nouveau mode de versement responsabilise davantage les bénéficiaires.

Améliorations à proposer

5. Quelles sont selon vous les améliorations prioritaires à apporter au système d'aide financière aux études?

Les répondants et répondantes jugent qu'il y a plusieurs améliorations à apporter. Voici ce qu'ils et elles proposent :

- Abolir les contributions suivantes : parentale, de l'étudiante ou de l'étudiant et du conjoint ou de la conjointe;
- Augmenter les montants des bourses;
- Réinvestir massivement dans le régime de l'AFÉ;
- Instaurer la gratuité scolaire;
- Accorder l'aide en fonction des besoins réels et de l'augmentation du coût de la vie;
- Réinstaurer l'ancien mode de versement;
- Améliorer l'aide aux familles monoparentales;
- Améliorer drastiquement le service de renseignements et d'accueil de l'AFÉ;
- Accorder le droit de travailler sans être pénalisé-e;
- Abolir le régime de l'AFÉ et instaurer un revenu minimum garanti;
- Augmenter le temps limite d'accessibilité au régime par niveau d'enseignement;
- Réinstaurer le droit à la faillite;
- Augmenter les frais de scolarité ET l'aide pour réduire l'écart entre riches et pauvres.

6. Selon vous quels devraient être les critères afin d'être considéré-e comme étudiant indépendant ou étudiante indépendante financièrement? Existe-t-il des situations qui nécessiteraient un soutien supplémentaire de la part de l'État?

Les répondants et répondantes expriment majoritairement que le premier critère pour être considéré-e autonome est le départ du domicile familial. Ils et elles ont aussi nommé les critères suivants :

- Dès l'atteinte de la majorité;
- Dès que les parents ne subviennent pas réellement aux besoins;
- En fonction du statut économique du ou de la bénéficiaire;
- Dès que les bénéficiaires ont des enfants à charge ou qu'ils ou elles sont aux études supérieures;
- Considérer la provenance du ou de la bénéficiaire.

Les répondants et répondantes croient que les familles monoparentales et les bénéficiaires avec un ou plusieurs enfants à charge devraient pouvoir bénéficier de plus d'aide de même que ceux et celles ayant un faible revenu.

7. Croyez-vous que les montants accordés aux étudiants et aux étudiantes devraient être modifiés ou calculés différemment? Si oui, comment?

Les répondants et répondantes sont pratiquement unanimes sur la nécessité de modifier les calculs de l'aide. Voici ce qu'ils et elles proposent :

- Cesser de tenir en compte les différentes contributions;
- Revoir la contribution parentale en fonction de la réalité;
- Revoir les calculs en fonction des besoins réels;
- Tenir compte de l'augmentation du coût de la vie;
- Meilleure considération du statut de travailleur et travailleuse;
- Meilleure prise en compte des revenus réels.

8. Selon vous, à quoi ressemblerait un plan d'action qui amènerait le gouvernement à satisfaire les revendications étudiantes?

Les répondants et répondantes ont des opinions diversifiées quant aux moyens à prendre pour améliorer le régime d'AFÉ. Voici ce qu'ils et elles proposent :

- Proposer une vision d'ensemble qui impliquerait des solutions contre l'endettement et stimulerait l'accessibilité et la réussite;
- Mener une campagne d'information et de mobilisation pour faire suite aux résultats de la campagne de consultation et faire une escalade des moyens de pression dans l'objectif d'obtenir des gains concrets pour les bénéficiaires;
- Exiger une réforme complète du régime de l'AFÉ en fonction des besoins réels des étudiants et étudiantes;
- Augmenter l'impôt des entreprises et réinvestir en éducation;
- Instaurer la gratuité scolaire;
- Grève générale illimitée : Ceux et celles en faveur disent qu'on était sur la bonne voie à l'hiver 2005, qu'il n'aurait pas fallu arrêter la grève et que ce moyen de pression demeure le bon.
- Abolir l'AFÉ et instaurer un revenu minimum garanti;
- Diminuer les dépenses militaires et investir conséquemment en éducation et en santé;
- Des moyens de pression qui n'impliquent pas toujours des grèves.

Avis de motion

Traitement des avis de motion

1. Que soit créé le poste Secrétaire aux affaires gouvernementales sur le Conseil exécutif.
Déposé par AECM, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005
2. Que soient créés les postes de Secrétaire aux rapports sociaux internes et Secrétaire à l'intersyndicale sur le Conseil exécutif.
Déposé par AECM, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005
3. Que le point *Femmes* devienne des sous-points des autres points non-statutaires et pertinents de l'ordre du jour des Congrès et qu'un caucus non-mixte de 1 heure avec retour soit inclut dans l'un des points dudit ordre du jour.
Déposé par le Comité femmes, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005

Positions adoptées

1- Qu'il y ait systématiquement un caucus non-mixtes d'une heure à chaque point "femmes" de chaque Congrès. (Adoptée au Congrès du 20 août 2005)

2- Considérant que le féminisme fait partie des luttes globales appuyées par l'ASSÉ et qu'il a sa place au sein de la lutte pour le droit à l'éducation;

Considérant que le plan d'action femme doit faire partie intégrante du plan d'action de l'ASSÉ et non être isolé comme point spécifique;

Considérant que, par le passé, le "point femmes" a été sacrifié par manque de temps lors de Congrès et que ce phénomène est pour le moins regrettable et ne devrait pas se répéter;

Que le "point femmes" soit placé de façon stratégique à l'ordre du jour de chaque instance de l'ASSÉ. (Adoptée au Congrès du 20 août 2005)

4. Pour une analyse féministe dans les cours, au même titre que les autres approches, dans le but de sensibiliser et de conscientiser les étudiants et les étudiantes à une vision voulant redéfinir le modèle féminin et l'adapter à une vision plus juste de l'apport des deux sexes au sein de la société.

Déposé par AECM, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005

Revendication originale

Pour une analyse féministe dans les cours, au même titre que les autres approches, dans le but de sensibiliser et de conscientiser les étudiants et les étudiantes à une vision voulant redéfinir le modèle féminin et l'adapter à une vision plus juste de l'apport des deux sexes au sein de la société ; il serait judicieux que soit transmis et analysé le point de vue féministes en regard du sujet étudié, et ce, au même titre qu'une approche fonctionnaliste, systématique, post-moderniste, marxiste,..., peu importe la discipline (psychologie, sociologie, histoire, anthropologie, etc.) (Adoptée au Congrès des 12 au 14 octobre 2001)

5. L'ASSÉ se positionne pour l'avortement libre et gratuit et accessible.

Déposé par le Comité femmes, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005

Revendication originale

L'ASSÉ se positionne pour l'avortement libre et gratuit. (Adoptée au Congrès des 3 au 5 mai 2002)

6. L'ASSÉ se positionne pour la liberté, l'accessibilité et la gratuité de l'ensemble des moyens de contraception.

Déposé par le Comité femmes, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005

Revendication originale

L'ASSÉ se positionne pour des moyens de contraception libres et gratuits. (Adoptée au Congrès des 3 au 5 mai 2002)

7. L'ASSÉ se positionne contre toute forme de promotion d'un idéal féminin et masculin standardisé dont celui modelé par le marché capitaliste et patriarcal.

Déposé par le Comité femmes, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005

Revendication originale

L'ASSÉ se positionne contre toute forme de promotion d'un idéal féminin standardisé dont celui modelé par le marché capitaliste. (Adoptée au Congrès des 3 au 5 mai 2002)

8. Considérant que nous nous opposons à toute forme de promotion d'un idéal féminin standardisé dont celui modelé par le marché capitaliste *et patriarcal*, l'ASSÉ se positionne contre tout concept relié à la femme-objet menant entre autre à la marchandisation du corps des femmes.

Déposé par le Comité femmes, Congrès d'orientation 25 au 28 novembre 2005

Revendication originale

Considérant que nous nous opposons à toute forme de promotion d'un idéal féminin standardisé dont celui modelé par le marché capitaliste, l'ASSÉ se positionne contre tout concept relié à la femme-objet menant entre autre à la marchandisation du corps des femmes. (Adoptée au Congrès du 27 au 29 septembre 2002)

9. Modifier l'Article 7 des Statuts et règlements comme suit :

Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 3 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 1,50 \$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 1,50 \$ avant le premier février pour la session d'hiver.

Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que sur décision des deux tiers (2/3) des associations membres via une

Assemblée générale ou un Référendum. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante.

Cinq pourcent (5 %) des cotisations reçues vont au fonds d'entraide décrit en Annexe F.

Et, ajouter un Annexe F : Fonds d'entraide :

Article 25 : Les associations étudiantes membres ayant peu de moyens financiers désirant bénéficier du fonds d'entraide en font la demande en Congrès en s'assurant d'annexer leur demande au cahier de Congrès. Ladite demande sera chiffrée. Le Congrès sera souverain de prendre la décision qu'il jugera pertinente en fonction du solde du fonds d'entraide et de la situation financière de l'association requérante, en gardant à l'esprit la nécessité d'une participation accrue de toutes et tous aux instances de l'ASSÉ. Le fonds d'entraide ne peut cumuler que la moitié des trop-perçus des années financières antérieures.

Déposé par AEMSP-UQÀM, Congrès des 10, 11 et 12 février 2006

Article original du Chapitre 2 : Membres

Article 7 : Cotisations

Les associations étudiantes membres doivent cotiser à raison de 2 \$ par étudiante et étudiant par année scolaire. Les versements doivent être de 1 \$ avant le premier octobre pour la session d'automne, et de 1 \$ avant le premier février pour la session d'hiver.

Nonobstant la formule d'amendement décrite au Chapitre 11, la cotisation des associations étudiantes ne peut être modifiée que sur décision des deux tiers (2/3) des associations membres via une Assemblée générale ou un Référendum. Ces Assemblées ou Référendums doivent se tenir au cours d'une même année scolaire. Le nouveau barème de cotisation s'applique à compter de l'année scolaire suivante.

10. Que le Chapitre 5 des Statuts et règlements soit renommé « Conseil de Coordination » que l'expression « Conseil InterRégional » soit remplacée par l'expression « Conseil de Coordination » aux articles suivants : 9.2 , 10, 11.9, 15 , 17 , 19 , 25 , 26 , 28 , 43 et 44, Annexe A : Article 4, Annexe B : Articles 11, 12 et 13, Annexe C : Articles 14 , 15 et 16, Annexe D : Articles 21 et 22.

- Que l'Article 20 : Composition, des Statuts et règlements, se lise dorénavant comme suit :

Article 20 : Composition

Le Conseil de Coordination est composé des délégations suivantes : les Conseils régionaux actifs, le Conseil exécutif, les Comités de travail actifs, le Comité femmes et le Comité journal, s'ils sont actifs. Chaque délégation doit être composée d'un maximum de 3 personnes dont au moins une femme et aucune délégation ne doit être composée de plus de deux hommes. Chaque délégation a un droit de vote, de parole et de propositions. Est un Comité ou un Conseil actif, un Comité ou un Conseil qui

n'est pas vacant. N'est plus considéré comme un Conseil ou un Comité actif tout Comité ou Conseil qui est absent à deux sessions de suite du Conseil de Coordination. Ledit Comité ou Conseil est reconsidéré comme une délégation lorsqu'il se présente à nouveau à une session du Conseil de Coordination.

Article original du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 20 : Composition

Le Conseil InterRégional est composé de trois (3) délégué-e-s par région élu-e-s par leur Conseil régional respectif et les membres du Conseil exécutif. La délégation doit être composée d'au moins une femme et aucune délégation ne doit être composée de plus de deux hommes. Chaque membre du Conseil possède un vote. Les Comités de travail, Comité journal et Comité femmes ont également droit de parole et de proposition.

- Que l'Article 21 : Buts et fonction, des Statuts et règlements, se lise dorénavant comme suit :

Article 21 : Buts et fonction

Le Conseil de Coordination vise à lier les luttes en cours dans les diverses régions du Québec et à coordonner les campagnes nationales ; il est responsable de mettre en œuvre, conjointement avec le Conseil exécutif, les décisions du Congrès ; il doit superviser les activités du Conseil exécutif et l'appuyer dans ses fonctions ; il a aussi les devoirs suivants :

1. produire un rapport de ses activités à chaque Congrès annuel ;
2. faire la promotion de l'ASSÉ et du syndicalisme étudiant ;
3. travailler afin de consolider l'ASSÉ ;
4. s'assurer que les délégué-e-s des régions fassent rapport à leur Conseil régional respectif ;
5. s'assurer du bon fonctionnement du Conseil exécutif, des Comités de travail, du Comité femmes et Comité journal.

Article original du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 21 : Buts et fonction

Le Conseil InterRégional vise à lier les luttes en cours dans les diverses régions du Québec et à coordonner les campagnes nationales ; il est responsable de mettre en œuvre, conjointement avec le Conseil exécutif, les décisions du Congrès ; il doit superviser les activités du Conseil exécutif et l'appuyer dans ses fonctions ; il a aussi les devoirs suivants :

1. élire les membres de chacun des Comités de travail, qui auront été préalablement recommandé-e-s par leur Conseil régional respectif ;
2. produire un rapport de ses activités à chaque Congrès ;
3. faire la promotion de l'ASSÉ et du syndicalisme étudiant ;

4. travailler afin de consolider l'ASSÉ ;
5. s'assurer que les délégué-e-s des régions fassent rapport à leur Conseil régional respectif ;
6. s'assurer du bon fonctionnement du Conseil exécutif.

- Que l'Article 22 : Pouvoirs, des Statuts et règlements, se lise dorénavant comme suit :

Article 22 : Pouvoirs

Le Conseil de Coordination est responsable de la prise de décision de l'ASSÉ entre les Congrès. Cependant, il ne peut en aucun cas prendre des décisions concernant l'affiliation, la suspension, l'expulsion, les Statuts et règlements, la cotisation ou la dissolution. De plus, ses prises de décision doivent être conformes aux grandes lignes politiques et idéologiques mises de l'avant par le Congrès. Il peut détailler des revendications, mais ne peut pas en adopter de nouvelles. Il peut détailler un plan d'action, mais ne peut pas en adopter un nouveau. Il ne peut pas revenir sur les décisions prises par le Congrès. Le Congrès peut revenir sur ses décisions. Les pouvoirs qui lui sont conférés sont les suivants :

1. convoquer et préparer les Congrès, tant au niveau de la logistique que de la production des documents relatifs à celui-ci ;
2. faire des recommandations et des propositions au Congrès ;
3. supporter et orienter le Conseil exécutif ;
4. créer des comités ad hoc ou des commissions pour l'aider dans son travail ;
5. veiller à l'exécution des décisions prises par le Congrès ;
6. établir ses propres règles de régie interne ;
7. régler les différents entre l'ASSÉ et ses diverses composantes ;
8. démettre de ses fonctions tout ou toute membre qu'il a lui-même nommé-e ;
9. définir les tâches des différents Comités de travail ;
10. nommer par intérim un membre au Conseil exécutif ou des Comités de travail ou des Comités femmes et journal jusqu'au Congrès suivant.

Article original du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 22 : Pouvoirs

Le Conseil InterRégional est responsable de la prise de décision de l'ASSÉ entre les Congrès. Cependant, il ne peut en aucun cas prendre des décisions concernant l'affiliation, la suspension, l'expulsion, les Statuts et règlements, la cotisation ou la dissolution. De plus, ses prises de décision doivent être conformes aux grandes lignes politiques et idéologiques mises de l'avant par le Congrès. Il ne peut pas revenir sur les décisions prises par le Congrès. Les pouvoirs qui lui sont conférés sont les suivants :

1. convoquer et préparer les Congrès, tant au niveau de la logistique que de la production des documents relatifs à celui-ci ;
2. faire des recommandations et des propositions au Congrès ;
3. supporter et orienter le Conseil exécutif ;

4. créer des comités ad hoc ou des commissions pour l'aider dans son travail ;
5. veiller à l'exécution des décisions prises par le Congrès ;
6. établir ses propres règles de régie interne ;
7. régler les différents entre l'ASSÉ et ses diverses composantes ;
8. démettre de ses fonctions tout-e membre qu'il a lui-même nommé-e ;
9. définir les tâches des différents comités de travail ;
10. nommer par intérim un membre au Conseil exécutif ou des Comités femmes et journal jusqu'au Congrès suivant.

- Que l'Article 23 : Éligibilité et l'Article 24 : Quorum, des Statuts et règlements, se lisent dorénavant comme suit :

Article 23 : Éligibilité

Pour être délégué-e-s au Conseil de Coordination, les délégué-e-s des Conseil régionaux devront être élu-e-s par leur Conseil régional respectif. Tous les délégués et toutes les déléguées devront être membres de l'ASSÉ.

Article 24 : Quorum

Le quorum du Conseil de Coordination est de 50 % + 1 des délégations.

Articles originaux du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 23 : Éligibilité

Pour être membres du Conseil InterRégional, les étudiantes et les étudiants devront être élu-e-s par leur Conseil régional respectif, exception faite des membres du Conseil exécutif. Ils et elles devront être membres en règle de l'ASSÉ.

Article 24 : Quorum

Le quorum du Conseil InterRégional est de 50 % + 1.

- Que soit ajouté un Article 25 : Secrétaire Général-e du Conseil de Coordination, aux Statuts et règlement, et que les autres articles soient décalés :

Article 25 : Secrétaire Général-e du Conseil de Coordination

La ou le Secrétaire Général-e du Conseil de Coordination est élu-e en Congrès en suivant la procédure d'élection habituelle. Le ou la Secrétaire Général-e a comme tâches et pouvoirs :

1. diffuser l'avis de convocation du Conseil de Coordination et s'assurer de la présence de tous ceux et toutes celles qui sont convoqué-e-s ;
2. préparer les ordres du jour et cahiers du Conseil de Coordination ;
3. s'assurer que les Comités et Conseils exécutent les tâches dont ils sont mandatés ;
4. assister les Conseils et Comités si besoin est;

5. faire un suivi de l'évolution des mandats et décisions pris en Conseil de Coordination.

- Que l'Article 11 : Pouvoirs, des Statuts et règlements, se lise dorénavant comme suit :

Article 11 : Pouvoirs

1. Déterminer les orientations générales de l'ASSÉ, ainsi que ses grandes lignes idéologiques et politiques ;
2. déterminer la priorité des campagnes, ainsi que les grandes lignes des plans d'action ;
3. modifier les Statuts et règlements de l'ASSÉ ;
4. déterminer le montant de la cotisation et ses modalités de versement ;
5. adopter les budgets, ainsi que la répartition des sommes ;
6. élire le Conseil exécutif ;
7. destituer les membres du Conseil exécutif ;
8. entériner ou renverser les décisions du Conseil de Coordination ;
9. approuver ou rejeter les rapports du Conseil de Coordination ;
10. expulser une association membre ;
11. refuser ou accepter l'ensemble des demandes d'adhésion ;
12. décider de la pertinence de l'embauche d'employé-e-s ;
13. exercer l'ensemble des pouvoirs qui n'est pas explicitement accordé à d'autres instances ou comités de l'ASSÉ ;
14. démettre de ses fonctions un, une ou plusieurs membres élu-e-s par le Conseil de Coordination sur un comité ad hoc ou une commission relevant du Conseil de Coordination ;
15. décider de l'affiliation à toute coalition ou organisation ayant des buts et des visées similaires à l'ASSÉ ;
16. blâmer ou féliciter toute instance, Comité, délégué-e ou exécutant et exécutante par un vote majoritaire ;
17. élire les membres des Comités de travail, du Comité femmes et du Comité journal, ainsi que le coordonateur ou la coordonatrice du Conseil de Coordination ;
18. créer des comités ad hoc qui lui seront directement et immédiatement redevables.

Article original du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 11 : Pouvoirs

1. Déterminer les orientations générales de l'ASSÉ, ainsi que ses grandes lignes idéologiques et politiques ;
2. déterminer la priorité des campagnes, ainsi que les grandes lignes des plans d'action ;
3. modifier les Statuts et règlements de l'ASSÉ ;
4. déterminer le montant de la cotisation et ses modalités de versement ;
5. adopter les budgets, ainsi que la répartition des sommes ;
6. élire le Conseil exécutif ;
7. destituer les membres du Conseil exécutif ;
8. entériner la nomination des membres du Conseil InterRégional ;
9. approuver ou rejeter les rapports du Conseil InterRégional ;

10. expulser une association membre ;
11. refuser ou accepter l'ensemble des demandes d'adhésion ;
12. décider de la pertinence de l'embauche d'employé-e-s ;
13. exercer l'ensemble des pouvoirs qui n'est pas explicitement accordé à d'autres instances ou comités de l'ASSÉ ;
14. démettre de ses fonctions un-une ou plusieurs membres du Conseil InterRégional sur recommandation de ce dernier, ou par la simple volonté des délégué-e-s au Congrès ;
15. décider de l'affiliation à toute coalition ou organisation ayant des buts et des visées similaires à l'ASSÉ ;
16. blâmer ou féliciter tout instance, comité, délégué-e ou exécutant-e par un vote majoritaire ;
17. nommer des personnes sur les comités de travail pour combler les postes vacants ;
 - 17.1. Les candidatures éventuelles devront se conformer à l'un ou l'autre des articles suivants : Article 30 ou Article 38.
 - 17.2. De plus, le Congrès peut se saisir d'entériner ou de rejeter les personnes déjà élues sur les Comités de travail.
18. Créer des comités ad hoc qui lui seront directement et immédiatement redevables.

- Que l'Article 29 : Composition et l'Article 30 : Éligibilité et durée des mandats, des Statuts et règlements, se lisent dorénavant comme suit :

Article 29 : Composition

Les Comités de travail sont composés chacun de trois (3) membres élu-e-s par le Congrès.

Article 30 : Éligibilité et durée des mandats

Les candidats et candidates devront être recommandé-e-s par leur association membre dont ils et elles sont membres et être élu-e-s par le Congrès. Par contre, le Conseil de Coordination peut nommer lui-même des individu-e-s par intérim pour combler les postes non-occupés. Un mandat sur un Comité de travail ne peut excéder un an sans qu'il y ait de nouvelles élections. En cas de situations extraordinaires, le Conseil exécutif peut prolonger d'au maximum 45 jours un mandat si, et seulement si, durant ce délai aucun Conseil de Coordination ou Congrès n'est convoqué.

Articles originaux du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 29 : Composition

Les Comités de travail sont composés chacun de trois (3) membres élu-e-s par le Conseil InterRégional.

Articles originaux du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 30 : Éligibilité et durée des mandats

Les candidats et candidates devront être recommandé-e-s par le Conseil régional dont ils et elles sont membres et être élu-e-s par le Conseil InterRégional. Par contre, le Congrès peut nommer lui-même des individu-e-s pour combler les postes non-occupés. Un mandat sur un Comité de travail ne peut excéder un an sans qu'il y ait de nouvelles élections. En cas de situations extraordinaires, le Conseil exécutif peut prolonger d'au maximum 45 jours un mandat si, et seulement si, durant ce délai aucun Conseil InterRégional ou Congrès ne sont convoqués.

- Que l'Article 31 : Buts et fonction, des Statuts et règlements, se lise dorénavant comme suit :

Article 31 : Buts et fonction

Les Comités de travail servent à répartir certaines tâches dont le Conseil exécutif ou les associations locales ne peuvent s'acquitter par elles-mêmes et épauler ces dernières dans leur travail. En aucun cas ils ne sont décisionnels. Ils exécutent les tâches que leur confient le Congrès et le Conseil de Coordination. Ils peuvent cependant faire des recommandations directes au Conseil exécutif, au Conseil de Coordination et au Congrès dans la limite de leurs champs d'intervention respectif. Ils peuvent prendre part au débat et voter lors des séances du Conseil de Coordination, mais doivent se rallier aux décisions de celui-ci. Ils peuvent aussi s'adjoindre de collaboratrices et de collaborateurs, si besoin est.

Article original du Chapitre 5 : Conseil InterRégional

Article 31 : Buts et fonction

Les Comités de travail servent à répartir certaines tâches dont le Conseil exécutif ne peut s'acquitter par lui-même et épauler ce dernier dans son travail. En aucun cas ils ne sont décisionnels. Ils exécutent les tâches que leur confient le Congrès et le Conseil InterRégional. Ils peuvent cependant faire des recommandations directes au Conseil exécutif, au Conseil InterRégional et au Congrès dans la limite de leur champ d'intervention respectif. Ils peuvent aussi s'adjoindre de collaboratrices et de collaborateurs, si besoin est.

- Que soit ajouté à l'Article 39 : Buts et Fonction du Comité journal : « 11. Siéger au Conseil de Coordination, où il a le droit de parole, de proposition et de vote. » et que soit ajouté à la fin de l'Article 42.4 : Buts et fonctions du Comité femmes (« 4. siéger au Conseil de Coordination, où il a droit de proposition et d'appui. ») les mots suivants « et de vote ».

Déposé par AEMSP-UQAM

Lettre de démission

Objet : Lettre de démission du Comité aux relations internationales

Montréal, le 12 avril 2006

Au Congrès,

La présente est pour vous annoncer ma démission du Comité aux relations internationales, après un an de service au sein de cette instance. Si je fais état des raisons de ma démission dans cette lettre, j'ai aussi cru bon d'y ajouter un rapport des actions du comité ainsi qu'une critique de sa place dans l'ASSÉ.

Tout d'abord, je quitte mon poste à cause d'une incapacité de remplir à plein potentiel mes mandats, en raison d'une implication trop grande dans d'autres domaines. Toutefois, le suivi que j'ai fait des dossiers internationaux en lien avec l'ASSÉ m'a permis de tirer certaines conclusions quant au rôle que devrait jouer le Comité dans notre syndicat national.

Pour ce qui est des mandats du Comité, tels qu'adoptés au CIR du 29 mai 2005 (préparer une banque de textes sur la situation étudiante internationale ainsi qu'une liste de contacts de l'ASSÉ à l'international), je n'ai pas été en mesure de mener une étude poussée sur le sujet et de créer une banque d'informations suffisant à l'alimentation de la réflexion. De plus j'ai tenté à maintes reprises d'établir un contact avec les associations étudiantes d'ailleurs (notamment au Guatemala, aux États-Unis, au Benelux et en France), souvent par l'entremise d'un-e camarade militant à l'ASSÉ. Malheureusement, le suivi ne s'est jamais fait adéquatement, faisant ainsi avorter les tentatives de contact.

Plusieurs hypothèses entrent en ligne de compte quand vient le temps de justifier ce manque d'efficacité, outre le manque d'effectifs sur le Comité. Dans un premier temps, l'échec des prises de contact s'explique en partie par le fait que les luttes locales et nationales des syndicats étudiants prennent encore beaucoup de place à l'agenda, et donc que les énergies canalisées dans ces luttes ne permettent pas d'en investir d'autres dans le support de causes à l'étranger. Dans un même ordre d'idées, il est préférable pour l'instant de se concentrer dans la construction d'un solide réseau de solidarité syndicale au national avant de se lancer dans des dossiers mondiaux.

En ce sens, le Comité aux relations internationales se pose en situation floue quant à sa pertinence. En effet, pour ce qui est de l'aspect réflexion de son mandat, mieux vaut investir nos effectifs dans le Comité recherche et réflexion qui peu très bien s'occuper lui-même d'étudier la conjoncture internationale. Du côté des relations internationales de l'ASSÉ, le fait qu'elles en soient encore au niveau embryonnaire et que leur développement se fait encore à un rythme lent fait en sorte qu'elles peuvent très bien être prises en charge par l'exécutif et bénéficier d'un suivi tout aussi efficace.

Finalement, si le Comité aux relations internationales de l'ASSÉ s'avère être un organe stratégique dans le fonctionnement de notre syndicat, sa pertinence est somme toute bien moindre que d'autres comités où la demande d'effectifs est criante, tels que le Comité journal ou le Comité formation. Toutefois, je crois qu'il nous sera d'une grande utilité en temps de lutte mondiale, comme on l'a vu lors du Sommet des Amériques de l'été 2001.

Solidairement,
Mathieu Cousineau DeGarie, AECSL

Candidatures aux élections générales

Conseil exécutif

Objet : Candidature pour le poste de Secrétaire aux relations internes

Sherbrooke, le 3 avril 2006

Bonjour à toutes et tous,

Par la présente, je pose ma candidature pour le poste de Secrétaire aux relations internes de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ).

Durant l'année 2005-2006, j'occupais le poste de responsable aux affaires pédagogiques, où j'ai développé plusieurs compétences nécessaires pour bien accomplir les tâches qui y sont rattachées. On se rend vite compte que la rigueur et l'organisation sont des qualités fort importantes qu'on se doit de développer le plus rapidement possible.

J'ai commencé à m'impliquer un peu plus au niveau national il y a peu temps. J'y ai découvert le besoin criant de gens pour s'y impliquer. J'ai donc commencé à découvrir le fonctionnement d'une instance nationale et j'ai vu aussi l'importance des tournées internes, autant en théorie qu'en pratique. J'ai aussi participé à la campagne d'affiliation du Cégep de Marie-Victorin qui fut fort encourageante.

Comme les associations étudiantes membres forment la base de l'ASSÉ, il est important d'avoir des contacts réguliers avec celles-ci. Dans le cadre de ce poste, je veux augmenter les contacts avec les bases militantes et ainsi pousser les membres à se sentir plus interpellés par l'ASSÉ et par le syndicalisme de combat en général.

Solidairement,

Alex Desrochers, membre de l'AÉCS

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil exécutif de l'AÉCS du 20 mars du 2006

D'appuyer la candidature d'Alex Desrochers au poste des relations internes à l'ASSÉ.

Proposé par Jaouad Laarousi

Appuyer par Marie-Pier Baril

Marie-Pier Baril demande le vote

Pour : 4 Contre : 0 Abstention : 1

Adoptée à la majorité

Objet : Candidature au poste de Secrétaire aux finances du Conseil exécutif

Montréal, le 3 avril 2006

À toutes et tous les membres du congrès,

Bonjour, mon nom est François Giguère et l'importance du syndicalisme étudiant de combat et de l'ASSÉ comme étant son principal porte-parole n'est, au cœur de mes convictions, plus à prouver. C'est pourquoi, afin de pouvoir doter l'ASSÉ d'une structure financière solide et ainsi porter son message le plus efficacement possible, je me présente au poste de secrétaire aux finances du Conseil exécutif de l'ASSÉ, avec l'appui de l'assemblée générale du SECMV.

Premièrement, la décision de me présenter pour ce poste m'est venue lors du puissant appel à l'aide de Valérie lors du congrès d'orientation de l'ASSÉ, où il devint évident que pour le futur de l'ASSÉ, il serait bien que la permanente s'évite un burn-out. Ayant appris les rudiments de la comptabilité dans un emploi antérieur ainsi qu'au sein même du mouvement étudiant et possédant une ferveur marquée pour les causes de l'ASSÉ, je crois être le candidat idéal pour faire éviter ledit burn-out à la permanence de notre association nationale.

J'ai été sur l'exécutif du Syndicat Étudiant du Cégep Marie-Victorin pendant deux ans, où j'ai été interne la première session, interne/externe/adjoint permanent la deuxième session lors d'une chouette grève générale illimitée et coordonnateur cet automne. Pour cette session, je passe ma vie entre Marie-Vic et le bureau de l'ASSÉ. Puis, lorsqu'on aura la gratuité scolaire, je vais finir mon DEC en Sciences Humaines, profil développement communautaire et relations interculturelles. Je possède déjà une formation de deux ans à l'école militaire de BFC-Valcartier, (j'ai repris mon cerveau avant de partir), en gestion de situation de crise, ce qui sera très pratique si jamais une tornade vient interrompre un congrès de l'ASSÉ.

Finalement, afin de vous permettre d'évaluer mes compétences en matière de finances et autres trucs palpitants, j'ai préparé le budget 2006-2007, le texte des états financiers et le texte des deux propositions de budget pour ce congrès.

François Giguère

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du SECMV du 8 mars 2006

François Giguère (Sciences Humaines) se propose pour obtenir l'appui du SECMV pour le poste « Finances » de l'ASSÉ. Appuyé par Maxime Perreault (Musique), adopté à l'unanimité.

Objet : Candidature au poste de Secrétaire à la coordination

Ste-Thérèse, le 5 avril 2006

Par la présente je désire porter officielle ma candidature au poste de secrétaire à la coordination de l'ASSÉ.

Bien que mon expérience dans le mouvement soit assez restreinte (deux années) je crois que ma présence au sein de l'exécutif de l'ASSÉ pourrait être bénéfique. Depuis près de deux sessions j'occupe le poste de Co-Secrétaire Général à l'AGEECLG (Association Générale des Étudiantes et Étudiants du Collège Lionel-Groulx). Cette expérience m'a fait prendre conscience de l'importance de la cohésion au niveau local. Si la cohésion est importante dans les luttes locales, elle ne peut l'être que davantage sur les luttes nationales.

J'ai appris grâce a mon rôle à l'AGEECLG à garder un œil critique face à ce qui se passe ailleurs, mais surtout face à ce que nous entreprenons.

J'ai également acquis une certaine capacité à organiser les luttes lors de la grève historique de 2005 ainsi que par mon implication lors de la création du comité MOB de l'AGEECLG.

De plus, après avoir constaté les difficultés causées par le manque d'implication au niveau national entre autres la difficulté de gérer un syndicat avec un exécutif réduit, je me suis dit que la meilleure façon d'aider le mouvement étudiant était de poursuivre mon implication au sein des instances de l'ASSÉ.

Enfin, le mouvement étudiant a souvent prouvé qu'il était capable d'initier de grandes luttes, certaines de ces luttes débouchant même sur des avancées sociales.

Je crois qu'il est de mon devoir de contribuer, par mon implication, à renforcer ce mouvement, en participant à son organisation, pour qu'il demeure démocratique et combatif et continue à défendre les droits étudiants, mais également ceux de toute la population.

Mes salutations militantes et solidaires,

« *Rock on !* »

Alex Bourdon-Charest
Membre de l'AGEECLG

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AGEECLG du 5 avril 2006

7- ASSÉ

Il est proposé que l'AGEECLG appuie la candidature d'Alex Bourdon-Charest au poste de secrétaire à la coordination de l'ASSÉ.

Proposition : Benoît Lépine

Appui : Geneviève Paquette

Adoptée à l'unanimité

Objet : Lettre de candidature de Francis Hamel au Conseil Exécutif 2006-2007 comme secrétaire aux affaires externes

Montréal, le 4 avril 2006

Bonjour,

Par la présente, je, Francis Hamel, dépose ma candidature à titre de secrétaire aux affaires externes de l'ASSÉ pour l'année scolaire 2006-2007. Je désire effectivement poursuivre mon implication sur le Conseil exécutif de l'ASSÉ tout en renouvelant un peu mes tâches.

Je crois que mon expérience à titre d'exécutif sortant permettra une meilleure transition de l'exécutif et un meilleur commencement à titre d'externe, puisque j'ai pu m'acclimater avec la réalité des associations non-membres durant mon mandat.

Je promets que durant mon mandat je me procurai un chapeau plus glorieux.

En espérant pouvoir continuer à défendre et promouvoir un mouvement étudiant fort, combatif et surtout construit sur ses propres bases.

Solidairement,
Francis Hamel, membre de l'AEHUM

Appui à la candidature de Francis Hamel

Montréal, le 6 avril 2006

À qui de droit :

L'association étudiante d'histoire de l'Université de Montréal (AEHUM) tient par la présente à manifester son appui à la candidature de Francis-Emmanuel Hamel pour le poste de secrétaire aux affaires externes au sein de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ).

Après consultation, l'AEHUM en est venue à la conclusion que le candidat possède toutes les qualités nécessaires pour remplir le poste convoité et que la candidature de M. Hamel est souhaitable. En effet, en considérant les qualités et les implications du candidat, l'AEHUM accorde son appui au candidat et lui souhaite la meilleure des chances.

Solidairement,
Véronique Church-Duplessis, Secrétaire générale

Association étudiante d'histoire de l'Université de Montréal
C.P. 6128 succ. Centre Ville
Montréal, Qc, H3C 3J7
(514)343-6111, poste 2887
hst_udm@hotmail.com

Objet : Candidature au poste de Secrétaire aux affaires académiques et pédagogiques universitaires

Montréal, le 6 avril 2006

L'ASSÉ porte un discours et un projet social en rupture avec la vision économiciste. Le retour en force des idéologies de droite, en tête de ligne les explications biologisantes des rapports sociaux et la mise sur le marché des droits sociaux, poussent mon désir de lutte pour une société solidaire, égalitaire et libertaire à poser ma candidature à l'exécutif de l'ASSÉ au poste de secrétaire aux affaires pédagogiques et académiques universitaires. Les institutions réorientent leur vocation en ce temps de libéralisme économique; l'éducation est assujettie aux lois du marché.

Les forces de l'ASSÉ restent et doivent rester la volonté de démocratiser ses instances et, avant tout, la mobilisation. Ses revendications et son discours, éminemment liés à ces stratégies de lutte, font de l'ASSÉ l'une des organisations syndicales institutionnelles la plus porteuse d'un changement social. Par manque de ressources, par manque de temps, par manque d'implication, la « mise sur papier » de ces analyses ont probablement été sa plus grande faiblesse. Il tarde avant d'avoir une réelle analyse des nouveaux enjeux et/ou une réactualisation. Ma candidature est spécifiquement portée par ce projet d'étoffer les enjeux pédagogiques et académiques universitaires et des logiques qui les sous-tendent et, si besoin il y a, de me pencher sur les problématiques collégiales.

Je rappellerai qu'une élection est un choix politique. Si votre asso décide d'appuyer ma candidature, que ce ne soit pas parce qu'il en vaut mieux que la « chaise ». Non. Appuyer ma candidature, c'est aussi décider de ne pas donner des mandats à l'exécutif à la légère; c'est être responsable dans chacune des prises de décisions et ce, que ce soit au niveau local ou national. Je ne me présente pas à l'ASSÉ pour exécuter des tâches d'une coquille vide, qu'on se le tienne pour dit. Je refuse d'être gestionnaire : les mouvements sociaux ne sont pas des entreprises privées. Je refuse d'être administratrice : pour contrer une vision élitiste, notre seule arme est la réappropriation d'un discours égalitaire et d'une organisation solidaire. Il en va de la survie du syndicalisme de combat que l'ensemble des membres participe au projet.

Julie Descheneaux
Socio-UQAM / AFESH

Pour un mouvement indépendant qui n'est pas embourbé dans un système politique qui définit les règles du jeu à l'avance en prenant soin que le dénouement soit à son avantage.

Pour un mouvement démocratique qui reconnaît ses problèmes structurels inégalitaires et tente de proposer des alternatives.

Pour un mouvement combatif parce que la gestion de coupures n'est pas digne d'un syndicat.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQAM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de Julie Descheneaux sur l'exécutif aux affaires académiques.

Proposée par Julie Descheneaux

Appuyée par Raphaël Turbide

Adoptée à majorité

Objet : Mise en candidature pour le poste de Secrétaire à la coordination de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

Montréal, jeudi, le 6 avril 2006

Bonjour à tous et à toutes,

Par la présente, je désire souligner mon intention de poser ma candidature au poste de secrétaire à la coordination de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante pour l'année 2006-2007.

Lors de la dernière année, j'ai occupé les fonctions de coordonnateur de l'Association du module de science politique de l'Université du Québec à Montréal (AÉMSP-UQÀM). Au cours de ce mandat, j'ai pu prendre connaissance des compétences nécessaires afin d'accomplir un bon travail de coordination pour ainsi s'assurer de l'avancée des divers dossiers pouvant se retrouver sur la table d'une association étudiante. Mon implication au sein de l'AÉMSP date de mon arrivée à l'UQÀM en 2002.

Ayant d'abord occupé les fonctions de trésorier, j'ai ensuite rempli le mandat de vice-président aux affaires externes pendant lequel j'ai activement participé à la campagne d'affiliation de l'AÉMSP à l'ASSÉ. C'est également durant l'exercice de mon mandat aux affaires externes que nous avons travaillé d'arrache-pied à la campagne de grève offensive de l'automne 2003.

Mes premiers contacts avec le mouvement étudiant datant de la grève de 1996, j'ai acquis depuis une bonne connaissance non seulement des tenants et aboutissants des luttes étudiantes, mais également de la dynamique singulière propre au mouvement étudiant, notamment marquée par le caractère transitoire de notre base.

À partir de ce constat, il est plus que primordial de s'assurer de la pérennité de nos luttes par le biais d'une organisation nationale. À ce chapitre, il me semble évident que l'ASSÉ demeure un excellent véhicule de revendications. La raison en est fort simple : depuis sa création, l'ASSÉ s'est efforcée de mettre de l'avant une analyse radicale du système, posant ainsi la question de la base même du problème. Nous ne pouvons nous limiter à une logique de pompier et d'extinction de feu comme le font les autres regroupements étudiants. Il est donc essentiel de poursuivre notre travail d'analyse et de lutte.

C'est donc pour toutes ces raisons que je désire mettre l'épaule à la roue en portant ma candidature au poste de secrétaire à la coordination au sein du comité exécutif de l'ASSÉ.

Solidairement,
Hugo Desgagné

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de l'AEMSP-UQÀM du 4 avril 2006

4) Candidature ASSÉ

Mathieu Jobin propose que l'AÉMSP appuie les candidatures de Hugo Desgagné au poste de secrétaire à la coordination et de Rémi Bellemare-Caron au comité journal de l'ASSÉ.

Andrée Bourbeau appuie

La proposition est adoptée à l'unanimité

Objet : Candidature au poste de Secrétaire à l'information

7 avril 2006

Bonjour tout le monde... et les autres...

Cette lettre à pour but de présenter ma candidature au poste de *roulement de tambour* : Secrétaire à l'information ! Je suis impliqué dans la vie étudiante depuis mon Cégep, ce qui remonte à 1999 (Quoi ?! Déjà sept ans), cependant, ça ne fait que deux ans que je m'implique plus au niveau du mouvement étudiant proprement dit. D'ailleurs, cette semaine c'est terminé mon mandat d'externe pour la très honorable Association Étudiante d'Histoire de l'Université de Montréal, aussi connue sous le mignon acronyme d'AÉHUM. Tellement mignon, que l'Association des Étudiants Handicapés de l'Université de Montréal et l'Association des Étudiants Haïtiens de l'Université de Montréal l'utilisent aussi. Au fait, il ne s'agit pas d'une blague de mauvais goût...

Pour ceux et celles qui ne me connaissent pas et bien je crois être reconnu comme une personne facile d'approche et qui aime bien parler aux gens, choses que je crois primordiales pour une personne qui convoite un poste dans un exécutif. Je ne me considère pas comme une tête pensante de ce que devrait être le mouvement étudiant, mais plutôt comme un vulgarisateur de ce qu'il devrait être. J'ai toujours travaillé dans l'optique de rendre le message accessible et proche de la réalité des gens sans toutefois, je le crois, le travestir. En fait, pour faire une comparaison très douteuse, j'aimerais être le Jean Lapierre de l'ASSÉ...

Pour ce qui est de mes compétences techniques relatives au poste, j'ai une formation comme technicien en informatique et j'ai appris, par moi-même, l'utilisation de quelques logiciels de graphisme. J'ai travaillé sur un bon nombre de sites, dont notamment le site de l'honorable AÉHUM : www.aehum.umontreal.ca. Je ne sais pas si c'est une compétence technique, mais avec mes trois ans à l'Université de Montréal, tel un Jedi sur Coruscant, la planète-mère de l'Empire, j'ai appris à survivre en milieu très hostile.

Pour ce qui est de ma vision de l'année 2006-2007, provenant de la région Lac Saint-Jean, je crois que l'ASSÉ devrait élargir son horizon au-delà de Montréal et de ses environs. Car, selon moi, beaucoup de Cégeps en région sont affiliés à la FECQ par défaut et non par idéaux. J'aimerais travailler à du matériel de mobilisation et de promotion adapté à des groupes étudiants que l'ASSÉ n'est pas habitué d'approcher. En fait, mon optique s'accorde parfaitement avec plusieurs mandats et positions relatifs à l'image de notre très respectable syndicat national qui ont été adoptés aux derniers congrès. C'est d'ailleurs pourquoi j'ai décidé de présenter ma candidature au poste de secrétaire à l'information. Malgré le peu de sérieux de cette lettre, veuillez considérer que ma candidature est on ne peut plus sérieuse et que l'humour est pour présenter le plus fidèlement la personne que je suis.

Lucideme - -Euh, solidairement,
Louis-David Lalancette-Renaud,
Membre de l'honorable AÉHUM

NB : Les phautes dans ce texte sont volontaires et servent à tenir le lecteur et la lectrice éveillé(e).

Extrait du procès verbal de l'Assemblée générale de l'AÉHUM du 4 avril 2006

6- Candidature ASSE

- Cédric Piette propose un appui à la candidature de Louis-David Lalancette-Renaud au poste de secrétaire à l'information de l'ASSÉ
- Mathieu Roy appuie
- L'appui à la candidature de Louis-David Lalancette-Renaud au poste de secrétaire à l'information de l'ASSÉ est adopté à l'unanimité.

Objet : Lettre de candidature au poste de secrétaire aux affaires pédagogiques et collégiales

Sherbrooke, le 19 avril 2006

Bonjour à toutes et tous,

Je m'implique au sein du mouvement étudiant et plus particulièrement au sein de l'AÉCS depuis bientôt deux ans. Depuis la session d'automne 2004 je m'impliquais sur le comité mobilisation puis j'ai été exécutant aux affaires pédagogiques et par la suite externe dans l'exécutif de l'AÉCS. J'ai pu avec cette implication en apprendre plus sur le mouvement étudiant et sur l'importance que celui-ci soit le plus démocratique et combatif possible. Pour cette raison, je pense que l'ASSÉ est l'association nationale la plus apte à défendre le droit des étudiants et étudiantes.

C'est ainsi avec joie que je vous présente ma candidature au poste de secrétaire aux affaires académiques et pédagogiques collégiales de l'ASSÉ. Je pense que ce poste, bien que souvent délaissé par les militantes et militants, est primordial dans notre lutte pour une éducation accessible et de qualité. En effet, les menaces de décentralisation du réseau collégial et d'arrimage au marché planent toujours sur le réseau collégial et menacent son intégrité. De plus, la structure administrative des institutions collégiales est, d'après moi, totalement anti-démocratique et ne permet aux membres internes de s'approprier leur lieu d'étude ou de travail. Cette année, j'ai ainsi pu m'intéresser à la problématique de la démocratisation du réseau collégial à travers le plan d'action de l'AÉCS et à travers la lutte que nous avons menée contre notre administration et le conseil d'administration du Cégep de Sherbrooke.

En tant que secrétaire aux affaires académiques et pédagogiques collégiales je désirerais mettre en lien les différents exécutants à la pédagogie des associations collégiales membres de l'ASSÉ afin de pouvoir avoir une idée claire de ce qui se passe au niveau pédagogique dans les différentes associations collégiales. De plus, je pense qu'il manque actuellement d'information sur la situation du réseau collégial et des affaires pédagogiques pour les associations membres et je désirerais à l'aide du comité aux affaires académiques et pédagogiques (s'il est fonctionnel) travailler à une meilleure diffusion de l'information sur ces problématiques.

Salutation militante!

Jaouad Laaroussi, membre de l'AÉCS

Extrait du procès-verbalé de la réunion du Conseil exécutif de l'AÉCS du 19 avril 2006

Que l'exécutif de l'AÉCS appuie la candidature de Jaouad Laaroussi au poste de secrétaire aux affaires pédagogiques collégiales à l'ASSÉ.

Proposée par Pascal Rheault

Appuyée par Chloé Domingue-Bouchard

Pour : 3 Contre : 0 Abstention : 1

Adoptée à la majorité

Comité femmes

Objet : Candidature au Comité femmes

Montréal, le 6 avril 2006

Bonjour à tous et toutes, fiers et fières militants militantes de l'ASSÉ,

C'est par la présente que j'ai le plaisir de poser ma candidature pour devenir militante au sein du comité femmes. Mon implication sociale à travers le Cégep Marie-Victorin est très diversifiée. Depuis la session d'automne 2005 je suis membre active du comité environnemental (Écolovic), d'Amnistie Internationale (que j'ai d'ailleurs démarré en commun avec une autre copine). À la session hiver 2006, j'ai également ajouté ma participation dans le comité Mobilisation et j'ai mis sur pied en collaboration avec M. Pétrin externe du SECMV le projet de démarrer un comité Femmes. Ce projet me tenait à cœur pour multiples raisons : ayant fait la vente des coupoles menstruelles avec le comité environnemental je me suis beaucoup intéressé aux alternatives d'hygiènes féminines. Par Amnistie Internationale dans lequel je m'implique depuis longtemps m'est venue la passion de défendre les droits humains surtout ceux des femmes lors de campagnes comme : "Halte à la violence faite aux femmes" ou "Filles-soldats, filles-soldées", toutefois nous ne pouvons agir localement et je me rendais bien compte de la situation dégradante que plusieurs femmes vivaient ici, au Québec. L'hypersexualisation et la marchandisation étaient également des phénomènes qui m'inquiétaient énormément. Mon cégep étant composé à 85 % d'étudiantes, dont une majorité en techniques de la mode, plusieurs sont atteintes par ces phénomènes sociaux. Aussi la violence verbale est présente tous les jours et souvent de façon insidieuse. C'est donc pour défendre les droits, approfondir mes connaissances sur le sujet pour informer les gens adéquatement, briser les tabous, atteindre l'égalité des sexes et parler pour toutes celles qui ne l'ont jamais fait, qui ne le feront jamais... que je désire ardemment faire partie du comité femmes. C'est ensemble qu'on atteindra nos objectifs, qu'on se soutiendra dans notre lutte, qu'on partagera nos espoirs et qu'on gardera notre passion toujours plus forte.

Solidairement vôtre,
Christine Ayotte, militante active du SECMV

Extrait du procès-verbal du Conseil exécutif du SECMV du 6 avril 2006

François Giguère propose que l'exécutif du SECMV appuie la candidature de Christine Ayotte au comité femmes sur le comité femmes de l'ASSÉ. Appuyé par Grégory Brasseur. Adoptée à l'unanimité.

Objet : Offre de candidature pour le comité femmes de l'ASSÉ

Sherbrooke, le 7 avril 2006

Chers militants et chères militantes de l'ASSÉ,

Il me fait grandement plaisir de vous démontrer l'intérêt que je porte pour cette organisation qui défend les droits des étudiants et des étudiantes. C'est pour cette raison que je souhaite être responsable au comité femmes de l'ASSÉ pour l'année 2006-2007. Ayant pour fonction de promouvoir les luttes féministes en éducation et dans la société, le comité femmes de l'ASSÉ a donc beaucoup à faire...

En effet, la conjoncture politique actuelle avec le gouvernement Harper laisse présager le pire pour les mères travailleuses et donc par ricochet pour les étudiantes encore principalement diplômées dans des secteurs traditionnels peu rémunérés. Le comité femmes doit stimuler les débats, les réflexions et les décisions par une analyse féministe du système de l'éducation, du système des prêts et bourses, du marché du travail, du système sur les congés de maternité, sur l'équité salariale, entre autres, pour informer les femmes et les hommes de ce qui sera réservé aux femmes une fois diplômées et bien ancrées dans le marché du travail. Mettre en relation le fonctionnement du système d'éducation et celui du système patriarcal auquel les femmes seront davantage exposées et opprimées une fois active dans le marché du travail devient urgent. Cette mise en relief permettrait de démontrer, une fois de plus, que la lutte de classe doit s'enclencher le plus rapidement possible. Par ailleurs, la campagne contre la marchandisation du corps des femmes permet de favoriser la mobilisation des femmes. Il faut donc utiliser ce tremplin pour hausser la colère des étudiantes et des étudiants par de l'éducation populaire sur le futur réservé au deuxième sexe, pourtant majoritaire dans les institutions d'enseignement post-secondaires.

Au fil du temps, j'ai acquis de l'expérience sur le féminisme, sur l'organisation syndicale, et les enjeux des mouvements étudiants. J'ai écrit deux articles dans le journal l'Ultimatum (hiver et automne 2005), participé à la rédaction de l'atelier femmes au camp de formation automne 2005 et animé cet atelier avec des camarades, de même que l'atelier femmes du camp de formation hiver 2006. Au local, je me suis impliquée au comité mobilisation de l'AECS à l'année 2004-2005. Puis, j'ai également été exécutante à l'APHECS (Association des profils humains des étudiantEs du Cégep de Sherbrooke) durant la session automne 2004 avant de quitter pour un stage de coopération internationale au Nicaragua. Au retour, je me suis investie dans la préparation pour la grève étudiante 2005. Cette année, je suis trésorière au comité femmes de l'AECS (association étudiante du Cégep de Sherbrooke). Le bilan de l'année 2005-2006 est très positif : le féminisme a été mis de l'avant sur la place publique.

J'étudierai en sociologie à l'UQAM dès l'automne prochain et donc serai membre de l'AFESH-UQAM.

Au plaisir,
Solidairement Lizanne Guay

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil exécutif de l'AECS du 20 mars du 2006

D'appuyer la candidature de Lizanne Guay sur le comité femmes de l'ASSÉ

Proposé par Jaouad Laarousi

Appuyé par Isis Gagnon-Grenier

Adopté à l'unanimité

Objet : Candidature au Comité femmes

Sherbrooke, le 7 avril 2006

Mes quelques années dans le mouvement étudiant m'ont permis d'aborder et d'approfondir plusieurs aspects politiques pratiques et théoriques. Le féminisme en est un, et aussi celui sur lequel j'ai décidé de me centrer, par intérêt comme par nécessité. Après avoir travaillé activement au local, j'ai maintenant le désir de m'impliquer au sein de l'ASSÉ dans ce même domaine. Je vous présenterai ici brièvement mon parcours militant et les raisons qui m'amènent à poser cette candidature.

Dès le début de mon entrée au cégep de Sherbrooke, j'ai commencé à m'impliquer dans les structures locales du mouvement étudiant, par le biais du comité écologique et du comité de mobilisation. L'année suivante, j'ai été membre du conseil exécutif, ce qui a enrichi mon expérience locale par celle des instances provinciales. Au cours de la même session, je m'impliquais toujours dans le comité de mobilisation, et en collaboration avec d'autres militantes, je tentais de remettre sur pied un comité femme local qui n'était plus en action depuis plusieurs années. La grève générale illimitée se préparant alors, la tentative fut plus ou moins fructueuse. Comme trop fréquemment, c'est l'organisation des femmes qui en a pris un coup. Que la lutte féministe soit souvent mise de côté au profit des luttes ponctuelles, alors qu'elle en est une de tous les instants, est décevant. Cependant, cela apprend à repenser le problème de dédoublement des tâches et de priorités et à réaliser qu'on ne peut réussir à être active ou actif sur tous les fronts à la fois de manière productive. C'est ce qui m'a amené cette année à coordonner le comité Femme et à être membre du Comité Identité Sexuelle et Amoureuse Libre, qui sont parmi les plus actifs localement. J'ai également participé avec plaisir – et acharnement! – à monter l'atelier femmes du camp de formation de l'automne dernier de l'ASSÉ, et me suis impliquée au sein du Collectif contre le sexisme et l'homophobie créé dans le cadre de faire une semaine subversive d'actions et de diffusion à l'occasion du 8 mars. L'impact de ces actions démontre qu'elles ont raison d'être et doivent continuer.

Ma décision de centrer mes énergies autour de la cause des femmes et queers a renforcé mes connaissances sur ces sujets comme ma motivation et mon efficacité dans ces luttes communes contre le système patriarcal. C'est pourquoi je désire à présent continuer sur cette lancée en m'impliquant sur le comité femmes de l'ASSÉ. Ayant agit au local, je considère être en bonne position pour saisir l'importance des relations entre le provincial et le local efficaces et fréquentes et faire en sorte qu'elles s'améliorent. Ma vision du féminisme dans le mouvement étudiant est qu'il est beaucoup plus efficace par une approche d'abord pragmatique et matérialiste, amenée de façons diverses plutôt que seulement par moyens conventionnels de mobilisation, afin d'y imbriquer les aspects théoriques et politiques. Aussi, que la collaboration avec des organismes extérieurs au mouvement étudiant peut découler un potentiel d'action impressionnant. Au moment où plusieurs se refusent à se définir féministes ou pro-féministes et nient la situation toujours inégalitaire des femmes face aux hommes, ou encore le font en parole sans que l'action suive, il est temps de faire saisir la situation réelle et d'agir pour qu'elle change. Organisons-nous!

Adelphiquement*,
Sandra Bérubé,
Étudiante au cégep de Sherbrooke

*Adelphiquement dérive de adelphité, mot qui désigne un sentiment entre fraternité et sororité. En français, sœur et frère proviennent de deux mots différents. Le mot adelphité est formé sur la racine grecque adelph- qui a donné les mots grecs signifiant sœur et frère.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil exécutif de l'AECS du 20 mars du 2006

D'appuyer la candidature de Sandra Bérubé sur le comité femmes de l'ASSÉ.
Proposé Isis Gagnon-Grenier
Appuyé Alex Desrochers
Adopté à l'unanimité

Comité journal

Application pour un poste au Comité journal de l'ASSÉ

Montréal, le 31 mars 2006

À propos du candidat :

Bonjour, mon nom est Jean-Sébastien Ranger et je suis un étudiant de première année en science politique à l'UQAM, donc membre de l'AEMSP qui est elle-même membre de l'ASSÉ.

Mon expérience :

À vrai dire, je n'ai aucune expérience concrète en matière de production d'un journal ou d'une revue. Mes seules expériences reliées au domaine sont d'ordre journalistique : J'ai écrit plusieurs articles pour le journal étudiant de mon ancien Cégep (Le Noir sur Blanc du Cégep Gérard-Godin) ainsi qu'un article pour *Union libre*, le journal étudiant de l'Association facultaire de sciences politiques et de droit (AFESPED). Bien que je n'aie aucune idée de la façon de faire une mise en page, par exemple, je suis, par contre, motivé à apprendre tous les trucs du métier.

Mes motivations :

L'implication personnelle :

Lorsqu'un individu est interpellé par une ou plusieurs causes, il est tout à fait normal, voire souhaitable, qu'il s'implique afin de les faire progresser. C'est la base de tout changement social. S'informer, réfléchir et discuter sont de très bonnes choses à faire, mais il faut également proposer et militer pour vaincre. Puisque je suis moi-même un fervent partisan de plusieurs causes que l'ASSÉ défend, telles que l'accès gratuit à une éducation de qualité, la justice sociale, le syndicalisme de combat et maintes autres, je me suis donc dit qu'il était temps que je m'implique dans une organisation ouverte, démocratique et progressiste. L'ASSÉ, dont je suis membre, réponds à ces critères.

L'importance d'un journal étudiant :

La raison première pour laquelle je m'intéresse particulièrement à militer sur le comité journal réside en le fait que la production et la diffusion d'un journal étudiant prônant le syndicalisme de combat est d'une importance primordiale pour maintes raisons. Premièrement, il est d'une importance capitale pour une organisation comme l'ASSÉ, qui veut faire connaître ses positions et ses valeurs auprès de la population étudiante, de produire un journal. Dans un contexte où la presse écrite québécoise est victime d'une concentration sans précédent (les quotidiens écrits appartenant à 97 % à Gesca et Quebecor), il est nécessaire que les organisations progressistes se dotent d'outils d'information afin de faire contrepoids à la désinformation des monopoles médiatiques qui sont très souvent liés à des partis politiques traditionnels partisans du statu quo. Sans prétendre que l'Ultimatum devrait devenir un quotidien, il faut néanmoins faire en sorte qu'il soit disponible à toute la communauté étudiante québécoise, et ce, afin de faire en sorte que le syndicalisme de combat et démocratique soit connu de tous.

D'un autre côté, un journal étudiant est un moyen privilégié qui est mis à la disposition des étudiants afin qu'ils puissent s'exprimer librement et faire connaître leurs idées. Ces idées, ces visions sont généralement très pertinentes et aident ainsi à informer adéquatement les lecteurs avec des sujets que les médias traditionnels omettent de soulever. De plus, la base du syndicalisme démocratique est la participation des membres et un journal ouvert à ceux-ci peuvent être un fil conducteur pour, d'une part, les faire participer aux grands débats d'idées, et d'autre part, les inciter à s'impliquer.

En conclusion :

Pour conclure, je vois en l'Ultimatum un journal qui offre une grande qualité journalistique et un outil très important pour promouvoir l'ASSÉ et ses valeurs. La majorité des étudiants sont présentement représentés par des syndicats étudiants bureaucrates, il est donc temps de leur proposer une alternative. De plus, il serait également grand temps que tous les acteurs sociaux progressistes au Québec se penchent sur l'idée de créer une vraie presse alternative. C'est dans une logique d'union de toutes les organisations syndicales, environnementales, féministes et autres que je vois le succès de la presse alternative. Vive la presse libre!

Jean-Sébastien Ranger

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de l'AEMSP-UQAM du 28 mars 2006

1.0 Candidature à l'ASSÉ

Que l'AEMSP appuie la candidature de Jean-Sébastien Ranger sur le comité journal de l'ASSÉ.

Proposée par Hugo Desgagné

Appuyée par Simon Letendre

Adoptée à l'unanimité

Objet : Lettre de candidature pour le comité journal de l'ASSÉ

Sherbrooke, le 5 avril 2006

Camarades de tous horizons,

J'aimerais démontrer par cette lettre ma volonté de travailler au sein de l'ASSÉ l'an prochain dans le comité journal. Distribué non seulement dans les cégeps et les universités, mais aussi dans la rue, l'*Ultimatum* est à mon avis le journal étudiant de masse qui reflète le mieux les enjeux en éducation et qui défend haut et fort les intérêts des étudiants et des étudiantes au Québec. L'importance d'un journal de qualité pour l'ASSÉ est primordiale pour diffuser ses positions au sein de la population afin de soulever des débats et des actions concrètes par rapport à la gratuité scolaire, au syndicalisme de lutte et au féminisme par exemple. Il ne faut pas compter sur le célèbre journal de la FEUQ, *La voix étudiante* (muette...), pour faire cela, trop occupée à tergiverser sur des fonds jeunesse capitalisés... et autres balivernes...

Pour ma part, je me suis impliqué au sein de l'AÉCS (Association étudiante du cégep de Sherbrooke) de l'automne 2002 à l'hiver 2005 au sein du comité de mobilisation. J'ai aussi travaillé au conseil exécutif de l'AÉCS pendant deux ans et demi comme secrétaire et comme coordonnateur. J'ai été en charge au début de la session hiver 2005 de concocter un journal de l'AÉCS pour la grève qui a eu pour titre *Le Porte-Voix*. J'ai contribué aussi à la rédaction d'un article au sein de la revue *Ultimatum* de l'automne 2005 et aussi d'autres articles au *Collectif*, le journal étudiant de l'Université de Sherbrooke. À cette université isolée, j'ai étudié en histoire lors de l'année 2005-2006 et j'ai travaillé avec le comité de mobilisation de l'AGEFLESH (Association générale étudiante de la faculté des lettres et sciences humaines).

Je me suis inscrit en histoire à l'UQAM pour la session d'automne 2006, donc je serai dans la glorieuse AFESH-UQAM. Ce sera au Congrès annuel de prendre la décision concernant ma candidature, puisqu'il faudrait lever les Statuts et règlements.

Salutations solidaires,
Guillaume Manningham

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQAM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de Guillaume Manningham au comité journal.

Proposée par Julie Descheneaux

Appuyée par Raphaël Turbide

Adoptée à majorité

Objet : Candidature au Comité journal

Montréal, 6 avril 2006

Camarades,

En ces temps de libéralisme économique où les médias de masses jouent, de façon à peine voilée, le jeu des gouvernements et des grandes entreprises, et où le spectre idéologique se déplace continuellement vers la droite, nous nous devons d'agir. Certes la grève de l'an dernier fut une victoire dans la mesure où nous avons réussi à conserver une part de nos acquis durement gagnés. Toutefois, comme depuis environ les 20 dernières années, cette lutte en a été une défensive et nous n'avons pas été capable de poser l'ASSÉ, ainsi que son discours et ses moyens d'action, comme crédibles pour la majorité de la population, étudiante ou non. Nous avons énormément de travail devant nous et fort heureusement, la participation aux différentes instances de l'ASSÉ nous y aidera considérablement.

Pour ma part, je considère que de travailler sur le comité journal de l'ASSÉ me permettrait d'apporter ce que je peux - soit mon expérience, mon imagination, mes rêves et mon énergie - à un groupe qui, à mon humble avis, peut accomplir de grandes choses. Le journal de l'ASSÉ peut et doit servir de contrepoids idéologique aux différents médias qui défendent des intérêts contraires aux nôtres. Toutefois, je considère que beaucoup de travail doit être mis sur ce moyen de communication qu'est l'Ultimatum afin que plus de gens le lisent et que ce qui y est écrit soit crédible et intelligible.

Pour ce qui est de mon expérience en tant que militant, j'ai fait parti du comité journal de l'ASSÉ l'année dernière, j'ai aussi participé activement aux différentes instances de l'ASSÉ, qu'il s'agisse d'assemblées générales ou des réunions d'exécutif élargis, tant à l'automne qu'à l'hiver. J'ai aussi contribué à la mobilisation pour la grève dans le comité de mobilisation de l'UQAM ainsi que dans différents autres établissements d'enseignement.

À des fins de transparence et d'honnêteté intellectuelle, je désire aussi mentionner que je suis membre de la NEFAC (Fédération des communistes libertaires du nord-est) qui, comme son nom l'indique, est une organisation anarcho-communiste, et je ne m'en cache pas. Sachez donc qu'en m'appuyant vous n'appuyez pas le groupe dont je fais parti, mais vous acceptez mes valeurs et mes convictions qui transparaîtront sans doute dans mon travail pour l'ASSÉ.

Au plaisir de travailler avec tous et toutes l'année prochaine,

Solidairement,

Rémi Bellemare-Caron,
Membre de l'AEMSP-UQAM

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de l'AEMSP-UQAM du 4 avril 2006

4) Candidature ASSÉ

Mathieu Jobin propose que l'AEMSP appuie les candidatures de Hugo Desgagné au poste de secrétaire à la coordination et de Rémi Bellemare-Caron au comité journal de l'ASSÉ.

Andrée Bourbeau appuie

La proposition est adoptée à l'unanimité

Objet : Candidature au Comité journal

Montréal, 7 avril 2006

Chères et chers membres de l'ASSÉ,

Je me nomme Van Quoc Vinh. Je présente ma candidature pour rejoindre le comité journal de l'ASSÉ. Je suis un étudiant de première année en *Arts et Lettres : Communication* au Cégep Marie-Victorin. Dans mon cégep, je suis déjà impliqué dans le journal étudiant.

Je pose ma candidature parce que je souhaite approfondir ma connaissance du mouvement étudiant et des revendications de l'ASSÉ afin que plus tard, je transmette ce que je sais aux plus jeunes militantes et militants de l'ASSÉ. Je souhaite me faire élire parce que je désire relever le défi de m'occuper du comité journal avec les autres élues et élus de ce comité.

Je désire être élu dans le comité journal pour pouvoir offrir ma connaissance journalistique aux autres membres de l'ASSÉ. J'ai un certain intérêt pour l'écriture journalistique et ce qui relie le journalisme. Je voudrais pouvoir aider les membres des autres comités de l'ASSÉ et le conseil exécutif dans la production de document écrit. J'ai une connaissance basique de logiciels de mise en page (QuarkExpress, Adobe PageMaker) qui peut être utile à l'élaboration de l'ULTIMATUM.

Merci à l'attention que vous porterez à ma candidature pour le comité journal de l'ASSÉ!

Van Quoc Vinh
Membre du SECMV

Extrait du procès-verbal du Conseil exécutif de SECMV du 6 avril 2006

Francois Giguère propose que l'exécutif du SECMV appuie la candidature de Quoc Vihn Van au sein du comité journal de l'ASSÉ. Gregory Brasseur Appuie. Adopté à l'unanimité.

Comités de travail

Objet : Candidature sur le comité aux relations internationales de l'ASSÉ

Québec, le 3 avril 2006

Bonjour à toutes et tous,

Après avoir pris connaissance des élections générales qui devront se dérouler les 22 et 23 avril prochains, je désire poser ma candidature sur le comité aux relations internationales de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante.

Je ne m'implique dans le mouvement que depuis la dernière année scolaire, mais je commence déjà à me forger une certaine expérience comme responsable des affaires externes de l'Association Générale Étudiante du Collège François-Xavier-Garneau. Ainsi, je suis déjà familier avec toutes les instances de l'ASSÉ et aux contacts avec les associations extérieures.

J'aimerais donner de mon temps à mon association nationale, car j'ai conscience que ce n'est que par un travail infatigable et continu que nous parviendrons à établir un véritable rapport de force et à faire triompher le syndicalisme de combat. Cependant, pour mener la lutte efficacement, il est essentiel d'être informé des enjeux internationaux pour tirer des leçons des victoires et des échecs des autres regroupements nationaux.

Je compte poursuivre mes études à l'Université York à Toronto, ce qui me permettra de suivre en détail et de façon privilégiée l'évolution des événements dans les associations étudiantes anglo-saxonnes du reste du Canada, spécialement en Ontario où le gouvernement vient de décréter une forte hausse des frais de scolarité.

Solidairement,
Gabriel Rompré
Membre de l'AGECFXG

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de l'AGECFXG du 29 mars 2006

14. Élection à l'ASSÉ

Typhaine Leclerc propose d'appuyer la candidature de Gabriel Rompré pour le comité aux relations internationales. Mathieu Boulet appuie.
Adopté à l'unanimité

Objet : Candidature au Comité recherche et réflexion

Montréal, 1^{er} avril 2006

À qui de droit,

Cette lettre a pour objet l'offre de ma candidature pour un poste dans le Comité de Recherche et Réflexion de l'ASSÉ et l'espérance de l'assentiment de l'ASSÉ (surnommé *qui de droit*) à sa présentation devant le Congrès de l'ASSÉ.

Le Comité de Recherche et de Réflexion se trouve être exactement le type d'instance qui puisse canaliser mon besoin criant de justice sociale. Il se trouve que dans le programme duquel je fais partie, Histoire, Culture et Société, les cours de cette session ont suscité en moi des interrogations profondes quant aux modalités possibles d'une action sociale aujourd'hui. C'est un sujet qui accapare plusieurs de mes discussions et pour lequel j'ai même organisé en Café-Débat avec les étudiants de l'AEUPMCT dont je suis président. En sont ressorties plusieurs réflexions sur l'efficacité symbolique et technique des différents modes d'action face à un État qui se nie lui-même en tant que force coercitive. Devant une violence édulcorée par sa filtration dans des intermédiaires, devant des médias foncièrement réactionnaires, devant des moyens d'auto-légitimation sans cesse croissants, quelle est la place d'une action véritablement porteuse d'une avancée sociale? Les enquêtes sur la diversité des tactiques et sur la violence/non-violence qu'ont entamé le précédent comité de recherche et réflexion sont encore d'actualité et doivent être repris et approfondis par le prochain comité, en y ajoutant le contenu de ses recherches.

La place spécifique de l'ASSÉ dans les mouvements sociaux doit également être étudiée de près, afin de favoriser sa coordination avec les différents organes de lutte et de résistance et favoriser l'établissement d'un projet *positif*, que la gauche ne se manifeste pas seulement en opposition à des mesures de droite mais qu'elle mette en branle un véritable projet collectif dépassant la réalité établie. La gratuité scolaire est l'exemple typique d'une telle approche et peut rallier des acteurs de différents milieux sociaux.

Le mouvement étudiant ayant historiquement toujours été un des instigateurs des mouvements sociaux, il est impératif de renforcer la combativité d'un syndicat étudiant progressiste et d'améliorer sa visibilité et son rapport de force tant au niveau national que local. Le comité de recherche et de réflexion nécessaire en ce sens qu'il s'articule dans un questionnement constant sur les démarches de l'ASSÉ, ce qui est essentiel au bon fonctionnement de toute organisation. Entièrement redevable devant l'ensemble de l'ASSÉ, il doit également remplir les mandats de recherche qui lui sont attribués. C'est pourquoi je pose ma candidature pour un poste dans ce comité, pour lequel je suis prêt à m'investir corps et âme. Je dévoue mon cœur et mon cerveau entier aux idéaux très réalisables que sont la démocratie directe et l'égalité économique par le biais de l'ASSÉ.

Mes salutations distinguées,
Philippe Blouin, membre de l'AFESH-UQÀM

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQÀM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de Philippe Blouin au comité recherche et réflexion
Proposée par Julie Descheneaux
Appuyée par Raphaël Turbide
Adoptée à majorité

Objet : Candidature au Comité recherche et réflexion

Montréal, le 5 avril 2006

Bonjour à toutes et tous,

Cette lettre vise à présenter ma candidature à un poste sur le comité de recherche et de réflexion. Je termine actuellement un mandat sur l'exécutif de l'Association Facultaire Étudiante des Sciences Humaines de l'UQAM (AFESH), plus précisément aux affaires académiques.

Je pense que durant l'année qui se termine, l'ASSÉ a su se consolider, comme nous le visions, autant dans la reconnaissance qu'en ont les groupes externes qu'à l'interne, où le plan de valorisation fut particulièrement utile pour raffermir les liens entre associations et motiver militantes et militants. Je quitte mon poste à l'AFESH soulagée de voir une relève motivée prendre la place.

L'année prochaine, il faudra que le comité de recherche et de réflexion travaille en collaboration étroite avec les autres comités afin que tous les efforts se tournent vers la ou les campagnes principales de l'heure. Du matériel d'information de qualité, des solides ébauches d'argumentaires doivent être produits pour faciliter la mobilisation, pour appuyer nos revendications. Et c'est ce à quoi j'aimerais travailler.

Au plaisir de lutter avec vous pour une éducation gratuite, de qualité, libre de toute ingérence du privé !

Solidairement
Fanny Theurillat-Cloutier
Membre de l'AFESH-UQAM

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQAM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de Fanny Theurillat-Cloutier au comité recherche et réflexion.

Proposée par Julie Descheneaux

Appuyée par Raphaël Turbide

Adoptée à majorité

Objet : Candidature au Comité recherche et réflexion

Mardi, 21 mars 2006

Bonjour à toutes et à tous,
Chèr-e-s camarades membres de l'ASSÉ,

Au cours des deux dernières années, j'ai su briller par mon absence à l'intérieur du mouvement étudiant. Cependant, l'expérience que j'ai obtenue en tant que représentant interne et externe de l'AGEECLG (Lionel-Groulx) et en tant que représentant du CRAM au CIR de l'ASSÉ est encore bien présente à mon esprit. Il n'est pas question d'exposer ici ma vie personnelle, mais je tiens à souligner que c'est avec enthousiasme que je rédige cette lettre.

Par la présente, je dépose ma candidature pour m'impliquer activement au sein du comité de travail et réflexion de l'ASSÉ. Il me ferait plaisir de travailler aux grandes et importantes problématiques sur lesquelles l'ASSÉ désire se questionner.

En tant que mouvement étudiant, l'ASSÉ s'inscrit à l'intérieur d'une dynamique sociale. Pour cette raison, notre association doit s'assurer que les revendications et les positions qu'elle met de l'avant puissent permettre à l'ensemble de la société de trouver une nouvelle voie, qui se situerait à l'extérieur de ce qui est proposé par les arènes politiques et économiques actuelles. À cause de ces devoirs sociaux, le mouvement syndical étudiant a besoin de définir son orientation et de questionner le rapport qu'elle entretient avec la société. Pour que le mouvement étudiant puisse s'inscrire dans une réelle relation avec le social, il doit tout d'abord se réappropriier l'espace commun, voire en créer de nouveaux.

C'est sur la réflexion de cette problématique que j'envisage la possibilité d'un mouvement étudiant capable d'aller au-delà des revendications monétaires (103 millions), doté de la capacité d'introduire les étudiantes et étudiants dans une pensée revendicatrice et progressiste sociale. Cela permettrait d'inscrire les revendications de l'ASSÉ, parmi lesquelles la gratuité scolaire, à l'intérieur des revendications des mouvements sociaux – droit au logement, à la santé, *etc.*

Parce que les étudiantes et étudiants sont des êtres sociaux, parce que la société a besoin de l'éducation pour sa population, il faut sortir le mouvement de l'ostracisme social dont il a été victime. Nous avons besoin de l'intégrer à l'espace public et social pour lui permettre de grandir, de se faire comprendre, entendre et voir de manière juste et non récupérable afin que ses revendications puissent rayonner au-delà de la population étudiante.

Pour un mouvement syndical étudiant agissant de concert avec sa société!
Pour une solidarité sociale élargie!
Pour que toutes et tous revendiquent la gratuité scolaire!
Pour une ASSÉ comprise et écoutée!

William Ross
Membre de l'AFESH-UQAM, étudiant en HCS 1^{er} cycle.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQAM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de William Ross au comité recherche et réflexion
Proposée par Julie Descheneaux
Appuyée par Raphaël Turbide
Adoptée à majorité

Objet : Candidature au comité formation

Montréal, le 5 avril 2006

Bonjour camarades,

Cette lettre a pour but de soumettre ma candidature au comité formation de l'ASSÉ pour l'année 2006-2007, au bout de quatre ans de militantisme au sein de l'ASSÉ sans ne jamais prendre officiellement de tâches.

Par contre, cela fait maintenant quatre ans que je fais de la mobilisation et de la conscientisation pour les différentes luttes que l'ASSÉ a courageusement menées. Malgré tout il reste beaucoup de travail de mobilisation et de formation à faire auprès des étudiants et étudiantes, afin de développer une réelle conscience sociale radicale. C'est pour ces raisons que je me présente au comité formation, car je crois que l'ASSÉ est l'une des meilleures organisations pour mener à bien ce travail.

C'est pourquoi je crois qu'il est du devoir du comité formation d'informer sur la pertinence de l'analyse radicale de la société et du syndicalisme de combat. De plus, le comité formation doit travailler en collaboration avec le comité femmes afin que nous puissions mettre de l'avant les luttes que les femmes ont décidé de mener. De plus, nous devons aider le comité femmes dans la transmission des idées féministes radicales, afin de démontrer que le patriarcat est l'une des bases structurelles oppressives de la société qui fait si bien fonctionner notre système actuel.

En espérant travailler au sein de l'ASSÉ pour la prochaine année.

Marc Bissonnette
Membre de l'AFESH-UQAM

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQAM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de Marc Bissonnette au comité formation.

Proposée par Julie Descheneaux

Appuyée par Raphaël Turbide

Adoptée à majorité

Objet : Lettre de mise en candidature pour le comité formation

Montréal, le 7 avril 2006

Ce sera simple et bref. Je compte continuer mon implication au sein de l'ASSÉ en étant un membre actif du comité formation. Les besoins en formation à l'ASSÉ sont grands. Dans le milieu étudiant, le roulement est si grand et rapide qu'un des meilleurs moyens de préserver la mémoire et de stimuler la pratique du syndicalisme de combat repose sur la formation. J'ai pu constater cette importance en participant à tous les camps de formation depuis 2 ans et en participant activement à l'organisation du dernier. D'ailleurs, mon intérêt pour cette fonction de l'ASSÉ s'est considérablement accru par le travail sur le mémoire formation que j'ai eu la chance de mener pour le congrès d'orientation de novembre 2005.

Ainsi, j'ai l'intention de poursuivre cette étude sur la formation au sein de l'ASSÉ. J'ai aussi envie d'accroître notre banque de recherches par le biais de la préparation pour les ateliers des camps de formation futurs en stimulant la production de documents étoffés qui pourront être complémentaires à ceux qui ont déjà été produits par le passé à l'ASSÉ ou pour approfondir des problématiques moins abordées jusqu'ici. Mais surtout, ce qui m'apparaît le plus essentiel, c'est de mettre en place les formations mobiles qui restent latentes depuis quelques années, faute d'énergie. Par ce biais, j'espère également stimuler la création de camps de formation dans les associations locales là où cela n'existe pas vraiment et soutenir les associations qui en tiennent déjà.

Il y aurait certainement encore bien des choses à dire mais bon, tenons-nous en à cela pour l'instant. Je souhaite ardemment continuer à travailler activement à vos côtés l'an prochain et contribuer à faire progresser l'ASSÉ comme outil efficace et permanent de nos luttes collectives.

Nous vaincrons, comme il se doit!

Philippe Gauvin, membre de l'AFESH

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQÀM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de Philippe Gauvin au comité formation.

Proposée par Julie Descheneaux

Appuyée par Raphaël Turbide

Adoptée à majorité

Objet : Candidature au Comité information

Montréal, le 28 mars 2006

Salut à toutes et tous!

Je signifie par la présente ma candidature à un poste sur le comité information de l'ASSÉ. Par cela, je désire poursuivre, dans une certaine mesure, le travail motivant et enrichissant que j'accomplis depuis déjà un an et demi en tant que secrétaire à l'information sur le Conseil exécutif.

Premièrement, en tant que membre du comité information, j'entends soutenir activement le prochain Conseil exécutif dans le développement et la mise en place du plan d'action de l'ASSÉ. Par du matériel d'information attirant, clair et complet, je veux contribuer à ce que l'ASSÉ continue à améliorer son rayonnement auprès de ses membres et auprès de la population étudiante partout au Québec.

Deuxièmement, je compte travailler en proche collaboration avec les comités journal et femmes ainsi qu'avec les autres comités de travail de l'ASSÉ. Avec le comité journal, parce que je crois que la production et la distribution d'Ultimatum et d'Ultimatum Express sont cruciales au travail de mobilisation et d'information de la population étudiante. Avec le comité femmes également, pour enfin doter notre organisation de solide matériel d'information féministe. Bref, j'entrevois ma contribution comme synergique à celles des autres comités et associations membres.

Finalement, je veux aussi poursuivre le travail de maintien et de développement de notre site Internet, site qui, de plus en plus, devient une référence pour le mouvement étudiant au Québec.

Pour conclure, je me réjouis à l'idée de continuer à travailler avec vous, gens sincères et déterminé-e-s, à une éducation et une société meilleure pour toutes et tous!

Vive la gratuité!

Vive l'ASSÉ!

Solidairement,

Jérôme Charaoui, membre de l'AECSL

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AECSL du 12 avril 2006

L'AECSL appuie la candidature de Jérôme Charaoui au Comité d'information.

Proposée par Jérôme Charaoui

Appuyée par Caroline Dupont

Adoptée à l'unanimité

(Futur) Secrétaire général du (Futur) Conseil de Coordination

Montréal, mercredi 5 avril 2006

Camarades,

Je m'appelle François Bélanger et ceci est ma lettre de candidature au (futur) poste de secrétaire général du (futur) Conseil de Coordination de l'ASSÉ. Ma candidature a été appuyée par le Conseil exécutif de mon association, l'AFESH-UQAM, le 31 mars ainsi que par l'AG annuelle de l'AFESH-UQAM aujourd'hui même. Les tenants et aboutissants de ma candidature se retrouvent dans mon programme, que vous trouverez ici en annexe.

Il peut vous paraître présomptueux que je me donne la peine de vous présenter aujourd'hui un programme; cela n'est pas coutume, malheureusement. J'estime cependant important de respecter en tout point les Statuts et règlements de l'ASSÉ, or ceux-ci stipulent que toute candidature aux élections annuelles doit être accompagnée d'un programme en bonne et due forme. C'est à mon sens d'autant plus important qu'il s'agit d'un nouveau poste, et que la personne qui y sera élue en premier risque de l'orienter à plus ou moins long terme.

Que vous me votiez un chèque en blanc au prochain Congrès ne serait donc bénéfique ni pour moi-même ni pour l'ASSÉ; le plus grand mérite de ce programme pourrait d'ailleurs être sa simple existence. Je ne prétends pas à l'objectivité : cartes sur table !

À vous d'en juger. Solidairement,



Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQAM du 5 avril 2006

5.0 ASSÉ

5.1 Élections

L'AFESH appuie la candidature de François Bélanger comme secrétaire général du Conseil de Coordination.

Proposée par Julie Descheneaux

Appuyée par Raphaël Turbide

Adoptée à majorité

De l'organisation, de l'organisation, et de l'organisation.

Programme

François Bélanger

Candidat au (futur) secrétariat général du (futur) Conseil de Coordination

Qui suis-je ?

Voilà, j'me présente. J'ai étudié au DEC en Sciences, Lettres et Arts au cégep de Sainte-Foy – ouais, j viens de la région de Québec... – à une époque où l'asso locale était bien plus respectable qu'aujourd'hui. Je n'étais cependant pas très conscientisé politiquement à l'époque, et je ne me suis donc pas impliqué dans le mouvement étudiant là-bas, ce qui est d'autant plus étrange que le Sommet des Amériques s'est déroulé durant ma dernière session au cégep, à quelques kilomètres de là...

Heureusement (!), j'ai privilégié l'UQAM à l'Université de Montréal en 2001 pour entamer mes études au baccalauréat en psychologie, toujours en cours d'ailleurs... Je suis débarqué à Montréal quelques semaines avant les attentats contre le World Trade Center et quelques mois avant la destruction de l'AGEsshalcUQAM. C'est dans ce contexte trouble que j'ai appris à connaître le mouvement étudiant, à distance d'abord via le splendide « Forum militant de l'UQAM³ » puis plus concrètement via les instances de mon association de programme. Au gré des occasions j'ai appris à connaître l'Association Syndicale Étudiante, l'ASÉ, et m'y suis impliqué un an jusqu'à sa dissolution début 2004. Je m'intéressais peu à peu à l'AFESH à cette époque, bien que ses perspectives ne m'enchantaient guère... N'empêche, c'est par ses implications que je me suis progressivement mis dans le bain du mouvement étudiant progressiste.

Comme pour beaucoup d'entre vous, l'année 2004-2005 a été pour moi un tournant au niveau politique. Je suis alors devenu un de ces « martyrs étudiants » qui sacrifient des sessions entières pour militer, d'abord pour la grève dans Mob-UQAM puis à l'AFESH comme externe d'avril à octobre 2005. J'ai été depuis coordonnateur du CRAM, comme vous le savez sans doute, poste auquel j'ai renoncé afin de poser mon actuelle candidature. Je suis heureux de constater qu'à l'AFESH comme au CRAM, une relève enthousiaste s'est rapidement saisie de mes tâches, ce qui augure bien pour la suite des choses.

Le Conseil de Coordination, pour mieux s'organiser !

Je crois que le plus grand défi de la gauche aujourd'hui n'est pas tant d'être plus accessible ou de faire table rase de ses fondements idéologiques, mais bien de s'organiser d'une manière plus conséquente. Depuis la fin de la grève (et même avant, sur certains campus), nous avons de plus en plus affaire à des progressistes prônant une désorganisation (à différents niveaux, bien sûr) du mouvement étudiant, sous prétexte de le démocratiser et de le pousser plus à gauche. Ce spontanéisme excessif est une **nuisance**, dans la mesure où une telle désorganisation nous détrousserait d'outils progressistes pour combattre la droite à armes un tant soit peu égales, d'autant plus que nous fonctionnons déjà en démocratie directe. C'est d'ailleurs souvent le même esprit qui guide les chantes de « l'indépendance » des assos, or celles qui sont membres de l'ASSÉ ont compris que c'est en s'organisant de manière concrète au-delà de nos associations respectives et sur des bases politiques

³ <http://www.network54.com/Forum/61259/> ... Des heures de plaisir !

sérieuses que l'on mènera nos luttes plus efficacement, pas en délaissant le terrain de la lutte sociale par purisme. Que vaut la solidarité d'un ou une « autonome » ?

L'ASSÉ, au cours des dernières années, a su relever le défi de ressusciter petit à petit le mouvement étudiant progressiste à l'ombre des monstres corporatistes que sont la FECQ et la FEUQ. Voilà une tâche d'organisation digne de mention, et on ne peut que saluer la détermination de ceux et celles qui l'ont entamée tout en nous relevant les manches pour la poursuivre. Cela dit, mon travail au CRAM m'a suffisamment rapproché du quotidien de l'ASSÉ pour que j'y décèle certaines lacunes organisationnelles, notamment en ce qui a trait à la réalisation des mandats des comités et à l'excès de tâches organisationnelles dévolues au Conseil exécutif. Dans certains cas, la solution c'est l'implication accrue des membres sur les instances (**MESSAGE !!!**), mais d'autres cas pourraient être réglés par une instance intermédiaire plus efficace, et l'éventuel Conseil de Coordination peut être cet outil puisque sa fonction serait notamment de pallier à ces problèmes. C'est pourquoi je suis enthousiaste à faire de cette réforme un succès à long terme, un peu comme j'ai tenté de doter le CRAM de bases plus solides cette année.

Mes priorités envisagées pour le CoCo

Rappelons-nous d'abord de ce qu'il en serait si l'avis de motion pour cette réforme était adopté :

<p>Article 21 : Buts et fonction</p> <p>Le Conseil de Coordination vise à lier les luttes en cours dans les diverses régions du Québec et à coordonner les campagnes nationales ; il est responsable de mettre en oeuvre, conjointement avec le Conseil exécutif, les décisions du Congrès ; il doit superviser les activités du Conseil exécutif et l'appuyer dans ses fonctions ; il a aussi les devoirs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. produire un rapport de ses activités à chaque Congrès annuel ;2. faire la promotion de l'ASSÉ et du syndicalisme étudiant ;3. travailler afin de consolider l'ASSÉ ;4. s'assurer que les délégué-e-s des régions fassent rapport à leur Conseil régional respectif ;5. s'assurer du bon fonctionnement du Conseil exécutif, des Comités de travail, du Comité femmes et Comité journal.	<p>Article 25 : Secrétaire Général-e du Conseil de Coordination</p> <p>La ou le Secrétaire Général-e du Conseil de Coordination est élu-e en Congrès en suivant la procédure d'élection habituelle. Le ou la Secrétaire Général-e a comme tâches et pouvoirs :</p> <ol style="list-style-type: none">1. diffuser l'avis de convocation du Conseil de Coordination et s'assurer de la présence de tous ceux et toutes celles qui sont convoqué-e-s ;2. préparer les ordres du jour et cahiers du Conseil de Coordination ;3. s'assurer que les Comités et Conseils exécutent les tâches dont ils sont mandatés ;4. assister les Conseils et Comités si besoin est ;5. faire un suivi de l'évolution des mandats et décisions pris en Conseil de Coordination.
--	--

Voilà qui n'est pas mince affaire. Au lieu de vous exposer à quelle hauteur j'entends contribuer concrètement à ces objectifs, je vous entretiendrai de ce que j'entrevois comme priorités pour le nouveau CoCo. Il est par ailleurs évident qu'au-delà de ces idées, c'est d'abord et avant tout les mandats du Congrès qui dirigeront la nouvelle instance, et il n'en tient donc qu'aux assos membres d'en faire ce qu'elles veulent.

a) Suivi des conseils et comités

C'est une banalité d'affirmer qu'à part le comité femmes et parfois le comité formation,

l'année 2005-2006 ne fut pas particulièrement glorieuse pour les comités de l'ASSÉ... je vous laisse en juger par vous-mêmes. Le manque de suivi régulier et systématique du travail des comités y est pour beaucoup à mon sens, ce qui ne peut évidemment pas être blâmé à l'exécutif compte tenu des charges énormes qui lui incombent. Le CoCo sera davantage centré sur le travail des comités et il sera donc tout naturel de davantage prioriser leur travail. Par ailleurs, il est possible de temps à autre que l'exécutif ou les Conseils régionaux négligent tel ou tel mandat considérant le suivi de l'actualité que ceux-ci doivent assumer et les réorientations que cela peut parfois occasionner. Ma plus grande priorité serait donc de « s'assurer que les Comités et Conseils exécutent les tâches dont ils sont mandatés » et de « faire un suivi de l'évolution des mandats et décisions pris en Conseil de Coordination », en favorisant l'utilisation d'outils de communication simples et accessibles... en plus d'user mon oreille droite sur un combiné téléphonique plus souvent qu'autrement. Cela pourrait se faire en utilisant l'actuel forum interne de l'exécutif pour le CoCo, par exemple.

b) Assurer la réussite de la nouvelle instance

La réforme du CIR viendra probablement bousculer certaines habitudes de travail. Vue la qualité de la réforme envisagée, cela ne peut qu'être positif si l'on sait s'organiser en conséquence. Cette question est importante puisque si les réunions du CoCo sont mal organisées, la nouvelle instance – et donc tout le fonctionnement de l'ASSÉ – pourrait en souffrir longuement. Par contre, l'organisation du CoCo me paraît semblable au travail d'organisation que je fais depuis quelques mois pour le CRAM (à part le volet transport) et je crois être en mesure de l'accomplir sans problèmes. À mon avis, cela relève de la même logique de consolidation que celle que nous avons suivie avec succès cette année dans les assos locales.

c) Favoriser l'implication dans les instances

Tout le travail que je viens de mentionner n'a aucune valeur si le niveau d'implication dans les instances de l'ASSÉ est insuffisant. « Insuffisant », c'est-à-dire qui ne permet pas d'assurer les missions des instances efficacement et de manière stable. Il y a somme toute bien peu de personnes qui s'impliquent sur les instances nationales quand on y pense, et les causes de cette lacune peuvent souvent être battues en brèche avec suffisamment d'information et une bonne répartition des tâches. La consolidation de l'ASSÉ, comme celle des assos membres, passe par l'implication accrue et je souhaite donc travailler en ce sens en produisant du matériel d'info et en contactant régulièrement des personnes potentiellement intéressées.

Ce n'est qu'un début...

L'habileté de l'ASSÉ à être un outil de lutte de qualité pour la défense du droit à l'éducation ne croîtra que dans la mesure où notre organisation devient de plus en plus solide. Cela passe par de nouvelles affiliations, bien sûr, mais aussi par l'affinement de nos méthodes. Une ASSÉ plus présente sur le terrain, une ASSÉ mieux réseautée à l'externe, une ASSÉ dont l'argumentaire s'enrichit au fil des campagnes, c'est une ASSÉ d'autant plus capable de rallier davantage d'étudiantes et d'étudiants à notre cause commune. Il est donc primordial que l'ASSÉ sache relever le défi de la réforme du CIR, dans la mesure où le gouvernement et la droite étudiante ne nous feront pas de cadeaux dans les prochaines années et qu'il sera donc exigé de nous, plus que jamais, un engagement sans faille pour combattre leurs contre-réformes.

Ma contribution pour 2006-2007 dans ce travail, je la souhaite vouée au renforcement de l'ASSÉ comme organe de lutte. L'UGEQ, l'ANEEQ et le MDE ont toutes trois succombé, à dosages différents, des mêmes problèmes : la dégradation progressive de son degré d'organisation et sa distanciation face à la base étudiante, le tout sur fond de luttes intestines. L'ASSÉ est tout autant (sinon davantage !) nécessaire à la cause étudiante que ces trois organisations à leur époque respective, et nous devons donc prendre les moyens nécessaires pour assurer le maintien de l'ASSÉ comme organisation réellement indépendante, démocratique et combative dans les années à venir. Ce n'est pas là faire preuve de corporatisme, puisque les politiques et méthodes que nous défendons sont, à mon sens, bien plus importantes qu'un acronyme, qu'un logo ou qu'une crédibilité médiatique autoproclamée. C'est en convaincant les progressistes d'autres campus, **partout**, du mérite de cette ligne que nous saurons les gagner au syndicalisme étudiant de combat.

C'est avec cette perspective en tête que je vous sou mets ma candidature au poste de secrétaire général du Conseil de Coordination de l'ASSÉ, dans la mesure où la réforme du CIR est bel et bien adoptée. Je suis impatient de commencer ce travail avec vous tous et toutes... En attendant, bon Congrès !

Présentation des finances

Par François Giguère, pour le Conseil exécutif

États financiers 2005-2006

L'année financière de l'ASSÉ commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin. Au cours de cette période, deux documents servent de référence au Congrès; premièrement, le bilan des revenus et des dépenses et, deuxièmement, le bilan financier. Puisque nous aurons l'occasion de faire l'analyse complète de l'année financière en cours cet été et que nous avons, au dernier Congrès, fait une présentation détaillée, le présent texte s'attardera aux éléments les plus significatifs des états financiers.

Le bilan des revenus et dépenses est divisé en trois colonnes. Celle de gauche, le cumulatif, représente la somme dépensée jusqu'à présent dans chacun des postes budgétaires. Celle de droite, les prévisions, représente les dépenses prévues pour chacun des postes budgétaires. Puis, celle du centre, le pourcentage, permet la comparaison entre les prévisions et le cumulatif afin d'améliorer la répartition des ressources financières pour le futur.

À partir de la colonne des pourcentages, il est possible de tirer quelques conclusions.

1. Les vérifications comptables sont plus coûteuses que prévue. Ceci est dû au fait que le système comptable de la CASSÉE intégré au sein du compte de l'ASSÉ a fortement augmenté la charge de travail des vérificateurs comptables.
2. La synthèse de la situation financière générale de l'ASSÉ à la ligne *Surplus/(déficit) ASSÉ*, expose un déficit pour cette année, ceci étant principalement due au financement de la rédaction de la *Revue Ultimatum*, au nombre plus élevé d'instances que par les années passées et aux paiements d'instances non versés. Cette situation est à la source des deux propositions de budgets exposées plus loin.
3. Le CRAM est le seul Conseil régional qui a utilisé, de façon significative jusqu'à présent, son budget.
4. Beaucoup de revenus et de dépenses se trouvent dans le poste *Autres*, ce qui ne permet pas une compréhension complète des déplacements de fonds au sein du compte de l'ASSÉ. Cette situation est remédiée dans le budget de l'année 2006-2007. Pour cette année la majorité des sommes attribuées à ces 2 postes budgétaires proviennent du transfert du solde 2004-2005 du compte du CRAM (auparavant distinct du compte de l'ASSÉ) ainsi que des corrections relatives, faisant suite à des avances faites par l'ASSÉ au CRAM.
5. Il y a un léger dépassement du budget prévu pour l'*Ultimatum* dû au paiement du nouveau logo de ce dernier et pour lequel le Conseil InterRégional du 22 décembre 2004 avait adopté un budget de 200 \$, qui n'avait toujours pas été versé.

Afin que l'ASSÉ puisse poursuivre ses activités sans déficit, des changements doivent être apportés dans son financement ou ses dépenses, mais la maîtrise de la situation reste à notre portée.

Le bilan financier est la fenêtre sur le capital monétaire de l'ASSÉ. Il ne comprend donc pas la valeur des biens, comme une table ou un ordinateur, mais toute somme monétaire possédée par l'ASSÉ ou due à celle-ci. Le *Solde réel*, est l'argent disponible au compte et l'*Avoir net* est l'argent qui devrait être disponible à la fin de l'année financière. Cet exercice permet de savoir que :

1. Le déficit de l'ASSÉ correspond à peu près au quart de son solde réel.
2. Le temps nécessaire à la perception des cotisations peut s'étendre jusqu'à plus d'une session.
3. Le party du 5^{ème} anniversaire de l'ASSÉ est, entre autres, une réussite financière.
4. Le fonds de roulement va pouvoir éponger le déficit pour cette année.

Prévisions budgétaires 2006-2007

Étant donné la proposition de hausse des cotisations de 0,50 \$ pour la prochaine année, les prévisions se sont fait à partir de deux scénarios.

Ces prévisions tiennent compte des changements qui ont eu lieu au sein de l'ASSÉ et de ceux qui auront lieu au sein des associations membres. Tout d'abord, une hausse des revenus de cotisations est envisageable due à l'affiliation du SECMV et à la hausse des demandes d'inscriptions dans plusieurs Cégeps. Ensuite, il est à noter que les dépenses pour l'employée (mieux connue sous le nom de Valérie), les Conseils régionaux, dont les budgets seront doublés, et les instances sont inévitables.

Elles sont aussi plus détaillées, afin de mieux prévoir les besoins de certains de nos secteurs de dépenses, ainsi que nos sources de revenus. Les postes de revenus *Vente de matériel et dons* et *Autres* ont été transformés en poste *Dons*, étant donné que la vente de matériel correspond à des dons pour l'*Ultimatum* et les affiches, ainsi qu'en poste *Projets spéciaux*, subdivisé en deux autres postes soit : *Avances de fonds* et *Activités de financement*. Le poste de dépenses *Instances*, est devenu un poste principal et se subdivise selon les trois types d'instances de l'ASSÉ.

Dans le budget avec des cotisations à 1,00 \$, les contraintes mentionnées ci-haut, créent une situation budgétaire déficitaire pour l'année financière 2006-2007 d'environ 5000,00 \$. Ce déficit correspond au quart du fonds de roulement de l'ASSÉ. Le fonds de roulement permet le fonctionnement normal de l'ASSÉ pendant l'été et lorsque les cotisations tardent à venir.

Avec ce budget, aucun nouveau poste de dépense, autres que ceux déjà mentionnés, ne peut être ajouté. Il ne signifie pas un point de non retour pour l'ASSÉ, mais ne permet pas d'améliorations nécessitant un support financier de l'ASSÉ et ce rythme ne pourra être maintenu que quelques années, sauf changements majeurs dans les revenus ou les dépenses.

Les revenus prévus pour les instances sont évalués afin que les frais de celles-ci soient assumés à 60 % par les participants et participantes.

Dans le budget avec des cotisations à 1,50 \$, les revenus des cotisations sont augmentés

d'environ 34 000 \$, ce qui, après la redistribution effectuée dans le budget, crée un surplus budgétaire d'un peu plus de 9 000,00 \$ pour l'année financière 2006-2007. Ce surplus ramènerait le fonds de roulement à environ 30 % du budget annuel de l'ASSÉ soit un peu moins que ce qu'il représentait lors de l'année 2005-2006.

Avec ce budget, plusieurs postes de dépenses sont ajoutés. Premièrement, la création d'un fonds d'entraide correspondant à 5 % des cotisations totales, soit un peu plus de 5 000,00 \$. Il s'ajouterait aussi un poste *Informatique* de 1 000,00 \$ aux dépenses du bureau, afin d'améliorer et entretenir le système informatique du bureau de l'ASSÉ. Le poste *Système Pan-ASSÉ* a pour objectif de fournir un système de communication permettant la tenue de réunions et éventuellement d'intances avec les associations plus éloignées. La *Revue Ultimatum* deviendrait aussi une publication annuelle de l'ASSÉ, avec un poste de 6000,00 \$ pour elle seule. Le poste *Subventions* se regarnit de 2000,00 \$ afin de permettre de développer les projets locaux et pour être en solidarité avec les autres luttes progressistes.

Les revenus prévus pour les instances sont évalués afin que les frais de celles-ci soient assumés à un peu moins de 50 % par les participants et participantes.

Finalement, malgré les répercussions de la CASSÉÉ, l'année financière de l'ASSÉ pourra être close sans empêcher le fonctionnement normal de ses activités. Les finances ont aussi été assainies, premièrement en restructurant les prévisions budgétaires et par la fermeture du compte Concordia. Les années qui suivent s'annoncent des plus prometteuses au niveau des ressources de l'ASSÉ et sa croissance semble assurée. Cependant, la maximisation des ressources financières dépendra toujours de la motivation et de l'initiative de ses membres.

États financiers 2005-2006, au 31 mars 2006

Bilan cumulatif des revenus et dépenses au 31 mars 2006 conformément aux modifications aux prévisions budgétaires adoptées au Congrès des 10, 11 et 12 février 2006

	Cumulatif	%	Prévisions 2005-2006
REVENUS			
Cotisations	55 150,31 \$	93%	59 220,00 \$
Instances	9 810,25 \$	123%	8 000,00 \$
Vente de matériel et dons	2 059,05 \$	82%	2 500,00 \$
Autres	3 680,33 \$	105%	3 500,00 \$
CASSÉE	7 518,17 \$	-	0,00 \$
Totaux	78 218,11 \$	107%	73 220,00 \$
Totaux ASSÉ	70 699,94 \$	97%	73 220,00 \$
DÉPENSES			
Information	10 798,80 \$	92%	11 750,00 \$
Ultimatum	10 062,82 \$	101%	10 000,00 \$
Ultimatum express	0,00 \$	0%	500,00 \$
Matériel d'information	396,88 \$	53%	750,00 \$
Traduction	0,00 \$	-	0,00 \$
Documentations & recherches	339,10 \$	68%	500,00 \$
Mobilisation	21 626,22 \$	92%	23 500,00 \$
Instances	16 610,42 \$	104%	16 000,00 \$
Tournées & représentations	4 962,58 \$	76%	6 500,00 \$
Matériel pour les actions	53,22 \$	5%	1 000,00 \$
Bureau	5 683,42 \$	86%	6 600,00 \$
Équipements	401,93 \$	80%	500,00 \$
Loyer	2 700,00 \$	75%	3 600,00 \$
Taxes municipales	696,49 \$	99%	700,00 \$
Assurances	1 885,00 \$	105%	1 800,00 \$
Administration	3 361,99 \$	112%	3 000,00 \$
Vérifications comptables	2 933,14 \$	117%	2 500,00 \$
Frais de caisse	428,85 \$	86%	500,00 \$
Communication	4 238,37 \$	80%	5 320,00 \$
Bell & Bell mobilité	2 757,11 \$	79%	3 500,00 \$
CNW Telbec	826,11 \$	103%	800,00 \$
Poste	0,00 \$	0%	100,00 \$
Internet	655,15 \$	71%	920,00 \$

	Cumulatif	%	Prévisions 2005-2006
Employée	19 335,75 \$	74%	26 000,00 \$
Salaire	13 625,02 \$		
Déductions provinciales	3 314,20 \$		
Déductions fédérales	2 176,37 \$		
CSST	220,16 \$		
Conseils régionaux	1 100,26 \$	37%	3 000,00 \$
CRAM	1 043,90 \$	104%	1 000,00 \$
CASSEE	56,36 \$	6%	1 000,00 \$
Grand CRAAL	0,00 \$	0%	1 000,00 \$
Divers	2 647,83 \$	883%	300,00 \$
Subventions	300,00 \$	100%	300,00 \$
Autres	2 347,83 \$	-	0,00 \$
Totaux	68 792,64 \$	87%	79 470,00 \$
Surplus/(déficit)	9 425,47 \$	-151%	(6 250,00 \$)
Surplus/(déficit) ASSÉ	1 907,30 \$	-31%	(6 250,00 \$)

Bilan financier (monétaire) en date du 31 mars 2006

ACTIF

Solde réel (au compte)	21 401,25 \$
Comptes à recevoir	1 916,91 \$
Remboursements à recevoir	740,55 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Hiver 2005	200,00 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Automne 2005	85,00 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Hiver 2006	12 185,00 \$
Dépôt Communauto	1 020,00 \$
Petite caisse	1 054,79 \$
Petite caisse : Party du 5 ^{ième} anniversaire	1 997,75 \$
Retour des bières vides et non-vendues : Party du 5 ^{ième} anniversaire	379,09 \$
Comptes à recevoir - CASSEE	787,00 \$
Contributions au fonds de grève à recevoir - CASSEE	9 373,24 \$
Avoir net 1 : On obtient le total en additionnant l'actif.	51 140,58 \$
Avoir net 2 : On obtient le total en additionnant l'actif SAUF les sommes des comptes et contributions au fonds de grève à recevoir de la CASSEE.	40 980,34 \$
Avoir net 3 : On obtient le total en additionnant l'actif SAUF les sommes des comptes et contributions au fonds de grève à recevoir de la CASSEE et du dépôt Communauto.	39 960,34 \$

Prévisions budgétaires 2006-2007

	2005-2006	Cotisation 1,00 \$	Cotisation 1,50 \$
REVENUS			
Cotisations	59 220,00 \$	67 670,00 \$	101 505,00 \$
Instances	8 000,00 \$	7 500,00 \$	6 000,00 \$
Congrès		4 500,00 \$	3 600,00 \$
Camps de formation		3 000,00 \$	2 400,00 \$
Spéciales		- \$	- \$
Dons	2 500,00 \$	2 000,00 \$	2 000,00 \$
Projets spéciaux	3 500,00 \$	- \$	- \$
Avances de fonds		- \$	- \$
Activités de financement		- \$	- \$
Totaux	73 220,00 \$	77 170,00 \$	109 505,00 \$
DÉPENSES			
Fonds d'entraide		- \$	5 075,25 \$
Information	11 750,00 \$	11 500,00 \$	16 250,00 \$
Ultimatum et Ultimatum express	10 500,00 \$	9 000,00 \$	6 750,00 \$
Revue Ultimatum	- \$	- \$	6 000,00 \$
Matériel d'information	750,00 \$	2 000,00 \$	2 000,00 \$
Traduction	0,00 \$	- \$	750,00 \$
Documentations & références	500,00 \$	500,00 \$	750,00 \$
Instances	16 000,00 \$	16 500,00 \$	16 500,00 \$
Congrès		7 500,00 \$	7 500,00 \$
Camps de formation		5 000,00 \$	5 000,00 \$
Comités et CIR/Conseil de coordination		4 000,00 \$	4 000,00 \$
Mobilisation	7 500,00 \$	6 500,00 \$	8 500,00 \$
Tournées & représentations	6 500,00 \$	6 000,00 \$	7 500,00 \$
Matériel pour les actions	1 000,00 \$	500,00 \$	1 000,00 \$
Bureau	6 600,00 \$	6 400,00 \$	7 500,00 \$
Loyer	3 600,00 \$	3 600,00 \$	3 600,00 \$
Taxes municipales	700,00 \$	250,00 \$	250,00 \$
Assurances	1 800,00 \$	1 900,00 \$	1 900,00 \$
Fournitures	500,00 \$	650,00 \$	750,00 \$
Informatique	- \$	- \$	1 000,00 \$
Administration	3 000,00 \$	3 100,00 \$	3 200,00 \$
Vérifications comptables	2 500,00 \$	2 500,00 \$	2 500,00 \$
Frais de caisse	500,00 \$	600,00 \$	700,00 \$

	2005-2006	Cotisation 1,00 \$	Cotisation 1,50 \$
Communications	5 320,00 \$	5 450,00 \$	7 800,00 \$
Bell & Bell mobilité	3 500,00 \$	3 500,00 \$	4 000,00 \$
CNW Telbec	800,00 \$	800,00 \$	1 600,00 \$
Poste	100,00 \$	150,00 \$	200,00 \$
Internet et Site	920,00 \$	1 000,00 \$	1 000,00 \$
Système de communication Pan-Assé		- \$	1 000,00 \$
Employée	26 000,00 \$	27 500,00 \$	27 500,00 \$
Conseils régionaux	3 000,00 \$	6 000,00 \$	6 000,00 \$
CRAM		2 000,00 \$	2 000,00 \$
CASSEÉ		2 000,00 \$	2 000,00 \$
Grand CRAAL		2 000,00 \$	2 000,00 \$
Divers	300,00 \$	- \$	2 000,00 \$
Subventions	300,00 \$	- \$	2 000,00 \$
Projets spéciaux	- \$	- \$	- \$
Autres	- \$	- \$	- \$
Totaux	79 470,00 \$	82 950,00 \$	100 325,25 \$
Surplus/(Déficit)	(6 250,00 \$)	(5 780,00) \$	9 179,75 \$

Propositions

Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil InterRégional propose l'ordre du jour présenté à la page 3 du présent cahier.

Rapports des membres et instances

1. Le Conseil exécutif propose que les temps de présentation des rapports soient plafonnés à 15 minutes.

Élections générales

1. Le Conseil exécutif propose que les périodes de présentation et de questions soient limitées à 15 minutes par candidat ou candidate.

Revendications

1. Plate-forme écologiste, rédigée par le comité ad hoc du CRAM sur la plate-forme écologiste de l'ASSÉ :

Considérant que la planète est aux prises avec divers problèmes environnementaux importants (pollution atmosphérique, destruction des écosystèmes, menaces sur la biodiversité, réchauffement climatique, etc.);

- L'ASSÉ estime qu'une lutte pour la défense de l'environnement s'avère nécessaire pour préserver l'équilibre écologique;

Considérant que les problèmes environnementaux sont directement liés la croissance du système capitaliste;

Considérant que par sa logique de croissance continue, le système capitaliste tend à transformer en marchandise l'ensemble des ressources naturelles de la planète;

Considérant qu'il y a une contradiction fondamentale entre la croissance illimitée du système capitaliste et la présence limitée de ressources environnementales;

- L'ASSÉ estime que toute lutte environnementale doit inclure une analyse critique du système capitaliste dans une perspective écologiste;

- L'ASSÉ exige le retrait toute politique visant à faire prédominer le profit sur le respect de l'environnement;

- L'ASSÉ favorise la mise en place d'alternatives à la croissance capitaliste garantissant le bien-être collectif, dans une optique de préservation de l'environnement;

- L'ASSÉ estime que les objectifs du protocole de Kyoto et des autres accords internationaux environnementaux sont nettement insuffisants;

Considérant que la globalisation des marchés crée et accentue de nombreux problèmes d'ordre écologiques (exportation de déchets vers les pays du sud, augmentation de la pollution due aux transports, tendance à la déréglementation environnementale afin d'attirer les investissements étrangers);

- L'ASSÉ s'oppose à tout phénomène de mondialisation capitaliste dans une perspective écologiste;

Considérant que la surexploitation des ressources environnementales par l'être humain menace la biodiversité en plus de détruire le milieu de vie de plusieurs espèces vivantes;

- L'ASSÉ se positionne contre toute consommation abusive des ressources naturelles dans une perspective de maintien de la biodiversité et de préservation des écosystèmes;

Considérant que le fonctionnement des établissements d'enseignement a un effet certain sur la qualité de l'environnement;

Considérant que les conditions de vie des étudiantes et des étudiants sont liées directement à la qualité de leur environnement;

Considérant que le Cégep et l'Université sont le milieu de vie principal des étudiantes et des étudiants;

Considérant que toutes et tous devraient avoir accès aux moyens et aux ressources leur permettant d'avoir un mode de vie respectueux de l'environnement;

Considérant que les mesures environnementales ne devraient en aucun cas diminuer l'accessibilité aux études;

- L'ASSÉ réclame l'amélioration de la qualité de l'environnement dans les établissements d'enseignement (qualité de l'air et de l'eau, création d'espaces verts).

- L'ASSÉ revendique l'adoption et l'application réelle de politiques environnementales dans toutes les institutions d'enseignement;

- L'ASSÉ réclame que les étudiantes et les étudiants soient représenté-e-s dans toutes les instances décisionnelles quant à ces politiques;

- L'ASSÉ revendique l'accès à des produits alimentaires sains qui répondent à des critères de durabilité et d'équité sur l'ensemble de leur cycle de vie;

- L'ASSÉ exige une gestion globale visant la réduction, la récupération, la revalorisation et le recyclage des déchets et des matériaux dans les institutions d'enseignement;

- L'ASSÉ se prononce pour le respect de la certification LEED dans tout projet de rénovation ou d'immobilisation;

- L'ASSÉ exige l'instauration et l'application réelle par les cégeps et les universités d'une politique d'achat pour les équipements qui soit basée sur le respect des principes écologiques;

- L'ASSÉ s'oppose à tout projet de construction ou d'agrandissement des espaces de stationnement dans les établissements d'enseignement;

- L'ASSÉ revendique l'établissement d'un système de transport en commun de qualité, accessible gratuitement, dans toutes les régions du Québec;

- L'ASSÉ exige la création de mineures, de certificats, de cours, de chaires de recherche et d'instituts en études environnementales.

2. Considérant que l'ASSÉ appuie le mouvement syndical et la lutte des travailleurs et travailleuses;

Considérant que les syndicats devraient promouvoir un projet progressiste;

Considérant que le manuel du 1^{er} mai publié par la CEQ est toujours actuel, et, est un bon outil en matière d'éducation populaire;

L'AGES propose que toutes les associations étudiantes des CÉGEPs membres de l'ASSÉ exigent de leur administration qu'une journée dans la semaine qui précède le 1^{er} mai, conformément au programme du manuel du premier mai de la CEQ (1975), se tienne une journée où tous les cours porteraient sur la signification du premier mai et les enjeux de la classe ouvrière.

L'AGES propose que l'ASSÉ se positionne en matière d'éducation populaire dans une perspective de solidarité avec les ouvriers et ouvrières, chômeurs et chômeuses, assisté-e-s sociaux et sociales, exploité-e-s, opprimé-e-s. *Proposition reçue après les délais*¹

3. L'AGES propose que les médias alternatifs, tels que le CMAQ, les radios communautaires, etc., soient davantage utilisés plutôt que les médias conventionnels dits « d'information », qui se nourrissent de sensationnalisme et sont contrôlés par la bourgeoisie nationale et fédérale, tels que TVA, TQS, Radio-Canada, Journal de Montréal, Journal de Québec. Ces moyens n'ont jamais été un moyen fiable d'information et sont peu favorables aux luttes sociales et progressistes. *Proposition reçue après les délais*

4. Considérant que l'ASSÉ a pour principe une solidarité syndicale avec les luttes internationales progressistes visant le mieux-être de la société;

Considérant que le peuple népalais subit l'oppression de la famille royale, au pouvoir au Népal, qui garde le peuple dans une pauvreté extrême;

Considérant que le peuple népalais tente de se libérer des chaînes de l'impérialisme, depuis plus de 10 ans;

Considérant que le peuple népalais lutte pour construire un nouvel État dit de démocratie nouvelle à

¹ **Statuts et règlements, Article 15**

Les documents préparatoires pour un Congrès devront parvenir au Conseil exécutif de l'ASSÉ au moins deux (2) semaines avant la tenue du Congrès, et au moins une (1) semaine avant la tenue de Conseil InterRégional.

15.1. En cas d'impossibilité de se conformer aux présents délais, toutes propositions principales n'ayant pas été acheminées dans les délais pourront être mises en dépôt avec le tiers relatif des votes (33 % + 1 des votes « Pour » ou « Contre », autrement dit les abstentions ne comptent pas pour des « Contre »).

l'aide du Parti Communiste du Népal (Maoïste);

Considérant qu'il y a en ce moment un large mouvement de grève générale, depuis le 6 avril 2006, pour exiger la fin de la monarchie et le départ du roi Gyanendra;

L'AGES propose que l'ASSÉ appuie la guerre populaire au Népal et se solidarise avec tous les prisonniers et toutes les prisonnières politiques du Népal. *Proposition reçue après les délais.*

Plan d'action 2006-2007

1. Le Conseil exécutif propose au Congrès qu'il y ait une plénière d'une heure sur le plan d'action en sous-groupe. *Proposition reçue après les délais.*

2. Le Conseil exécutif propose au Congrès de participer à la manifestation syndicale pour le 1^{er} mai, manifestation qui aura lieu le 29 avril, et de se prononcer pour qu'il y ait une équipe de médiation de l'ASSÉ afin d'éviter, dans la mesure du possible, qu'il y ait des altercations physiques. Que les services d'ordre syndicaux acceptent la primauté de l'équipe de médiation lorsqu'on y fait appel; que l'on approche les autres groupes pour les intégrer dans l'équipe.

3. Le Conseil exécutif propose au Congrès que l'ASSÉ participe au contingent "Précaires" lors de la manifestation du 1^{er} mai (29 avril).

4. Le Conseil exécutif propose au Congrès que l'ASSÉ appelle ses membres à manifester lors de la Journée Internationale des travailleurs et travailleuses le 1^{er} mai 2006. *Proposition reçue après les délais.*

5. Considérant le sous-financement chronique de l'éducation post-secondaire au Québec et au Canada;

Considérant que ce sous-financement se traduit entre autres par la rationalisation des programmes, le surpeuplement des classes, le déficit de professeur-e-s, le piètre financement des bibliothèques scolaires et la tendance des institutions scolaires à aller chercher du financement privé et à augmenter les frais afférents;

Considérant que ce sous-financement se traduit également par un régime d'AFÉ qui tend de plus en plus à être un régime d'endettement étudiant;

Considérant les orientations des dernières années qui menacent l'intégrité du réseau collégial au Québec;

Considérant les propositions de certains acteurs du monde de l'éducation de dégeler les frais de scolarité pour financer l'éducation post-secondaire (comme par exemple le recteur Vinet à l'Université de Montréal);

Considérant que l'accessibilité aux études est le gage d'une société critique et responsable;

Considérant les coupures de 2,2 milliards \$ par année dans les transferts fédéraux aux provinces en matière d'éducation et de programmes sociaux depuis 1994;

Considérant que le gouvernement fédéral a dégagé, en huit ans, des surplus de 61,3 milliards \$;

L'AFESH-UQAM propose l'élaboration d'une plate-forme de revendications visant l'augmentation des budgets alloués à l'éducation, par les différents gouvernements en s'appuyant notamment sur les points suivants :

- Une analyse critique de la fiscalité actuelle;
- La nécessité d'augmenter l'accessibilité et la qualité de l'éducation;
- La diminution des frais de scolarité et des frais afférents incluant ceux des étudiants et étudiantes internationaux et internationales, réduction du ratio professeur-e/étudiant-e-s au Cégep comme à l'université, embauche de nouveaux et nouvelles professeur-e-s, valorisation de la formation universelle au collégial), pour un financement accru des bibliothèques collégiales et universitaires pour agrandir leur collection respective et dans la recherche et la création non soumise aux impératifs des lois du marché;
- Une réforme progressiste de l'AFÉ ayant pour points principaux la reconnaissance de l'autonomie financière dès le départ du domicile familial, une conversion majeure des prêts en bourses (diminution du plafond des prêts et investissement majeur en bourses), mettre fin à la gestion privée dans le système des prêts et bourses;
- Que ces exigences de réinvestissement massif face à l'État québécois ne soient pas exclusivement conditionnelles à un versement de transferts fédéraux;
- Et ce, dans une perspective d'accessibilité aux études, d'éradication de l'endettement étudiant et de gratuité scolaire.

L'AFESH-UQAM propose que cette campagne soit menée à partir d'une coordination nationale fondée principalement au sein de l'ASSÉ pour l'année 2006-2007.

6. L'AECSL propose que le plan d'action 2006-2007 soit principalement orienté sur le privé en éducation à trois niveaux :

- Les partenariats public-privé
- La collaboration du privé dans les programmes d'études
- La publicité et les commandites

Le tout dans la perspective d'un financement accru des institutions scolaires. *Proposition reçue après les délais.*

7. L'AECSL propose que l'ASSÉ adopte un plan d'action femmes axé sur la condition économique des parents monoparentaux en lien avec l'aide financière aux études. *Proposition reçue après les délais*

8. Considérant le risque réel d'un dégel futur des frais de scolarité :

L'AEMSP-UQAM propose que le plan d'action de l'ASSÉ pour l'année 2006-2007 soit axé sur une vaste campagne d'information, conscientisation et mobilisation sur le principe de gratuité scolaire et de l'accessibilité aux études. *Proposition reçue après les délais.*

9. L'AEMSP-UQAM propose que le plan d'action de l'ASSÉ 2006-2007 s'articule autour d'un certain nombre de revendications concrètes dans la perspective d'un plan d'action plus large et plus offensif. *Proposition reçue après les délais.*

10. Le Conseil exécutif propose au Congrès le calendrier suivant :

2006 :

- 13 mai à 13h : CIR/Conseil de Coordination à Joliette

- 2 au 4 juin : Formation et pow-wow dans un lieu de villégiature abordable à déterminer. Que les ateliers traitent des thèmes suivants : matériel d'information, outils de recherche, Statuts et règlements et procédures, caucus de travail par poste et Comité.

- Fin août, début septembre : Plan de valorisation à élaborer pendant l'été et ciblant prioritairement les associations suivantes : AGES, AGECLG, AECM, RÉÉSUM et REECJL.

- 22 au 24 septembre : Camp de formation

- 13 au 15 octobre : Congrès d'automne

2007 :

- 26 au 28 janvier : Camp de formation

- 23 au 25 février : Congrès d'hiver

- 27 au 29 avril : Congrès annuel

Proposition reçue après les délais.

11. Le Conseil exécutif propose au Congrès qu'un plan de jumelage entre associations membres soit élaboré pendant l'été. *Proposition reçue après les délais.*

12. Le Conseil exécutif propose au Congrès de participer aux activités entourant les journées suivantes

- 8 mars : Journée internationale des femmes

- 15 mars : Journée internationale contre la brutalité policière

- 1^{er} mai : Journée internationale des travailleurs et travailleuses

Proposition reçue après les délais.

13. L'AGECFXG propose que la campagne 2006-2007 de l'ASSÉ soit sur le thème de la gratuité scolaire et que, dans cette optique, une semaine d'information sur la gratuité scolaire soit mise en oeuvre dans toutes les associations membres de l'ASSÉ et d'inviter les non-membres à y participer. *Proposition reçue après les délais.*

14. L'AGECFXG propose que dans le cadre de la campagne sur la gratuité scolaire 2006-2007 soit produite de la documentation d'information telle qu'un cahier de question/réponse sur la gratuité scolaire ainsi que des affiches et tout le matériel nécessaire et qu'il soit disponible dès le début de la rentrée. *Proposition reçue après les délais.*

15. Le Conseil exécutif propose au Congrès d'inviter les membres de l'ASSÉ à participer à la manifestation du 11 mai de la Coalition pour la semaine des personnes assistées sociales. *Proposition reçue après les délais.*

16. Considérant que l'ASSÉ est une association étudiante nationale de combat;

Considérant que la fête des travailleurs et travailleuses a lieu le 1^{er} mai;

Considérant que la manifestation s'ouvrira sous une bannière non partisane;

Considérant que l'État ne reconnaît pas le 1^{er} mai comme étant une journée importante;

Participer au 29 avril n'aurait pas une aussi grande portée politique et ne nous démarquerait pas des Fédérations Étudiantes et des syndicats patronaux à la remorque de la bourgeoisie.

L'AGES propose que l'ASSÉ participe à la manifestation du 1^{er} mai, le 1^{er} mai, sous le thème révolutionnaire et internationaliste dont le départ aura lieu au Métro Parc. *Proposition reçue après les délais.*

États financiers 2005-2006

1. Le Conseil exécutif propose au Congrès la présentation des états financiers 2005-2006 au 31 mars 2006.

Renouvellement du contrat de la permanence

1. Le Conseil exécutif de l'ASSÉ propose au Congrès de modifier l'Article "6.1 Engagement" au contrat de travail de la permanence comme suit : Modifier "Conseil InterRégional" par "Congrès".

Article original du contrat de travail de la permanence

6.1 Engagement : L'engagement de l'employé-e se fait par l'exécutif selon les directives du Conseil InterRégional.

2. Le Conseil exécutif de l'ASSÉ propose au Congrès de définir l'Article "8.4 Renouvellement" comme suit :

Le renouvellement du contrat de l'employé-e doit être approuvé par le Congrès.

Les conditions du renouvellement du contrat de l'employé-e doivent faire l'objet d'une entente entre l'employé-e et l'employeur au minimum un (1) mois avant la tenue du Congrès. Cette entente doit être publiée au minimum deux (2) semaines avant la tenue du Congrès.

En cas de non-entente, le Congrès devra décider des nouvelles conditions du renouvellement du contrat. Pour ce faire, il devra considérer les demandes de l'employé-e et les offres de l'employeur qui devront être publiées au moins deux (2) semaines avant la tenue du Congrès. L'employé-e devra accepter ou refuser la décision du Congrès au plus tard deux (2) semaines après la tenue du Congrès. En cas de refus de l'employé-e, le contrat ne sera pas renouvelé.

Article original du contrat de travail de la permanence

8.4 Renouvellement : La clause 8.4 sera définie en cours du contrat. Cette clause fait partie intégrante du présent contrat.

3. Le Conseil exécutif de l'ASSÉ propose au Congrès le renouvellement du contrat de la permanence de Valérie Soly du 8 juin 2006 au 7 juin 2007.

Prévisions budgétaires 2006-2007

1. Le Conseil exécutif propose au Congrès de fermer, pour l'année financière 2006-2007, le compte "CASSÉE", qui inclut les comptes à recevoir et les contributions au fonds de grève de celle-ci, et de transmettre les informations pertinentes à l'AFESH-UQÀM.

2. Le Conseil exécutif propose au Congrès les prévisions budgétaires 2006-2007.

3. L'AECSL propose que l'ASSÉ débloque des fonds pour les procès des arrêté-e-s de la grève étudiante de 2005. *Proposition reçue après les délais.*

4. Que soient ajoutés aux prévisions budgétaires 2006-2007 présentées au Congrès annuel : une majoration de 500,00\$ au poste *Congrès*, une diminution de 500,00\$ au poste *Tournées et représentations* et que le poste *Nouveau Conseil régional* soit ajouté, avec un budget de 2000,00\$, sous la ligne *Conseil régionaux*. *Proposition reçue après les délais.*

Propositions mises en dépôt

1. Que l'ASSÉ soit en faveur de l'abolition de la discrimination dans l'aide financière à l'endroit des familles monoparentales, constituées en grande majorité de mères étudiantes.

Proposition mise en dépôt, Congrès des 10, 11 et 12 février 2006

2. Que l'ASSÉ se positionne pour que le prêt informatique soit aussi utilisé par les étudiants et étudiantes de musique pour l'achat d'instruments de musique.

Proposition mise en dépôt, Congrès des 10, 11 et 12 février 2006

3. Que l'ASSÉ mette au centre de la campagne électorale provinciale la question de la gratuité scolaire. Que les associations consultent leurs assemblées générales sur la question des modes d'action à entreprendre.

Proposition mise en dépôt, Congrès des 10, 11 et 12 février 2006

4. Considérant que les comités étudiants et parascolaires (radio, journal, femmes, vert, plein air, etc.) sont des parties intégrantes d'une association étudiante;

Considérant que ces derniers enrichissent inconditionnellement la vie des collectivités étudiantes;

Considérant qu'ils rencontrent, pour la plupart d'entre eux, de nombreux problèmes d'organisation, de pérennité et de membership;

Considérant que le partage d'expériences et d'idées ainsi que les rencontres permettraient une plus grande concertation étudiante, mais aussi associative;

Que l'ASSÉ invite ses associations étudiantes membres à créer d'ici la fin de la session une conférence asséenne simultanée des comités parascolaires. Cette instance sera :

- Organisée par les comités concernés en support des exécutifs locaux;

- Le lieu devra être choisi en fonction de son aspect stratégique et le moment de permettre la tenue de plusieurs rencontres à la fois.

Proposition mise en dépôt, Congrès des 10, 11 et 12 février 2006

Dépot des avis de motion

1. D'ajouter un Article 37 au Chapitre 7 : Comités de travail des Statuts et règlements afin de créer le "Comité écologique" qui aurait pour mission : "De coordonner les actions locales des comités vert des associations membres. De s'assurer du respect de la politique écologiste de l'ASSÉ. Informer les associations membres des enjeux nationaux."

Déposé par AGECFXG

Annexes

Comptes à recevoir de la CASSÉE

Facture	Date	Association	Description	Montant
279	26-févr.-05	Pauline Lecarpentier	Congrès CASSÉE des 26 et 27 février 2005	\$45,00
283	13-Mars-05	AGECA	Congrès CASSÉE du 13 mars 2005	\$24,00
285	13-Mars-05	RÉESUM	Congrès CASSÉE du 13 mars 2005	\$24,00
286	13-Mars-05	SECMV	Congrès CASSÉE du 13 mars 2005	\$24,00
289	13-Mars-05	Élise Ross	Congrès CASSÉE du 13 mars 2005	\$24,00
292	13-Mars-05	AGECSJR	Congrès CASSÉE du 13 mars 2005	\$24,00
307	13-Mars-05	APEUL	Congrès CASSÉE du 13 mars 2005	\$12,00
326	19-Mars-05	RÉESUM	Congrès CASSÉE des 19 et 20 mars 2005	\$40,00
335	26-Mars-05	RÉESUM	Congrès CASSÉE du 26 mars 2005	\$20,00
346	26-Mars-05	AEELSHUM	Congrès CASSÉE du 26 mars 2005	\$20,00
357	26-Mars-05	AGECVM	Congrès CASSÉE du 26 mars 2005	\$80,00
372	02-avr.-05	AGEECLG	Congrès CASSÉE des 2 et 3 avril 2005	\$60,00
377	02-avr.-05	AESS-UQÀM	Congrès CASSÉE des 2 et 3 avril 2005	\$30,00
379	02-avr.-05	AGECA	Congrès CASSÉE des 2 et 3 avril 2005	\$60,00
384	02-avr.-05	AGEECL-C	Congrès CASSÉE des 2 et 3 avril 2005	\$60,00
385	02-avr.-05	REECJL	Congrès CASSÉE des 2 et 3 avril 2005	\$30,00
392	02-avr.-05	RÉESUM	Congrès CASSÉE des 2 et 3 avril 2005	\$30,00
410	09-avr.-05	AGEETUL	Congrès CASSÉE 9-10 avril 2005	\$15,00
400	09-avr.-05	AGECVM	Congrès CASSÉE 9-10 avril 2005	\$45,00
402	09-avr.-05	AÉÉLSHUM	Congrès CASSÉE 9-10 avril 2005	\$15,00
397	09-avr.-05	AGEECLG	Congrès CASSÉE 9-10 avril 2005	\$75,00
412	09-avr.-05	REECJL	Congrès CASSÉE 9-10 avril 2005	\$30,00
Total				\$787,00

Contributions au fonds de grève de la CASSÉE

#	Associations étudiantes	Étudiant-e-s par jours de grève	Contributions	Contributions versées	Solde
1	AÉAUM	0,88%	555,14 \$	555,14 \$	0,00 \$
2	RÉESUM	0,44%	277,57 \$		
3	ACSSUM	0,15%	93,18 \$	100,00 \$	(6,82 \$)
4	AELSHUM	0,05%	34,10 \$	43,00 \$	(8,90 \$)
5	AFÉA-UQÀM	4,22%	2 676,58 \$	2 600,00 \$	76,58 \$
6	AGEECLG	7,88%	4 996,29 \$		
7	AÉTEP	0,06%	39,65 \$	680,00 \$	(640,35 \$)
8	RÉÉCJL	3,13%	1 982,65 \$	1 982,65 \$	0,00 \$
9	AGECD	3,28%	2 081,79 \$		
10	AECSL	4,81%	3 053,29 \$		
11	AEDDHUM	0,21%	130,86 \$	130,86 \$	(0,00 \$)
12	AFESH-UQÀM	10,28%	6 522,93 \$		
13	AFELLC-UQÀM	11,16%	7 078,08 \$	5 000,00 \$	2 078,08 \$
14	A ECS	12,25%	7 772,00 \$		
15	AGECVM	13,13%	8 327,15 \$	8 327,15 \$	(0,00 \$)
16	AÉHUM	0,50%	319,21 \$		
17	AGECG-I	0,22%	138,79 \$	138,83 \$	(0,04 \$)
18	AGÉCoV	1,86%	1 177,70 \$	0,00 \$	1 177,70 \$
19	AFESPED-UQÀM	2,95%	1 871,63 \$	2 500,00 \$	(628,37 \$)
20	AGES	4,69%	2 973,98 \$	500,00 \$	2 473,98 \$
21	AECM	1,26%	800,79 \$		
22	AGECSJR	3,64%	2 305,83 \$	2 306,56 \$	(0,73 \$)
23	AÉCSAUM	0,20%	126,89 \$	126,93 \$	(0,04 \$)
24	AÉÉA-UL	0,36%	228,01 \$	230,00 \$	(1,99 \$)
25	AESS-UQÀM	4,38%	2 775,72 \$	1 400,00 \$	1 375,72 \$
26	ACCES-UL	0,22%	138,79 \$	100,00 \$	38,79 \$
27	AGÉÉTUL	0,17%	107,06 \$	0,00 \$	107,06 \$
28	AÉÉH-UL	0,42%	268,65 \$	268,65 \$	(0,00 \$)
29	RÉSUL	0,21%	133,83 \$	0,00 \$	133,83 \$
30	AÉÉSPUL	0,45%	286,49 \$	288,00 \$	(1,51 \$)
31	AÉGUM	0,15%	96,75 \$	96,75 \$	0,00 \$
32	APÉUL	0,23%	148,70 \$	109,50 \$	39,20 \$
33	AGEECST	2,17%	1 373,98 \$	0,00 \$	1 373,98 \$
34	AGECFXG	1,69%	1 070,63 \$	1 200,00 \$	(129,37 \$)
35	AGEBB	0,21%	135,95 \$	135,95 \$	0,00 \$
36	SECMV	0,55%	351,21 \$	0,00 \$	351,21 \$
37	AEMSP-UQÀM	1,31%	832,71 \$		
38	ABEILL-UL	0,23%	147,11 \$	0,00 \$	147,11 \$
	Membres de l'ASSÉ		26 656,59 \$		
	Totaux			28 819,97 \$	9 373,24 \$